QUARANTIÈME ANNÉE — N°11810

— MARDI 18 JANVIER 1983

A BONN

M. Gromyko doit rencontrer les principaux dirigeants de la R.F.A.

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pès. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 L ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'Italie malade de ses zizanies

C'est une semaine cruciale qui s'ouvre en Italie pour le gouvernement constitué, il y a à peine un mois et demi, par M. Fanfani. Aux dissensions qui s'aggravent au sein de la majorité entre la démocratie chrétienne et le « pôle laïc » (partis socialiste, social-démocrate et libéral) s'ajoute une agitation sociale dont la grève générale de mardi 18 janvier, après les nombreuses manifestations de ces dernières semaines, pourrait bien marquer le véritable coup d'envoi. Cette grève précédera, en effet, l'ultime journée de négociations entre syndicats et patronat pour tenter de parvenir à un accord sur l'échelle mobile des salaires.

L'intervention du président Pertini, déclarant à l'hebdomadaire « L'Espresso » que des élections anticipées « ne changeraient rien », témoigne de la gravité de la crise qui risque d'emporter le gouvernement. M. Craxi n'a fait, pour sa part, dimanche, que jeter un peu plus d'huile sur le feu en reprochant à la démocratie chrétienne de chercher à rétablir son hégémonie sur la vie politique. Ce reproche ne peut qu'appeler des répliques de la part des amis de M. Fanfani et confirme l'extrême vulnérabilité du cabinet.

Ecartelé entre sa base syndicale et une direction qui, bien que de mauvais gré, s'est engagée au sein du gouvernement dans la politique d'austérité, le P.S.I. tente à présent de prendre ses distances en s'attaquant à la fois à ses partenaires chrétiens-démocrates et au parti communiste, principal opposant au programme économique du gouvernement.

Les dissensions ne sont pas moins vives au sein du mouvement syndical. La grève générale de mardi contre les mesures fiscales décidées ces deux dernières semaines et actuellement à l'examen au Parlement, malgré une unité de façade, est symptomatique de la division du front syndical. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement social italien, cette grève sera « muette », sans meetings et sans prises de parole. Signe de l'autocensure que s'imposent les dirigeants ouvriers pour masquer les polémiques, alors que la Fédération unitaire qui rassemble depuis plus de dix ans les trois grandes centrales (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) vient de frôler la rupture.

Là encore, la politique d'austérité est au cœur du débat. La C.G.I.L., à majorité communiste, en dépit des paroles apaisantes prononcées dimanche par son secrétaire général pour tenter de sauver l'unité, prône une opposition dure. Les deux autres syndicats seraient prêts, en revanche, à accepter certains aménagements de l'échelle mobile en échange d'allégements fiscaux.

D'autre part, l'écart paraît s'être creusé ces derniers temps entre les directions et une base mécontente, victime de l'inflation, du chômage, menacée par le non-renouvellement des contrats de travail en cas d'absence d'accord avec le patronat et à qui on annonce des augmentations fiscales. Les directions syndicales ont d'extrêmes difficultés à élaborer de nouvelles plates-formes de lutte qui répondent à cette mobilisation, tout en tenant compte de la situation économique du pays.

A cette crise d'idées et de représentativité s'ajoute le jeu des partis, qui, profitant des atermoiements des centrales syndicales, tentent de leur imposer leurs propres choix. L'Italie, une fois de plus, est malade de ses zizanies.

M. Mitterrand met en garde la Libye contre toute nouvelle intervention au Tchad

Arrivé lundi matin 17 janvier à Libreville, où il a été accueilli par le président Omar Bongo, M. Mitterrand doit regagner Paris mardi soir. Il achève au Gabon un voyage qui l'avait conduit auparavant au Togo, puis au Bénin.

Il a prononcé à Cotonou un important discours qui marquait les « retrouvailles » franco-béninoises, et a exprimé dimanche son inquiétude devant la situation au Tchad, lançant une mise en garde à peine voilée à la Libye contre toute nouvelle intervention dans ce pays.

De notre envoyé spécial

Cotonou. — Au cours d'une allocution prononcée, dimanche 16 janvier dans la soirée, à l'issue d'un banquet d'adieu offert par le président Kerekou, M. Mitterrand a manifesté, dans des termes particulièrement éloquents et apparemment nouveaux, l'inquiétude qu'il ressent face au conflit tchadien.

« *Nous ne voulons pas*, a-t-il notamment déclaré, *que ce conflit peu à peu s'envenime comme on peut le redouter, au point que les plus grandes puissances, sans oublier les puissances voisines, s'engagent sur un terrain profondément miné.* »

« *Je mets en garde*, a-t-il ajouté, *des pays d'Afrique comme le vôtre contre les conséquences de tels événements.* »

Cette « *mise en garde* », qui s'adressait visiblement à la Libye — et accessoirement au Bénin, qui a longtemps soutenu Tripoli dans cette affaire avant de prendre quelque distance, — semblait d'autant plus sévère que, quelques minutes plus tôt, le président de la République avait affirmé sa volonté de voir le Tchad « *échapper aux ingérences extérieures* » et « *libéré de toute forme d'occupation étrangère* » afin qu'il puisse « *régler lui-même ses problèmes par des formes démocratiques* ».

Jamais, semble-t-il, M. Mitterrand n'avait jusqu'ici manifesté avec autant de netteté son opposition à toute intervention étrangère au Tchad, une allusion qui ne pouvait pas ne pas viser l'occupation par les Libyens de la bande d'Aouzou, dans l'extrême nord tchadien.

Sur le Sahara occidental, le président de la République a déclaré : « *Nous avons, il y a déjà longtemps, indiqué que nous devions nous en remettre à la volonté du peuple qui vit ou qui est né dans cette région au Sahara, d'où le principe tout simple de l'autodétermination du peuple sur la base d'un référendum.* » « *Il n'y a pas d'autre issue* », a-t-il ajouté avec fermeté, à deux semaines de la visite officielle qu'il doit faire dans l'empire chérifien, donnant ainsi au roi Hassan II un motif de satisfaction.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(*Lire la suite page 5.*)

Le chômage a continué de diminuer en décembre

Pour le deuxième mois consécutif, le chômage a très légèrement baissé en France en décembre, que ce soit en données brutes (— 1,4 %) ou après correction des variations saisonnières (— 1,1 %). En un an, a souligné M. Jean Le Garrec, ministre chargé de l'emploi, l'augmentation du chômage a été de 5,8 %. « La hausse la plus faible depuis 1976 ». En 1981, la progression avait été de 23,4 %. *(Lire page 48).*

Ce résultat satisfaisant est à mettre à l'actif du gouvernement, qui doit cependant faire face à de vives critiques de l'opposition sur l'endettement extérieur de la France, une nouvelle fois dénoncé, dimanche 16 janvier au Club de la presse d'Europe 1, par M. Giscard d'Estaing.

Balance commerciale et endettement

« *Nous avons été le plus gros emprunteur sur le marché mondial en 1982, et si nous continuons au rythme des prévisions actuelles, dans deux ans, nous serons le pays le plus endetté du monde* », a affirmé M. Giscard d'Estaing, dimanche 16 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1. C'est vrai : en 1982, la France, avec 25 milliards de dollars d'emprunts internationaux pour le compte aussi bien du Trésor que des entreprises publiques et des banques, s'est inscrite au premier rang des emprunteurs internationaux (*le Monde* daté 26-27 décembre).

Il est non moins vrai qu'au rythme actuel notre pays pourrait effectivement être, à la fin de 1984, le pays le plus endetté du monde, à condition que le Brésil, champion à l'heure présente, avec 90 milliards de dollars, et le Mexique, second au classement, avec 85 milliards, n'empruntent pas davantage.

Dans les deux ans qui viennent, en effet, la dette extérieure française, qui atteint au début de 1983 de 50 à 55 milliards de dollars, serait susceptible d'approcher 80 milliards de dollars fin 1983 et 100 milliards à la fin de 1984.

Sans doute, un tel classement est-il fort sujet à caution, car il convient de rapporter tous ces endettements au produit national brut des pays concernés, et de relever, à cet égard, que le P.N.B. de la France est égal à deux fois et demi celui du Brésil et à quatre fois celui du Mexique, les potentiels économiques industriels et technologiques ne pouvant, en aucune façon, être comparés.

FRANÇOIS RENARD.

(*Lire la suite page 43.*)

— POINT —

Les facilités de M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing distille avec ravissement les formules-slogans. Après les « blessés du 10 mai », *les* « déçus du socialisme », « le socialisme *(qui)* ne marche pas », *voici venu le temps du* « socialisme qui endette la France ».

Cette formule-là présente au moins l'avantage, aux yeux de son auteur, de mettre en image à la fois une situation économique jugée alarmante et une gestion politique qu'il estime déjà disqualifiée, en agitant un mot qui inquiète : la dette.

L'ancien chef de l'Etat prend ainsi le relais de son ancien premier ministre, M. Raymond Barre, qui s'était ému d'une situation qui, selon lui, prive la France de sa liberté de manœuvre. Ses qualités de pédagogue mises au service du combat politique permettent à M. Giscard d'Estaing d'aller plus loin que M. Barre et de susciter la crainte des petits portefeuilles. Il faudra prélever deux mille francs sur le revenu de chaque Français actif, en 1983, pour payer les intérêts de la dette.

Une telle analyse des conséquences de l'endettement cède à la facilité car elle est économiquement discutable. Qu'importe ! Pourvu que son impact politique soit fort !

On ne peut pas dire que M. Giscard d'Estaing accède aux vœux de Mme Simone Veil selon laquelle « il faut aider le gouvernement quand l'intérêt supérieur du pays est en jeu ». *Car l'ancien président de la République, bien qu'il s'en défende, apparaît aujourd'hui comme un homme pressé, au risque d'encourir le reproche jusqu'alors adressé à M. Jacques Chirac. Quel tollé provoquerait le président du R.P.R. — cet* « agité », *selon l'expression utilisée un temps par l'ancien chef de l'Etat — s'il tenait aujourd'hui encore le même langage !*

M. Giscard d'Estaing est pressé au point d'envisager une cohabitation entre un gouvernement de droite et un président de gauche au terme d'élections législatives anticipées. Il est vrai qu'une telle hypothèse, dans sa bouche, n'est pas neuve. Il l'avait imaginée à rebours, lorsque, président de la République en exercice, il décrivait les conséquences d'une victoire de la gauche aux élections législatives de 1978.

Peut-être le langage de M. Giscard d'Estaing sur la « cohabitation » *n'est-il que l'expression d'une facilité. Envisager, actuellement, une cohabitation raisonnable entre un chef d'Etat de droite et un gouvernement de droite — compte tenu des analyses formulées par MM. Giscard d'Estaing, Barre, Chirac, de leurs ambitions respectives et de leur impréparation — serait peut-être encore plus périlleux que l'hypothèse avancée par l'ancien président de la République !*

(Lire page 6.)

• L'armée en question : trois officiers s'expriment. (Lire page 2.)

• Le rock en Ile-de-France : douze mille places dans la nouvelle salle de Bagnolet

(Lire page 8 les articles d'OLIVIER SCHMIDT et d'ALAIN WAIS.)

AU JOUR LE JOUR

Guerre

La presse part en guerre. Sous le titre « Journaux de guerre », *Hachette met sur le marché des fac-similés de journaux français parus entre 1939 et 1945. Cela se vend comme des petits pains. Les lecteurs de 1983 pourront, pendant soixante-douze semaines, oubliant les horreurs du présent, alimenter des nostalgies, réveiller des souvenirs ou, tout simplement, apprendre l'histoire.*

Le Figaro *paraît, lui-même, gagné par cette mode et cette atmosphère, lui qui écrit, dans son éditorial de lundi :* « Aujourd'hui nous sommes en guerre contre un régime qui tue ce pays, et cette guerre il faut d'abord la gagner. » *Combien de divisions, M. Hersant ?*

BRUNO FRAPPAT.

POINT DE VUE

Hors des Pershing, point de salut ?

Au temps où il était à l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing n'avait jamais voulu se prononcer officiellement sur le problème des Pershing-2 et des missiles de croisière. Il s'en est expliqué dimanche soir, au « Club de la presse », critiquant implicitement M. François Mitterrand. On lira, ci-dessous, le point de vue sur cette question de M. Gabriel Robin, ancien conseiller diplomatique des présidents Georges Pompidou et Giscard d'Estaing. M. Robin s'exprime à titre personnel.

par GABRIEL ROBIN

La France est décidément un pays singulier. Partout ailleurs, la question des Pershing et autres missiles de croisière donne lieu à débat : les uns sont pour, d'autres sont contre, d'autres enfin hésitent et s'interrogent.

En France, où habituellement tout est sujet à disputes, rien de tel : point de ces opinions partagées ou de ces doutes débilitants. Communistes mis à part, l'unanimité est complète. Tout ce qui gouverne, parle, écrit, s'en va répétant d'une seule voix : hors des Pershing, point de salut. N'allons pas croire surtout que l'ardeur de ce zèle s'allume à la flamme de quelque intérêt égoïste.

La France ne fut pas à l'origine de la décision de l'OTAN dont elle célèbre à l'envi la sagesse et, s'il est un point sur lequel chacun est bien d'accord, c'est qu'en aucun cas elle ne doit y devenir partie. Pas question pour elle de laisser impliquer ses propres missiles dans la négociation avec Moscou ; moins encore d'accueillir des fusées américaines sur son sol.

Passionnée, certes, la France l'est *plus violemment que quiconque* ; mais concernée, point du tout. Ne faut-il pas, serait-on tenté de conclure, que la cause soit sainte qui suscite unanimité si rare et passion si désintéressée ?

Avant de s'enrôler sous la noble bannière, il vaut la peine cependant d'y regarder de plus près. L'unanimité, après tout, n'est rien sans la vérité, et, *quand il s'agit de choses* graves, comme c'est le cas, la passion la plus généreuse ne dispense pas de l'objectivité. Or c'est ici, pour qui n'a pas la foi du charbonnier, que le bât blesse. Parmi ceux qui sont le plus fréquemment présentés, trop d'arguments sonnent creux, trop de raisonnements boitent. Au risque de semer le doute, on voudrait en donner ici quelques exemples.

1) Est-il vrai que la menace des SS-20 ait la nouveauté radicale qu'on *lui* prête ? Pour le croire il faudrait oublier que l'Europe vit dans l'ombre de l'arsenal nucléaire soviétique depuis quelque trente ans et qu'il y a plus de vingt ans qu'elle est tenue sous le feu des missiles soviétiques à moyenne portée. On accordera que les SS-20 sont plus performants et moins vulnérables que les SS-4 et 5 qu'ils sont destinés à remplacer. Ils détruiraient l'Europe plus sûrement et à moindre frais ; ils ne la détruiraient pas plus complètement.

2) Ne serait-il pas vrai, au moins, que les SS-20 aient la capacité, dans une frappe dite « chirurgicale », de détruire la totalité des dispositifs militaires européens sans toucher une ville, un village, sans tuer un sodat américain ?

Il devrait suffire, pour se détromper, de réfléchir que chacune des trois têtes nucléaires d'un SS-20 emporte une charge de 250 kilotonnes, soit dix à quinze fois la bombe d'Hiroshima. A supposer même que les Soviétiques n'aient besoin que de quelques dizaines de *ces têtes nucléaires pour désarmer* l'Europe, qui peut croire qu'un feu d'artifice de plusieurs centaines d'Hiroshima laisserait de l'Europe autre chose qu'un brasier empesté de radiations ?

(*Lire la suite page 7.*)

UNE BROCHURE PUBLIÉE PAR « LE MONDE »

Le bilan économique et social de 1982

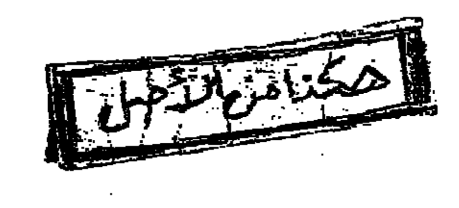
Pour la huitième année consécutive, *le Monde* publie son *Bilan économique et social.*

Tenant compte des événements les plus récents, cette brochure souhaite permettre de mieux saisir la signification des faits en France et dans cent quarante-cinq pays étrangers. S'inscrivant dans la logique des sept brochures précédentes, mais contenant aussi des innovations, le document, tiré à près de 200 000 exemplaires, a pour ambition de faire apparaître la continuité et le changement des phénomènes économiques.

Une centaine de graphiques et de tableaux, un double index par thème et par pays, une chronologie jour par jour, facilitent la lecture de cet ouvrage de cent quatre-vingt-douze pages, illustré de cartes et de dessins.

Dans un monde déboussolé, le *Bilan* présente les craquements monétaires de l'année écoulée, l'état de la dette internationale, les difficultés de la protection sociale, la bataille commerciale et la redistribution des cartes industrielles.

★ *Bilan économique et social de 1982 : Craquements.* 30 F. En vente chez tous les marchands de journaux.



Des chercheurs de dieux ?

L'armée en question

Saint-Cyr veut former des « officiers-citoyens » (*le Monde* du 15 janvier). En attendant, deux officiers d'active montrent, par leur témoignage, combien l'institution militaire résiste, dans sa nature même, à l'innovation, assimilée à la déviance. Pour Jean Ducret, l'armée est exposée, par les nombreux mythes qui la parcourent, à la tentation totalitaire. Pour Philippe Debas, le commandement cherche d'abord à masquer son incompétence. Un troisième officier, celui-là réserviste, se situe, au contraire, du côté de la tradition.

par JEAN DUCRET (*)

DANS un article récent, le général Leborgne comparait l'armée à une Église, les écoles militaires à des séminaires, les « classes » au catéchisme paroissial. De cette allégorie, on peut rapprocher les exhortations de nos généraux à leurs jeunes cadres : « *Ayez la foi* ». *Les militaires* seraient-ils donc des chercheurs de dieux, rêvant de créer une société idéale, monolithique, pure et dure. On peut regrouper les nombreux mythes qui parcourent ce grand corps de l'État, pour le moins particulier, en trois mystiques dominantes : la mystique du chef, la mystique de la puissance, et la *mystique* de *l'unité*.

L'armée ne base pas le commandement sur la compétence, mais sur la « *vocation du chef* ». Conception autocratique d'un droit détenu par une élite. Certains sont nés pour commander, d'autres pour obéir. L'obéissance s'apprend par le dressage : d'où l'utilisation du « *drill* » (l'exercice) que le général Delaunay, chef d'état-major de l'armée de terre, recommandait à ses cadres dans un récent message. Par voie de *conséquence*, le chef *est infaillible* : ses ordres ont valeur d'éthique. D'où un état permanent d'arbitraire au mépris des règlements et de la justice, car le chef est placé au-dessus des lois.

Ce chef infaillible, investi d'un pouvoir moral, est maître ablolu de la notation. Sans aucun contrôle, il peut briser une carrière d'un trait de plume. L'arbitraire va jusqu'à pouvoir relever un capitaine de son commandement sans sanction, donc sans *faute professionnelle. Même procé*dure dans la mise à jour des dossiers des cadres, où l'on glisse des pièces non conformes à la réglementation.

École de virilité

La mystique du chef va de pair avec une mystique de la puissance. Elle s'exprime par le goût de la violence et des épreuves de force, donc de la guerre, où la violence atteint son paroxysme et où triomphe le plus puissant. L'efficacité prime toutes les valeurs : la fin justifie les moyens. Un homme prouve sa va*leur dans la guerre, école de la viri*lité. Lyautey pensait que le militaire a un complexe d'infériorité s'il n'a pas fait la guerre. D'où le mépris pour tout ce qui est considéré comme « *anti-puissance* » : les femmes, les pacifistes et les prêtres.

Le monde des guerriers est misogyne par essence. On accepte les femmes dans les postes subalternes, mais non pas dans ceux de direction. Dans le *Casoar* de décembre 1982 (1), le colonel Chapuis écrit : « *De nombreuses autres questions nous préoccupent (...). L'admission des femmes au concours* (de Saint-Cyr), *dernière trouvaille en date* ».

Les pacifistes et les non-violents sont considérés comme des lâches. Il faut pourtant plus de volonté pour sortir du rang que pour marcher au pas derrière la clique, et un jeune de vingt ans qui affronte un tribunal de galonnés a plus de cran que les autres. Pour montrer sa virilité, il est *nécessaire* de « *gueuler* », « *boire sec* » et « *rouler des épaules* ».

De nombreux militaires voient dans le christianisme, hostile à la violence, une morale concurrente, pouvant donner mauvaise conscience à ceux dont la mission est la guerre. L'alliance du sabre et du goupillon était commode, mais elle n'est plus d'actualité. Le commandement voit toujours avec fureur les clercs exprimer leurs opinions, comme c'est pourtant leur droit et leur devoir. *D'où leur attirance* pour le christianisme musclé des intégristes.

Le mythe de la puissance

Dans les années 30, il y avait des militaires français pour être subjugués par la puissance nazie. On sait où cela a amené certains. Actuellement, des jeunes admirent l'armée soviétique pour les mêmes raisons que l'armée vietminh avait séduit beaucoup de leurs aînés. Ils regrettent amèrement que le pouvoir dé*mocratique ait la faiblesse de ne pas* les autoriser à appliquer les mêmes méthodes.

Ce mythe de la puissance les *conduit à régler les conflits par l'af*frontement en dehors de toute solution négociée. L'une des deux parties doit céder, et c'est toujours celle du moins haut placé dans la hiérarchie. Les solutions extrêmes créent des amertumes, des rancœurs et des *haines. Le my.ne de l'unité pousse à* son point culminant le culte de l'esprit de système. Ce qui fait dire à Lucien Bodard : « *Le commandement tolère fort bien la nullité, les excentricités et même les vices, car ils ne portent pas atteinte à l'esprit militaire. Il est impitoyable pour l'intelligence et l'indépendance personnelle* ».

Une mentalité anticulturelle

L'armée ne reconnaît pas le droit à la différence : dans sa grande majorité, elle est raciste, déteste les intellectuels et méprise la démocratie.

Si nos anciens colonisés, ayant opté pour la nationalité française, sont choyés, il n'en est pas de même pour les stagiaires africains dans nos écoles de formation. Ils subissent les assauts insidieux d'un racisme hypocrite. Quant aux intellectuels, ils sont jugés responsables des défaites *militaires et de la désagrégation de* l'esprit de défense. La mentalité militaire est souvent anticulturelle, car la culture éveille l'intelligence et l'esprit critique.

Si des officiers suivent des études supérieures, ils le font pour accumuler des diplômes en vue de l'avancement ou par nécessité de service. L'acquisition d'une culture générale, gratuite et désintéressée, est en dehors de leurs préoccupations.

La plupart des militaires n'aiment pas la démocratie et les lois qui la régissent. Ils refusent d'accepter la société française telle qu'elle est. Ils méprisent les hommes politiques et leurs bavardages, *qu'ils jugent inu*tiles. Depuis le 10 mai 1981, la tendance s'est accentuée, aucun membre du gouvernement n'échappant aux critiques et aux insultes. Le commandement laisse faire, quand il n'encourage pas, puisqu'un chef de corps a, tout récemment, autorisé un officier supérieur à lire un tract antigouvernemental au cours d'une réunion de travail des officiers de son régiment.

L'armée est volontiers messianique et tentée d'imposer son système de valeurs à toute la société. Dans le journal *Terre-Information*, le général Boone, gouverneur militaire de Lyon, confie aux cadres de l'armée de terre la mission de rendre à la jeunesse « *déboussolée* » le respect de leur propre personne et le sens de leur responsabilité. Propos qui reprennent, dans leur esprit, ceux des leaders de mouvements fascistes désireux de purifier la jeunesse. Le protocole « armée-éducation nationale », signé l'an dernier entre les deux ministères, a été ressenti par la hiérarchie comme la reconnaissance de l'incompétence des universitaires à enseigner le civisme.

Dès 1979, le général commandant la 1re région militaire n'avait pas hésité à écrire une lettre en ce sens aux directeurs des établissements scolaires de la région parisienne.

Un système totalitaire qui ne reconnaît pas les droits essentiels de l'individu à la défense, à l'information, à l'expression et à la différence ne peut survivre sans un appareil répressif.

Juge et partie

Dès leur incorporation, les appelés, les élèves officiers et sous-officiers sont informés du barème de punitions qui les frappera en cas de *mauvaise conduite. C'est assuré*ment l'information qui passe le mieux et très facilement dans cette société bloquée. Dans la limite du barème, le droit de punir est donné à la hiérarchie sans aucun contrôle. L'autorité militaire est juge et partie. Le droit à la défense n'est pas reconnu. De même, une réclamation ne peut être prise en compte que par la voie hiérarchique, en dehors de toute instance indépendante. Lorsqu'elle est manifestement gê*nante et justifiée, elle ne reçoit* pas de réponse, le plaignant s'épuisant en vaines protestations.

L'appareil est organisé pour se dé*fendre par une inertie inébranlable* contre toute action intentée contre lui. Une enquête sur le cas d'un officier victime d'une manipulation de son dossier, confiée au général inspecteur de l'armée de terre en avril 1982 par le ministre de la défense, n'a toujours pas été ouverte à ce jour.

La même autorité se trouve investie du droit exorbitant de priver de liberté, de noter, de recevoir les réclamations et d'enquêter sur ses propres agissements. Pour éliminer tout déviant, la Sécurité militaire (SM) a été créée, rebaptisée aujourd'hui Direction de la protection et de la sécurité de la défense. Cette police politique a réalisé des milliers de fiches, les renseignements étant obtenus par des moyens pour le moins contradictoires avec l'honneur militaire. Les suspects sont arrêtés, isolés, menacés et interrogés sans qu'aucun procès-verbal soit établi.

Des cadres jugés non conformes au système sont éliminés, *toute une* panoplie de blocages et de brimades leur étant imposée : mutation, affectation dans une « voie de garage », non-accès à l'enseignement militaire supérieur, retard prolongé dans l'avancement.

La diversité des armes et des armées, la *complexité* du *monde* militaire, interdit toute généralisation. Mais l'ambiance fasciste existe. Elle est le trait dominant dans des grands commandements et les postes essentiels où existe une sorte de cooptation. Les élus sont tous des produits de l'organisation. Ainsi se crée une « *nomenklatura* » dont l'accès est conditionné par la référence au prototype idéal. Les non-conformes sont éliminés tout au long du parcours d'obstacles que constitue une carrière militaire, *quelles que soient* leurs compétences et leur personnalité. Les embûches sont telles que les meilleurs, selon les critères du système, arrivent au sommet après avoir écarté tous les prétendants. Installés, ils maintiennent intactes les lois qui ont favorisé leur carrière et défendent farouchement les privilèges qu'ils ont chèrement acquis.

(*) Officier d'active. – (N.D.L.R.)

(1) Revue trimestrielle de l'Association amicale des *Élèves de Saint-Cyr*.

CORRESPONDANCE

Au nom de la tradition

D'un officier de réserve qui demande à conserver l'anonymat :

« *Aux soldats d'aujourd'hui comme à ceux de naguère, il faut un culte qui les rassemble, les réchauffe et les grandisse. Il faut qu'une vertu offre à l'ordre militaire un idéal rajeuni, lui confère, par l'élite, l'unité des tendances, provoque l'ardeur et féconde le talent* », écrit en 1932 le commandant de Gaulle (*le Fil de l'épée*). Il poursuit : « *Le caractère sera ce ferment, le caractère, vertu des temps difficiles.* »

Un demi-siècle plus tard, les chefs de corps sont ouverts au dialogue et prêts à toutes les subtilités du « *commandement participatif* », les capitaines sont dans le bon vent du libéralisme et les adjudants devenus des frères aînés (1).

« *Il est temps que l'élite militaire reprenne conscience de son rôle prééminent, qu'elle se concentre sur son objet, qui est tout simplement la guerre, qu'elle relève la tête et regarde vers les sommets* », répond celui qui allait fixer à la France le cadre de sa politique de défense.

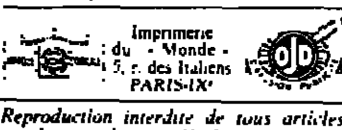
Que l'on m'excuse cette facétie, elle ne vise qu'à démontrer qu'il ne faut pas trop jouer avec les mythes, car ils sont parfois à double sens. Il *n'est pas question pour moi de renier* l'évolution profonde et nécessaire qui a marqué l'institution militaire (suivant en cela le mouvement de la société dont elle est inséparable). Il n'est également pas dans mon propos de nier les tentations que peuvent effectivement susciter certains mythes. N'oublions pas cependant que l'âme militaire est marquée par des valeurs d'ordre et de discipline, mais aussi par des valeurs guerrières, qui se complètent et parfois s'opposent.

Dans les périodes de doute, des mythes issus de ces valeurs guerrières remontent à la surface, et tout le monde n'est pas de Gaulle pour les transcender. Les traditions et l'esprit de corps sont des facteurs de cohésion de l'institution militaire. Comme l'histoire n'est plus seulement événementielle, la tradition militaire n'est pas uniquement le souvenir des batailles, elle est aussi la transmission de sentiments qui font le soldat. A ce titre, des chants qui ont pu être notamment ceux des troupes hitlériennes peuvent survivre. Mais, outre que leur origine soit plus ancienne que le IIIe Reich, et bien qu'ils aient pu être amenés, à travers la légion étrangère, par d'anciens soldats qui avaient combattu sous l'uniforme allemand (avant de mourir pour la France), leurs paroles, d'une sombre mélancolie, ne rappellent souvent que le pays quitté et les amours perdues.

Il est sans doute difficile, dans une époque où la dissuasion a modifié le cours des choses, de préserver des *valeurs qui avaient tout* leur sens dans une préparation à un engagement devant aller jusqu'au sacrifice. Si les unités de la force d'assistance rapide gardent encore cette filiation directe avec la *tradition et le passé* guerrier, à l'élite militaire d'apporter, par le carectère, aux autres de nos forces, ce supplément d'âme qui donne, dans la tradition vraie, l'ar*deur et la foi dans la mission à ac*complir.

(1) Comme l'a écrit un officier supérieur d'active dans une libre opinion intitulée « *Le réveil de mythes venus d'ailleurs* » et parue dans *le Monde* du 29 décembre 1982.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

L'ennemi intérieur

par PHILIPPE DEBAS (*)

L'ARMÉE de terre respire. Elle a retrouvé l'ennemi intérieur : c'est un officier qui écrit. L'ennemi extérieur ne lui réussit pas : elle est toujours battue. Il y a bien la guerre de 14. Elle a été gagnée par la troupe malgré le commandement qui *a du être congédié d'urgence. Il faut* remonter plus d'un siècle pour trouver une victoire qui soit le fruit d'une pensée.

Le commandement se préoccupe de l'ennemi intérieur. Et d'abord de celui qu'il *réchauffe* dans son sein. Les injonctions du vainqueur, pourvu qu'il soit chargé d'en surveiller l'exécution, le dérangent moins que la mise au jour de ses rodomontades. Il est comme les séducteurs qui ont d'autant plus leurs conquêtes à la *bouche qu'ils les ont moins dans leur* lit. C'est aux lèvres qu'il a la France et les batailles. Son but est de se perpétuer. Il pourchasse ceux qui éprouvent ses dogmes et divulguent ses habiletés.

Peu d'officiers écrivent sur la guerre. Cela est naturel. S'agissant d'une chose de telle conséquence, il est bon que des obstacles découragent les dilettantes. Les spécialistes souffrent d'autres atteintes : affectation au Nord pour qui pouvait prétendre au Sud ; interdiction de séjour à Paris ; mutation vengeresse ; notation rectifiée ; intérêt des emplois mesuré ; accusation de trahison ; entremetteur qui incite à partir ; puni*tion, inscrite sans être annoncée ou* annoncée sans être inscrite. Des quatre officiers que je connais et qui ont écrit plus d'un article, deux ne publient plus ; le troisième est civil ; le quatrième est poussé sur le chemin du troisième. La loi et les instructions disposent que « *les militaires peuvent, en règle générale, s'exprimer librement sur les problèmes militaires* ». Elles subissent le sort de ces textes libéraux que les régimes totalitaires promulguent et bafouent.

Pharisaïsme

Le pharisaïsme de la hiérarchie est ancien. De Gaulle, Pétain et Trochu, pour s'en tenir aux plus célèbres, en *ont pâti. Ardant du Picq aussi, qui* commente la « *supériorité des généraux aux joues bouffies* ». Mais la méthode évolue, d'abord parce qu'il faut feindre d'observer la loi. Ensuite parce que le niveau du commandement est ce qu'il est. Weygand et Debeney n'étaient pas des parangons d'ouverture. Tout de même, ils répondaient aux livres par des articles. Leurs successeurs affectent le mépris. C'est prudent. Le texte sur le *Concept d'emploi des forces*, perpétré par l'état-major et publié dans *Armée d'aujourd'hui*, révèle la clarté de leurs idées. Ses traducteurs n'ont pas fini d'être perplexes. *Ils y soup*çonneront quelque stratagème. Hélas ! il n'y a que du galimatias.

Aussi le commandement s'inspire de l'un de ses patrons : Giraud. Celui-ci avait donné sa caution à Pucheu. Il l'a pourtant laissé au peloton d'exécution. De même, dans un *opuscule officiel, la hiérarchie* marque que tout officier peut « *écrire ce qu'il veut, où il veut* ». S'il en est un pour la croire, il est exécuté. A l'échelle des Giraud du jour : petitement. Montesquieu note, au chapitre Principe du gouvernement despotique : « *Les cadis ont soutenu que le grand seigneur n'était point obligé de tenir sa parole ou son serment lorsqu'il bornait par là son autorité.* » Plus de cadi ; encore moins de grand seigneur. Mais ils ont des séides.

Abêtissement

Ce n'est pas tout de brûler l'hérésiarque, il faut prévenir l'hérésie. A cette fin, les cadres, les officiers surtout, sont abrutis. Avant la guerre de 1870, chaque lieutenant ou capitaine était tenu, une fois la semaine, de réciter des règlements au commandant en second de son régiment. Maintenant, la vigilance de la hiérarchie a étendu le bénéfice de cet ânonnement à presque tous les grades. Les mœurs en ont inversé le cours : les supérieurs régurgitent la bonne parole à leurs subordonnés. Cela prend plus de temps. Les écoles le trouvent. Maître ou élève, un officier y passe *souvent un tiers de sa* carrière.

C'est insuffisant. Les futurs officiers peuvent avoir été contaminés par le monde avant d'entrer dans l'armée. Les collèges militaires les accueillent adolescents et les protègent des miasmes. Que ne peut-on les recevoir fœtus ? L'étonnant, après toutes ces années, plus de vingt parfois, n'est pas qu'il s'en trouve de conformes, mais qu'il y en ait encore pour ne pas l'être.

Cette entreprise d'abêtissement est à la mesure de ses instigateurs : petite. Ils veulent des têtes bien pleines, de crainte qu'il ne s'en trouve de bien faites. Il s'agit de sauver leurs préjugés ; de donner cours à *leur fausse monnaie* ; de perpétuer leur race menacée. Comme avec les mandarins, tant que les officiers apprennent. Ensuite, quand ils s'y sont abrutis, le commandement a la paix. Il peut se flatter d'être le sommet d'un monolithe. Si chacune de ses mises à l'épreuve ne coûtait pas si cher, les efforts qu'il déploie pour masquer son incompétence et cacher sa peur des choix seraient attendrissants. Mais il tue. Il est l'ennemi intérieur.

Voici vingt-cinq siècles que, sauf bouleversements qui renversent les puissants de leur trône, il en est ainsi. La jactance des chefs gaulois annonce les fortes phrases de nos professionnels de la défaite. Tant de déroutes ont fait trouver des biais qui atténuent les risques. En gros, il y a ceux de Louis XI et de Richelieu.

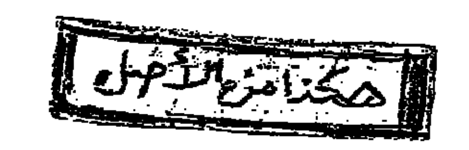
Louis XI avait hérité d'une bonne armée. Il l'a améliorée. Pourtant, il s'en est peu servi. Les deux siècles précédents et ses débuts guerriers lui *avaient appris ce que valent nos* chefs militaires. Il trouvait plus sage de payer la paix que de leur confier une armée. Celle-ci limitait, par sa seule existence, les tentations des voisins. Elle dissuadait. Les mêmes raisons avaient porté Charles V à se fier à du Guesclin. C'était le Bigeard du jour. Il faisait avec des bandes. Les chefs de droit divin ne lui disputaient pas de tels commandements. Ils en tenaient pour la chevalerie. A du Guesclin de vaincre l'Anglais. A Charles V de lanterner les rodomonts.

La méthode de Richelieu est plus directe. La révolution l'a appliquée. Joffre aussi, jusqu'à un certain point. A un général qui lui demandait comment s'y prendre pour exécuter ses ordres, le cardinal aurait répondu à peu près : « *C'est votre affaire, mais vous répondez du succès sur votre tête. Cela stimule.* »

Si l'atome nous garantit des guerres, Louis XI suffit. Si des interventions au détail sont utiles, Charles V convient. Si les conflits menacent, il faut Richelieu.

(*) Auteur de *l'Armée de l'atome*, aux éditions Copernic.





étranger

DIPLOMATIE

AVANT D'ÊTRE LIMOGÉ PAR M. REAGAN

M. Rostov avait encouragé la discussion d'un accord s'écartant de l'« option zéro » sur les euromissiles

Dans un article publié dimanche 16 janvier sous la plume de son correspondant au département d'Etat Bernard Gwertzman, le *New York Times* jette un éclairage nouveau sur les raisons du limogeage, annoncé le 12 janvier, de M. Eugene Rostow, directeur de l'Agence pour le contrôle des armements et le désarmement. Selon le quotidien, M. Rostov, qui supervisait l'ensemble des négociations engagées avec l'Est sur ces questions, avait demandé l'été dernier à M. Nitze, chef de la délégation américaine aux conversations de Genève sur les armements nucléaires en Europe, d'examiner avec son homologue soviétique, M. Kvitskinsky, une autre solution que l'« option zéro » (liquidation de tous les missiles terrestes à portée intermédiaire) proposée par M. Reagan.

Les deux négociateurs seraient parvenus au cours de séances privées à un accord informel prévoyant que l'U.R.S.S. ramènerait son parc de SS-20 à un nombre situé entre cinquante et cent lanceurs (contre trois cent quarante environ), tandis que l'OTAN réduirait le nombre de Pershing et de missiles de croisière dont l'installation est prévue en Europe de l'Ouest pour la fin de cette année.

Mécontent de cet accord, M. William Clark, conseiller du président pour la sécurité nationale, se serait alors adressé à M. Shultz, secrétaire d'Etat et supérieur hiérarchique de M. Rostov, pour accuser ce dernier d'avoir outrepassé ses instructions. Moscou aurait également, toujours selon le *New York Times*, rejeté cet accord en septembre. La Maison Blanche reproche encore à M. Rostov d'être allé trop loin dans la voie des concessions au cours d'une conversation tenue en marge des négociations de Vienne sur la réduction des forces classiques en Europe avec le chef de la délégation américaine à ces pourparlers, M. Richard Starr, également limogé la semaine dernière.

Le *New York Times* rapporte ce lundi un entretien avec M. Rostov, qui ne nie pas cette version des faits. L'ancien directeur de l'Agence du désarmement estime même que l'accord informel discuté en juillet entre MM. Nitze et Kvitskinsky sur les euromissiles constituait une « *approche prometteuse* », qui « *mérite d'être étudiée à nouveau* ».

Dans un entretien accordé à une chaîne de télévision dimanche, M. Rostov avait d'ailleurs préconisé un assouplissement de l'« option zéro », afin de parvenir à un accord, tout en ajoutant qu'il ne savait pas exactement pourquoi M. Reagan l'avait libéré de ses fonctions. On s'interroge dans ces conditions sur le point de savoir si M. Nitze, très ancien expert en matière d'armements nucléaires, pourra continuer à assumer ses fonctions à la tête de la délégation américaine à Genève.

Un retrait à l'Est de Novossibirsk

A Bonn, M. Vogel, candidat du S.P.D. à la chancellerie, a donné au *Spiegel* de nouvelles précisions sur la position soviétique. Selon lui, l'U.R.S.S. est prête à retirer une partie de ses SS-20 non seulement à l'est de l'Oural, mais à l'est du 80e degré de longitude est, ce qui correspond à la situation de Novossibirsk. D'autre part, la proportion des missiles qui seraient détruits et de ceux qui seraient ainsi déplacés vers l'Asie devrait faire l'objet des négociations. Rappelons que les Soviétiques ont aussi fait savoir qu'ils étaient prêts à discuter du nombre des ogives nucléaires à la disposition de chaque camp, et non pas seulement de celui des missiles et des lanceurs.

M. Vogel a encore précisé que les Soviétiques ont affirmé à cette délégation qu'ils n'installeront pas de fusées à court rayon d'action (moins de 1 000 kilomètres) en Europe tant que l'Occident n'en fera pas autant. Il existe donc un moratoire de fait sur ce type d'armement, mais les Américains, selon M. Vogel, ont refusé de négocier un arrangement en ce sens.

A Londres, Mme Thatcher a rendu hommage à la « *fermeté de l'OTAN* » et soutenu l'« option zéro » de M. Reagan, tout en laissant entendre, nous rapporte notre correspondant Alain Vernet, que celle-ci pourrait être mise en œuvre « *pas à pas* ». Les cinq ans qui doivent s'écouler entre le début, fin 1983, et la fin du déploiement des fusées américaines, pourront en effet être mis à profit pour poursuivre les négociations et obtenir le démantèlement des fusées soviétiques.

M. HERNU : « pas question d'additionner les forces françaises aux forces américaines »

M. Hernu, qui parlait dimanche devant les anciens combattants de Villeurbanne, a réaffirmé qu'il n'était « *pas question d'additionner les forces françaises aux forces américaines* », ni de lier leur sort à celui des SS-20 soviétiques. Cela « *reviendrait à nous intégrer à une négociation qui ne concerne que les deux superpuissances* », a-t-il dit.

En même temps, a poursuivi le ministre de la défense, « *la France continuera à tout faire pour faciliter la réduction du surarmement des deux grandes puissances, dont les SS-20 sont une manifestation sans équivalent opérationnel du côté américain. Si les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne parvenaient pas à conclure un tel accord, il serait logique que l'équilibre bouleversé par les SS-20 soit rétabli par le déploiement des Pershing et des missiles de croisière* ».

● *La Roumanie* a suggéré dimanche 16 janvier, dans un communiqué publié par l'agence Agerpress, que l'OTAN et le pacte de Varsovie réduisent d'« *au moins 20 %* » leurs dépenses militaires d'ici à 1985. Dans un premier temps, ces dépenses seraient gelées à leur niveau de 1983. – *(A.F.P.)*

ARRIVÉ DIMANCHE A BONN

M. Gromyko rencontrera les principaux dirigeants de la R.F.A.

Bonn. – La visite de M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, à Bonn a commencé dimanche soir 16 janvier, par un dîner chez son collègue de l'Allemagne fédérale, M. Genscher. Les deux hommes se connaissent de longue date, et c'est M. Genscher qui, à l'occasion des funérailles de Brejnev, avait rappelé à son homologue soviétique qu'il lui devait une visite à Bonn.

Le chef de la diplomatie soviétique doit avoir plusieurs entretiens avec M. Genscher et il rencontrera également le président de la République, M. Carstens, le chancelier Kohl, le ministre-président bavarois, M. Strauss, le président du parti social-démocrate, M. Willy Brandt, et M. Vogel, candidat social-démocrate à la chancellerie, qu'il n'avait pas vu durant la récente visite de ce dernier à Moscou.

Dans les milieux diplomatiques, on se félicite de la venue de M. Gromyko parce qu'elle intervient avant la reprise des conférences de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) et de Vienne sur la réduction des armements en Europe (M.B.F.R.) et surtout de celle de Genève sur les euromissiles (le 27 janvier). *Elle* fournira l'occasion de sonder les intentions que recèlent les dernières propositions de M. Andropov, voire de leur imprimer une « *impulsion constructive* ». C'est dire que la limitation des armements sera au centre des conversations germano-soviétiques.

Sur ce point, Bonn a l'impression

De notre correspondant

« *qu'il se passe quelque chose* » au Kremlin et qu'il ne faut pas surestimer la capacité d'inflexion de la diplomatie soviétique. Jusqu'à plus ample informé, on s'en tient à l'« *option zéro* » (pas de fusées à moyenne portée à l'Est comme à l'Ouest) présentée par le président Reagan comme la seule solution raisonnable au conflit ouvert par les SS-20 soviétiques. L'actuelle coalition au pouvoir reproche à l'opposition social-démocrate d'« *évoluer* » dans le sens d'un compromis qui prendrait en compte une partie des propositions soviétiques et qui, par exemple, accepterait tacitement que l'arsenal nucléaire britannique et français soit mis dans la balance de l'« *équilibre* » des forces en présence. Le chancelier Kohl a indiqué à ce propos dimanche sur une chaîne de télévision : « *Nous soutenons la position française sur la non-inclusion de la force de frappe dans les négociations* (américano-soviétiques) *de Genève. Les positions française et allemande sont donc les mêmes.* »



(Dessin de PLANTU.)

Il est vrai que même les porte-parole du gouvernement reconnaissent que sur plusieurs chapitres M. Andropov a défini des « *perspectives intéressantes* ». Mais pour le gouvernement fédéral, il s'agit avant tout de « coller » à la proposition américaine, de peur que Washington, si ses alliés se montraient trop réticents envers l'armement nucléaire additionnel (l'implantation d'euromissiles américains), ne recherche en priorité un accord avec les Soviétiques sur les START (armements stratégiques) et n'abandonne plus ou moins l'Europe à son sort.

Les pourparlers germano-soviétiques permettent de passer en revue tous les foyers de tension entre l'Est et l'Ouest, y compris l'Afghanistan, la Pologne, le Cambodge et l'Amérique latine. Au cœur des problèmes bilatéraux qui seront évoqués, se trouvera la question des visas de sortie délivrés par les autorités soviétiques aux citoyens d'U.R.S.S. d'origine germanique. Selon la Croix-Rouge, plus de dix mille personnes demanderaient encore leur « rapatriement », alors que, en 1976, dix mille l'avaient obtenu, deux mille seulement auraient reçu, en 1982, leur permis d'immigrer en R.F.A.

On se doute à *Bonn* que le dialogue avec M. Gromyko ne sera pas chose aisée, mais le fait que le ministre des affaires étrangères soviétiques reste trois jours pleins (il repartira seulement mercredi) et qu'il confère avec tant de personnalités doit bien augurer de ses dispositions d'esprit.

Quoique la campagne électorale ne soit pas encore tout à fait ouverte, on présume que M. Gromyko y apportera son grain de sel, ne fût-ce qu'en encourageant les sociaux-démocrates à réclamer que les Etats-Unis répondent aux offres de M. Andropov en « bougeant » à leur tour. Le candidat numéro un à la chancellerie n'a-t-il pas fait, pour le Kremlin, un pas dans la bonne direction en déclarant qu'il ne fallait pas plus de fusées à l'Est que celles qui, à l'Ouest, menaceraient l'Union soviétique ? C'est un mot qu'on a critiqué dans les sphères gouvernementales – comme si les Soviétiques avaient le monopole des moyens de pression.

ALAIN CLÉMENT.

Le contentieux des déséquilibres commerciaux va dominer les entretiens du premier ministre japonais aux Etats-Unis

Le premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone, était attendu ce lundi 17 janvier à Washington pour une visite officielle de trois jours. Il doit notamment rencontrer mardi le président Reagan.

De notre correspondant

Tokyo. – Précédé par une série de mesures, de promesses et de gestes visant à apaiser dans l'immédiat l'impatience et les frustrations de ses alliés américains, sinon à régler un contentieux qui reste fort lourd, le nouveau premier ministre japonais se rend aux Etats-Unis déterminé à « *parler affaires* ». Il tient par là à souligner, au-delà du protocole d'usage, *le contenu politique de son* voyage.

Compte tenu de la forte personnalité de M. Nakasone, et surtout de ses options « musclées » en matière de défense et de responsabilités internationales du Japon, certains prophétisent que la visite restera dans les annales bilatérales comme « *la plus importante de l'après-guerre* ». Washington semble en attendre au moins une confirmation claire et nette de l'alliance nippo-américaine, par opposition à certaines ambiguïtés passées. Mais, ayant directement et personnellement pris pas mal d'engagements et suscité beaucoup d'espoirs chez ses alliés, M. Nakasone devra se garder d'en faire trop ou trop peu, pour ne mécontenter ni son opinion publique ni celle de l'Amérique.

Cela posé, le ton et la manière avec lesquels il aborde cette épreuve rituelle des premiers ministres japonais tranchent fortement sur ceux de son prédécesseur. M. Suzuki, effacé, indécis et peu versé dans la diplomatie, s'était rendu aux États-Unis en marchant sur des œufs, soucieux de ne pas toubler le *statu quo* politique et économique japonais par des concessions excessives et, avant tout, de ne pas se laisser entraîner trop loin sur le terrain de la défense. *Il avait réussi, à travers une série de* malentendus et de rétractations – relatifs au contenu du mot « alliance » – à accroître l'irritation des américains et à provoquer chez lui une tempête politique. Depuis les principaux dossiers – défense, commerce et transferts de technologie – n'avaient guère progressé. Malgré des concessions en forme de « petits pas », le déficit de la balance commerciale américaine avec Tokyo reste considérable.

M. Nakasone, au contraire, se rend à Washington au pas de charge. Connu pour ses idées, il s'est depuis longtemps forgé une image de politicien nationaliste responsable et doté d'un programme qu'il entend faire appliquer. Il souhaite apparemment sortir le Japon de son immobilisme égocentré et de ses ambiguïtés pour l'engager, tambour battant, sur la voie des responsabilités internationales. Depuis son arrivée au pouvoir, *il bouscule l'interminable rituel* de prise de la décision par consensus et secoue les bureaucraties pour leur faire admettre des concessions en faveur des Occidentaux. Il a pris en mains la diplomatie, il parle anglais, bref, il tranche sur ses coreligionnaires et tend à se comporter comme un premier ministre occidental.

Urgence

Mesurant les difficultés de l'Amérique, inquiet de la montée du sentiment anti-japonais, M. Nakasone a senti l'urgence qu'il y avait à résoudre les problèmes qui menacent aujourd'hui une coopération longtemps exemplaire et mutuellement bénéfique et une alliance dont ni Tokyo ni Washington ne peuvent envisager de se passer. Pas du moins dans l'immédiat. D'entrée de jeu, il a donné le ton, se plaçant sans effort apparent sur la même longueur d'onde que l'administration Reagan. « *Le Japon doit faire un effort de défense proportionnel à sa puissance économique et à son budget (...) Le Japon et les États-Unis doivent déterminer en commun le niveau de défense nécessaire aux deux pays* », déclarait-il lors de sa première conférence de presse, en décembre. Il n'a pas cessé depuis d'insister sur la nécessité pour Tokyo de jouer un rôle accru dans les affaires internationales. Dans cette optique, et dans la perspective de sa visite à Washington, des gestes plus ou moins significatifs sont venus confirmer les déclarations d'intention et répondre, partiellement, aux exigences américaines.

Sur le plan commercial, deux séries de mesures, portant sur les tarifs *et procédures, sont venues* s'ajouter, en décembre et janvier, à celles antérieurement décidées en 1982 pour favoriser l'ouverture du marché japonais. Elles concernent en particulier les tabacs, les chocolats, certaines machines-outils, des simplifications de procédures jugées discriminatoires et un relèvement de quotas pour six produits agricoles. Les mesures décrétées à Noël étaient partagées entre les Etats-Unis et la C.E.E. Celles de janvier profitent essentiellement aux Américains. Il n'en demeure pas moins qu'elles ne répondent pas à la demande sur laquelle les Américains font porter l'essentiel de leurs pressions : la libéralisation des importations de viande de bœuf et d'agrumes. On reste loin, de toute façon, des mesures drastiques et structurelles d'ouverture réclamées tant à Washington qu'à Bruxelles pour résorber les déficits commerciaux avec Tokyo. Mais, ici aussi, le problème est d'abord politique.

Responsabilités défensives

Dans le domaine militaire, malgré les fortes paroles de M. Nakasone, l'accroissement des crédits de la défense dans le budget 1983 a été, avec 6,5 %, inférieur aux espérances américaines. Mais c'est l'un des rares *postes à enregistrer une augmentation*, et le nouveau chef de gouvernement a clairement laissé entendre que le fameux « *seuil psychologique* » impliquant le maintien des crédits de la défense au-dessous de 1 % du budget global serait sans doute *dépassé l'an prochain*.

De surcroît, trois gestes importants viennent d'être faits, conformément aux souhaits de l'administration Reagan, par le gouvernement japonais. D'une part, Tokyo accepte de fournir aux Etats-Unis des technologies de pointe à usage militaire, ce qui représente un changement de politique majeur dans un pays où existait depuis 1967 une interdiction d'exportation concernant tout type d'armement. D'autre part, M. Nakasone revient d'une visite officielle en Corée du Sud, qui devrait avoir pour effet, en resserrant les relations distendues de deux alliés des Etats-Unis, de renforcer le dispositif stratégique américain dans la région.
nfin, conformément aux vœux américains *d'un Japon endossant de plus* grandes responsabilités « *défensives* » régionales, le ministère des affaires étrangères et l'agence de défense nippons ont accepté dernièrement d'examiner avec les États-Unis le rôle que les forces armées japo*naises pourraient jouer en étendant* leur surveillance jusqu'à mille milles nautiques de leurs côtes.

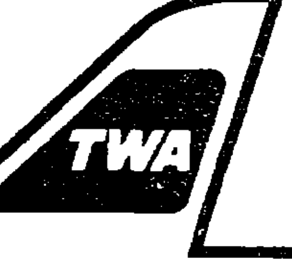
Si l'on ajoute à cela que M. Nakasone souhaite modifier la Constitution « *pacifique* », qui freine, malgré tout, les capacités de réarmement, *on peut en déduire que le volet militaire* ne devrait pas poser trop de problèmes au cours du voyage.

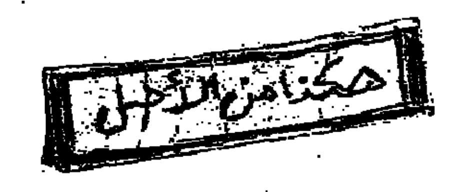
Ce n'est pas tant, au reste, le déséquilibre des efforts de défense que celui affectant les balances commerciales qui risque de faire problème et de prolonger la crise. Toute la question pour le Japon est de savoir si les petits paquets de mesures tarifaires et procédurières suffiront à désamorcer au Congrès les projets de loi protectionnistes, compte tenu du fait que la situation économique ne s'améliore guère aux *États-Unis* et que l'on va bientôt s'engager dans la surenchère électorale de la prochaine élection présidentielle.

Les thèmes anti-japonais avaient fait recette côté démocrate lors des « mid-term elections » de novembre dernier, M. Nakasone ne l'ignore pas. Mais, écartelé entre les exigences contradictoires des pressions extérieures et des résistances intérieures, jusqu'où peut-il aller dans le dosage des compromis sans risquer l'explosion ? Nul ne le sait encore.

« *Tout nouveau, tout beau* », le premier ministre devrait bénéficier de la part de l'administration Reagan d'un préjugé favorable et du répit traditionnel des « *lunes de miel* », assortis des déclarations d'intention non moins traditionnelles. Mais le temps et la crise pressent. *Il* n'est pas sûr à la longue que les satisfactions données par les Japonais du côté des canons pèsent plus lourd dans la balance des relations que les frustrations des producteurs américains de bœuf et d'oranges.

R.P. PARINGAUX.





AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Maison Blanche et le Congrès se sont mis d'accord sur un plan de sauvetage du régime des retraites

De notre correspondant

Washington. — La Maison Blanche et les dirigeants du Congrès *sont parvenus* à un accord sur le dossier le plus épineux de la politique intérieure américaine : le régime des retraites. Ils envisagent 169 milliards de dollars d'économies entre 1983 et 1989, pour équilibrer les comptes de la Caisse nationale, appelée « Social Security » (ce terme recouvre aussi deux autres programmes de moindre importance, les pensions d'invalidité et l'assistance hospitalière). La réforme a de bonnes chances d'être votée par le Congrès au printemps, puisqu'elle est soutenue par le speaker démocrate de la Chambre des représentants et le chef de la majorité republicaine du Sénat.

L'accord annoncé le 16 janvier est célébré à la Maison Blanche comme un événement. Ne redore-t-il pas un peu le blason de M. Reagan, assailli de critiques depuis quelque temps ? Ses rapports avec le Congrès peuvent y trouver, au moins provisoirement, *une certaine détente.*

Le compromis sur le régime des retraites est l'aboutissement d'une année de débats. Ne réussissant pas à faire discuter une réforme au Congrès, M. Reagan avait constitué une commission de quinze membres, avec des élus démocrates et républicains, présidée par l'économiste Alan Greenspan. Mais le jeu de *cache-cache se poursuivait*, personne ne voulant proposer des mesures impopulaires : la commission attendait des consignes de la Maison Blanche qui, elle-même, attendait des recommandations de la commission pour se prononcer...

Gagner plus et payer moins

En 1982, la « Social Security » comptait 115 millions de cotisants (90 % des travailleurs américains) et 36 millions de bénéficiaires (un septième de la population). Sa *caisse de retraite subit les conséquences* de la conjoncture économique de ces dernières années : des cotisations plus faibles que prévu, à cause d'un chômage élevé et de faibles augmentations salariales, mais des prestations plus fortes, à cause de la hausse des prix sur laquelle elles sont indexées. Pour la première fois depuis sa création en 1935, la *caisse de retraite n'est plus en mesure* de verser toutes les prestations et a dû emprunter. La courbe démographique n'arrange rien ; tel quel, le système entraînerait un déficit cumulé de 150 milliards à 200 milliards de dollars entre 1983 et 1989.

Cinq mesures principales sont proposées par la commission Greenspan, en accord avec la Maison Blanche et les dirigeants du Congrès :

● Le *système serait étendu* obligatoirement aux nouveaux employés fédéraux et aux personnels des institutions à but non lucratif, comme les hôpitaux publics, cela ferait gagner 23 milliards de dollars pendant la période considérée.

● On avancerait d'un an l'augmentation des cotisations qui était prévue pour 1984 *et* de deux ans celle qu'on programmait pour 1990. Employeurs et employés devront payer chacun 7,65 % de leur salaire au lieu de 6,7 % actuellement. Economie escomptée : 40 milliards.

● *Les membres des professions* libérales verseraient à la caisse de retraite 14 % de leurs revenus au lieu de 9,3 %, mais jouiraient d'un avantage fiscal. Gain projeté pour la caisse : 18 milliards.

● La prochaine indexation des prestations sur le coût de la vie serait repoussée de six mois. Gain : 40 *milliards.*

● On rendrait imposable la moitié des prestations si l'allocataire dispose d'autres revenus supérieurs à 20 000 dollars par an (11 000 F français par mois). Quatre millions de personnes sont concernées. Actuellement, les retraites ne sont soumises à aucun impôt. Gain projeté : 30 *milliards.*

La commission a écarté diverses mesures, comme le financement du déficit par le budget fédéral. Un tel système — appliqué dans plusieurs pays européens — apparaît malsain aux *Etats-Unis. On* n'a pas touché non plus à l'âge de la retraite qui est de soixante-cinq ans pour les hommes *comme pour les femmes.*

ROBERT SOLÉ.

La mort de Meyer Lansky

Un ancien lieutenant d'Al Capone devenu un génie financier

Il était l'homme que Robert Kennedy, alors ministre de la justice, rêvait, *au début des années 60, de* faire « tomber ». Il était le dernier « lieutenant » encore en vie d'Al Capone. Il avait amassé une fortune évaluée par certains à 300 millions de dollars (environ 20 milliards de centimes). Il se serait vanté une fois, devant un associé, de diriger un empire financier « plus important que l'U.S. Steel » (la première société *sidérurgique américaine*). Et il *est mort* à quatre-vingt un an, ce week-end, d'un cancer, dans un lit d'hôpital de Miami.

Petit, malingre, Meyer Lansky avait vite compris que le métier de tueur, qu'il exerça au tout début de sa carrière, *n'était* pas de ceux où l'on ramasse énormément d'argent et que son intelligence méritait *mieux. Il fut le premier gangster américain* à s'intéresser, de façon quasi scientifique, aux techniques qui permettent de « blanchir » l'argent mal acquis. A la fin de sa vie, il était devenu quasiment le spécialiste mondial dans sa catégorie. Ses méthodes *avaient beaucoup évolué, mais le* principe en était immuable. Faire sortir les sommes provenant des jeux, du trafic de drogue ou de la prostitution, les « blanchir » à l'étranger, de préférence en Suisse, grâce aux facilités qu'offrent les comptes à numéro, et les investir ensuite aux États-Unis dans des activités parfaitement avouables.

De *son vrai nom* Suchowljansky, *il* était né en 1902, en Biélorussie, dans une famille juive très pauvre qui émigra aux Etats-Unis en 1911.

En 1918, il est arrêté pour une bagarre à New-York. Il paie son amende de 2 dollars et évite la prison. Il sera par la suite appréhendé, interrogé et inculpé à d'innombrables reprises, mais se tirera toujours d'affaire. Au total, il n'aura passé que deux mois de sa vie derrière les barreaux, en 1953, pour infraction à la *législation sur les jeux.*

Il y a un mystère autour de son entrée dans les années 20 dans le milieu new-yorkais, alors dominé par les « familles » de la Mafia italienne. Comment un juif a-t-il pu être accepté *par celles-ci, encore plus* fermées à l'époque qu'elles ne le sont aujourd'hui ? Toujours est-il que Lansky y fait ses preuves. C'est *grâce à la prohibition qu'il commence* véritablement à s'enrichir. Il protège, moyennant finances, le trafic d'alcool. Lucky Luciano règne alors sur ce fructueux commerce clandestin avec Frankie Costello et quelques autres. Le pouvoir de la pègre sur les bas quartiers de New-York est tel que le département de la marine, craignant des actes de sabotage pen*dant la guerre, passe un accord* avec Luciano, alors condamné à la prison à vie. Les hommes de Luciano surveilleront les docks. En échange, à la fin de la guerre, à la surprise générale, Luciano est libéré sur parole. L'honnête courtier, dans cet étrange marché, avait été Lansky.

Après la guerre, il se lance dans l'industrie florissante des jeux de ha*sard. Il est le roi des casinos de Las* Vegas, en particulier du célèbre Flamingo. Puis il s'installe à La Havane, où il poursuit dans la même veine, mais dont il doit s'enfuir, dans l'avion du dictateur Batista, lors de l'arrivée de Castro au pouvoir. Depuis, il avait quelque peu diversifié son empire, dont le point fort (ou la partie apparente) restait constitué par les salles de jeux, en particulier dans des paradis fiscaux tels que les Bahamas.

A la fin de sa vie, agacé par la surveillance constante dont il était l'objet de la part du F.B.I., ou saisi par la nostalgie de ses origines, il avait voulu émigrer en Israël. Il n'y était *resté que onze mois, jusqu'à ce que* la Cour suprême de Jérusalem, en septembre 1972, décide de faire exception pour lui à la « loi du retour ». Ce fut le seul échec de sa vie.

DOMINIQUE DHOMBRES.

EUROPE

Yougoslavie

Mort de M. Bakaritch

Le dernier des chefs historiques encore au pouvoir

De notre correspondant

Belgrade. — M. Vladimir Bakaritch, vice-président de la direction collégiale de l'Etat, est mort dimanche 16 janvier, dans la matinée, à Zagreb. Il était le dernier des chefs historiques encore au pouvoir du parti yougoslave. Les deux autres encore en vie, MM. Milovan Djilas, ancien président de l'Assemblée nationale fédérale, et Alexandre Rankovitch, ancien ministre de l'intérieur, ont été limogés déjà du vivant de Tito, le premier en 1954 et le second en 1965. Ils vivent à Belgrade et touchent une retraite correspondant à leurs anciennes fonctions.

Né en 1912 dans une localité toute proche de Zagreb, dans une famille de juristes (son père avait présidé, en 1928, un tribunal qui avait condamné Tito pour « activités subversives »*). M. Bakaritch, membre du parti communiste depuis 1933, a joué un des premiers rôles dans la direction du mouvement de la résistance pendant la guerre. Après 1945, il fut notamment membre du bureau politique du parti yougoslave et président du gouvernement et de l'Assemblée nationale de la République fédérée de Croatie.*

Proche collaborateur de Tito, il l'avait soutenu fermement en 1971 lorsque l'ancien chef de l'Etat décida de limoger, après une intervention personnelle spectaculaire, plusieurs dirigeants de la République et du parti communiste de Croatie pour « nationalisme »*. Théoricien du marxisme et de l'autogestion, il fut l'un des auteurs de la Constitution de 1974, conçue pour mettre un terme au* « centralisme » *de l'Etat, et de la loi sur le* « travail associé »*, qui est à la base du système yougoslave et dont la valeur à l'heure présente est loin de faire l'unanimité.*

Entré en 1974 à la direction collégiale de l'Etat comme représentant de la Croatie, M. Bakaritch, conformément au principe dit « de rotation »*, aurait dû en occuper la présidence en mai prochain. Avec sa disparition, la République et le parti communiste de Croatie devront procéder à la nomination de leur nouveau représentant à la direction collégiale de l'Etat et à celle de la Ligue, nomination qui ne devrait pas poser de problèmes.*

De santé délicate, M. Bakaritch s'est tenu, ces dernières années, un peu en retrait des affaires, n'intervenant que dans les moments les plus importants. Il ne participait plus aux réunions de la direction collégiale de l'Etat, mais recevait fréquemment ses membres qui venaient le voir à Zagreb pour l'informer de la situation ou lui demander conseil. En juin 1982, il fut opéré pour la seconde fois au service urologique de l'hôpital de l'armée à Zagreb. Il demeurait depuis sous le contrôle permanent des médecins. Les obsèques de M. Bakaritch auront lieu à Zagreb, le mardi 18 janvier, qui a été décrété journée de deuil national.

PAUL YANKOVITCH.

Grande-Bretagne

Mme Thatcher se dit résolue à continuer la politique de rigueur

De notre correspondant

Londres. — Au congrès des syndicats conservateurs, samedi 15 janvier, puis, dimanche, au cours d'un entretien télévisé, Mme Thatcher s'est efforcée de rassurer les milieux politiques et *financiers qui* avaient été pris d'une fièvre soudaine la semaine dernière. Elle s'est réservé toutefois la possibilité d'appeler à des élections générales au moment où elle le jugera le plus opportun.

Deux écoles s'affrontent au sein du *parti* conservateur. *Les* partisans d'une consultation très prochaine font valoir que le gouvernement doit avoir la confiance renouvelée des électeurs avant d'aller plus loin dans la « désocialisation ». D'autres, connaissant ses préférences personnelles, souhaitaient que le premier ministre mette fin à l'incertitude en annonçant, dès maintenant, que la *législature irait* à son *terme* du printemps 1984. Mme Thatcher n'a exclu aucune hypothèse.

Devant les *syndicats* conservateurs, elle a expliqué les attaques contre la livre sterling par les déclarations *« irresponsables »* des travaillistes et par le mauvais jugement de la City. Elle a tenté de ramener le calme en affirmant sa volonté de poursuivre sa politique de rigueur pour des *« finances saines et une monnaie honnête ». « C'est cette politique qui sera déterminante pour la valeur de la livre »*, a déclaré le premier ministre en ajoutant qu'il n'y avait aucune raison pour que la devise britannique baisse encore et que les taux d'intérêt augmentent.

En cas de deuxième mandat, Mme Thatcher est décidée à mener la même politique économique, car elle se sent embarquée dans une entreprise à long terme. Le prix à payer pour réduire l'inflation est moins élevé que le coût de la facilité à laquelle s'étaient abandonnés ses prédécesseurs, a-t-elle dit. Pour arrêter la montée du chômage, il suffit *que l'augmentation des salaires reste* inférieure au rytme de l'inflation. Elle ne veut pas s'engager à réduire les impôts comme elle l'avait fait un peu imprudemment avant les dernières élections, car les allégements fiscaux ne doivent pas aggraver le déficit des finances publiques et ne sont donc envisageables que dans une perspective de croissance économique.

Le premier ministre a présenté sa vision de la Grande-Bretagne de l'avenir. Elle souhaite que ses concitoyens soient plus libres, plus responsables, moins assistés, mais aussi moins écrasés par l'État. Elle croit en la propriété, l'entraide l'épargne, le travail. Elle se méfie de l'État-providence et de l'égalitarisme. Ce sont des valeurs du passé qui nous ramènent à l'époque victorienne, sans doute, mais c'est grâce à elles, a conclu Mme Thatcher, que la *Grande-Bretagne est devenue un* grand pays.

DANIEL VERNET.

Irlande du Nord

UN JUGE CATHOLIQUE A ÉTÉ ASSASSINÉ PAR L'IRA

Belfast *(A.F.P.)*. — Le juge William *Doyle*, l'un des magistrats les plus en vue d'Ulster, a été assassiné, dimanche 16 janvier, à Belfast, alors qu'il quittait, après la messe, l'église catholique Sainte-Brigitte, dans le quartier mixte de Malone. Deux hommes ont tiré des coups de feu qui l'ont touché à la poitrine, puis ont réussi à s'enfuir.

Peu après, l'IRA revendiquait l'attentat, affirmant dans un communiqué qu'elle voyait dans le juge William Doyle *« l'une des figures dominantes »* des forces britanniques en Irlande du Nord.

La nomination du juge William Doyle, un catholique, avait provoqué en 1979 de nombreuses controverses en Ulster. Il avait gagné une action en justice, en 1980, contre l'hebdomadaire *The Economist*, qui avait imputé sa nomination au fait qu'il était catholique plutôt qu'à ses talents ou mérites.

En mai 1981, le juge Doyle avait qualifié de *« sinistre »* l'Ulster Defense Association (seconde organisation paramilitaire protestante), alors qu'il condamnait sept de ses membres pour *« terrorisme »*.

R.F.A.

Les Verts se dotent d'un manifeste électoral

C'est dans une atmosphère assez peu optimiste, selon certains observateurs ouest-allemands, que s'est déroulé, les samedi 15 et dimanche 16 janvier à Sindelfingen, dans la *banlieue de Stuttgart, le congrès du* parti vert. Écologistes et pacifistes ont adopté leur programme pour les élections législatives du 6 mars.

Estimant que la lutte contre le nucléaire civil et militaire ne constitue pas un programme électoral suffisant, les Verts avaient décidé de se doter d'un programme économique proposant une série de mesures *concrètes contre le chômage notamment*. Cette orientation donnée à la réunion a sans doute été perçue comme étant quelque peu à contretemps, alors que la question des armes nucléaires est au centre de l'actualité ouest-allemande depuis quelques semaines et promet de devenir le thème majeur du débat électoral. C'est la raison pour laquelle certaines « vedettes » du *mouvement*, commme Mme Petra Kelly, sont restées en retrait pendant le congrès, tandis que d'autres plaidaient pour l'intransigeance, à l'égard des sociaux-démocrates notamment.

M. Rainer Tampert, porte-parole du parti, a précisé que les Verts ne soutiendraient un gouvernement social-démocrate que dans l'hypothèse où le S.P.D. renoncerait à l'implantation des missiles de l'OTAN et au programme pour l'énergie nucléaire.

Le manifeste électoral finalement adopté pour les questions économiques est *néanmoins* le *fruit* d'un compromis entre les tendances réformiste et extrémiste au sein du parti. La principale revendication qui y figure est celle de la semaine de 35 heures sans perte de salaire pour les petits et moyens revenus.

Le congrès a d'autre part décidé que les militants qui siégeraient au Bundestag seraient remplacés au bout de deux ans. Le principe de la rotation existe déjà pour les autres instances *dans* lesquelles les Verts sont représentés, notammment dans les municipalités et dans six Parlements régionaux.

Les derniers sondages attribuent aux Verts entre 5 et 6 % des intentions de vote. S'ils se vérifiaient, le parti succéderait aux libéraux comme troisième force représentée au Bundestag. D'autre part, selon une enquête réalisée par l'Institut EMID, 51 % des Allemands de l'Ouest jugent négative l'action du gouvernement en place à Bonn depuis le 1er octobre.

Italie

SERGIO SEGIO CHEF DE FILE DE PRIMA LINEA A ÉTÉ ARRÊTÉ

(De notre correspondant.)

Rome. — Le fondateur du groupe terroriste Prima Linea, Sergio Segio, vingt-sept ans, a été arrêté à Mi*lan*, samedi 15 janvier. *Idéologue* du groupe, il était aussi recherché pour dix homicides. Surpris par la police au volant de sa voiture, en compagnie d'une jeune femme chez laquelle il vivait, il n'a pas eu le temps de réagir et n'a opposé aucune résistance. Sa compagne, *Daniela Figini*, étudiante de vingt et un ans, qui ne possède aucun casier judiciaire, s'est déclarée *« prisonnière politique »*.

Sergio Segio était l'un des terroristes les plus recherchés d'Italie. Il avait réussi à échapper à la police en novembre dernier lors de l'arrestation de la terroriste Susanna Ronconi. Il était recherché depuis 1979, à la suite de l'assassinat du juge Alessandrini par un commando terroriste qu'il dirigeait. Il est accusé, en outre, d'avoir participé à l'assassinat d'un autre juge, M. Guidi, en mars 1980, et du meurtre de neuf *personnes : le dernier remonte* à janvier 1982, lors de l'assaut par un commando de Prima Linea de la prison de Rovigo, qui avait permis l'évasion de Susanna Ronconi et d'autres terroristes. — Ph. P.

PROCHE-ORIENT

A EFRAT, EN CISJORDANIE

Les militants israéliens de La paix maintenant manifestent contre les implantations

Efrat (Cisjordanie), *(A.F.P.)* — Quelque trois mille partisans israéliens du mouvement La paix maintenant se sont engagés samedi 15 janvier dans une phase nouvelle de leur action en manifestant, pour la première fois sur place, contre les implantations juives dans les territoires arabes occupés.

La manifestation s'est déroulée dans le calme à Efrat, au nord de Bethléem, une ville en construction encore inhabitée, créée par le gouvernement israélien. Efrat, construite dans une zone à forte densité arabe, est parmi les plus importantes et les plus récentes implantations israéliennes dans les territoires occupés.

Mi-retraite au flambeau, mi-veillée autour d'un feu de camp, la manifestation s'est déroulée dans l'indifférence de la police et de l'armée, qui ne sont pas intervenues. Symboliquement, un sculpteur israélien, M. Yigal Tourmakine, a dressé, à l'aide de poteaux métalliques rouges et de blocs de pierre, un barrage pour interdire désormais *l'entrée de l'implantation.*

Les manifestants, jeunes pour la plupart, étaient soutenus par des délégations d'habitants des quartiers défavorisés de toutes les villes israéliennes, qui protestent contre l'attribution de fonds gouvermentaux aux implantations, au détriment de la réhabilitation des quartiers vétustes de leurs villes. Sur les banderoles, on pouvait lire : *« L'occupation est la semence du mal »* et *« Investir ici* (à Efrat), *c'est détruire la paix »*.

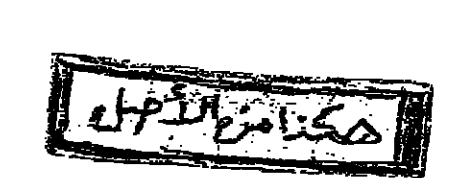
Devant une foule calme, et à la lueur dansante des flambeaux, Mme Alisa Amir, secrétaire du Mouvement des kibboutz Arzi (socialistes laïques), déclarait pour sa part : *« Le gouvernement israélien prédit cent ans de lutte contre le terrorisme. Nous refusons cette fatalité. Le gouvernement israélien a sa part de responsabilité dans le terrorisme et ne peut se défendre en disant : je ne savais pas. »* M. Abraham Burg, le fils du ministre israélien de l'intérieur M. Josef Burg, a insisté quant à lui sur l'opposition non seulement politique mais *« éthique et morale »* des pacifistes israéliens aux implantations. Pour Abraham Burg, les juifs *« doivent se souvenir qu'ils ont été soumis à d'autres peuples au cours de leur histoire »* et *« donc refuser de dominer les Palestiniens »*. De plus, a-t-il ajouté, *« la violence politique contre la minorité arabe entraînera une violence sociale au sein même d'Israël, où des minorités se considèrent comme abandonnées par les pouvoirs publics »*.

CINQ ORGANISATIONS DE L'O.L.P. REJETTENT LE PLAN DE PAIX ÉLABORÉ A FÈS

Cinq organisations palestiniennes membres de l'O.L.P. ont annoncé, le dimanche 16 janvier, à Tripoli (Libye) leur *« rejet des propositions du dernier sommet arabe de Fès* (septembre 1982) *et du plan Reagan pour le Moyen-Orient »*. Le communiqué est *signé par le Front* populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.), du docteur Habache, le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.P.-C.G.), de M. Jibril, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), de M. Hawatmeh, la Saïka et le Front de lutte populaire (F.L.P.), de M. Samir Ghosh, dont les dirigeants se sont réunis du 10 au 16 janvier à Tripoli. *« Nous refusons toute formule permettant au régime jordanien de représenter le peuple palestinien »*, relève-t-on encore dans le communiqué.

Le colonel Moammar Kadhafi a indiqué, pour sa part, qu'*« un programme d'action politique et militaire de la résistance palestinienne »* avait été *« mis au point par la Libye et les organisations palestiniennes »* réunies à Tripoli, *« à l'exception du Fath, absent à cette réunion »*. Le colonel Kadhafi a ajouté que, *« à partir de là, personne ne peut agir sur la cause palestinienne sans la Libye »*.





LE VOYAGE DE M. MITTERRAND

M. Mitterrand met en garde la Libye

(Suite de la première page.)

En outre, dans ce Bénin, qui compte un bon nombre d'amis socialistes, à commencer par les Soviétiques et les Cubains, M. Mitterrand n'a pas hésité à reprendre la formule de M. Kerekou, lequel avait dit que la France, en raison d'un rôle passé *« contesté, mais cependant, par certains points, utile, de colonisateur »*, avait des *« devoirs particuliers »*.

« C'est avec nous, a-t-il répondu au président béninois, *que vous avez un dialogue possible, plutôt qu'avec quiconque. » « Il faut que nous abordions les problèmes de l'Afrique avec la même démarche ouverte et, le cas échéant, audacieuse. »* On n'aurait pu être plus clair, d'autant que le chef de l'État avait déclaré au passage : *« On ne fonde rien de durable sans le respect des droits de l'homme. »*

Que ce soit sur le Tchad, sur la nature des relations entre la France et ses alliés africains, et même sur la Namibie — où l'absence de règlement pourrait entraîner l'Afrique australe dans le conflit Est-Ouest, — M. Mitterrand a donc exprimé à Cotonou une détermination sans ambiguïté.

Retrouvailles chaleureuses

La veille, le président de la République avait trouvé des accents presque gaulliens devant une population demeurée attachée à la France et qui, pour la première fois depuis vingt-trois ans, entendait retentir *la Marseillaise*. Il est vrai que le cadre, un grand stade récemment construit par les Chinois, se prêtait particulièrement à l'envolée oratoire.

Salué par des foules particulièrement chaleureuses, M. Mitterrand a choisi le Stade de l'amitié de Cotonou pour adresser son message en termes de solidarité à l'égard d'une Afrique dont le développement n'a jamais été aussi menacé. Les mots-clés de ce discours — *« développement, paix, liberté »* — dépassaient visiblement les frontières du petit Bénin, lui-même tout à la joie de *« retrouvailles »* qui font l'affaire des visiteurs et de leurs hôtes.

Apportant *« le salut de la France »*, n'omettant pas *« la marque d'une histoire plus que centenaire, scellée par le sang de nos fils tombés ensemble sur les champs de bataille d'Europe et d'Afrique pour la défense de notre bien commun le plus précieux, la liberté »*, M. Mitterrand n'a pas manqué de dire aux Béninois, samedi, qu'après une brouille assez sérieuse la France ne les a pas oubliés et qu' *« elle entend être à leurs côtés pour d'autres combats, ceux de l'indépendance, de la paix et du développement »*.

Ces *« retrouvailles »* devaient se sceller une deuxième fois, dimanche matin, quand le chef de l'Etat, avant d'en ranimer la flamme et d'en visiter la crypte, a déposé une gerbe au pied du Monument des martyrs, érigé à la mémoire des victimes du raid lancé sans succès, six ans plus tôt jour pour jour, par Bob Denard et ses mercenaires contre le régime béninois, avec la complicité de Gabonais et de Marocains. A l'époque, le président Kerekou avait même mis nommément en cause M. Journiac, alors conseiller de M. Giscard d'Estaing. M. Mitterrand ne pouvait mieux manifester sa volonté de *« renouveler »*, ainsi qu'il l'avait dit la veille, *« une trame non pas rompue mais un peu trop négligée »*.

En règle générale, plus encore qu'à Lomé, le président de la République a explicité le message qu'il a adressé à cette Afrique francophone qui demeure peut-être, en cette fin de vingtième siècle, la dernière terre d'élection d'une diplomatie française aux coudées franches.

Il a rappelé sa *« propre volonté d'inscrire l'effort de la France au regard de ce continent dans le cadre d'une stratégie enfin plus cohérente »*. Il a redit que la France se sentait *« engagée dans la mission particulièrement délicate mais noble de plaider partout où cela est nécessaire pour la sauvegarde des libertés individuelles et collectives »*. Il a repris, avec force, le leitmotiv de la solidarité nécessaire entre le Nord et le Sud. *« Plus que jamais,* a-t-il dit, *aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même. »*

Autre tonalité de ce message présidentiel : alors que son prédécesseur insistait régulièrement sur les menaces de déstabilisation du continent, M. Mitterrand rejette ce langage. S'il invite à l'effort commun face aux défis de la crise mondiale et, à plus long terme, du développement, il cherche à dédramatiser non seulement les rapports franco-africains mais, également, la vision française des conflits inter-africains. Dans ces deux domaines, il donne l'impression de vouloir, avant tout arrondir les angles, insister sur ce qui unit plutôt que sur ce qui divise. Bref, calmer les esprits.

Sur le plan bilatéral, la première visite d'un chef d'Etat français à Cotonou se traduira par un « renforcement » attendu d'une coopération dont ce pays de quatre millions d'habitants, sans grandes ressources et tributaire du commerce, surtout avec son puissant voisin Nigérian, a tant besoin. Le Bénin, qui va tenter, dans les quatre ou cinq ans à venir, de franchir le seuil de l'autosuffisance alimentaire, souffre sérieusement, depuis avril 1982 des difficultés financières du Nigéria, qui use largement du port de Cotonou. En outre, pour la première fois, le régime de M. Kérékou s'est lancé dans trois projets relativement importants (sucre, ciment, pétrole), qui devront être rentabilisés assez rapidement. Faute de quoi, le service de la dette extérieure du Bénin — encore très raisonnable — pourrait atteindre des taux dangereux.

La France a déjà accordé à Cotonou, début janvier, une remise de dettes antérieures à 1978. Fin février ou début mars, des bailleurs de fonds se réuniront à Paris pour réexaminer la dette postérieure à cette date postérieure à cette date. Enfin, peu après, toujours dans la capitale française, la réunion de la grande commission de coopération franco-béninoise sera l'occasion d'étudier l'aide française dans les domaines de l'agriculture, des communications, du tourisme et de l'Université.

Le bilan politique de la visite n'est pas davantage négligeable. Depuis quelques mois déjà, on a assisté à un rapprochement des deux pays, notamment sur les questions panafricaines. Cette évolution devrait s'accentuer en dépit des liens — il est vrai moins étroits — que maintient Cotonou avec Moscou, Cuba et même la Libye. M. Kérékou, le « progressiste », a déjà pris quelques distances à l'égard du colonel Kadhafi, notamment sur la question tchadienne, depuis la deuxième réunion panafricaine de Tripoli.

Il est difficile, en revanche, de savoir à quel point l'infléchissement de la diplomatie béninoise traduit une modification du rapport de forces entre « durs » et « modérés » dans l'entourage de M. Kérékou. Toujours est-il que la visite de M. Mitterrand aura contribué à consolider l'image du chef de l'Etat béninois à l'intérieur d'un pays pauvre — il fait partie des P.M.A. (Pays les moins avancés) — mais qui, entre un « marxisme-léninisme » assagi et une bureaucratie tout aussi somnolente que pléthorique — semble couler des jours relativement tranquilles.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● *Le président du Bénin,* le colonel Kerekou, a assuré ses compatriotes exilés qu'ils pouvaient rentrer *« en toute quiétude »* au Bénin, dans un appel diffusé par Radio-France Internationale à la veille de l'arrivée du président François Mitterrand en visite officielle à Cotonou. *« Cet appel pressant,* précise le colonel Kerekou, *s'adresse également à ceux qui ont été impliqués dans les différents complots contre la sécurité du notre Etat révolutionnaire. »* — *(A.F.P.)*

M. Bongo se demande si le Morena dispose de « protections » parmi les responsables socialistes

M. Omar Bongo, chef de l'Etat gabonais, s'est interrogé, à la veille de la visite officielle de M. François Mitterrand au Gabon, sur l' *« attitude de la France »* vis-à-vis de l'opposition à son régime. Au cours d'une interview accordée, samedi 15 janvier, à l'Agence France-Presse à Libreville, M. Bongo a indiqué que des cartes de vœux avaient été adressées de Paris par des membres du Mouvement de redressement national (Morena), formation d'opposition clandestine, à des fonctionnaires gabonais en poste à Libreville à l'occasion du Nouvel An. Ces cartes, à en-tête du Morena, sont signées par un certain Paul Mba-Abessole, prêtre catholique, qui se présente comme le président du comité de direction du mouvement, et qui résiderait dans la capitale française. M. Bongo a également indiqué que le père Mba-Abessole avait engagé, en novembre 1982, une procédure d'enregistrement à la préfecture de police de Paris d'une association, Solidarité gabonaise, qui, selon le chef de l'Etat gabonais, serait la nouvelle appellation du Morena. M. Bongo s'est alors demandé comment des ressortissants gabonais pouvaient continuer d'agir « impunément » contre son pouvoir à partir de la France, et s'ils bénéficiaient effectivement de « protections » parmi les responsables socialistes.

Le Gabon entend préserver une prospérité qu'il estime menacée

De notre envoyé spécial

Libreville. — *« Que ceux qui m'accusent de dictature sachent bien que depuis quinze ans que je suis au pouvoir, c'est la première fois que la Cour de sûreté de l'Etat se réunit et prononce des condamnations »*, nous dit le président Omar Bongo, évoquant le récent procès du Morena et les lourdes condamnations prononcées à cette occasion à l'encontre d'opposants.

Au demeurant, pour le chef de l'Etat, aucun doute n'est possible. La Constitution institutionnalise le Parti démocratique gabonais — le P.D.G. — comme parti unique. Tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, combattent pour l'instauration du pluripartisme se mettent en marge des lois. C'est le cas pour les militants de ce Mouvement de redressement national — le Morena, — dont on apprécie mal l'importance et l'audience, les objectifs réels également. Deux éléments ont contribué à exacerber l'animosité du président Bongo à leur égard : le fait qu'ils aient été reçus rue de Solferino par certains responsables de la politique africaine du parti socialiste ; le fait qu'ils aient pris pour cible sa vie privée et aient ainsi, estime-t-il, gravement porté atteinte à son honneur.

Dans ce pays, qui compte à peine 1 million d'habitants, les questions ethniques conservent un rôle politique trop important pour qu'on les puisse négliger. Si le président lui-même a pu sans difficulté majeure réunir un large consensus sur son nom et sur sa personne, c'est parce qu'il n'appartient à aucun des grands groupes ethniques qui, estiment les responsables du P.D.G., se déchireraient pour le contrôle du pouvoir. D'origine bateké, petite tribu du sud-est du Gabon, dont l'aire d'habitat s'étend également sur le territoire de la République populaire du Congo, il doit compter, depuis quelque temps, avec un regain du particularisme fang exploité par certains de ses adversaires.

Le procès des responsables du Morena a précisément rappelé aux dirigeants gabonais l'existence d'un malaise fang. En effet, puisque tous ceux qui figuraient sur le banc des accusés appartenaient à l'ethnie fang, que l'on dit, avec quelque abus semble-t-il, majoritaire au Gabon. Unis par des liens étroits de solidarité tribale, les Fangs, venus du Nord, notamment du Cameroun, se sont implantés en territoire gabonais à peu près à la même époque que les colonisateurs français. Doués d'une exceptionnelle faculté d'adaptation à la vie moderne, comme les Ibos du Nigéria, par exemple, ou les Bamilékés du Cameroun, les Fangs constituent, comme eux, un atout économique et humain, mais également une menace potentielle pour le pouvoir central.

Un regain de tribalisme

Pour avoir travaillé pendant près de dix années à l'ombre de l'ancien président Leon Mba, décédé en 1967, et auquel il succéda, le président Bongo a une excellente pratique des rapports avec les Fangs. En effet, Leon Mba appartenait à cette ethnie, comme d'ailleurs son principal concurrent politique, M. Jean-Hilaire Aubame, aujourd'hui installé à Paris, et comme M. Jean-Marc Ekoh, en rupture de ban avec le régime actuel, lourdement condamné lors du procès de novembre dernier.

La question Fang préoccupe en tout cas très vivement le chef de l'Etat gabonais et ses homologues, et voisins, du Cameroun et du Congo, sur le territoire desquels vivent d'importants groupements Fang, ou apparentés.

En ce qui concerne les tensions plus spécifiquement politiques, le P.D.G. ne les ignore sans doute point, car il est vraisemblable que ce parti soit plus monolithique que les autres partis africains du même type. Il n'en paraît pourtant à peu près rien au grand jour, et aucun des vingt-six mille Français qui séjournent au Gabon — une communauté dont les effectifs ont été multipliés par six en vingt ans — ne peut prétendre connaître ce qui se passe au sein des instances du parti unique. Plus nombreux ici que dans la plupart des Etats sud-sahariens, les conseillers européens n'ont en main que des dossiers techniques et ignorent à peu près tout de la vie politique nationale.

Le fait que, au Gabon, le nombre des ministres — plus de quarante — soit le plus élevé par rapport à la population, et que leur traitement soit de quatre à cinq fois plus important que celui de leurs collègues des pays voisins ne suffit pas à expliquer l'absence de contestation officielle. Le poids de la personnalité présidentielle joue un rôle identique. Enfin, la prospérité, jusqu'à une date récente constamment croissante, contribue à préserver accord et harmonie entre tous.

Après la réunion en 1977, à Libreville, des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine, le Gabon connut des difficultés passagères, surmontées après l'adoption de mesures d'austérité. La conjoncture économique est, depuis quelques années, relativement défavorable. Elle n'est point pour autant catastrophique. C'est ainsi que, en 1982, la baisse structurelle de la production du pétrole a pu être stoppée. Etablie à 7,5 millions de tonnes, elle n'en est pas moins en diminution par rapport à l'année précédente. En revanche, les investissements pétroliers sont en hausse de 11 % par rapport à 1980 et ont dépassé 114 milliards de francs C.F.A. (1) en 1982. En attendant la diminution de la production pétrolière (elle était de 11 millions de tonnes en 1976) est compensée par la bonne tenue du dollar, devise de paiement des exportations pétrolières. En 1982, les recettes pétrolières de l'Etat gabonais seraient passées de 271 à 293 milliards de francs C.F.A., un chiffre qui, à lui seul, représente sept fois la valeur des exportations béninoises...

Les activités minières, qui marquaient le pas en 1980, ont donné, dès le début du premier semestre 1982, des signes sérieux de reprise. Une relance limitée de la sidérurgie mondiale et la signature de quelques contrats rémunérateurs sont à l'origine de cette reprise. Après avoir baissé de plus de 3 % en 1980 et 1981, le chiffre d'affaires du secteur minier a augmenté de plus de 10 % en 1982. L'uranium a bénéficié d'une hausse simultanée de la production et du prix moyen au kilo, et 1 500 tonnes ont été exportées.

Estimée à 1,5 million de tonnes de minerai en 1982, la production de manganèse a, en revanche, stagné. Troisième exportateur mondial, le Gabon a néanmoins, là également, bénéficié de la fermeté du dollar, son principal client étant la sidérurgie américaine.

Le bois, qui constitua longtemps la seule ressource du pays, a souffert du marasme des marchés internationaux en 1981. Mais, en 1982, les prix ont augmenté de 20 % environ, et le niveau de production a été sensiblement équivalent à celui de 1980, soit plus de 1 million de mètres cubes. En dépit de la concurrence des bois du Sud-Est Asiatique, les « forestiers » ont apporté une contribution non négligeable à la prospérité gabonaise. C'est ainsi que, en 1982, sur 584 milliards de francs C.F.A. (prévisions) d'exportation, 453 revenaient au pétrole et 40 aux bois.

Le point faible de l'économie reste l'agriculture. Il est vrai que plus de 80 % du territoire sont recouverts par la forêt équatoriale et que la main-d'œuvre disponible est presque entièrement mobilisée sur le carreau des mines, sue les chantiers pétroliers et forestiers et dans les usines, bien que l'industrie représente encore moins de 5 % du produit intérieur brut.

L'« après-pétrole »

Déterminés à préparer ce qu'ils appellent deja *l'« après-pétrole »*, les dirigeants gabonais accordent un intérêt particulier au développement du secteur agricole : vivres, encore trop largement importés des pays voisins ou même d'Europe, cultures d'exportation, élevage. En 1981, le Gabon n'a exporté que 900 tonnes de café et 3 000 tonnes de cacao, et des projets de plantations modernes sont à l'étude dans le nord du pays.

Dans la région de Lambaréné, popularisée par de docteur Albert Schweitzer, dont l'hôpital a été modernisé, de vastes plantations de palmiers à huile ont été installées. Dans le Haut-Ogooué, région d'origine du président, ont été créées des plantations de canne, et une sucrerie traite déjà chaque année 14 000 tonnes de sucre, dont le quart est exporté. Près de Mitzic, dans le Woleu-Ntem, l'hévéa va être cultivé sur une large échelle, et des cultures vivrières et fruitières sont en cours d'implantation à proximité de Port-Gentil, capitale économique du pays, et de Franceville, terminus du chemin de fer transgabonais.

Conçu pour permettre la mise en valeur économique du pays et pour en préserver l'unité politique, le Transgabonais est une réalisation spectaculaire. *« Même s'il faut pactiser avec le diable, je le construirai »*, avait déclaré en 1969 le président Bongo, excédé par le refus que M. MacNamara, alors président de la Banque mondiale, avait opposé à la demande d'aide. *« La France fut la première à nous faire confiance, aussi ai-je tenu à ce que le président Mitterrand vienne sur place voir nos chantiers »*, nous a dit, en décembre dernier, le chef de l'État gabonais. Pratiquement construit par le seul Gabon, sur ses ressources propres, ayant coûté beaucoup plus cher que prévu, ce chemin de fer est à l'origine de l'un des plus vastes chantiers d'Afrique. Depuis 1974, année du début des travaux, le tronçon Owendo-Ndjolé (180 kilomètres) a été mis en exploitation en 1979. Le président de la République française inaugurera pour sa part le tronçon Ndjolé-Booué (154 kilomètres). Reste à terminer le tronçon Booué-Franceville, soit 357 kilomètres.

Longtemps considéré comme un ami personnel de l'ancien président Giscard d'Estaing, le président de la République gabonaise a été un moment présenté comme un adversaire potentiel du président Mitterrand et de la nouvelle majorité en France. La communauté française du Gabon, restée fidèle en grande partie à la « droite », dont elle représente souvent les intérêts, n'est pas étrangère à la diffusion de cette image inexacte. En réalité, très vite, grâce à l'action personnelle de certains membres de leurs entourages respectifs qui étaient conscients de l'importance exceptionnelle de l'axe Libreville-Paris, les deux hommes d'Etat ont trouvé un excellent terrain d'entente. L'habileté et l'énergie du nouvel ambassadeur de France, M. Pierre Dabezies, forte personnalité et bon connaisseur des questions africaines, est de nature à consolider cette entente.

Ayant hérité d'une situation difficile à tous égards, M. Dabezies a su rapidement nouer le dialogue avec ses interlocuteurs gabonais. Ancien officier parachutiste, il s'est employé à dissiper certaines inquiétudes de la communauté française, sans pour autant s'aliéner le concours de ceux des Français qui, fidèles aux options socialistes, s'estiment rassurés par ce gaulliste de gauche.

Bien que le Gabon ne soit *« la chasse gardée de personne »*, comme aime à le rappeler le président Bongo lui-même, les rapports avec la France ne sont comparables avec ceux d'aucun autre pays. On compte actuellement huit cent cinquante coopérants français répartis à travers tout le territoire. En ce qui concerne l'enseignement, 84 % de ces coopérants sont installés à Libreville. La France est le premier bailleur d'aide. Plusieurs centaines de militaires français sont stationnés au camp de Gaulle, dans la banlieue de la capitale. Partout les entreprises françaises occupent une place de premier plan, même si se dessine un début de concurrence, yougoslave et brésilienne notamment.

En Afrique centrale, le Gabon est le partenaire le plus sûr de la France. Les Etats-Unis, qui se livrent à une nouvelle offensive diplomatique en direction de Libreville, en sont très conscients, et on prête à M. Reagan l'intention de recevoir en juillet prochain M. Bongo à la Maison Blanche (2). Avec les Allemands, les Américains sont d'ailleurs les seuls à porter un intérêt réel à l'émirat équatorial que constitue le Gabon. Le Maroc et l'Arabie Saoudite, dont les souverains ne cachent pas leurs sympathies pour le régime de Libreville, sont, il est vrai, des partenaires non *négligeables pour la diplomatie gabonaise.*

Bref, les rapports entre l'ancienne métropole et le Gabon sont excellents, et rien ne semble devoir les altérer, même si le président gabonais supporte mal les attaques de la presse française à l'encontre de sa personne et de ses méthodes politiques. Les remises de peines et les libérations anticipées qu'il affirme s'être fixées pour les prochains mois en faveur des condamnés de novembre devraient, selon lui, désamorcer ce qu'il considère comme une campagne orchestrée contre lui.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.

(2) Le président Bongo s'était déjà entretenu avec M. Reagan en juin 1981.

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● *M. Miguel Ignacio Echeverria,* fils d'un riche industriel du Pays basque, a été libéré ce lundi 17 janvier. Il était gardé en otage depuis une semaine par des ravisseurs qui réclamaient une rançon de 1 300 000 dollars. On ignore encore si cette rançon a été versée. Les deux branches de l'ETA ont nié toute responsabilité dans cet enlèvement. — *(Reuter.)*

Pologne

● UNE NOUVELLE BRIMADE CONTRE LES CORRESPONDANTS ETRANGERS. — Les autorités polonaises s'apprêtent à modifier le décret du ministère des affaires étrangères concernant les journalistes étrangers : ceux-ci seraient obligés, selon le correspondant du *Los Angeles Times* à Varsovie, d'engager leurs interprètes et tout autre employé exclusivement par le truchement d'institutions gouvernementales. Jusqu'à présent, ils pouvaient faire leur choix, puis devaient demander l'approbation des autorités locales. La nouvelle méthode serait identique à celle en vigueur à Moscou.

Le Monde

politique

ENVISAGEANT UNE VICTOIRE DE L'OPPOSITION AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

MM. Giscard d'Estaing et Barre s'opposent sur le scénario constitutionnel

Est-il possible d'envisager, au terme de vingt-cinq années d'une lecture « présidentialiste » de la Constitution, une deuxième lecture, qui serait, elle, « parlementariste » ? Régulièrement évoquée à la veille d'élections nationales, cette question a reçu cette dernière semaine deux réponses opposées.

Au terme d'élections législatives gagnées par l'opposition, M. Valéry Giscard d'Estaing estime possible une *« cohabitation »* avec l'actuel chef de l'Etat et ce, sous la pression de l'opinion. M. Raymond Barre rejette de manière très nette une telle éventualité. La Constitution, selon lui, *« ne fonctionne bien »* que s'il y a un président de la République *« en plein accord »* avec son premier ministre et soutenu par une majorité à l'Assemblée nationale.

Invité à marquer sa préférence pour l'une ou l'autre thèse, M. Philippe Séguin, député (R.P.R.) des Vosges, devait préciser au cours de l'émission « R.T.L.-*le Monde* », dimanche 16 janvier, qu'une coexistence entre l'opposition actuelle, si elle remportait les élections législatives, et M. Mitterrand lui semble *« vivable »*.

En stipulant dans son article 5 que *« le président de la République veille au respect de la Constitution »*, qu'il *« assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat »* et qu'il *« est le garant de l'indépendance nationale (...) »*, la Constitution de 1958 ne délimite pas de manière précise la fonction présidentielle. De fait, l'interprétation qu'en a donnée le général de Gaulle a, depuis, prévalu. A maintes reprises, ce dernier s'est plu à souligner que *« le président de la République est évisemment le seul à détenir et à déléguer l'autorité de l'Etat »*, qu'il doit *« être évidemment entendu que l'autorité indivisible de l'Etat est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu* [et] *qu'il n'en existe aucune autre »* (1). Les successeurs du général de Gaulle ne se sont pas écartés de cette ligne. Georges Pompidou considérait que la Constitution *« a clairement posé le principe de la primauté du chef de l'Etat. (...) Le premier ministre, comme son nom l'indique, n'est que le premier des ministres »* (2). M. Valéry Giscard d'Estaing affirmait le 9 février 1977 : *« La primauté du président de la République est la pierre angulaire de nos institutions. »* Au cours des vingt premiers mois de son septennat, M. François Mitterrand n'a pas semblé adopter d'autres conceptions.

Une telle primauté suppose que le président de la République puisse s'appuyer sur son premier ministre et une majorité homogène à l'Assemblée nationale.

Ce soutien n'a pas manqué aux différents présidents de la République, même s'il a pu subir quelques entorses sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, en raison de la division de la majorité d'alors en deux clans.

Ainsi, M. Raymond Barre a pu juger que le poids de ces vingt-cinq dernières années avait créé une coutume constitutionnelle qui ne rend plus plausible une lecture parlementariste de la Constitution. *« Si l'opposition gagne les prochaines élections législatives (...), je souhaite pour ma part que la Constitution de la Vᵉ République soit appliquée dans son esprit, selon l'exemple donné par le général de Gaulle »*, a-t-il déclaré, vendredi soir 14 janvier, à Lille. Selon lui, la Constitution *« ne fonctionne bien que s'il y a un président de la République en plein accord avec son premier ministre et soutenu par une majorité à l'Assemblée nationale. En cas contraire, elle ne peut fonctionner »*.

Faute d'un tel accord, le président de la République ne peut que s'en aller, estime M. Barre, en se référant là encore au général de Gaulle, qui *« l'a fait dignement et sans coup férir »*. Il convient toutefois de rappeler que ce dernier avait donné sa démission après le « non » au référendum sur les régions et le Sénat, qui l'engageait personnellement.

L'hypothèse de la « cohabitation »

Un telle attitude de la part de M. Barre n'est pas surprenante. L'ancien premier ministre, qui souligne volontiers son admiration pour le général de Gaulle, ne peut envisager un affaiblissement du rôle du président de la République, qui s'apparenterait à celui de la IVᵉ République et signifierait que le pouvoir majoritaire appartiendrait aux partis.

Dans l'hypothèse d'une inadéquation de la majorité parlementaire avec la majorité présidentielle, M. Giscard d'Estaing envisage, lui, une *« cohabitation »* : *« Par la force des choses, le gouvernement serait dirigé par un membre de l'opposition, soutenu par l'opposition, avec un président de la République dont le mandat continuerait de courir »*, explique-t-il dans l'interview qu'il a accordé à *l'Express (le Monde* du 15 janvier). Pour l'ancien chef de l'Etat, il ne fait aucun doute que M. Mitterrand demeurerait en place au lendemain d'une victoire de l'opposition aux élections législatives. Comme il serait, lui, resté en place si la majorité avait été battue aux élections législatives de 1978. Tel était le sens de son intervention du 27 janvier 1978, à Verdun-sur-le-Doubs. *« Vous pouvez choisir l'application d'un programme commun ; c'est votre droit »*, avait-il dit. Il avait ajouté : *« Mais, si vous le choisissez, il sera appliqué. Ne croyez pas que le président de la République ait dans la Constitution les moyens de s'y opposer. »*

On peut imaginer que M. Mitterrand emploie les mêmes arguments dans trois ans pour garder « sa » majorité. Poutant ils ne joueront plus, selon M. Giscard d'Estaing. Celui-ci est persuadé que l'opinion, après avoir vu en 1981 *« qu'il pouvait y avoir des alternances sans drame, voudra savoir si une certaine cohabitation est possible »* et comment pourrait fonctionner l' *« organisation politique »* dans ce cas.

Une telle éventualité suppose que l'article 20 de la Constitution trouve sa pleine application : *« Le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation (...) Il est responsable devant le Parlement. »*

Ainsi prévaudrait une situation inédite. Une telle éventualité avait été envisagée par M. Mitterrand, qui, s'il avait été élu en 1974, aurait pu avoir *« à choisir un chef de gouvernement et à constituer un gouvernement qui épouseront les contours de la majorité voulue par le peuple »* (3).

Le net refus de M. Barre d'envisager toute cohabitation n'est pas partagé par les principaux responsables du C.D.S., composante de l'U.D.F. qui, ces derniers mois, s'est montrée pourtant la plus *« barriste »*. Si M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., écarte toute idée de compromission, il ne veut pas manifester d' *a-priori*. Il nous a notamment déclaré : *« Je suis contre le compromis dans la mesure où les pêchés d'ignorance et d'idéologie* [de l'actuelle majorité] *coûteront très cher. Malgré tout, si l'opposition devait gagner les élections législatives, nous ne devons rien exclure. Dans l'intérêt du pays, il ne faut pas bloquer tous les mécanismes d'évolution de la société française. Il ne faut pas revenir au bloc à bloc, mais œuvrer pour une plus grande maturité de nos compatriotes. »* M. Bernard Stasi, député (C.D.S.) de la Marne, partage cet avis. Selon lui, *« si le président de la République fait appel à une personnalité de l'opposition pour diriger le gouvernement, il ne s'agit pas de bouder »*. Reste à savoir quelle personnalité pourrait être appelée à de telles fonctions.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

(1) Déclaration du 31 janvier 1964.
(2) Dans *Nœud gordien.*
(3) Dans une interview radiodiffusée le 16 avril 1974.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

L'ancien chef de l'État « alerte » l'opinion sur l'endettement de la France

M. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas pressé. *« Pressé de quoi ? »*, a-t-il demandé aux journalistes qui l'interrogeaient, dimanche 16 janvier, au « Club de la presse » d'Europe 1, dont il était l'invité. S'il intervient de plus en plus régulièrement, c'est, à l'en croire, parce que le spectacle de la France le *« navre »*, et qu'il estime de son devoir d'ancien président de la République d'*« alerter l'opinion publique »*, notamment en ce qui concerne l'endettement du pays.

On peut imaginer, cependant, que, en se livrant au jeu des scénarios possibles pour l'après-municipales, M. Giscard d'Estaing a pensé s'attribuer un rôle. Simple spectateur ? C'est peu vraisemblable, si l'on considère sa démarche durant ces derniers mois. L'ancien président de la République a participé au congrès du P.R., puis à son université d'été, il est intervenu aux assises nationales des clubs Perspective et Réalités et au congrès de l'U.D.F. Il renoue des *« relations normales »* avec M. Jacques Chirac et le souligne avec insistance. Ses dîners avec M. Barre sont traités avec plus de discrétion.

L'ancien président de la République suit de près les sondages et les études d'opinion. Il a acheté un exemplaire de l'étude réalisée par la Cofremca (1) sur l'évolution des « thèmes *porteurs* » dans l'opinion *durant* ces cinq dernières années et l'adéquation des hommes politiques à ces thèmes.

Enfin, M. Giscard d'Estaing s'intéresse beaucoup à... Raymond Poincaré. Au cours de ses parties de chasse, il évoque volontiers la carrière de cet ancien président de la République dont la caractéristique, souligne-t-il, est d'avoir occupé, ensuite, les fonctions de président du conseil. A la lumière des dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing, cette évocation est tout à fait intéressante. En effet, dans l'hypothèse d'élections législatives anticipées ou non, mais gagnées par l'opposition, M. Giscard d'Estaing est persuadé que le président de la République continuera d'exercer son mandat et fera appel à une personnalité de l'opposition pour diriger le gouvernement. Encore faudrait-il que cette personnalité ait conduit l'opposition à la victoire et apparaisse comme la plus représentative. Une fois installée dans ses fonctions de premier ministre, cette personnalité se trouverait en excellente position pour l'échéance suivante : l'élection présidentielle.

Comment dans ces conditions ne pas penser que cette idée est née dans l'esprit de M. Giscard d'Estaing ? *« Mon idée, dit-il dans l'Express, est de rechercher des types de solution susceptibles de convenir à 70 % des Français. »* Puisque les Français, selon lui, souhaiteront bientôt savoir si une cohabitation est possible, M. Giscard d'Estaing pourrait bien avoir l'envie d'assurer lui-même la démonstration plutôt que de laisser ce soin à d'autres.

C. F.-M.

(1) Compagnie française d'études de marchés.

Invité du Club de la presse d'Europe 1, dimanche 16 janvier, M. Valéry Giscard d'Estaing estime qu'il existe deux *« situations très graves »* qui compromettent l'avenir de la France : l'*« investissement »* qui ne cesse de *« diminuer »* et l'*« endettement »*. *« Si nous continuons au rythme des prévisions actuelles, dans deux ans nous serons le pays le plus endetté du monde »*, prédit-il, avant de préciser : *« Cette année, il faudra prélever sur le revenu de chaque Français 2 000 francs pour payer les intérêts de la dette ; l'année prochaine, 3 000 francs et en 1986, 4 000 francs. »* M. Giscard d'Estaing ne veut pas considérer que la crise puisse être responsable d'une telle situation. Il affirme : *« C'est le socialisme qui endette la France. (...) Les échecs économiques vont venir broyer les aspirations des Français. »*

L'ancien président de la République croit, d'autre part, que *« les perspectives d'amélioration de la situation économique de la France sont faibles pour 1983 »*, et que si *« un certain nombre de facteurs vont dans le sens d'un redressement progressif de la conjoncture internationale, ce redressement ne bénéficiera pas tout de suite aux pays qui seront en situation de compétitivité difficile. »*

A propos du report de la baisse du taux d'intérêt des caisses d'épargne, M. Giscard d'Estaing se demande comment on peut, *« sur une question qui ne s'improvise pas au dernier moment, décider une chose et son contraire, et qu'il n'y ait aucune sanction »*.

En matière de politique intérieure, l'ancien président de la République évoque *« la grande désillusion et la grande inquiétude »* qui pèseront actuellement sur les Français, et s'explique sur les scénarios possibles qu'il a développés dans *l'Express* (daté 14-20 janvier) et notamment l'hypothèse d'élections législatives anticipées : *« Il ne s'agit pas pour moi de dire qu'il faut contraindre le président de la République (...) La Constitution fait que c'est un choix qui n'appartient qu'à lui. Mais il ne faut pas croire que la situation politique française est fermée. Il y a des issues démocratiques possibles. »*

M. Giscard d'Estaing pense que l'attitude qui sera adoptée vis-à-vis des *« déçus du socialisme »* peut être une *« grande chance pour la France car on va pouvoir enfin pratiquer une politique qu'on ne pouvait pas pratiquer parce qu'elle était bloquée par l'espérance ou l'idéologie de presque une moitié de la France (...) Nous pourrons peut-être trouver un plus large concensus dans la politique française »*, ajoute-t-il. Il estime, d'autre part, Qu'*« il y a à l'heure actuelle un grand mouvement d'atténuation des différences (...) Le mouvement vers le centre, c'est servir ce mouvement d'unification »*.

Au sujet des primaires au sein de l'opposition, l'ancien chef de l'Etat déclare : *« Il faut qu'il y ait une règle et une attitude (...) Il faut que les candidats combattent leur adversaire commun et ne se combattent pas entre eux. Il faut qu'ils soutiennent au second tour de tout leur cœur celui que les électeurs ont placé en tête. »*

Interrogé sur un *« certain retour »* à la quatrième République, il convient qu'une *« lecture des événements »* permet un tel jugement : *« Ce qui est très frappant*, note-t-il, *c'est le repli des ambitions de la France. La France est un oiseau aux ailes rognées (...). Ce spectacle-là me navre (...).* [C'est] *une des raisons pour lesquelles je parle* [et non pas parce que] *je suis pressé, comme le dit le premier ministre. Quand on a partagé* [la] *vie* [de la France] *pendant sept ans et qu'on n'a l'intention ni de déserter ni d'être indifférent, c'est quelque chose que l'on veut dire à ses compatriotes. »*

Après avoir souligné qu'il est *« heureux »* d'avoir pu établir des *« relations normales »* avec M. Chirac et annoncé qu'il était allé dîner chez M. Barre, M. Giscard d'Estaing se *« réjouit »* de voir *« les talents, soit connus, soit montants, se manifester dans l'opposition »*. Il ajoute : *« Pourquoi voulez-vous qu'il y ait un affrontement... Aux Etats-Unis vous avez un président et un vice-président qui étaient adversaires aux élections primaires et qui font actuellement équipe. »*

Au journaliste qui lui demande s'il envisage d'être premier ministre de M. Mitterrand, il répond : *« Je ne l'envisage pas ! »*.

• *Selon un sondage* réalisé par la Sofres et publié par *le Figaro* du lundi 17 janvier, 51 % des mille personnes interrogées pensent qu'il n'y aura ni vainqueur ni vaincu aux prochaines élections municipales. Pourtant, 48 % d'entre elles souhaitent que les électeurs profitent de ces scrutins *« pour manifester leur mécontentement à l'égard de la gauche »*.

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. Séguin (R.P.R.) : pas de compromis historique avec la gauche

M. Philippe Séguin, député R.P.R. des Vosges, vice-président de l'Assemblée nationale et candidat de l'opposition à la mairie d'Epinal, hôte, dimanche 16 janvier, du « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* » a évoqué le congrès extraordinaire du R.P.R. du 23 janvier en déclarant : *« Le gaullisme en tant que mouvement politique n'a pas à représenter les intérêts de telle ou telle catégorie ; il entend les transcender tous et servir l'intérêt national. A ce titre, il doit récuser la notion d'opposition entre les notions de droite et de gauche. C'est cela la tradition du gaullisme.*

» Il est vrai que la tentation constante pour le mouvement gaulliste depuis qu'il se traduit en force politique organisée a été une manière de dérive droitière. Il doit être attentif en permanence à ce risque, mais je ne crois pas que, par exemple à l'heure actuelle, il y cède particulièrement. Le R.P.R. est, de l'ensemble des mouvements politiques, celui qui a la base sociologique la plus large.

» Le 23 janvier, nous rendrons public un plan de redressement, c'est-à-dire un document qui dira quelles seraient les mesures de caractère économique et social qui seraient nécessaires aujourd'hui pour sortir la France, au moins partiellement, des difficultés dans lesquelles elle se trouve. Or je ne crois pas qu'il y ait quoi que ce soit qui ait été fait depuis 1981 qui soit irréversible. »

Interrogé sur l'éventuel changement de majorité parlementaire, M. Séguin estime : *« Je crois très sincèrement que le nouveau changement devra se traduire par une rupture décisive avec la situation actuelle. Le défi qui est proposé à l'opposition, c'est d'être suffisamment armée après les élections de 1986 pour résister aux tentations de dilution qui existeront à ce moment-là. C'est l'opposition dans ses frontières actuelles qui, en 1986 ou en 1988, doit accéder au pouvoir et aucun gouvernement d'union nationale, aucun compromis historique ne doit être envisagé.*

La coexistence entre le président élu en 1981 et une majorité qui serait constituée par les mouvements de l'opposition actuelle, ce n'est pas la même chose qu'un compromis politique entre les idées des amis de M. Mitterrand et celle des membres de l'opposition. Cette coexistence est vivable à condition que le président de la République fasse à ce moment-là une application stricte de la Constitution.

A propos de M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, le député des Vosges déclare : *« Pour occuper des fonctions ministérielles, il faut de la compétence, un peu d'intuition et du caractère. Il est incontestable que M. Delors a de la compétence. Je pense même qu'il a de l'intuition. Cela fait donc deux qualités sur trois. »*

Le gouvernement n'a pas cherché à découvrir les auteurs des attentats en Corse

M. Séguin a estimé, d'autre part, que le gouvernement avait commis *« une très grave erreur avec le statut particulier de la Corse »*.

« C'était à la fois trop et pas assez. Pas assez parce que ce n'est pas un véritable statut particulier... et je m'en félicite. Mais on a fait trop en donnant à penser qu'on s'engageait dans la voie souhaitée par les autonomistes et en légitimant en quelque sorte l'action violente du F.N.L.C. (...). Pendant des mois, le gouvernement n'a pas cherché à découvrir les coupables des attentats (...) », a-t-il déclaré. M. Séguin a ajouté : *« Or même le policier le plus médiocre est capable; dans une île comme la Corse, de trouver au moins un, deux ou trois responsables de quelque huit cents attentats. S'il ne les a pas trouvés, c'est parce que le gouvernement avait donné des instructions pour qu'on ne les trouve pas (...). »*

Deux élections cantonales

AUDE : canton de Conques-sur-Orbiel (1ᵉʳ tour).

Inscr., 5 680 ; vot., 3 854 ; suffr. expr., 3 761. MM. Georges Martzel (P.C.), 1 554 voix; Gilles Blanc (P.S.), 1 158 ; Bernard Follet (opposition), 733 ; Robert Calvet (modéré), 316. Il y a *ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Félix Roquefort, P.C., décédé le 25 novembre 1982, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales, le 21 mars 1982, avec 3 001 voix, contre 1 231 à M. Robert Calvet pour 4 232 suffrages exprimés et 5 711 électeurs inscrits.]

EURE : canton de Routot (1ᵉʳ tour).

Inscr., 7 848 ; vot., 4 817 ; suffr. expr., 4 687. MM. Charles Hulin, U.D.F., 2 681 voix, *ELU ; Gérard Asselin, P.S., 1 626 ; Xavier Lambert, P.C., 380.*

[Cette élection faisait suite à l'invalidation du scrutin de mars 1982 par le tribunal administratif, confirmée par le Conseil d'Etat, sur la requête du préfet de l'Eure, qui estimait que les fonctions de M. Charles Hulin au génie rural du département étaient incompatibles avec un mandat de conseiller général. M. Hulin, à quelques mois de la retraite, s'est démis de ses fonctions au génie rural pour briguer à nouveau les suffrages de ses électeurs.

Au premier tour de mars 1982, les résultats avaient été les suivants : inscr., 7 894 ; vot., 6 164 ; suffr. expr., 6 031. MM. Claude Michel, P.S., 2 217 ; Charles Hulin, 1 682 ; Amédée Henry, R.P.R., 1 575 ; Xavier Lambert, 557.

M. Hulin avait été élu au second tour avec 3258 voix devant le candidat socialiste, M. Michel, qui en obtenait 3003 pour 6261 suffrages exprimés, 6406 votants et 7894 inscrits.

M. Hulin, qui est également maire de Caumont, retrouve son siège de conseiller général en améliorant son score de plus de 5 points. Il recueille 57,20 % des suffrages exprimés, alors qu'il en obtenait 52,03 % au second tour de mars 1982.]

DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

Opposition polyphonique

« Dire des horreurs à propos de la majorité sur le ton le plus aimable possible » : telle est, aux yeux de Fabien Roland-Lévy, dans *LIBERATION*, la *« nouvelle méthode »* que les leaders de l'opposition sont en train de mettre au point pour s'adresser à l'opinion. Mais, note-t-il, l'un des soucis de M. Giscard d'Estaing est de *« se démarquer »* de M. Barre, *« tout en reprenant à son compte les idées du professeur d'économie »*.

Pour Stéphane Denis, dans *LE QUOTIDIEN DE PARIS*, l'ancien président de la République *« veut faire de l'opposition avec »* les autres partenaires, *« dedans »* en fondant *« son analyse sur une curieuse mise entre parenthèses de Mitterrand »* et *« au-dessus »*. Sur ce point, il indique : *« L'ancien chef de l'Etat demeure persuadé qu'il restera le seul inspirateur, fédérateur et chef de la nébuleuse libérale, et que celle-ci supplantera son alliée et rivale. Pour qu'il soit un chef efficace, il faudra donc dans l'immédiat que cette famille-là dépasse la chiraquienne à la prochaine consultation, et non qu'elle s'en approche, ou reste au coude à coude. »*

Dans *L'HUMANITE*, Jacques Coubard est formel : *« Que la droite emprunte le masque de Giscard, de Chirac ou de Barre, elle n'a, aujourd'hui comme hier, d'autre perspective à offrir que de nous enfoncer dans la crise, telle qu'elle est mise en scène par Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou Helmut Kohl. »*

Dénonçant le *« mythe centriste »*, Max Clos, dans *LE FIGARO*, écrit : *« Nous aussi, nous sommes pour le recentrage, l'union nationale, la réconciliation entre le libéralisme et le socialisme. Nous sommes pour, comme le disait, hier soir, Valéry Giscard d'Estaing, « l'atténuation » des différences ». Nous sommes pour, mais pas aujourd'hui. Parce qu'aujourd'hui nous sommes en guerre contre un régime qui tue ce pays, et cette guerre il faut d'abord la gagner. On parlera, négociera, turlupinera après, quand les comptes seront réglés (...). On ne gagne pas les batailles en faisant risette à l'adversaire. »*

La *« cacophonie »* est générale tant dans les rangs de la majorité que dans ceux de l'opposition. Cette dernière, est-il expliqué, dans *« le point de vue du Matin »*, *« a bien de la chance »*. Le quotidien poursuit : *« Deux de ses principaux leaders, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, étalent publiquement leurs divergences sur un sujet aussi grave que la pratique des institutions. Un troisième, Simone Veil, suggère qu'il faut être capable d'aider le gouvernement quand l'intérêt de la France l'exige. Nul doute que Jacques Chirac, retour d'Amérique, donnera son point de vue sur ces sujets. »* — A. Ch.

• *Mᵐᵉ Simone Veil*, ancienne présidente de l'Assemblée des communautés européennes, déclare dans une interview publiée, samedi 15 janvier, par *les Dernières Nouvelles d'Alsace* : *« La situation économique et générale est si grave qu'il faut aider le gouvernement quand l'intérêt supérieur du pays est en jeu. »* Elle s'interroge sur ce que vont faire les « déçus du socialisme » : *« Où les retrouvera-t-on ? Chez les anarchistes, chez les révolutionnaires ou chez ceux qui ne sont rien, les passifs, le écœurés ? C'est très dangereux pour la France et cela hypothèque sérieusement l'avenir »*.

• *Deux coups de feu* ont été tirés samedi soir 15 janvier à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) contre les vitres de la salle où se tenait le bal annuel de la section locale R.P.R., blessant légèrement deux personnes, dont M. Maurice Thumerel (R.P.R.), qui conduit la liste de l'opposition aux élections municipales.

• *Basse-Normandie : M. Max-André Brier, président du C.E.S.* — M. Max-André Brier, âgé de quarante-sept ans, maître-assistant agrégé de géographie à l'université de Caen, responsable du syndicat Force ouvrière, a été elu au premier tour, le vendredi 14 janvier, président du Conseil économique et social (C.E.S.) de la région Basse-Normandie. C'est la première fois qu'un salarié (soutenu, il est vrai, par l'union patronale) accède à ce poste. Il a obtenu 34 voix sur 60 suffages exprimés. — *(Corresp.)*

LES TAUX D'INTÉRÊT DES LIVRETS D'ÉPARGNE

M. Mauroy : il n'y a pas désaveu de M. Delors

Dans une interview publiée le lundi 17 janvier par *Ouest-France*, M. Pierre Mauroy justifie en ces termes sa décision d'ajourner la réduction du taux d'intérêt des livrets de caisse d'épargne : « *Nous avons été guidés dans cette affaire par deux soucis. D'abord la lutte contre l'inflation ; c'est grâce à cette lutte que l'épargne est aujourd'hui proportionnellement mieux rémunérée qu'elle ne l'était au temps de la surinflation giscardienne. Or si le gouvernement veut prêter aux entreprises et aux ménages à un taux plus faible, il lui faut collecter l'argent à des taux inférieurs. Le succès de la lutte contre l'inflation rend possible une réduction de un point du taux d'intérêt du livret A de la Caisse d'épargne.*

» *Notre second souci, vous le savez, est de favoriser l'épargne populaire. Le gouvernement de la gauche est le premier à s'être préoccupé de cette épargne et à avoir créé un livret d'épargne populaire : le livret rose. C'est ce souci qui nous a conduit à différer la mesure dont j'ai parlé plus haut. Le passage du taux de 8,5 à 7,5 % ne pouvait, pour des raisons de temps, s'accompagner d'un transfert des épargnants vers les livrets roses. Le gouvernement, qui a le souci des épargnants les plus modestes, ne pouvait les pénaliser par une décision qui ne leur aurait pas donné le temps de se porter sur les fameux livrets roses.*

» *Il n'y a là aucune atteinte à la politique de rigueur. Elle reste celle du gouvernement. Il n'y a pas non plus de désaveu du ministre de l'économie et des finances. Non seulement j'ai une grande considération pour l'action de Jacques Delors, mais nous travaillons au coude à coude, en particulier depuis huit mois, pour mettre en œuvre cette politique. Une politique qui nous a permis cette année de ramener, pour la première fois depuis cinq ans, l'inflation en dessous de 10 %. J'ajoute que Jacques Delors est un ami, et que cela compte également.*

» *Il faut comprendre que, si le gouvernement a un devoir de rigueur, il a un devoir supérieur encore qui est celui de justice sociale. Nous n'y manquerons jamais.* »

Interrogé sur la baisse du dollar et ses conséquences sur le pouvoir d'achat des Français, le premier ministre répond notamment : « *En 1983, notre objectif ne peut être que le maintien moyen du pouvoir d'achat. Ce qui signifie que nous veillerons à ce que les catégories les plus défavorisées puissent non seulement conserver leur pouvoir d'achat, mais aussi en gagner. Ce qui signifie également que des sacrifices pourront éventuellement être demandés aux plus favorisés* (...). *La baisse du dollar, en soulageant notre facture pétrolière et donc en allégeant le déficit extérieur – que nous voulons réduire de 30 milliards, – nous aidera certainement à tenir ce cap.* »

A propos du rôle des partis et des syndicats, M. Mauroy réfute les arguments de M. Barre selon lequel l'autorité de l'État est minée par la pression de ceux-ci. « *Le gouvernement, dont les orientations sont fixées par le président de la République, n'est le prisonnier de personne*, dit-il. *Il gouverne, mais ne doit pas négliger les avis des partis et des syndicats.* »

Évoquant les prochaines élections municipales, le chef du gouvernement affirme qu'il ne craint pas un « vote-sanction » : « *Je n'en vois aucun motif. Notre bilan est très positif et ne justifie aucunement un tel vote. Nous allons durer. Le chef de l'État est élu pour sept ans. Ce gouvernement a déjà la plus longue existence de tous les gouvernements de gauche. Cette durée nous oblige à gérer, à nous insérer dans le mouvement général. Je comprends que certains peuvent estimer que la politique de rigueur que nous menons, même si elle est au service de la justice sociale, n'est pas la politique que l'on attend de la gauche. A ceux-là je dis : vous devez apprécier le total de ce qu'a apporté le gouvernement, les engagements pris ont été tenus. Et, en même temps, vous devez voir le monde tel qu'il est et vous y adapter.* »

L'éventualité d'élections législatives anticipées, évoquée par M. Giscard d'Estaing, lui paraît relever de la « *politique-fiction* ». « *Je ne sais pas si M. Giscard d'Estaing est impatient, mais s'il l'était, je ne le comprendrais pas*, déclare-t-il. *Il faut que ni lui, ni M. Chirac, ni M. Barre, n'oublient qu'ils ont été au pouvoir et que les Français ont le souvenir de ce qu'ils ont fait et de ce qu'ils n'ont pas fait. Je ne vois pas pourquoi ils seraient pressés. D'autant qu'à l'évidence ils n'ont pas réglé leurs comptes entre eux.* »

UN MAUVAIS CAMOUFLAGE

L'art de « gouverner autrement », dont M. Pierre Mauroy s'est fait le champion, procéderait-il parfois de l'acrobatie ?

Le premier ministre manifeste de singuliers talents de contorsionniste quand il explique que la réduction du taux d'intérêt des livrets d'épargne est techniquement opportune, mais que son ajournement est décidé afin de ne pas « pénaliser » les épargnants les plus modestes. Tant mieux pour ces épargnants ! Mais l'explication est un peu courte. En outre, elle n'est pas de nature à contredire, bien au contraire, ceux qui accusent le gouvernement d'irrésolution et d'incohérence. Car comment se peut-il que le premier ministre n'ait pas pris conscience plus tôt de cette nécessité ?

M. Mauroy pousse le bouchon encore plus loin quand il affirme que M. Jacques Delors, dans cette affaire, n'est nullement désavoué. Que le premier ministre ait quelque peu mauvaise conscience à l'égard de son ministre de l'économie et des finances – un « *ami* » pour lequel il a une « *grande considération* » – ne surprendra pas, puisqu'il avait été convenu entre les deux hommes que la réduction du taux d'intérêt interviendrait à court terme, de toute façon avant les municipales. Bien entendu, le cabinet du président de la République en avait été informé.

Initialement, comme il l'avait fait avant les élections cantonales lorsqu'il s'agissait d'appliquer le nouveau système de fixation des prix des carburants – tantôt en hausse, tantôt en baisse, suivant l'évolution du dollar, – M. Mauroy s'était refusé à prendre en compte toute considération électorale. A l'époque, il n'avait pas dévié, malgré les pressions des socialistes ruraux, gênés dans leur campagne par les augmentations du gazole pénalisant les agriculteurs. Cette fois, il a changé d'avis, en accord avec le président de la République, ainsi que M. François Mitterrand l'a confirmé aux journalistes qui l'accompagnent en Afrique.

A l'hôtel Matignon, on ne conteste pas que M. Mauroy a différé la réduction du taux d'intérêt de l'épargne (celle-ci n'interviendra qu'après les municipales) sous la pression des réactions défavorables suscitées par l'annonce de cette mesure. L'attitude de la direction du parti socialiste a *accéléré* la volte-face du premier ministre. Au cours de la réunion du bureau exécutif du P.S. du mercredi 12 janvier, M. Lionel Jospin avait été mandaté pour exposer oralement au chef du gouvernement la désapprobation de l'état-major du parti.

Deux des proches de M. Mauroy, Mme Marie-Josèphe Pontillon, chef du secrétariat particulier du premier ministre, et M. Guy Allouche, premier secrétaire de la fédération du Nord, s'étaient prononcés contre le fait que M. Jospin soit officiellement mandaté pour faire une telle démarche. De même, ils étaient opposés auparavant à toute prise de position publique, contrairement à ce qu'avait initialement proposé M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, selon lequel le gouvernement avait fait, en la circonstance, une « connerie ». Tout deux avaient été mis en minorité. M. Mauroy, informé de ces échanges de vues, n'a pas attendu de recevoir le premier secrétaire du P.S., jeudi après-midi, pour faire part de sa décision dès le matin, à l'occasion de la cérémonie des vœux de la presse à l'hôtel Matignon. Dès lors, pourquoi tenter une opération de mauvais camouflage qui ne trompe personne ?

ALAIN ROLLAT.

M. Mitterrand estime que la décentralisation dans les DOM signifie un resserrement de la communauté nationale

Dans une interview diffusée par la radio-télévision d'outre-mer, dimanche soir 16 janvier, M. Mitterrand a annoncé qu'il a l'intention de se rendre dans les DOM « *soit au milieu de l'année, soit à la fin* », après les élections régionales du 20 janvier.

Évoquant la décentralisation dans les DOM, le président de la République a déclaré : « *Rien dans la loi ne permet d'affirmer ce que disent un certain nombre de gens qui refusent toujours tout, toute évolution, qui voudraient aussi maintenir peut-être des tutelles excessives au service d'intérêts souvent particuliers. Rien ne permet à la lecture de la loi, comme bientôt dans son application, d'en tirer une conséquence dommageable pour l'unité de la nation* ».

Le chef de l'État a poursuivi : « *Je dis que la loi que nous allons appliquer, est un moyen d'affirmer l'identité de ces régions que sont les départements d'outre-mer, leur identité, comme chaque individu a besoin par rapport aux actes principaux de sa vie de se sentir libre, mais libre tout en restant membre de la société à laquelle il appartient (...) Les mesures que nous avons décidées et qui sont aujourd'hui en passe d'être appliquées, ont cette double signification, de resserrer la communauté nationale, de lui donner plus de force et plus de vie, en assurant à chaque département d'outre-mer sa véritable identité (...) Pourquoi voulez-vous qu'on ne cherche pas à accroître la confiance (des départements d'outre-mer) et la solidité de nos liens en pariant – mais ce n'est même pas un pari – en comptant, et c'est un calcul juste, sur l'envie de tous ceux auxquels je m'adresse en ce jour, d'être plus français encore, parce qu'ils se sentent plus martiniquais, plus guadeloupéens, plus guyanais ou plus réunionnais* ».

APRÈS LA MORT DE DEUX GENDARMES

Les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie rejettent la thèse de l'embuscade

De notre envoyé spécial

Nouméa. – Le principal parti indépendantiste de Nouvelle-Calédonie, l'Union calédonienne, a, au cours d'une conférence de presse dimanche 16 janvier, contesté la thèse de l'embuscade à propos des événements de Koindé (qui ont coûté la vie à deux gendarmes), indiquant qu'il n'y avait pas eu de barrage avec des billes de bois, mais seulement « *un portail symbolique en bois de récupération* ». Il s'agit, ont expliqué MM. Eloi Machoro, secrétaire général de l'U.C. ; François Burck, conseiller territorial, et Gérard Cortot, attaché au cabinet du vice-président du conseil du gouvernement, d'une « *grave bavure* ».

S'appuyant sur des témoignages de membres de la tribu, ils font remarquer qu'il était difficile aux Canaques de préparer un guet-apens en raison de la présence massive, tout au long de la matinée du 10 janvier, d'importantes forces de l'ordre qui pouvaient surveiller ce qui se passait dans le village. Ils voulaient simplement, ont-ils ajouté, demander à l'exécutant forestier, M. Louis Barbon, des explications parce que le protocole de palabres prévoyait que le délai expirait le 21 janvier. Selon ces responsables de l'U.C. des jets de pierres ont eu lieu et un pare-brise a été détruit parce que les véhicules refusaient de s'arrêter. C'est alors que les gendarmes ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes.

Me François Roix, du barreau de Montpellier, qui s'est rendu à Nouméa, et Me Gustave Tehio, du barreau de Nouméa, ont déclaré au cours d'une autre conférence de presse lundi 17 janvier : « *C'était la panique. Des habitants ont cru que c'était la guerre et qu'ils allaient tous mourir. Il faut comprendre que les gens de Koindé ne savaient pas ce que c'était que des grenades lacrymogènes. Ils se sont sentis en état de nécessaire et légitime défense au moment où ils sont allés chercher les fusées. Ils ont tiré sans viser au milieu de la fumée des grenades. Jamais ils n'avaient envisagé de se servir des armes. Ils n'avaient préparé que des cailloux et des cocktails Molotov.* »

Cette version est contestée par la gendarmerie qui parle de « *tirs croisés* ».

D'autre part, les avocats des dix-huit inculpés, dont dix pour assassinats, tentatives d'assassinats et participation à attroupement armé, ont estimé que l'intervention des forces de l'ordre « *n'était pas opportune* ». L'opération n'a pas été effectuée en application d'une ordonnance de référé, comme le reconnaît aujourd'hui le haut commissaire, M. Jacques Roynette, mais de deux sommations interpellatives d'huissier pour rétablir la libre circulation sur la route de Koindé, notifiées le 6 décembre au maire de La Foa, et au chef de la subdivision administrative (sous-préfet).

Enfin, pour les deux avocats « *les aveux qui ont été obtenus l'ont été dans des conditions qui n'honorent pas ceux qui les ont obtenus* », ils ont déclaré que l'un des inculpés M. Georges Assao, a été maltraité.

M. B.-R.

« Les conditions de l'indépendance ne sont pas réunies »

nous déclare le haut commissaire

Notre envoyé spécial a interrogé M. Jacques Roynette, haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, sur les perspectives d'indépendance de ce territoire d'outre-mer après le drame survenu le 10 janvier.

« *Le drame de Koindé est-il annonciateur d'une période troublée ?*

– Je crois que l'événement de Koindé et son caractère dramatique sont de nature à faire prendre conscience aux parties en présence qu'un certain nombre de choses sont possibles et d'autres pas. Je veux dire par là qu'en principe, c'est ce que j'espère, tout événement mène à un degré de plus dans la prise de conscience. Je pense notamment que, du côté de ceux qui considèrent l'indépendance comme le plus urgent, ils doivent constater que tout n'est pas possible tout de suite, et il faut absolument qu'ils comprennent que le gouvernement a, à un moment donné ou à un autre, à faire respecter les droits de toutes les composantes de la communauté calédonienne, y compris les leurs dûment constatés. De l'autre côté, je pense que ça peut être une prise de conscience que la revendication d'émancipation des Canaques n'est pas qu'une revendication formelle ; il est important qu'un certain nombre de gens voient que, dans leur esprit, la revendication d'émancipation s'inscrit dans un processus incertain.

» Si tout le monde accepte, à partir de cet événement, de considérer qu'on doit réexaminer son comportement, je pense qu'il n'y a pas de risques d'escalade en Nouvelle-Calédonie.

– *Cet événement a cependant démontré qu'il y avait une radicalisation des positions entre indépendantistes et non indépendantistes. Comment éviter l'affrontement ?*

– Je pense qu'il est possible d'éviter l'affrontement. Le gouvernement est parfaitement conscient de la situation en Nouvelle-Calédonie. Son souhait, son vœu, sa volonté, c'est de faire en sorte qu'on pratique une évolution institutionnelle en y associant toutes les composantes de la population. Ce que le gouvernement ne peut pas admettre c'est que l'une des composantes exclue l'autre et inversement.

– *Pourtant les indépendantistes disent que les ponts sont maintenant rompus avec le pouvoir socialiste...*

– *Je crois que c'est un réflexe* un peu normal, dicté par la colère, l'exacerbation à un moment donné. Je crois qu'ils ne peuvent pas oublier ce que, depuis bientôt deux ans, ce gouvernement a fait. Ce qui se passe, c'est qu'à un moment donné le gouvernement ne répond pas immédiatement à une exigence de caractère politique, et nous disons que la revendication ne peut pas être satisfaite maintenant. Ce qui peut être satisfait maintenant, c'est la volonté d'autonomie interne, cela ne peut pas être l'indépendance maintenant. Les conditions n'en sont pas réunies.

– *Y a-t-il à votre avis un processus de même nature que celui qui est à l'origine du drame algérien ?*

– Non parce que les conditions sont totalement différentes. Ici, il y a des communautés qui pèsent numériquement le même poids, et qui ont des volontés divergentes.

» Je crois que le gouvernement est tout à fait décidé à exiger de chacune des communautés qu'elle prenne en compte le droit de l'autre, mais qu'il est tout prêt aussi à ouvrir la discussion avec tous ceux qui le souhaitent sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. S'il y a une volonté qui se manifeste pour aller au-delà de l'autonomie interne, ce n'est pas le gouvernement socialiste, qui est émancipateur par nature, qui va rejeter cette hypothèse de dialogue et de négociation.

– *L'indépendance de la Nouvelle-Calédonie est-elle inéluctable ?*

Je serais tenté de vous dire qu'il n'y a que les Calédoniens qui peuvent y répondre, ce que je sais, je ne fais là que dire ce que je vois, c'est qu'il existe un gouvernement, un Front indépendantiste sur ce territoire, et qu'il existe une forte volonté d'indépendance dans la population canaque. C'est incontestable. Ce que je sais aussi c'est que dans la population européenne il y a aussi bien des gens qui considèrent l'indépendance comme inéluctable, que des gens qui s'y opposeront par n'importe quel moyens. »

Propos recueillis par
MICHEL BOLE-RICHARD.

Hors des Pershing, point de salut ?

(Suite de la première page.)

Il est aisé en outre d'observer qu'une Europe atomisée ne serait pas pour autant désarmée, puisque les sous-marins nucléaires français et britanniques resteraient hors de portée. Bref, s'agissant au moins des SS-20, la frappe ne serait ni chirurgicale ni désarmante.

3) Il est vrai, en revanche, que l'argument des « six minutes » invoqué à Moscou contre les Pershing n'a de réalité que subjective. Pourquoi cependant ajouter qu'il est « *difficile de trouver un meilleur exemple d'arrogance de surpuissance* » ? Si arrogance il y a, il n'est que trop facile, au contraire, d'y trouver un précédent dans l'attitude qu'ont eue, il y a vingt ans, les Etats-Unis quand ils ont exigé le retrait des fusées de Cuba.

4) N'est-il pas étrange d'entendre dire, et d'entendre dire en France, que, à défaut des Pershing, l'Europe occidentale serait dénucléarisée ? Comme si l'absence des Pershing pouvait avoir pour effet de rayer d'un trait la France et l'Angleterre de la carte de l'Europe ou de les priver de leur armement nucléaire.

5) Comment peut-on à la fois récuser toute notion d'équilibre euro-stratégique et réclamer l'équilibre des forces en Europe ? Ou encore comment dénoncer le déséquilibre nucléaire européen et continuer, dans le même souffle, de proclamer que la dissuasion française se fonde sur le concept « *du faible au fort* » ?

6) L'un des objectifs soviétiques serait, paraît-il, de convaincre les Européens qu'un conflit nucléaire serait limité à leur continent. Mais à quoi bon, pour Moscou, se donner cette peine ? Les Américains, en préconisant, il y a vingt ans, la riposte flexible, les Européens, en acceptant, après le départ de la France de l'organisation militaire intégrée, d'en faire la doctrine officielle de l'OTAN, ont admis depuis longtemps la possibilité d'une guerre limitée.

En faisant allusion à cette possibilité *l'année dernière*, *le président* Reagan a fait scandale. Peut-être a-t-il manqué de tact mais non de logique ni de mémoire. L'étonnant, en la circonstance, ce serait bien plutôt l'étonnement des Européens. Il ne suffit pas toujours de se boucher les oreilles pour faire taire les bruits désagréables.

On pourrait malheureusement prolonger l'énumération. Elle ne ferait qu'épaissir la méfiance d'un dossier où fourmillent, sous l'apparente technicité du jargon stratégique, tant d'obscurités et d'à-peu-près, quand ce ne sont pas des inexactitudes flagrantes. Peut-être serait-on amené à se demander si la « *furia francese* » n'est pas, une fois de plus, en train de céder à sa tentation séculaire de travailler pour le roi de Prusse.

GABRIEL ROBIN.

● *M. Charles Fiterman*, ministre d'État, ministre des transports, a déclaré, dimanche 16 janvier, sur Radio Monte-Carlo, que « *les dirigeants de l'opposition sont toujours victimes de ce penchant de la droite à considérer qu'elle est seule à être capable de gouverner* » et que, si la gauche fait un effort de mobilisation, elle « *peut garder les villes où les maires se débrouillent bien et, pourquoi pas, en gagner quelques-unes* ».

MM. Giscard d'Estaing et Chirac à l'épreuve des missiles

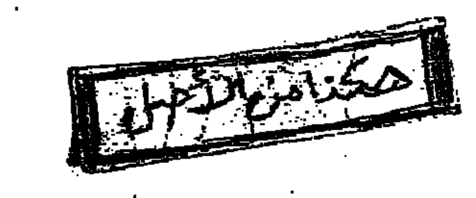
Respectueux de la règle du jeu, M. Giscard d'Estaing a insisté au cours de sa prestation au « Club de la presse » d'Europe 1 sur ce qui unit les grandes figures de l'opposition et non sur ce qui pourrait les diviser. Voilà sans doute pourquoi il a tant parlé d'économie et si peu de politique étrangère. Car il est au moins un sujet, en diplomatie, sur lequel l'ancien président de la République est en désaccord avec les dernières positions de M. Chirac : l'affaire des Pershing II et des missiles de croisière.

Après longue réflexion, le maire de Paris s'est fait récemment une religion en la matière : la France, bien que n'étant pas partie à la décision de l'OTAN de décembre 1979 concernant le renforcement de la panoplie nucléaire américaine en Europe, se doit de soutenir ouvertement l'installation des Pershing II et des missiles de croisière. C'est cette position – qui est aussi celle de M. Mitterrand – que M. Chirac a clairement défendue au cours de son récent voyage aux États-Unis, notamment dans le discours prononcé le jeudi 13 janvier devant l'Institut d'études stratégiques de l'université Georgetown, àWashington. A plusieurs reprises, M. Chirac a demandé *« une approbation renouvelée et sans réticence des pays d'Europe à l'installation des armes nouvelles »*.

Jamais M. Giscard d'Estaing, du temps où il était à l'Elysée, n'avait voulu prendre une telle position en public. C'est ce qu'a rappelé l'ancien président de la République dimanche soir. *« Il ne faut pas (...) dire aux autres ce qu'ils doivent faire en matière de déploiement des moyens nucléaires »*, car *« nous avons une force nucléaire indépendante, dont nous fixons nous-mêmes le niveau, les conditions de déploiement, les conditions d'usage. »* C'est ce que rappelle, sous forme beaucoup plus brutale, dans *le Monde* d'aujourd'hui, M. Gabriel Robin, qui fut conseiller diplomatique de Georges Pompidou et de M. Giscard d'Estaing.

On a de bonnes raisons de penser que, d'une façon plus générale, la tournée « atlantiste » que vient de faire M. Chirac aux Etats-Unis n'a guère soulevé l'enthousiasme non seulement de M. Giscard d'Estaing, mais aussi de M. Barre, ou même de certains « barons » du R.P.R., comme M. Maurice Couve de Murville, qui n'en penserait pas moins, tout en restant silencieux pour l'instant. Incontestablement, *il y a là une ligne de fracture* qui traverse l'opposition tout comme la majorité d'ailleurs, – même si elle n'est pas encore nettement visible.

JACQUES AMALRIC.



régions

Ile-de-France 1985 porte de Bagnolet

Douze mille places pour la musique populaire

Chose promise, chose due : les enfants du rock de Paris disposeront bientôt à la porte de Bagnolet d'une salle de concert digne de ce nom. Structure souple prévue pour accueillir de deux mille à douze mille personnes, d'un coût qui devrait atteindre les 120 millions de francs, cette salle, mise au concours dès le mois de juin prochain, devrait sortir du béton de l'échangeur de Bagnolet en 1984 pour recevoir ses premiers spectateurs au tout début de 1985.

La musique populaire, le jazz, la variété et — surtout ? — le rock n'roll vont enfin trouver un toit dans la région parisienne. Fini le temps des chapiteaux à l'acoustique désolante, à l'accueil et au confort repoussants, fini le temps des agressions perpétrées aux abords de salles de concert de fortune... Oh ! l'endroit retenu n'est guère prestigieux, la Bastille sied mieux aux *arie* du futur opéra populaire ; il n'est pas très central non plus, le cœur de Paris semble entièrement dévolu à des activités plus nobles — et moins dérangeantes — mais enfin, c'est acquis : l'échangeur de l'autoroute A3 à la porte de Bagnolet résonnera bientôt des accords des guitares électriques et des voix d'aujourd'hui.

La tâche sera difficile : le site, dans son état actuel, abrite déjà sous une imposante dalle un parking de deux mille six cents places, la station Gallieni de la ligne de métro nº 3 et une gare routière que l'État avait laissé construire par le Syndicat des transports parisiens à la condition de pouvoir disposer à sa guise de la dalle de couverture.

Cette date, dont on a douté un moment qu'elle puisse supporter une salle de concert, devra, selon les études menées pour le compte du ministère de la culture, être doublée d'une deuxième dalle de répartition des charges. Certains piliers en sous-œuvre, à l'aplomb de la gare routière et de la station de métro, devront être renforcés.

Les concepteurs devront ensuite dessiner une salle capable d'accueillir de deux mille à dix mille personnes assises et jusqu'à douze mille spectateurs, dont deux mille debout. Il faudra donc inventer un lieu « modulable » dont l'acoustique devra être bonne quelle que soit la taille des modules. Le ministère de la culture n'exclut pas, d'autre part, que Bagnolet puisse abriter des manifestations sportives qui ne demandent pas trop de « plateau », comme l'escrime, la boxe, le tennis ou même l'équitation. Elle doit pouvoir recevoir aussi des expositions légères sur tous les thèmes du spectacle.

Un espace d'environ 3 000 mètres carrés doit à ces fins être créé au pied des gradins. Deux mille d'entre eux seraient donc démontables, huit mille places assises demeurant fixes.

La scène devra, selon les spectacles présentés, pouvoir avancer assez loin dans la salle et supporter de très lourds matériels qui peuvent peser jusqu'à 30 tonnes... Un accès pour les camions gros-porteurs et une aire de stationnement devront être étudiés.

Un escalier monumental

Pour protéger les riverains qui, au-delà des bretelles autoroutières, pourraient être gênés par les décibels, on envisage de recourir à une couverture faite d'une série de couches de plâtre et de couches d'air, seule à même de barrer la route aux basses fréquences. Cette couverture pèsera quelque 70 kilos au mètre carré...

Comme tous les édifices de ce genre, la salle de Bagnolet devra être entourée d'un terre-plein de sécurité de 8 mètres de large et d'une voie de 3,50 mètres de large. La totalité des accès piétonniers devront être dessinés. Pour ne pas couper la salle de la ville de Bagnolet, on envisage de créer un escalier monumental du côté est, au-dessus de la station de métro.

Du côté de la gare routière, et en accord avec la R.A.T.P., une entrée à grand gabarit pourrait accueillir le public venu du parking. Enfin, comme cette gare n'est pas utilisée au quart de sa capacité, une travée de circulation pourrait être utilisée pour rejoindre la salle.

L'accès des véhicules venant de Paris et du boulevard périphérique n'est pas, dans l'état actuel des équipements, très facile. Un système de fléchage et de renversement des sens de circulation par des feux tricolores est à l'étude. A cela s'ajoutera la création d'une nouvelle bretelle qui reliera directement le boulevard périphérique sud au parking.

Une seconde salle de cinq cents places viendra compléter cet ensemble de réalisations qui serait bâtie sous la bretelle nord de l'autoroute A3 entre les piles de soutènement. Tremplin pour les jeunes groupes inconnus ou plutôt réservée aux activités culturelles de Bagnolet ? Le débat sur l'affectation de cette seconde salle n'est pas tranchée.

Le coût total de l'opération est estimé aujourd'hui à 120 millions de francs pour les salles, estimation basée sur la comparaison avec les équipements existant à l'étranger, et de 16 à 23 millions pour les améliorations de la configuration du site et de ses accès. Le financement pourrait être assuré par le recours à l'emprunt et la participation d'investisseurs privés. La gestion pourrait être confiée à une société d'économie mixte rassemblant les investisseurs qui obéirait à un cahier des charges supervisé par le ministère de la culture.

La mise au concours du projet interviendra vraisemblablement au mois de juin prochain. Un jury tranchera en octobre entre les projets de cinq ou six équipes d'architectes invitées (présélectionnées) par le ministère de la culture. Les appels d'offre seraient alors lancés et les financements recherchés de telle manière que les travaux commencent dès le début de 1984. L'ouverture aurait ainsi lieu lors des premiers mois de 1985.

OLIVIER SCHMITT.

Le rock, la misère et le dédain

par ALAIN WAIS

LE rock en France, c'est la lèpre. Aller à un concert de rock participe d'un véritable acte de bravoure, et, pour qui ne s'y est jamais risqué, l'aventure appartient au domaine de la science-fiction. On s'est aperçu que, faute de mieux, le public était prêt à aller n'importe où pour voir ses groupes préférés. Alors on l'accueille n'importe où. Souvent dans des salles qui n'en sont pas, la plupart du temps dans des conditions de confort, voire de sécurité, insupportables : il fait trop chaud ou trop froid, on reste pendant des heures entassé sur la pointe des pieds pour apercevoir une vague silhouette qui remue la tête sur une scène lointaine, on entend approximativement en raison d'une acoustique généralement inadéquate, et, dans le meilleur des cas, on évita de justesse l'étouffement à l'entrée comme à la sortie. Formidable.

A qui la faute ? Les organisateurs ? Les groupes ? Le public ? Chacun a tendance à rejeter la responsabilité sur l'autre. On peut pourtant penser que les organisateurs ont le public qu'ils méritent et inversement ; par ailleurs, les groupes ont souvent un public qu'ils ne méritent pas.

Mais avant tout, le problème de fond, c'est l'absence de salles destinées au rock. Paris est sans doute la capitale la plus déshéritée dans ce domaine. Une musique de sauvages pour des adolescents à qui l'on conteste volontiers une pensée en exercice : on a préféré ignorer ce phénomène de société qui s'est développé et a pris de l'ampleur. En lui donnant droit de cité seulement du bout des lèvres, on ne parvient plus aujourd'hui à répondre à ses exigences.

Pourtant les concerts de rock font de l'argent et souvent, pour être rentabilisées, les salles en ont besoin. En outre les adolescents n'ont plus l'exclusivité d'un public substantiel. Pendant longtemps on a cru que les rockers ne dépasseraient jamais quarante ans, on ne voit pas pourquoi désormais ils n'iraient pas gaillardement jusqu'à soixante pour faire leur dixième retour. Plus populaires que jamais, en revenant à la scène, les Rolling Stones, comme Simon & Garfunkel, ont attiré plus de cent mille personnes l'année passée à l'hippodrome d'Auteuil. Ceux qui ont grandi avec eux ont leur âge, ils se sont déplacés en famille. Plus exigeants que les plus jeunes, ils désertent les concerts de rock parce qu'on les traite comme du bétail, parce que, si au passage on leur a pris une somme qui peut varier entre 50 et 100 francs, on ne leur accorde pas le respect qu'ils sont en droit d'attendre en retour.

Alors quelles sont les salles et où sont-elles ? L'Hippodrome de Paris, porte de Pantin : la pire de toutes et la plus fréquentée pour sa capacité (6 000 personnes), est sinistré, l'intérieur d'une tristesse rédhibitoire, la visibilité est nulle, le confort inexistant, l'écoute... Eh bien, que peut-on espérer de l'acoustique sous un chapiteau ?. Le palais des sports de Saint-Ouen (6 000 places) : difficile d'accès, une salle des sports qui n'est pas conçue pour la musique, le son résonne par un phénomène d'écho qui rebondit tout autour de la salle. Le pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne (3 000 places) : à peu près convenable en dépit d'un confort approximatif, mais le voisinage s'est plaint du bruit et de la « faune » que les concerts attirent. Le Palais des sports de la porte de Versailles (5 000 places) est une des meilleures salles, mais louée longtemps à l'avance, elle est rarement libre. On passera sur le Parc des expositions de la porte de Versailles et sur la Rotonde du Bourget qui sont des hangars intolérables utilisés occasionnellement. Voilà pour les grands groupes.

Pour les groupes de moyenne importance, les lieux sont plus « convenables ». L'Olympia (2 200 places), boulevard des Capucines, est sans doute la plus belle salle parisienne : l'endroit est confortable, la visibilité et l'acoustique remarquables, la scène est belle, mais les concerts de rock ne peuvent être programmés que les jours de relâche. Le Palace (1 200 places), rue Montmartre, est une bonne salle, même si les soirs d'affluence la visibilité n'est pas évidente et que la sonorisation n'est pas toujours satisfaisante. Le Casino de Paris (1 500 places, rue de Clichy et l'Eldorado, (1 100 places), boulevard de Clichy qui ont ouvert depuis peu leurs portes au rock, sont de beaux music-halls pourvu qu'on n'accepte pas plus de monde que de places assises.

A l'exception du Palace (qui par ailleurs produit également des concerts à l'extérieur) et de l'Olympia qui en général assurent leur propre programmation, ces salles sont louées par des organisateurs qui sont essentiellement, pour les groupes de prestige, au nombre de trois (K.C.P., Zero Productions, Jackie Lombard Productions) et de deux pour les groupes de moindre importance (SOS, Garrance Productions). Si occasionnellement ils se disputent les groupes à coups de surenchères, les trois « gros » ont une réputation de sérieux auprès des agences anglo-américaines qui font tourner les groupes. Le jeu de ces agences est souvent d'imposer des groupes peu connus en laissant miroiter un groupe qui l'est, ce qui suppose des reins solides ou des relations qui confèrent jusqu'à présent à K.C.P., Zero Productions, Jackie Lombard Productions ainsi qu'au Palace et à l'Olympia un monopole de fait.

Intolérable et dangereux

Les organisateurs, on le sait, ne sont pas gens de scrupules. Que, pour certains, la musique soit le dernier de leur souci, ça les regarde, mais ils sont responsables et ont un devoir envers le public, qui, on a tendance à l'oublier, paye le droit de voir et d'entendre un groupe. Dans une spirale qui va du service d'ordre au groupe en passant par l'organisateur, on n'accorde aucun respect au spectateur ni en tant qu'être humain ni en qualité de consommateur et de client. Outre le misérabilisme des salles, évoqué plus haut, qui n'incombe pas aux organisateurs, les conditions d'accueil et d'accès — et là toutes salles confondues — sont souvent inqualifiables.

Il est intolérable et dangereux qu'on fasse entrer plusieurs milliers de personnes par une seule porte. D'autant que cette entrée est considérablement ralentie par un filtrage draconien qui vérifie, un par un, dans un goulet, les tickets pour éviter la resquille. On veille au grain, c'est bien légitime, car on en conviendra, quand on aime une musique de sauvages, on est un resquilleur en puissance. Comme si tout à coup, par enchantement, devant les salles de concerts, on était dans le meilleur des mondes et que seuls les organisateurs devaient avoir le privilège de ne pas être volés. Pour éviter l'entrée illicite d'une poignée de gens, des milliers d'autres se retrouvent étouffés, parfois jusqu'à l'évanouissement, pendant des dizaines de minutes. Et, comme si ça n'était pas suffisamment humiliant, il y a l'attitude du service d'ordre. Certes, l'époque de l'agression est passée, heureusement, mais où commence la provocation ? Il suffit parfois d'un regard chargé de mépris ou de dédain pour faire monter l'adrénaline. Pour un peu on serait coupable de fréquentation de concerts. Tout ça, bien entendu, pour voir et entendre mal, rester debout, dans le froid ou la chaleur, pendant des heures, avant de ressortir dans des conditions tout aussi précaires. Les organisateurs sont responsables des gens qu'ils emploient et qui répondent à leurs consignes.

Alors, on nous promet une salle pour le rock. Bravo. Merveilleux. Au milieu de l'échangeur de la porte de Bagnolet. Ah bon. On parle d'un cahier des charges ! Très strict. Tant mieux. Mais au-delà de l'acoustique, de la visibilité, du confort, de l'accès (on espère, plusieurs portes d'entrée mais qu'à l'usage elles ne soient pas condamnées pour employer moins de personnes), qui vont de soi, le cahier des charges peut-il mettre un sourire sur un visage ou, au moins, supprimer le mépris d'un regard ? Peut-il égayer un environnement peu accueillant qui joue pour beaucoup dans le sentiment d'insécurité et qui ne fait que renforcer l'électricité d'un concert de rock, plutôt que de préparer à ce qui devrait être une fête ? C'est vrai qu'on finit par aller au concert comme on va chez le dentiste. Car, si on avait peur du concert des Rolling Stones à cause de leur réputation et du monde qu'ils attirent, la beauté du site de l'hippodrome d'Auteuil a facilité le calme des concerts, de même pour Simon & Garfunkel ou pour Neil Young sur l'île Saint-Germain. En revanche, ça n'est pas un hasard si c'est dans le quartier de l'Hippodrome de Pantin que des spectateurs ont été tués.

Mais on ne va pas cracher dans la soupe. La force de l'habitude nous a fait accepter le pire. Lorsqu'on a transformé les abattoirs de La Villette en salle de concerts pour le rock, tout le monde s'est plaint. C'était un abominable hangar dépourvu de tout et duquel on échappait par chance à la pneumonie. Peu à peu, on l'a aménagé, et, quand on a détruit le pavillon de Paris, tout le monde l'a pleuré. Ça n'était pas l'idéal, soit, mais c'était une salle. Alors vive Bagnolet et ses douze mille places.

CORRESPONDANCE

La facture de Bercy

Après notre article sur le palais omnisports de Bercy (le Monde *du 11 janvier) nous recevons de M. Maurice Doublet, commissaire général pour l'aménagement du palais omnisports de Paris-Bercy, les précisions suivantes :*

Le coût du palais omnisports de Bercy s'élève à 408,24 millions de francs hors taxe, en valeur 1er janvier 1980. L'indice B.T.O. 1 a progressé de 40,90 % entre janvier 1980 et septembre 1982. En extrapolant cette tendance sur l'annnée 1983 la progression s'établissait aux environs de 56,6 %. C'est sur cette base de calcul que la Ville a établi le bilan prévisionnel de la dépense pour le budget de 1983 : 408,24 millions de francs auxquels il faut ajouter 232,37 millions pour révision de prix, 112,75 millions de T.V.A. (y compris majoration de un point à partir du 1er juillet 1982) et 3,43 millions de taxe locale d'équipement. Total : 756,79 millions de francs.

Cette somme correspond bien au crédit de 760 millions de francs courants inscrits au budget de la Ville. Il est vrai que depuis l'établissement des provisions sur les révisions de prix l'évolution de l'indice B.T.O 1 s'est sensiblement infléchi, notamment du fait du blocage des prix. La couverture budgétaire du projet est donc probablement supérieure à la dépense réelle. Les ajustements nécessaires s'opéreront en fin de chantier.

Ile-de-France

POUR DIVERSIFIER SES ACTIVITÉS

Le Port de Paris s'intéresse à l'Irak et au Nigéria

Croissance et rigueur sont les préoccupations dominantes qui marquent le budget du Port autonome de Paris pour 1983.

La rigueur est plus que nécessaire dans une conjoncture depuis longtemps morose. L'an passé, le trafic fluvial et fluvio-maritime total du port a encore chuté de 11 % par rapport à 1981. De près de 35 millions de tonnes en 1970, le volume traité est ainsi tombé au-dessous de 20 millions de tonnes en 1982. Ce déclin s'explique, pour l'essentiel, par une baisse de 60 % en douze ans du trafic des matériaux de construction (9,4 millions de tonnes en 1982 contre 25 millions en 1970), qui n'est, lui-même, que le reflet des vicissitudes traversées par le secteur du bâtiment et des travaux publics dans la région parisienne.

En dépit de cette adversité, l'établissement public a pu, après une longue période de stagnation, accroître de façon sensible ses recettes depuis 1981. Et surtout, se refusant à tout découragement, ses dirigeants ont su maintenir à un haut niveau les investissements susceptibles de permettre une réorientation de ses activités. Cet effort sera encore amplifié en 1983, puisque 58 millions de francs seront consacrés à des acquisitions de terrains et à des travaux (contre 39,5 millions dans le budget primitif de 1982). Travaux qui consisteront non plus seulement, comme l'an passé, en aménagements, mais pour une bonne part (32,5 millions) en constructions d'entrepôts destinés à la location — deuxième tranche du Centre de conteneurs de Bonneuil, môle de Gennevilliers, extension des installations de la darse de Limay, — dont on attend qu'ils attirent à la voie d'eau des clientèles nouvelles susceptibles de remplacer les « sabliers » défaillants. Des investissements de ce genre peuvent donc se révéler très rentables et justifient ainsi un financement faisant, à l'occasion, appel à l'emprunt (15 millions de francs sont demandés en 1983), encore que la part d'autofinancement (47,4 millions) demeure plus que confortable.

Mais la diversification des activités touche désormais un autre niveau. L'établissement public a, en effet, décidé de ne plus « vendre » seulement ses quais et ses entrepôts, mais aussi sa matière grise. Pour la première fois, l'exportation ingénierie occupera, en 1983, une place non négligeable dans l'ensemble des produits d'exploitation. Associé à la SOGREAM, le Port autonome de Paris s'est vu confier par l'Irak l'étude d'un projet de mise en navigabilité de l'Euphrate sur 900 kilomètres et, à la fin de ce mois commenceront, sous son autorité, à la demande du gouvernement nigérian, les travaux de dragage d'un chenal de 600 kilomètres, avec une profondeur de 2 mètres dans le fleuve Niger. Pour les responsables du Port autonome, l'exportation de technologie représente un objectif « plus marginal » que l'expansion de l'activité « parisienne » de l'établissement, l'important n'étant « *pas tant le chiffre d'affaires que le Port peut réaliser directement que l'effet d'entraînement qui pourrait en résulter pour les exportations d'entreprises françaises* ». Elle n'en donne pas moins une stature nouvelle nouvelle à une institution qui attend depuis bien longtemps des jours meilleurs.

JAMES SARAZIN.

POUR RELANCER L'INDUSTRIE

Le P.C. demande aux communes et aux comités d'entreprise de travailler « la main dans la main »

Comment enrayer le déclin industriel de l'Ile-de-France et le départ des ouvriers ? C'est sur cette double question que le parti communiste conviait ses cadres à réfléchir pendant deux jours, vendredi 14 et samedi 15 janvier, à Paris. La situation est d'autant plus grave pour les communistes que cette mutation économique et sociologique de la région leur fait perdre leurs meilleures troupes et en apportent de nouvelles aux « forces de droite ».

M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C., qui présidait le colloque n'a pas mâché ses mots : « *L'absence de la classe ouvrière est, en soi, contre-révolutionnaire.* » Il faut donc, pour les communistes, ramener l'industrie et ses travailleurs jusque dans Paris. Comment ? En opérant la reconquête des friches industrielles, en multipliant les logements et en améliorant l'environnement, bien sûr. Mais surtout — c'est l'idée force — en profitant d'une conjoncture nouvelle : les nationalisations, les droits accordés au personnel des entreprises et les pouvoirs que la décentralisation confère aux collectivités locales.

Dans l'esprit des communistes, les entreprises publiques ou nationalisées devraient s'efforcer de donner l'exemple en maintenant le maximum d'activités en région parisienne. « *Plus une fermeture d'usine, plus un licenciement* » : ce slogan jadis lancé par M. Georges Marchais a été repris avec force. Ces entreprises devraient aussi employer plus judicieusement le 1 % patronal pour financer davantage de logements sociaux.

La proposition la plus originale ? Les comités d'entreprise et les collectivités locales (communes, départements et régions) devraient désormais travailler « *la main dans la main* » pour maintenir et éventuellement renforcer le tissu industriel de l'Ile-de-France. « *Les usines où la C.G.T. est bien implantée et les communes où la municipalité est communiste devraient donner l'exemple de cette opération* », a indiqué M. Paul Laurent.

Pour recenser les expériences déjà réalisées dans ce domaine et faire des propositions aux instances régionales du parti, un groupe de travail composé d'élus et de syndicalistes vient d'être constitué.

M. A.-R.

ENQUÊTE SUR LES ACTIVITÉS DU CLUB MÉDITERRANÉE EN GRÈCE

Le ministre grec de la justice, M. Alexandre Mangakis, a ordonné une enquête sur les activités, dans son pays, du Club Méditerranée, accusé par un journal grec de se livrer à des exportations illégales de devises. En effet, depuis plusieurs mois, le quotidien socialiste *Eleftherotypia* fait campagne contre le Club Méditerranée (qui gère cinq villages), qu'il accuse d'être un « État dans l'État » en Grèce.

Un responsable du Club à Athènes a confirmé le 13 janvier que cette enquête était en cours et a rejeté les accusations portées contre son organisation. « *Nous avons au contraire apporté un milliard de drachmes (environ 85 millions de francs) à la Grèce l'année dernière* », a-t-il déclaré à l'A.F.P.

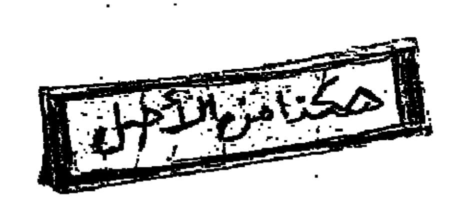
De son côté, M. Gilbert Trigano, P.-D. G. du Club Méditerranée a précisé que l'enquête avait infirmé les accusations portées contre sa société. Selon lui, les entretiens qu'il a eu la semaine dernière avec M. Gerassimos Arsenis, ministre de l'économie, et avec M. Nicolas Skoulas, secrétaire général de l'office grec du tourisme, *laissent prévoir un large développement du Club en Grèce.*

TÉLÉCOMMUNICATIONS : PAS DE COMPTES EN ROUGE, MAIS...

« *Non, les télcommunications ne seront pas dans le rouge en 1982. Elles ont dégagé des résultats identiques à ceux de 1981 au compte d'exploitation* », a affirmé M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., le 13 janvier, en présentant ses vœux à la presse.

Une déclaration catégorique, qui ne mettra certainement pas un terme aux rumeurs selon lesquelles cette administration aurait connu l'an passé son premier exercice déficitaire (*le Monde* du 30 décembre 1982). Le ministre s'est, en effet, gardé d'évaluer les charges qui vont grever ce compte d'exploitation positif (en 1981, cité en référence, le solde était de 5,6 milliards de francs), à savoir le prélèvement sur bénéfices opéré au profit du budget général de l'Etat, et les provisions pour pertes de change.

Si l'on s'en tient au principe, arrêté lors de sa création — autoritaire — par la Rue de Rivoli, à l'automne 1981, le prélèvement devrait atteindre la moitié du bénéfice d'exploitation, soit donc 2,8 milliards de francs. Quant aux provisions pour pertes de change, elles seront, de fait, certainement inférieures aux 3,6 milliards estimés primitivement, du fait de la baisse du cours du dollar dans les dernières semaines de 1982. Mais il faudrait que la monnaie américaine ait beaucoup baissé pour que le compte de pertes et profits se retrouve excédentaire... — J. S.



société

ÉDUCATION

Les dirigeants de l'enseignement catholique ont précisé leur position au cours du week-end

Après avoir donné leur accord au principe des *« contacts directs »* proposés par M. Alain Savary pour obtenir des éclaircissements avant toute négociation, les responsables de l'enseignement catholique ont mis à profit la fin de la semaine pour préciser et commenter leur position. Deux réunions prévues avant les récents événements leur en ont donné l'occasion. A la Mutualité à Paris, deux mille cinq cents personnes ont participé, samedi 15 janvier, à l'assemblée générale de la Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique (FNOGEC) sur le thème « Libertés publiques, collectivités locales et écoles privées ». M. Paul Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, a incité les gestionnaires à garder leur sang-froid tout en restant vigilants. Aux deux journées d'assemblée générale du syndicat national des chefs d'établissement de l'enseignement libre (S.N.C.E.E.L.), les 14 et 15 janvier à Paris, le président, M. Jean-Pierre Gardy, a mis l'accent, après Mgr Jean Honoré, Mme Nicole Fontaine, M. Pierre Daniel, sur l'*« unité »* nécessaire dans la défense de l'école catholique.

M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), a annoncé que ce mouvement organisera, fin janvier, des assemblées pour rédiger des motions destinées au président de la République afin de *« montrer que les parents tiennent à leur liberté et à leurs responsabilités »*. M. Daniel a répété qu'il est opposé *« aux manifestations de rue des parents dans la période actuelle »*. Cependant, deux manifestations en faveur de l'école privée ont tout de même eu lieu, l'une à Mende (Lozère), l'autre à Moissac (Tarn-et-Garonne).

Deux prises de position politiques sont à relever. Pour M. Pierre Mauroy, qui s'exprime lundi 17 janvier dans un entretien accordé au journal *Ouest-France*, *« le gouvernement a tenu ses engagements »* en proposant l'ouverture de négociations ; le premier ministre affirme que *« la négociation aura lieu »*. A son arrivée, ce lundi 17 janvier à Nantes, M. Mauroy était attendu devant le centre médico-psycho-pédagogique Henri-Wallon, qu'il devait visiter par près de trois cents manifestants, partisans de l'enseignement privé.

Les responsables du C.D.S., dont le conseil politique s'est réuni samedi 15 janvier à l'Assemblée nationale, ont accueilli favorablement l'initiative de leur président, M. Pierre Méhaignerie, de s'adresser au chef de l'Etat pour lui demander d'engager *« le poids de son autorité »* sur le problème posé par le *« projet du ministre de l'éducation nationale* [qui] *risque d'altérer l'unité du pays »*.

DEUX JOURNÉES D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT

Serrer les rangs

L'évêque a donné le ton vendredi 14 janvier. L'idée n'a plus cessé de courir, de revenir, sans s'être jamais enfuie : cohésion, cohésion, cohésion.

Président de la commission épiscopale du monde scolaire et universitaire, donc évêque choisi par ses pairs pour prendre en charge ce secteur, comme d'autres ont « la famille » ou « le milieu ouvrier », Mgr Jean Honoré, archevêque de Tours, a répété l'exhortation; *« Si nous pouvons avoir une diversité d'appréciation, nous sommes actuellement contraints de garder entre nous la plus grande cohésion et la plus grande discipline. »* Une phrase plus loin : *« L'enseignement catholique se veut parfaitement homogène et uni dans le front de crise qui est ouvert aujourd'hui. »* Puis, pour le cas ou il n'aurait pas été compris, au terme de son exposé : *« Toute manifestation qui ne serait pas mûrie avec toute la cohésion souhaitable de vos responsables risquerait d'anticiper sur une succession d'événements que nous ne serions pas à même de maîtriser. »*

Le lendemain, devant la même assemblée, Mme Nicole Fontaine, déléguée générale du secrétariat général de l'enseignement catholique, ouvre son intervention en célébrant *« la profonde union de pensée de nos organismes »*. Et M. Jean-Pierre Gardy clôt les deux journées d'assemblée du syndicat qu'il préside par des propos dont il croit utile de rappeler qu'il les a déjà tenus au début des travaux, et où il parle d'unité, *« sans laquelle ce serait mortel pour nous ». Il revient sur cette unité, celle « des objectifs »* et celle *« de l'action »*, à coup sûr rempart de vie : *« Notre syndicat ne résoudra pas seul les problèmes ; s'il était seul, nous n'arriverions pas à survivre. »*

« Pourvu que ça dure »

Serait-elle en péril cette unité qu'il faille inlassablement en ranimer la flamme de la nécessité ? Pas vraiment, à en juger par les « détonateurs » qui soulèvent les applaudissements. Toujours les mêmes. Quand Mgr Honoré affirme par exemple : *« Nous ne négocions pas un certain pourcentage de libertés mais LA LIBERTÉ »*. Ou encore : *« Ce n'est pas l'esprit évangélique qui nous donnera la solution. Il ne faut pas mélanger les plans. »* Quand Mme Fontaine persévère : *« Nous sommes dépositaires d'une liberté essentielle qui dépasse l'école catholique. »* Quand M. Paul Aubret, secrétaire général de l'UNAPEC, l'organisme qui forme les maîtres et le personnel de l'enseignement catholique, assure que *« la liberté de formation garantit la liberté de nomination »*. Quand un participant, ancien chef d'établissement en Bretagne, pose une question, qui n'en est pas une pour lui ni pour l'assistance : *« Qui est chargé de l'éducation des enfants, l'Etat ou les parents ? »*. Ou enfin, quand cet autre directeur, d'Epinal, fait acclamer la fermeté des dirigeants à l'égard du gouvernement, joignant l'invite au compliment : *« Cette fermeté, pourvu que ça dure ! »*

Non, les « francs-tireurs » ou les « traîtres » ne sont pas là, ou si peu. Lorsqu'un chef d'établissement de Decazeville, qui voit *« des choses positives sur la rénovation de l'école publique »* dans les propositions de M. Savary, se déclare *« choqué par notre acceptation du* statu quo *»*, sa remarque paraît bien solitaire. En lui répondant qu'il a *« beaucoup réfléchi à l'enjeu que représentait le refus »*, Mgr Honoré se fera, pour la seule fois, houspiller parce qu'après avoir redit qu'il *« ne pouvait accepter »* le statut d'établissement d'intérêt public et la fonctionnarisation des personnels, il concède qu'un accord serait possible sur la carte scolaire.

Les nuances, les discordances viendront peut-être un jour. Quelques signes à peine perceptibles pendant ces deux journées ne l'écartent pas absolument. Ainsi, M. Pierre Daniel a dû rappeler que *« l'unité n'est pas l'uniformité »*, à propos de l'initiative prise par son organisation de recueillir, fin janvier, une motion destinée au président de la République. M. Mortel, secrétaire général des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique, n'a pas fait l'unanimité sur la procédure de désignation des chefs d'établissements telle qu'il l'entend.

Mais, pour l'heure, ces neuf cent trente chefs d'établissements présents, sur les mille deux cent douze que compte leur syndicat, n'ont visiblement pas d'états d'âme. Avec Mme Fontaine, ils estiment que *« l'école catholique est à un tournant de son histoire »*, et ils l'abordent avec *« un certain optimisme »*. En serrant les rangs.

CHARLES VIAL.

LA RÉUNION DES GESTIONNAIRES

Définir une stratégie à long terme

Confronter leurs inquiétudes, éprouver leur force, s'informer. Les gestionnaires des écoles catholiques, sagement regroupés sous les pancartes de leurs départements, ont écouté dans le plus grand calme les quatre intervenants qui étaient venus leur dire quoi penser et quelle attitude adopter devant les *« graves événements des derniers jours »*.

Les applaudissements se sont seulement faits plus bruyants, lors du discours pugnace et polémique de M. Pierre Delvolvé, de l'université de Paris-II. *« Le projet Savary est anticonstitutionnel »*, a déclaré celui-ci. *« Quand on menace les libertés de l'école privée, ce sont toutes les libertés qui sont menacées. »* Discours militant appuyé sur d'innombrables arrêtés du Conseil d'Etat, discours politique en forme de déclaration de guerre : on sentait bien que le professeur de droit trouvait des mots qui allaient droit au cœur de nombre de participants.

On n'en attendait pas moins du sénateur maire de Caen, M. Jean-Marie Girault (U.D.F.), adversaire personnel bien connu de M. Louis Mexandeau. Il n'a pas fait dans la formule virulente, préférant l'image du bon maire, distribuant à tous les faveurs municipales, *« dans la liberté et l'égalité »*. Une défense des lois Debré et Guermeur en forme de chiffres, avec un léger goût de campagne électorale.

Le souci des organisateurs n'était pourtant pas de chauffer des troupes prêtes à en découdre. Les interventions du président de la F.N.O.G.E.C. (Fédération nationale des organismes de gestion de l'enseignement catholique), M. Saint-Raymond, comme celle de Mgr Honoré, président de la commission épiscopale pour le monde scolaire et universitaire, prononcée à Notre-Dame, étaient autant d'appels à la sérénité, à la réflexion, au calme.

« Nous devons défendre et mieux faire connaître notre idéal, a dit Mgr Honoré, *une école catholique exposée, de plein vent, inquiète, où l'Evangile trouve son espace et ses témoins. »* Défendre une identité, plutôt que se crisper sur des acquis qui peuvent apparaître comme des privilèges, défendre une conception des rapports entre nation et jeunesse, une conception de l'éducation, plutôt que des bastions.

C'était aussi le sens des interventions de M. Guiberteau, secrétaire général de l'enseignement catholique, et de Mgr Eyt, recteur de l'institut catholique de Paris. *« Nous devons définir une stratégie à long terme, qui évite les dérapages et le fractionnement d'une opinion qui nous est favorable »*, a notamment déclaré M. Guiberteau, rappelant : *« Nous n'avons pas dit non. Nous avons dit non sur les bases proposées par M. Savary »*. Nuance.

Effacer l'image d'une école catholique fermée au dialogue, mettre en avant une philosophie, faite d'autonomie, de démocratie, d'attention à la personnalité des enfants, contre les conceptions étatistes, l'Etat-providence, et son corollaire, l'assistanat, faire l'éloge du bénévolat, comme valeur morale et sociale : l'heure était à l'évidence au débat d'idées.

« Faire connaître dans l'opinion publique la différence entre bien commun et service public » : en développant une argumentaion d'abord philosophique, Mgr Eyt, qui clôturait la journée, a renforcé les certitudes des membres de la F.N.O.G.E.C. : celle d'avoir Dieu à leur côté, dans un combat spirituel. Progressivement s'étaient estompées les connotations économiques et politiques. — G. B.

Cinq mille manifestants dans le Tarn-et-Garonne...

Cinq mille personnes environ, selon les organisateurs, ont manifesté silencieusement dimanche matin 16 janvier dans les rues de Moissac (Tarn-et-Garonne) pour protester contre le *« non-respect de la loi Guermeur »* par la municipalité dirigée par M. Armand Rigal (M.R.G.) et pour *« défendre la liberté d'enseignement »*.

Organisée par le collectif départemental pour l'application de la loi, cette manifestation a réuni des délégations de l'enseignement catholique venues de toute la région Midi-Pyrénées.

A l'issue du défilé, une motion a été remise à l'hôtel de ville, attirant notamment l'attention du maire sur *« l'exemple flagrant d'incivisme »* qu'il donne.

Depuis septembre 1980, la municipalité de Moissac refuse de payer à l'école Jeanne-d'Arc le forfait communal malgré un jugement du tribunal administratif rendu le 20 mars 1982, contre lequel la mairie a déposé un recours en Conseil d'Etat. En mai 1982, le directeur de l'école avait observé une grève de la faim, qu'il avait interrompue au bout de cinq jours après que la municipalité eut accepté d'ouvrir des négociations, qui n'ont pas abouti.

Le syndicat de l'enseignement privé C.F.D.T. du Tarn-et-Garonne s'est désolidarisé de la manifestation. Il déclare, dans un communiqué, qu'à partir d'un problème local les organisateurs veulent *« bloquer toute possibilité de négociations qui permettraient l'évolution du système éducatif français »*.

...et trois mille cinq cents en Lozère

Samedi 15 janvier à Mende, nous signale notre correspondant, trois mille cinq cents personnes ont manifesté sans incident leur hostilité à l'égard des propositions de M. Alain Savary, répondant à l'appel de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre (APEL). Tour à tour le président des APEL de Lozère, le directeur de l'enseignement catholique diocésain et un chef d'établissement se sont adressés à la foule. Mais les personnalités présentes (les parlementaires, le président du conseil général, le maire de Mende et de nombreux conseillers généraux de l'opposition) n'ont pas pris la parole, comme il en avait été convenu avec les organisateurs de la manifestation.

Dans l'après-midi, les participants se sont dirigés vers l'hôtel du département en scandant des slogans hostiles au ministre de l'éducation nationale : *« Savary au tapis, Savary c'est foutu, les parents sont dans la rue ! »* A la fin du cortège avait pris place le corbillard des « Pompes funèbres Savary » tiré par un cheval et transportant un cercueil sur lequel était gravée une inscription : *« Liberté d'enseignement. »*

En fin de journée le préfet a reçu une délégation de parents d'élèves revendiquant dans une motion *« le droit de confier leurs enfants à l'école de leur choix sans être pénalisés d'aucune sorte »* et refusant *« de se laisser enfermer dans une carte scolaire qui signifierait la mort de beaucoup d'établissements »*. — *(Corr.)*.

M. MAUROY : LA NEGOCIATION AURA LIEU

Dans un entretien publié par le journal *Ouest-France* du lundi 17 janvier, M. Pierre Mauroy estime que *« le gouvernement a tenu ses engagements »* au sujet des propositions de négociations avec ses partenaires de l'enseignement privé, et cela *« conformément aux décisions du conseil des ministres du 4 août dernier »*.

Le premier ministre s'étonne que les responsables de l'enseignement catholique aient pu refuser l'ouverture de discussions en demandant des *« garanties »*. Or, estime M. Mauroy, *« poser des garanties, c'est supposer les négociations terminées »*. Il rappelle que le gouvernement souhaite toujours *« l'engagement de négociations »*.

A la question de savoir si le gouvernement passera outre et légiférera au cas où les défenseurs de l'enseignement privé refuseraient toute négociation, le premier ministre se contente de répéter : *« Le gouvernement est pour la concertation. Il n'est pas possible qu'il n'y ait pas de négociation. Elle aura lieu. »*

A LA PRISON DE FLEURY-MÉROGIS

Quarante et un détenus en révolte contre la lenteur des réformes

Quarante et un détenus de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne) se sont tailladés les veines avec des lames de rasoir le samedi 15 janvier, dans l'après-midi, au moment où les visites étaient les plus nombreuses. Ils entendaient protester contre la lenteur de la mise en œuvre des réformes destinées *« à améliorer les conditions de vie quotidienne dans les prisons »*, annoncées par le garde des sceaux, M. Robert Badinter, le lundi 13 décembre (*le Monde* du 15 décembre 1982). La généralisation des parloirs libres sans vitre d'isolation semble être au cœur des revendications de ces prisonniers.

Aucun de ces quarante et un détenus, précise la direction de Fleury-Mérogis, n'a été hospitalisé. La moitié d'entre eux, pourtant, ont reçu, à l'infirmerie, des points de suture et les visites ont dû être momentanément interrompues.

Au ministère de la justice, on invoque le temps nécessaire à l'adoption des textes administratifs pour expliquer les délais d'application des réformes annoncées. Le mouvement des détenus, souligne-t-on, ne concerne que quarante et un détenus sur les deux mille huit cents que compte la prison de Fleury-Mérogis (section hommes). M. Badinter se refusait le lundi 15 janvier dans la matinée à toute déclaration.

FAITS ET JUGEMENTS

M. Maurice Papon demande à être inculpé

Convoqué, mercredi 19 janvier, par M. Jean-Claude Nicod, premier juge d'instruction au tribunal de Bordeaux, saisi d'une série de plaintes visant M. Maurice Papon, en raison de ses activités de secrétaire général de la préfecture de la Gironde entre 1942 et 1944, ce dernier vient d'adresser au magistrat une lettre par laquelle il lui demande d'être inculpé (*le Monde* du 6 janvier).

Dans cette lettre, M. Papon déclare notamment qu'il *« ignore la teneur de ces plaintes que je tiens pour calomnieuses ». « Elles s'inscrivent*, ajoute-t-il, *dans le cadre d'une campagne rampante de diffamation contre moi, ministre R.P.R. du président Giscard d'Estaing dans le gouvernement de M. Raymond Barre, engagée au moment des élections présidentielles et qui me vaut d'être convoqué à la veille des élections municipales. »* Après avoir rappelé que, s'il devait être entendu comme témoin, il continuerait d'ignorer le contenu du dossier qui le vise, l'ancien ministre demande à être inculpé dès le 19 janvier afin de *« connaître les allégations contenues dans le dossier et de répliquer à toutes les accusations formulées contre moi »*.

M. Papon fait enfin savoir qu'il désignera pour avocats Me François Sarda, du barreau de Paris, et Jean Rozier, ancien bâtonnier de celui de Bordeaux.

Les plaintes déposées contre M. Papon ont eu pour origine la publication par *le Canard enchaîné* des 6 et 13 mai 1981 de documents par lesquels l'ancien secrétaire général de la Gironde donnait des instructions aux responsables de la gendarmerie pour escorter, en février 1943, deux convois de juifs vers le camp de Drancy, d'où ils devaient être déportés.

CORRESPONDANCE

Le mécontentement de certains réfugiés polonais en France

M. Raymond Baum, censeur du lycée français de Vienne (Autriche), nous a adressé une lettre, après la publication, dans le Monde *du 5 janvier, d'un article intitulé : « Des réfugiés polonais désenchantés. » Il écrit notamment :*

1) La prise en charge de cinquante-six réfugiés polonais est une initiative privée de ma part, en accord avec l'association Solidarité de Vienne. Le gouvernement ne leur a accordé que des visas d'entrée dans notre pays, à ma demande, et je tiens à lui exprimer ma reconnaissance. Il n'est donc en rien responsable de cette affaire.

2) J'ai organisé pendant quatre mois des cours de langue (une heure et demie par jour) à mes frais à l'Institut, au lycée français et au camp de Götzendorf, pour occuper ces personnes qui, pour la plupart, vivaient dans un désœuvrement total. Il s'agissait donc d'exprimer la solidarité d'amis français en les sortant de leur isolement.

3) Les réfugiés n'étaient qu'en transit en Autriche. Ils ont exprimé le désir de se rendre en France. J'ai essayé, en vain, d'alerter la presse. J'ai écrit cent quarante-trois lettres à des maires de villes françaises. Certains m'ont répondu en faisant état des difficultés actuelles. J'ai communiqué tout cela régulièrement à mes protégés, mais, devant l'impossibilité de trouver un autre pays d'accueil, je leur ai proposé de rédiger une demande officielle de visa pour la France. Tous l'ont fait. Ce n'est qu'alors que j'ai commencé mes démarches auprès des autorités allemandes pour obtenir des visas de transit puis auprès de celles de mon propre pays pour solliciter des visas d'entrée dérogeant aux règlements en vigueur. Mes supérieurs hiérarchiques m'ont fait part de leurs appréhensions, que je partage d'ailleurs, en raison du chômage en France. J'ai décrit cette situation aux réfugiés mais, devant leur détresse, je n'ai pas eu le courage de détruire tout espoir. J'ai donc insisté en envoyant une lettre à M. le président de la République, dans la mesure où il me paraissait néanmoins important de faire ce geste de solidarité, non seulement vis-à-vis de ces réfugiés, mais également vis-à-vis de nos amis autrichiens, qui ont fait un effort extraordinaire en en recevant quarante mille dans leur petit pays.

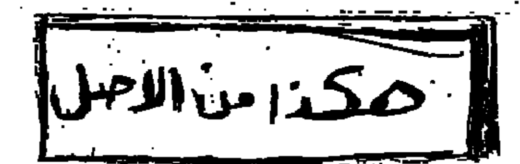
Je tiens à exprimer ma gratitude à M. le président de la République pour sa bienveillante compréhension. Je remercie France-Terre d'asile d'avoir bien voulu prendre ces personnes en charge pour leur faciliter une intégration que toutes les parties savaient extrêmement difficile. Je constate avec amertume que le seul groupe qui se plaint est composé de quelques étudiants.

Même si je comprends leur mauvaise humeur, elle me paraît quelque peu déplacée, après six mois de séjour, par rapport surtout à tous les autres réfugiés qui ont réellement trouvé une nouvelle patrie dans notre pays.

∴

D'autre part, le comité de soutien aux Polonais en France (49, rue Marius-Aufan à Levallois-Perret, 92300. Tél. : 758-51-56) créé le 15 décembre 1981 « pour apporter une aide d'urgence » *veut favoriser* « l'insertion réelle des Polonais en France ». *Cet organisme a décidé d'aider tout particulièrement les étudiants en utilisant la formule du parrainage* « c'est-à-dire la prise en charge, par des organismes ou des particuliers, des frais d'études d'un jeune Polonais ». *Le parrainage sera conçu comme un* « prêt d'honneur », *remboursé par échéances dans les années suivantes. Rappelons que cette association a été agréée par la Fondation de France.*

● *Précision.* — La station de radio R.V.M. (99,2 Mgh) à Champigny (Val-de-Marne), victime d'actes de vandalisme dans la nuit de la Saint-Sylvestre (*le Monde* du 4 janvier), fait savoir qu'elle n'est pas consacrée uniquement aux immigrés. Sur cent trente-trois heures d'émissions hebdomadaires, elle n'en consacre que quatre à la communauté portugaise.



JUSTICE

HUIT MÉDECINS EN CORRECTIONNELLE

Maigrir sur ordonnance

Maigrir sur ordonnance. Quelle femme n'a espéré perdre quelques kilos grâce à ces gélules-miracles, coupe-faim et trompe-son-monde ? Maigrir et non mourir, encore qu'il y ait eu des accidents, provoqués par cet acharnement à se conformer au stéréotype de la femme-échalas, le canon des canons.

Certains médecins s'efforcent de décourager les candidates à ces cures d'amaigrissement et de faire la part entre les angoisses réelles et la tyrannie de la mode. D'autres exploitent ce créneau commercial comme on ouvre une salle de culture physique, profitant sans vergogne de ce nouveau filon, le culte du corps. Une aubaine pour la revue *Que choisir ?* dont trois enquêtrices décidèrent un jour de tester vingt-six *médecins amaigrisseurs comme un* critique gastronomique des restaurants.

A lire l'article paru dans le numéro de juin 1982 de la revue, la soupe était plutôt amère. Malades à la chaîne, prescriptions dangereuses, peu de médecins étaient sortis indemnes de ce banc d'essai mené avec minutie, magnétophone dissimulé dans le cabas.

Deux de ces médecins n'ont pas du tout apprécié d'être ainsi classés et testés comme de vulgaires savonnettes, et poursuivent actuellement *Que choisir ?* en diffamation (*le Monde* du 6 novembre 1982). Devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par Mme Jeanne Delobeau, c'est un autre procès qui a opposé récemment les protagonistes de cette affaire : celui intenté par l'Union fédérale des consommateurs, qui édite *Que choisir ?* à huit de ces médecins amaigrisseurs.

Ces praticiens sont accusés par l'U.F.C. d'avoir prescrit un peu n'importe quoi à leurs patientes. En termes juridiques, cela s'appelle une *« infraction aux règlements sur le commerce ou l'emploi de substances vénéneuses »*. Plus précisément, il existe depuis le mois de février 1982 une réglementation qui s'oppose à la prescription de certains cocktails amaigrissants les plus dangereux. Aussi est-il interdit de mélanger dans la même gélule quatre substances jugées particulièrement nocives : substances diurétiques, qui facilitent l'élimination urinaire ; psychotropes, c'est-à-dire des tranquillisants ; hormones thyroïdiennes, et hormones anorexigènes ou « coupe-faim ».

Trois des médecins poursuivis, les docteurs Charles Baraf, Simon Nahmani et Bertrand Romanet, ont violé cette interdiction, ce que ne contestent guère leurs avocats, qui insistent surtout sur la bonne foi de leurs clients, victimes, selon eux, des procédés *« déloyaux »* de *Que choisir ?*

Un honneur terni

Pour les cinq autres médecins, les docteurs Marc Amzallag, Robert Bacrie, Jean-François Claveau, Jacques Moron et Claude de Lacoste de Laval, les choses sont un peu plus compliquées. Eux se sont apparemment conformés aux règlements, se gardant de recommander à leurs patientes le mélange interdit, mais leur prescrivant ces quatre substances sous forme de gélules séparées.

Pour les avocats de l'Union fédérale des consommateurs, Mes Yves Baudelot et Jean-Pierre Karila, l'esprit de la loi, sinon la lettre de celle-ci, a ainsi été subtilement violé. C'est aussi l'avis du représentant du ministère public, Mlle Georgette Béas, qui a sévèrement critiqué l'attitude de ces cinq médecins et de leurs trois confrères, plus coupables encore à ses yeux.

Les avocats de l'autre partie ont, comme Me Michel Dreyfus-Schmidt, rétorqué que la loi pénale est toujours d'interprétation stricte. Le décret du 25 février 1982 interdisant seulement *« l'incorporation dans une même préparation »* des substances incriminées et non leur administration sous forme de gélules séparées, les cinq praticiens n'auraient ainsi pas fauté. Persuadés de tenir là un argument solide, plusieurs médecins, dont la réputation ternie a fait fuir, affirment-ils, la clientèle, réclament à l'Union fédérale des consommateurs des dommages et intérêts. Le jugement sera rendu le 16 février.

BERTRAND LE GENDRE.

AU TRIBUNAL DE DRAGUIGNAN

« B.B. », la fleuriste et le petit chat

De notre correspondant régional

Draguignan. — *« Vous avez sauvagement tué votre chat. Vous êtes une salope et une criminelle »*, avait lancé Brigitte Bardot, le 28 septembre 1981, à une fleuriste de Saint-Tropez, Mme Odette Giraud, soixante-dix ans, que la rumeur publique accusait d'avoir occis son chat à coups de bâton. Missié, le chat, était bien mort, mais c'est le fils de Mme Giraud qui l'avait supprimé, l'animal étant en proie à une surexcitation jugée dangereuse par sa maîtresse. D'où une plainte en diffamation et injures publiques déposées contre l'ancienne actrice, et un procès-spectacle devant le tribunal de Draguignan, vendredi 14 janvier. Mme Giraud s'était abstenue de comparaître. Mais B.B. en personne, bottes de cuir, jean velours et veste indienne, était au banc des accusés face à ses juges et aux flashes des photographes, dans une salle d'audience tumultueuse où l'on a applaudi la prévenue et hué la plaignante...

Dans cette tragi-comédie à la mode tropézienne, chacun a tenu son rôle, sans compromis ni nuance. En protectrice ombrageuse des animaux, Brigitte Bardot est sûre de sa cause, fût-elle, en la circonstance, sujette à une erreur manifeste d'appréciation. Qu'il s'agisse d'ailleurs d'un chat quelconque, mort sans sépulture sous ses fenêtres, ou des adorables bébés phoques exterminés dans le Grand Nord canadien, elle *« s'insurge toujours contre la bêtise et la cruauté des gens »*. Quant à exprimer des excuses absolutoires ou à reconnaître qu'elle a pu être mal informée, il n'en est pas question. *« Je ne regrette rien*, persiste B.B. *Si c'était à recommencer, je recommencerais. On ne tue pas un animal, quoi qu'il ait fait, dans des conditions aussi abominables. »* Et si Mme Giraud avait peur, *« elle n'avait qu'à appeler les pompiers »*...

Le président du tribunal, M. Etienne Torielli, a écouté les déclarations de la prévenue avec une *compréhension non dissimulée*. Il considère, lui aussi, que le chat a été tué *« dans des conditions* — il hésite sur la tournure la plus euphémique possible — *très difficiles et... malencontreuses »*.

Du côté de la partie civile, on plaide, au contraire, la dignité outragée d'une honnête commerçante vouée, du jour au lendemain, à l'opprobre public. A preuve, cette lettre anonyme reçue par Mme Giraud, lui conseillant, entre autres amabilités, *« de vendre des orties et des chardons plutôt que des fleurs »*. Son défenseur, Me Renaud Gibert (Draguignan), n'hésite d'ailleurs pas à donner au litige les dimensions d'une affaire d'Etat. *« De telles attaques*, s'exclame-t-il, *portées d'une manière aussi injustifiée contre ma cliente, sont nocives pour la réputation de Mme Bardot, qui est un peu celle de la France »*. Le chat est mort, notre crédit aussi... Bref, Mme Giraud n'a pas cédé à la tentation du suicide (*« Il pourrait y avoir un cadavre dont Mme Bardot serait responsable »*) et elle réclame huit mille francs de dommages et intérêts pour payer les frais de son procès. Pour le préjudice moral, elle se contentera du franc symbolique.

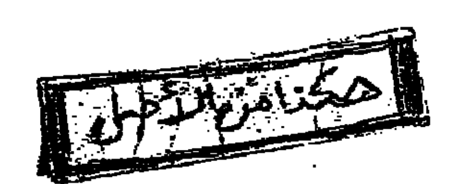
Le *« nœud du problème »*, selon le procureur, M. Bernard Farret, est de savoir si Mme Giraud a pu ou non se croire en danger. Question *« indépendante de la taille du chat »*, puisque le sage La Fontaine nous a enseigné dans sa fable *le Lion et le Moucheron*, *« qu'entre nos ennemis le plus à craindre est souvent le plus petit »*. Donc, Mme Bardot est coupable, aurait dit Claude Villers dans son « Tribunal des flagrants délires ». Donc, a estimé M. Farret, elle doit être sanctionnée par une peine d'amende dont le tribunal appréciera le quantum.

Pour la défense, *« la vérité des faits diffamatoires est pourtant évidente »*, et Brigitte Bardot doit être relaxée. Rivalisant dans l'hyperbole avec la partie civile, Me Gilles Dreyfus (Paris) décrit par le menu le calvaire de Missié le chat, ses *« miaulements déchirants »*, le *« dernier râle de l'animal à la limite du supportable »*. Les voisins n'ont rien vu, mais ils ont tout entendu... Le fils de Mme Giraud a indiqué lui-même aux policiers chargés de l'enquête de quelle manière *« sordide »* il avait achevé le chat (*« Un pied sur la tête, l'autre sur le thorax »*) avant de jeter sa dépouille dans la benne à ordures.

L'injure, certes, demeure, mais on peut la considérer, d'après la jurisprudence, comme *indivisible* de la diffamation, elle-même anéantie... B.B., quoi qu'il en soit, n'a pas commis de faute de français puisque le dictionnaire définit le mot de « salope » comme un terme d'injure *« pour désigner une femme qu'on méprise, soit pour ses mœurs, soit pour sa conduite en général »*. C'est exactement ce qu'elle a voulu, de la sorte, exprimer à la fleuriste de Saint-Tropez.

Le jugement a été mis en délibéré à quinzaine.

GUY PORTE.



Le Monde

sports

RUGBY

Les débuts victorieux (19 à 15) de la France dans le Tournoi des cinq nations

Londres. – Cela n'était plus arrivé depuis 1976 : samedi 15 janvier, pour l'ouverture du Tournoi des cinq nations, les deux équipes qui ont joué sur terrain adverse ont triomphé. Au stade de Murrayfield, qui inaugurait pour la circonstance une nouvelle tribune de dix mille places assises, les Irlandais ont battu (15-13) les Écossais. Les vieux avants irlandais – cinq d'entre eux totalisaient cent quatre-vingt-cinq sélections – ont dominé le pack écossais, qui a perdu le crédit ouvert par la victoire sur les Gallois à l'Arm's Park de Cardiff l'an dernier. A l'essai de Laidlaw, aux deux pénalités de Dods et au drop de Renwick, les Irlandais ont répliqué par la botte de l'ouvreur Campbell (une transformation et trois pénalités) et l'essai du centre Kiernan.

A Twickenham, les Français ont battu les Anglais (19-15) pour la quatrième fois en cinq rencontres londoniennes depuis 1975. La botte de l'arrière Hare (quatre pénalités) et les relances de l'ouvreur Cusworth (un drop) furent insuffisantes pour endiguer la pression des avants bleus qui se concrétisa par un essai collectif aplati par Paparemborde et par deux essais classiques des ailiers Estève et Sella, l'arrière Blanco réussissant deux transformations.

Trois essais d'école sur le gazon de Twickenham

Twickenham ressemblait bien à Twickenham. C'était une journée ordinaire du Tournoi des cinq nations. Le ciel était d'encre. Le vent tourbillonnait entre les tribunes. La pelouse n'avait jamais été aussi verte. Les spectateurs britanniques avaient pique-niqué sur le capot de leurs voitures avant le match. Les *supporters* français avaient braillé tous les cantiques de l'ovale pendant la partie. Au coup de sifflet final de l'excellent arbitre irlandais, M. Burnett, la tache rouge de la rose sur les poitrines anglaises était comme la blessure portée en plein cœur par les charges des bleus. L'ordinaire était extraordinaire. C'était un nouveau chapitre glorieux du grand combat du « quinze » de France qu'il fallait écrire. Les envoyés spéciaux s'apprêtaient à soigner leurs épithètes, à corser les superlatifs.

Ce fut alors comme si Twickenham s'effondrait. Ce qui venait de se produire dans le temple du rugby, ce qui enflammait déjà les imaginations, cette magnifique victoire tricolore donc, avait été prévue par un ordinateur, au point près. La machine programmée par un Américain avait donné cinq points d'avance aux Français. Ceux-ci en avaient pris quatre. Pareil degré de précision dans le pronostic étouffait dans l'œuf la belle page de légende rugbystique en composition.

Une machine sans culture, sans mère, sans tripes, pouvait donc prévoir au plus juste les grandes tempêtes ovales, comme un sismographe enregistre les tremblements de terre ? C'était la mort des supporters, l'avènement des froids statisticiens. *« Le Canada avait été battu de trente-cinq points par l'Argentine et de trente-sept points par l'Angleterre. Celle-ci a donc une marge de deux points sur l'Argentine qui a rendu sept points à la France. Sept moins deux font cinq »*, expliqua alors le programmateur.

La « trouille » de Camberabero

Farceur ! C'était donc un gag. Mais l'informatique est devenue tellement envahissante qu'on le croit capable de résoudre tous les problèmes. Cette blague ! Comment mettre en équation le rugby, ce sport, cet art de vivre, qui est un refus permanent de la logique euclidienne ? Comment, de surcroît, expliquer un match Angleterre-

De notre envoyé spécial

France sans être imbibé de tout ce qui unit et sépare à la fois Anglais et Français depuis Guillaume le Conquérant ? Tout cela ne se met pas en cartes perforées. Tout cela *fait qu'un Paparemborde rase sa* moustache avant de mettre son mufle de taureau béarnais dans la mêlée. Qu'un Rives blessé, comme le Cid de Tolède, ramène du combat londonien une équipe victorieuse pour la quatrième fois en cinq batailles. Et tout cela fait qu'un match s'enflamme comme de l'amadou.

Un coup de pied à suivre de l'ouvreur, l'ailier Estève à la réception et l'arrière Blanco à la rescousse : l'essai fut manqué d'un rien. Mais le ton était donné dès les premières minutes. Le pack anglais s'employa alors à passer la camisole de force à ces Français que le vent dans le nez semblait rendre fous. A *la mêlée comme à la touche* : bras de fer, rude affaire. Comme les coups de règle de l'instituteur sur les doigts du cancre, les pénalités tombaient pour calmer les ardeurs trop brouillonnes de part et d'autre. Hare ajusta bien les siennes. Mort de trouille, Didier Camberabero en rata trois sur quatre : 9 à 3 à la mi-temps.

Le vaisseau français qui avait, jusqu'alors, tiré de jolis bords vent debout, allait filer à la victoire vent arrière : trois essais en vingt minutes, du rugby de tableau noir de haute école.

Quarante-neuvième minute : le pilier Dospital a broyé les vertèbres *de son vis-à-vis* Pearce *pendant que* Paparemborde épuisait Smart. Le pack anglais privé de Colclough, blessé au genou, commençait à reculer. La troisième ligne française était à la fête. Rodriguez est parti en boulet de canon au ras de la mêlée. Camberabero prit le relais 15 mètres plus loin, trébucha, transmit malgré tout à Martinez. Codorniou assura le relais pour Estève, qui, avec trois bleus dans son sillage, fit un grand crochet pour aplatir entre les poteaux. On voyait là la marque des All Blacks.

Cinquante-troisième minute : touche favorable aux Français, à 1 mètre de l'en-but anglais. En bout d'alignement, Joinel, le sémaphore, détourne pour Paparemborde, que le reste des avants pousse en force de l'autre côté de la ligne. C'était le sceau biterrois.

Soixante et unième minute : on joue une touche dans le camp anglais côté gauche. Maul (empilement). Martinez saisit le cuir qui va passer dans toutes les mains des attaquants, Camberabero, Belascain, Codorniou et Blanco intercalé. *D'extrême justesse, l'arrière de Biarritz* transmit à Sella. Un sprint le long de la ligne de touche droite, un crochet pour embarquer Swift, et le ballon est aplati en coin. Voilà le *« french flair »*.

Force et vitesse

Et, pendant tout ce temps, une harmonie entre la force et la vitesse. Oh ! il y aurait pourtant à redire sur cette équipe de France qui a passé trois essais aux Anglais sans en encaisser un seul. D'abord, la défense perdit toute rigueur sur la fin et laissa les « blancs » trop libres de leurs mouvements qui purent marquer deux autres pénalités. Blanco eut notamment quelques absences qui auraient pu être lourdes de conséquence comme cette curieuse façon d'intercepter une pénalité à la manière d'un gardien de football, opération sifflée « en-avant » et sanctionnée par un drop. Rives brouta aussi l'herbe en manquant quelques blocages. Ensuite, l'ouvreur Camberabero fut aussi calamiteux dans ses coups de pied de pénalité alors que le match dépendait *a priori* de son adresse. L'héritage familial était sans doute un trop lourd fardeau. *« On a marqué des essais parce qu'on ne passait pas de pénalité »*, a dit avec humour le capitaine Rives.

On pourrait ajouter que les Anglais n'ont pas trouvé de successeurs au deuxième ligne Bill Beaumont et au pilier Phil Blakeway. Avec eux les avants ne se seraient pas ainsi laissé tondre la laine sur le dos, comme des béliers fatigués.

Reste que l'équipe de Rives, qui n'a décidément plus la peur au ventre sur la pelouse londonienne, a produit quelques minutes de jeu où il y avait une continuité idéale entre le travail de conquête des avants et les attaques des troisièmes lignes relayés par les centres Belascain et Codorniou, continuité assurée aussi par les deux jeunes secondes lignes Orso et Condom qui sont allés chercher dans les regroupements les balles qu'ils n'avaient pas saisies en touche. Bref, un rugby total. Préfiguration d'un nouveau grand chelem ? Aucun ordinateur ne pourrait le prévoir.

ALAIN GIRAUDO.

SPORTS MÉCANIQUES

Le rallye Paris-Alger-Dakar panse ses plaies

Encore sous le coup de l'émotion provoquée par le décès du motard français Jean-Noël Pineau, dont les circonstances n'ont toujours pas été établies (*le Monde* daté 16-17 janvier), le rallye Paris-Alger-Dakar panse ses plaies.

Tous les égarés du désert ont réintégré le groupe. Bernadette Sacy et Christine Caron, dont on était sans nouvelles depuis trois jours, ont rejoint Agadès (Niger) à dos de chameau accompagnées par un Touareg ; Arnaud Lucbert et Maurice Lefèvre, de leur côté, ont réapparu, dimanche 16 janvier, dans le hall d'un hôtel de la même ville. Ils avaient marché pendant deux jours et demi, parcourant près de 80 kilomètres, après avoir abandonné leur voiture recouverte par le sable.

Comme au cirque, le spectacle continue. La grogne pourtant s'est installée dans le camp des motards, qui s'étaient élevés contre la longueur – 2 400 kilomètres – de l'étape Agadès-Korhogo. Une majorité a négligé la piste du rallye pour prendre le bitume. *« Pas vus, pas pris »*, se sont dit les malins. *« L'esprit de la course est faussé »*, ont répondu, après avoir constaté l'absence de contrôleurs, ceux qui ont souffert dans le vent de sable et dans les ornières.

Conclusion : tous les concurrents ont parcouru 3 000 kilomètres pour rien. Ickx-Brasseur (Mercedes) sont toujours en tête dans la catégorie des autos ; Hubert Auriol (B.M.W.) occupe la première place dans la catégorie des motos.

Le prix de la sécurité

« M. Thierry Sabine a pris la décision de ne pas renouveler le contrat de l'hélicoptère d'assistance médicale qui venait à expiration, dimanche 9 janvier, à Djanet (frontière algéro-nigérienne). La société Heli France, propriétaire de l'appareil, réclamait 150 000 francs à l'organisateur du Paris-Alger-Dakar pour poursuivre sa mission. »

Assortie d'un commentaire affirmant que, *« en cas d'accidents graves, le seul hélicoptère de l'organisation ne suffirait pas à l'évacuation rapide des blessés »*, cette information transmise par un journaliste de *l'Equipe* a provoqué la colère de M. Sabine.

« Vous n'aviez pas à le savoir, a-t-il lancé à notre confrère. *Demain, je ferme l'avion de transmission avec Paris ; sur Paris-Dakar, je fais ce que je veux. » « Moi, je fais mon métier »*, a répliqué le journaliste. L'intervention *n'aura pas été inutile* : le lendemain matin, l'hélicoptère décollait normalement de l'aéroport.

Après les drames du rallye de l'an dernier, la mort du motard néerlandais Bert Oesterhuis, de la journaliste du *Point* Ursula Zentsch et celle d'un jeune Malien, après la disparition de M. Mark Thatcher, fils de Mme Margaret Thatcher, premier ministre britannique, l'organisateur avait paru cette fois s'intéresser davantage à la sécurité.

« Mon objectif est de ne laisser personne dans le désert ; tous les concurrents doivent rentrer au bercail », affirmait-il entre Fort-Méribel et Bordj-Omar-Driss (Algérie). Preuve administrée chaque jour. Bernard Darniche s'était « planté », M. Sabine était allé aussitôt le chercher, comme il était allé chercher des concurrents plus anonymes perdus à 70 kilomètres de la piste.

L'organisateur de Paris-Dakar a, semble-t-il, des difficultés à mettre en accord ses idées et ses actes. Une question d'argent ? Peut-être. Il tient en tout cas à rester dans les limites du budget qu'il s'était fixé : *« Croyez-vous qu'un organisateur soit prêt à payer deux millions de francs pour la sécurité sur un tel terrain ? »*, avait-il répondu, l'an dernier, au *Nouvel Observateur*.

Pourquoi alors, quand on a une connaissance parfaite de l'Afrique, de son désert, de ses tempêtes de sable imprévisibles, de ses pièges, s'ingénier à rendre les étapes de plus en plus difficiles ? Pourquoi une étape de deux mille quatre cents kilomètres, seulement entrecoupée de deux neutralisations de quatre heures à Niamey et à Léo ? Pourquoi faire rouler de nuit des motards qui sont alors dans l'impossibilité de lire le « livre de route » ? Tel qu'il est conçu, *Paris-Dakar ne conduit-il pas* à la banalisation de l'accident, voire de la mort ? Comme une banale fin de semaine en France !

Est-il normal, par exemple, que l'hélicoptère d'assistance médicale soit tombé en panne de kérozène entre Agadès et Niamey ? Faut-il que les propres moyens de recherche du rallye soient limités pour avoir recours au DC 3 de transmission ou au petit avion de huit places mis à la disposition de la presse. M. Sabine n'est assurément pas prêt à doter son épreuve d'une organisation sérieuse, faute notamment de rétribuer un personnel qu'il est obligé de renouveler d'une année à l'autre.

Des médecins bénévoles

Dans ce contexte, le travail des douze médecins regroupés au sein de l'association Cap 180 et dirigés par le docteur Hubert Lasnier, anesthésiste-réanimateur à l'hôpital de la Pitié à Paris, ne passe pas inaperçu. Sur le tas, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de jour comme de nuit, sur la piste, auprès des blessés. Travail admirable et bénévole qui se solde aujourd'hui pour l'association par un déficit de 300 000 francs.

L'argent, pourtant, ne manque pas sur le rallye. La présence de la publicité sur chaque automobile et sur chaque camion indique que les commanditaires – la station de radio périphérique Europe 1, l'hebdomadaire *le Point*, l'agence de voyage Africatours – misent gros sur l'épreuve.

Les services ne sont pas toujours satisfaisants. L'exemple de la restauration, qui coûte 2 500 francs à chaque participant, est révélateur. Africatour assure, par camions, le ravitaillement ; la société Disco restauration fournit quinze mille petits déjeuners, quinze mille dîners et autant de rations dites énergétiques. Des rations énergétiques ? Parlons-en : 20 centilitres de lait, 20 centilitres de boisson à base d'orange : une tartelette de 35 grammes, trois figues, deux biscuits, quelques amuse-gueule, 130 grammes de pêches au sirop, une mini-barquette de fromage fondu et... un chewing-gum. *« De qui se moque-t-on ? »*, *protestait l'autre* jour, à Ouargla, le motard belge Gaston Rahier ? le dîner ? Copieux, sans plus. Une nourriture insuffisante pour des sportifs qui accomplissent chaque jour un effort intense. *« On perd 10 kilos sur Paris-Dakar »*, constatait Jacques Verlay, un autre motard qui en est à sa troisième expérience.

« Vous ne rêvez plus, désormais, que d'hôtels quatre étoiles, a lancé un jour, un membre de l'organisation, *un peu de poésie, enfin ! »*

Mais personne ne parle plus de poésie quand il s'agit de payer l'addition. Des exceptions, pourtant, pour ceux qui ont des ennuis de trésorerie. *Car, sur Paris-Dakar, le rallye à crédit* existe. Des concurrents préfèrent *« se serrer la ceinture pendant plusieurs mois, plutôt que d'être absent, le premier janvier, place de la Concorde »*.

Le « Dakar », dernier raccourci à la mode, *ne réunit pas dans la même* communion les riches et les miséreux, les nantis et les pauvres, les organisés et les non-organisés, ceux qui dorment à même le sol et ceux qui couchent sous la tente, ceux qui ont une assistance et ceux qui s'assistent eux-mêmes, jusqu'à trois heures du matin, les professionnels à qui le rallye profite et les amateurs qui sont là par amour, ceux qui mangent de la poussière parce qu'ils sont derrière et ceux qui caracolent en tête, ceux qui fuient la promiscuité et ceux qui l'affectionnent, les pudiques et les cyniques dans leurs besoins les plus naturels...

Faut-il alors parler de d'égalité et de solidarité ? *« C'est un monde sans foi ni loi »*, dit un mécanicien de l'une des trois grandes écuries de motos présentes dans le rallye. Il raconte : *« Je gravissais une dune de sable avec mon 4 X 4. J'apercevais au sommet deux hommes arrêtés auprès de leur véhicule. A « fond la caisse », j'atteins à mon tour la crête pour stopper devant... un précipice profond de vingt-cinq mètres ! »*

Les deux concurrents s'étaient abstenus de signaler le danger sous prétexte que *« d'autres leur avaient fait le même coup ». « Ici,* dit le mécanicien, *c'est chacun pour soi. »*

Pris dans l'engrenage du rallye, le même homme reconnaît que, dans une autre situation, son comportement n'a guère été plus noble : *« J'ai voulu,* dit-il, *venir en aide à un 4 X 4 qui s'était retourné avec ses occupants. Je m'arrête, ouvre la portière de mon véhicule et prend... de plein fouet, une automobile en pleine vitesse. Du coup, écœuré, je suis reparti sans me soucier des hommes prisonniers de leur véhicule »*.

Ce mépris envers l'homme, on le retrouve dans le comportement vis-à-vis des Algériens. Un concessionnaire d'un garage Mercedes déplore que des concurrents, malgré les mises en garde de M. Sabine, puissent aller au restaurant ou à l'hôtel et partir en omettant de payer l'addition. *« Une indélicatesse intolérable vis-à-vis d'une population pauvre et digne »*, dit-il.

« L'Afrique n'est pas le terrain de jeu des Européens », a indiqué un jour l'organisateur du rallye. Que dirait-on si, demain, mille Algériens débarquaient en France pour une épreuve de même nature et se comportaient comme en terrain conquis ?

GILLES MARTINEAU.

FOOTBALL

Jean-Claude Suaudeau, le sourcier nantais

Vainqueurs des Bordelais par 4 buts à 0, samedi 15 janvier, pour la reprise de championnat de France après la trêve hivernale, les footballeurs de Nantes, qui ont désormais cinq points d'avance sur les Girondins et six points sur les Lensois, ont pris un avantage, arithmétique et psychologique, probablement décisif dans la course au titre.

Ce retour au premier plan est d'autant plus spectaculaire que les Nantais ont dû surmonter la saison dernière une crise interne.

Jean-Claude Suaudeau, le nouvel *entraîneur du Football Club de* Nantes, serait-il un sorcier ? Sixièmes du dernier championnat avec un déficit d'exploitation de 2 341 000 F, les Nantais avaient été les seuls, en première division, à ne pas recruter à l'inter-saison. Ils s'étaient même séparés de Henri Michel, leur capitaine, et de Jean Vincent, leur entraîneur, dont les départs ne sont sans doute pas étrangers à la métamorphose actuelle de l'équipe.

Appelé à succéder à Henri Michel, footballeur polyvalent, au poste de défenseur libre, Maxime Bossis, défenseur de métier et de grand talent, a incontestablement apporté à son équipe une sécurité et une *sérénité* souvent absentes la saison dernière. Mais la transformation la plus spectaculaire est à mettre au crédit de l'entraîneur qui a su réconcilier les footballeurs nantais avec ce jeu collectif très élaboré qui constitue l'image du club depuis une vingtaine d'années.

Vingt et un ans, c'est aussi la longueur du bail déjà passé entre le Football Club de Nantes et Jean-Claude Suaudeau. De sa carrière de joueur, couronnée par quatre sélections, l'ancien milieu de terrain nantais a surtout laissé l'image d'un parfait équipier, travailleur infatigable au service de la collectivité. Plus tard, en 1971, c'est à lui que José Arribas, l'apôtre du jeu « à la nantaise », *demandera de préparer la* relève en lui confiant le nouveau centre de formation du club.

Au départ de José Arribas en 1976, Suaudeau, le fidèle disciple, semblait le plus apte à lui succéder au poste d'entraîneur. Une nouvelle génération composée de Thierry Tusseau, Omar Sahnoun, Bruno Baronchelli, Eric Pecout, Loïc Amisse, etc., était prête à prendre place en équipe première. Nul ne les connaissait mieux que Suaudeau qui les avait préparés au centre de formation. Les dirigeants ont-ils craint un manque d'autorité de celui que tous les stagiaires appelaient « Coco » ? C'est Jean Vincent qui fut appelé.

Marques

D'autres que lui auraient alors quitté Nantes, mais Jean-Claude Suaudeau, le Vendéen, était très attaché à sa région et à l'ambiance très familiale de ce club presque sans histoires. L'entente ne pouvait être parfaite avec Vincent qui, à l'entraînement et en match, mettait beaucoup plus l'accent sur les actes ou les gestes individuels : frappes de balles, dribbles, courses, prises de risques. Deux ou trois fois, Suaudeau sera requis par les dirigeants pour épauler l'entraîneur quand le jeu collectif se dégradait trop. Le redressement tardif enregistré dans ces conditions en fin de saison der*nière allait démontrer* qu'il pouvait être le recours.

Pour revenir aux sources du jeu « à la nantaise », *nul n'était mieux* indiqué que le sourcier-maison, premier éducateur de tous les professionnels du club à l'exception des deux étrangers, le Yougoslave Halilodzic et le Danois Agerbeck. Quelques scéances ont suffi pour que chacun retrouve ses marques et ses automatismes dans ce football à base de déviations, de vitesse d'exécution, de quadrillage rationnel du terrain, de mouvements constants, avec ou sans ballon.

En vingt et un matches, les Nantais n'ont perdu que deux fois : à Paris, sur un penalty contesté, à la *dernière minute*, et sur *leur terrain* contre Metz pour avoir cru trop tôt à la victoire après avoir mené 2 à 0. Mais la plus belle réussite de Jean-Claude Suaudeau réside peut-être dans l'épanouissement de l'avant-centre Valid Halilodzic. Pas plus à l'aise qu'un coucou dans une couvée de canaris, le Yougoslave traînait sa morosité et sa maladresse à la pointe de l'attaque nantaise pour laquelle il n'avait inscrit que sept buts la saison dernière ! Tour à tour animateur et fer de lance, il rayonne aujourd'hui avec déjà douze buts à son actif, dont les deux derniers contre les Bordelais.

GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt et unième journée)

*Nantes b. Bordeaux	4-0
*Lens b. Mulhouse	4-2
*Saint-Etienne et Laval	1-1
*Monaco b. Bastia	3-0
*Rouen et Brest	1-1
Paris-S.G. b. *Nancy	3-2
*Sochaux b. Lille	2-0
*Strasbourg b. Metz	2-1
*Auxerre b. Toulouse	5-1
*Tours b. Lyon	3-0.

Classement. – 1. Nantes, 33 pts ; 2. Bordeaux, 28 ; 3. Lens, 27 ; 4. Monaco, Laval, Paris S.G., 24 ; 7. Brest, 23 ; 8. Lille, 21.

COUPE DE FRANCE

Sept clubs de deuxième division avaient déjà été éliminés au sixième tour. Huit autres n'ont pu franchir le septième : le Stade Français et Angoulême, battus par le Havre (2-0) et Nîmes (4-0), qui jouent aussi en deuxième division ; Montceau-les-Mines, Noeux-les-Mines et Béziers, éliminés respectivement par les équipes de troisième division de Saint-Dizier (0-0 et 3 penalties à 1), de Calais (2-1), et de Montmorillon (2-2 et 9 penalties à 8).

Passions

Dix mille kilomètres dans les sables algériens, dans le désert du Ténéré, au Niger ; une étape de près de 2 500 kilomètres entre Agadès et Korhogo, en Côte-d'Ivoire. Jamais peut-être le rallye Paris-Dakar n'avait été rendu aussi difficile. La tempête de sable entre Chirfa et Dirkou, au Niger, a transformé l'épreuve sportive en fait divers.

Inconscience de la part des participants ? Sûrement pas. Quand on est sur le « Dakar », on est conquis par la beauté du décor, même si, en voiture, on ne voit rien, même si, à moto, on roule trop vite, absorbé par la difficulté du terrain.

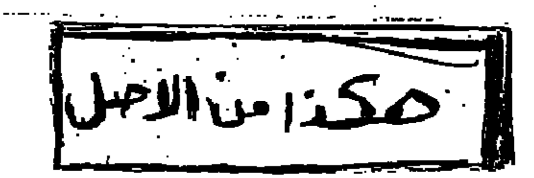
On rouspète, on râle, on tempête contre l'organisateur qui vous a amené dans une telle expédition, mais l'année suivante on revient.

Ickx et Claude Brasseur, Trossat et Briavoine, Metge et Gillot, les frères Marreau, qui sont tous des professionnels, qui bénéficient des meilleures conditions de préparation, d'une assistance technique et d'une mécanique souvent parfaite, éprouvent une fascination pour cette épreuve hors des normes habituelles. Alain Gabbay, navigateur de haute mer, cinquième de la dernière Route du rhum, est conquis par sa première expérience sur Paris-Dakar, qu'il court en tant que navigateur au côté de Jean-Pierre Gabbreau. *« Une automobile dans les trous et les bosses,* dit-il, *c'est comme un bateau dans les quarantièmes rugissants, quand on le place au sommet des vagues pour dévaler. »*

Mais qu'en est-il pour les autres ? Les gagne-petit, les amateurs, les « ringards » ? Qu'en est-il pour les motards seuls sur leur engin si lourd qu'on ne le remet pas aisément sur ses roues ? Les motivations des uns ne sont pas celles des autres. Tous pourtant ont une raison commune d'être là. La fascination de l'Afrique, l'aventure. Un vétérinaire explique sa présence par *« le seul désir de faire quelque chose »*. Une jeune Allemande avoue qu'*« elle veut vivre, ne pas s'ennuyer dans un travail idiot »*. Puis lucide : *« Ici on a l'impression d'être important. »*

D'autres, en revanche, qui ont souffert dans leur chair, reconnaissent qu'« [ils] *en ont ras-le-bol, que c'est* [leur] *dernière expérience »*. L'année prochaine, pourtant, ils seront là. M. Sabine se contente de dire : *« Comprenne qui pourra ; personne n'est obligé de me suivre. »*

G. M.



Le Monde

culture

MUSIQUE

« LA PETITE RENARDE » de Janacek, à Strasbourg

Le grand courant de la vie

Si l'on excepte les représentations du Komische Oper de Berlin au Théâtre des Nations en 1957, dans la mise en scène de Felsenstein, c'est la véritable création française de la Petite Renarde rusée *de Janacek, que vient de présenter l'Opéra du Rhin, dans la version allemande de Max Brod. Une œuvre aussi poétique et accessible, qui raconte avec tant de charme et d'humour la vie bruissante d'une forêt, aurait dû pourtant tenter les metteurs en scène depuis cinquante-huit ans, au même titre que* l'Enfant et les Sortilèges *de Ravel qui, lui aussi, chanter les animaux d'un jardin enchanté.*

L'accent est cependant bien différent, de Ravel, le citadin précieux, à Janacek, le campagnard panthéiste, immergé dans cette nature à laquelle il se sent intégré. Ses animaux ne sont pas des déguisements humains (malgré quelques allusions ironiques) ; ils jouent avec les hommes le jeu dangereux de la lutte pour la vie, et comme eux ils s'enivrent de l'existence, ils aiment, ils souffrent, ils chapardent, ils se disputent, ils passent et ils meurent. Ce n'était qu'un instant délicieux. Après eux, la vie continue et reprend de plus belle avec d'autres acteurs, semblables.

Bystrouska, la petite renarde, a été capturée par un garde forestier qui la ramène chez lui ; elle séduit le chien, met la révolte dans le poulailler, s'enfuit, chasse le blaireau de son terrier, vit un grand amour avec le renard, évente les pièges d'un braconnier, mais, voulant jouer au plus fin avec lui, finit par se faire tuer ; la fiancée du braconnier aura un beau manchon. Point d'oraison funèbre : la forêt, un moment ébranlée, se remet à chanter, tandis que le forestier rêve sur le grand courant de la vie en voyant passer une autre grenouille, une autre renarde.

Cette comédie légère, à peine teintée de mélancolie, manque de ressort dramatique pour s'imposer au répertoire, mais c'est un aimable divertissement, très joliment monté à Strasbourg par Adrian Slack, une féerie pour enfants, petits et grands, dans de ravissants costumes de Rosemary Vercoe venus de Glyndebourne. Au milieu des grillons, sauterelles, moustiques, grenouilles et libellules, Katherine Stone, minois exquis, voix rieuse coulant de source, est une renarde idéale, qui forme un excellent couple avec William Pirie, prince charmant malgré une voix un peu trop tendue. Le garde forestier (Günter Missenhardt) et le braconnier (Claude Meloni) correspondent tout à fait aux silhouettes rudes et schématiques dessinées par le musicien d'après ses amis de la campagne morave. Et le chien, le blaireau, le coq et surtout les poules achèvent de mettre le public en joie.

Pourtant, le décor de Patrick Robertson, ce grand praticable de bois en escalier qui tourne sur la scène pour délimiter le monde des hommes et celui des animaux, ainsi que les projections colorées sur la toile de fond, rivalisent difficilement avec la musique prodigieusement originale de Janacek, qui est la nature même ruisselant dans nos yeux, nos oreilles et tout notre corps. Éclaboussante de couleurs, gonflée de sève, agençant avec une harmonie merveilleuse les rythmes, les bruits et les jeux de la forêt, elle s'élargit parfois en grands hymnes d'amour et de contemplation philosophique où le cœur de Janacek déborde. Elle fut brillamment interprétée par les chœurs et l'orchestre de Strasbourg, sous la direction d'Albert Rosen. – J. L.

* Prochaines représentations à Strasbourg les 18, 22 janvier, 13, 19, 21 et 23 février ; à Mulhouse, les 26, 28, 30 janvier et 1er février ; à Colmar, les 6, 8 et 10 février.

L'ENSEMBLE 2e2m

Après un an de silence

Tout près de couler sous le poids de dettes accumulées au service de la musique contemporaine, l'Ensemble 2e2m, fondé en 1971 par le collectif de Champigny, vient d'être heureusement renfloué par l'alliance de la municipalité, du conseil général et du ministère de la culture. Après un an de silence, Paul Méfano a pu annoncer, au cours d'une conférence de presse à la SACEM, une saison de dix-sept concerts dans la région parisienne, de janvier à juin, sans compter les tournées en province et à l'étranger (Hongrie, Bulgarie et Équateur) ; les programmes donnés au Centre Pompidou, à Radio-France et à Champigny présenteront des œuvres de cinquante-neuf compositeurs contemporains de dix-huit pays, dont vingt-deux créations.

L'Ensemble 2e2m, administré par M. Maurice Toulous, s'appuiera sur une organisation plus solide et rigoureuse. Il sera très fortement subventionné par la direction de la musique du ministère de la culture (1 195 000 F), la ville de Champigny (230 000 F) et le conseil général du Val-de-Marne (100 000 F) pour résorber le déficit passé. M. Maurice Fleuret, directeur de la musique, a estimé que l'action de Paul Méfano et de son groupe, « qui ont tant fait pour la création et la formation des artistes contemporains, était une nécessité pour la vie musicale française ». *La direction artistique associera deux autres compositeurs à Méfano : Costin Miereanu et Marc Monnet, pour accentuer encore l'effort de recherche et d'ouverture.*

Pour son concert de rentrée, au forum de la création de l'IRCAM, 2e2m n'avait pas joué la facilité. On peut même regretter qu'il n'ait guère offert, sous la direction de Michel Decoust, que des partitions expérimentales peu substantielles. Ainsi Car en effet, *de Tomas Marco, pour trois clarinettes et trois saxophones, ressemble à un catalogue de procédés d'écriture plutôt qu'à une œuvre et ne retient que par la saveur nouvelle des mariages instrumentaux aux couleurs agréables.*

Why patterns ? *de Morton Feldman, pour flûtes, piano et jeux de timbres, égrène, à la manière habituelle du compositeur, en un interminable adagio pianissimo, mille petites figures comme des bibelots sonores, où le piano et les jeux de timbres s'insèrent, dans les silences ou les respirations de la partie principale, aux trois flûtes successives. On nous avait bien prévenu :* « Le déroulement, d'une objectivité minérale, s'oppose à toute représentation d'ordre personnel, affectif ou historique. »

Mobile, *de Michel Decoust, pour trois groupes d'instruments à percussion, de hauteurs non tempérées, oppose les déflagrations terribles de l'un aux subtils échantillonnages des autres, mais cette succession d'événements ne ressemble guère à une œuvre. Et* Ilomba, *pour trois saxophones graves de Hans-Joachim Hesnos (Allemand de l'Est), multiplie les crachotements, grognements et autres bruits suspects dans leurs instruments, qui produisent une musique sans intérêt. Une tentative de « théâtralisation » des plus éculées.*

Seule, en définitive, The Unforgiven Minute, *de l'Américain Robin-Julian Heifetz (1951) pour deux groupes d'instruments à vent (clarinettes, flûtes, trompette, cor et trombone), « compose » véritablement les sons et les lignes en un discours bref, nerveux et signifiant, comme quelqu'un qui a quelque chose à dire. Le public du Centre Pompidou ne s'y est pas trompé.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochain concert de l'Ensemble 2e2m le 18 janvier, à 18 h 30, à la Maison de Radio-France (studio 106) ; œuvres de Dillon, Arrigo, Takemitsu, Bon, Celereanu, Lutoslawski et Ives.

CINÉMA

GIANFRANCO MINGOZZI à la Cinémathèque

Un artiste en marge

Il faut savoir gré à Bernard Martinand, programmateur de la Cinémathèque française, de s'écarter parfois des sentiers battus. Cette fois, il honore un cinéaste, italien, en perpétuel mouvement, entre documentaire et fiction, entre télévision et cinéma, par certains côtés inclassables : Gianfranco Mingozzi, cinquante ans, découvert dès 1962 au Festival dei Popoli de Florence avec la Tarenta *(Grand Prix). L'an passé, on remarquait à Cannes,* la Vela incantata (la Voile enchantée), *film de fiction sur la magie du cinéma), et, à Venise,* l'Ultima Diva : Francesca Bertini *(documentaire sur la première star du cinéma italien, dans les années 10, toujours en vie, et pimpante).*

Travailler sur le documentaire, pour Mingozzi, ce n'est pas jouer avec la facilité, mais cerner un lieu, des personnages, les mœurs. Parfois, le sujet retenu est si passionnant qu'il revient à plusieurs reprises dans l'œuvre. La Tarenta *montrait la superstition à l'état pur, un mixte de religion et de diablerie : l'ouvrage s'inscrivait clairement dans la ligne ethnographique.*

En 1978, pour le dernier épisode de Sud e magia, *série de télévision, Mingozzi est retourné au même endroit, à Lecce dans les Pouilles. Et cette année, il met le point final avec* Sulla terra del rimorso, *qui devrait être présenté au « Cinéma du réel », à Beaubourg, en mars prochain : la femme possédée* de la Tarenta *est complètement guérie.* « La réalité n'arrête pas de bouger, *explique le cinéaste,* j'essaie de le montrer au fil des jours. Ce serait impossible dans une fiction. Il faut attendre un certain temps avant de pouvoir embrasser la totalité d'un événement. »

Il a travaillé, en 1964, à l'Office national du film de Montréal, filmé notamment Note su una minoranza, *la communauté italienne de la métropole du Québec. Il a, toujours pour l'O.N.F., observé, en 1966, Antonioni au travail. Il s'est faufilé dans l'intimité de Francesca Bertini l'année dernière.* Con il cuore fermo, Sicilia *(1965), où apparaissait Danilo Dolce, précéda l'actualité avec sa description risquée des us et coutumes de la mafia.*

Et puis, un jour, le réalisateur saute dans la fiction avec Trio *(1967), qui mêle personnages réels et imaginaires. Cinq films suivront, et d'abord* la Vita in gioco *(1973), œuvre intimiste que l'auteur a modelée sur la sonate. Son dernier travail de fiction,* la Vela incantata, *le ramène aux sources, dans son pays natal, l'Emilie, parmi le petit monde des tourneurs de films, avec, à l'arrière-plan, la présence inquiétante du fascisme quotidien.*

Gianfranco Mingozzi est cet exemple unique d'un homme de cinéma qui dit : « Je fais toujours ce que j'aime. » *Il avoue que la télévision, à laquelle il collabore régulièrement depuis 1970 (adaptation de Graham Greene, ou douze films sur Luciano Berio), lui a donné l'autonomie nécessaire :* « J'ai commencé à respirer. »

LOUIS MARCORELLES.

★ Cinémathèque française, Beaubourg et Chaillot, jusqu'au 30 janvier.

L'Algérie et la France vont signer un accord sur le cinéma et sur les livres

M. Jack Lang, ministre de la culture, commençait le 17 janvier une visite officielle de deux jours en Algérie. Il rencontrera, outre M. Meziane, son homologue algérien, des écrivains et des cinéastes. Il est accompagné de MM. Jacques Berque, Yves Navarre, Dominique Fernandez, Jean Daniel (pour les lettres) et de MM. Frédéric Mitterrand, Roger Hanin (pour le cinéma).

M. Lang signera le 18 janvier, un accord sur le cinéma et un autre sur les livres. Le premier a trait à des coproductions, à la diffusion du film algérien en France et au doublage de films français en arabe. Le second est relatif à la formation de bibliothécaires algériens, à des traductions et co-éditions ainsi qu'à la coopération technique dans la diffusion du livre en Algérie.

Accompagné de M. Jean-Emmanuel Bourgois, P.-D.G. des éditions Bordas et président du Syndicat national de l'édition, M. Lang aura a parler de l'épineuse question des retards de paiements de l'Algérie dont souffrent les éditeurs français. En 1980, dernière année de référence, l'Algérie est le premier client de l'édition française, avant la Belgique. Elle a acheté pour 56 millions de francs de livres, soit environ 5 % des exportations françaises dans ce domaine. Il s'agit essentiellement de livres dits de formation, un tiers de la masse totale étant constituée par des ouvrages scientifiques et techniques. La littérature générale est presque absente sauf en livres de poche.

La difficulté tient à ce que la Société nationale d'édition et de diffusion (SNED) qui a pratiquement le monopole de l'importation du livre en Algérie est mal gérée. A partir de 1981, le règlement des sommes dues à été de plus en plus irrégulier. Des créances, vieilles parfois de plus d'un an, n'étaient pas payées au printemps 1982, ce qui a entraîné des frais énormes pour les éditeurs francais, à tel point que la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, jugeant cette situation malsaine, a suspendu ses garanties. L'été dernier, le syndicat national de l'édition décidait donc de suspendre les livraisons en Algérie.

Depuis, le débit de la SNED, qui avait atteint 29 millions de francs, a été ramené à 8 millions. Une solution semble en vue, cette dette tenant davantage à l'inorganisation qu'à une décision politique.

Plusieurs fois remise, la visite de M. Lang en Algérie est un signe de bonne volonté évidente de la part d'un pays où la question de la présence culturelle française est parfois un sujet délicat.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

ARCHITECTURE

MORT DE L'ARCHITECTE EUGÈNE BEAUDOUIN

Un grand patron

L'architecte Eugène Beaudouin est mort à Paris, le vendredi 14 janvier, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Élégant et cultivé, il était l'une des dernières figures de « grand patron » de l'ancienne École des beaux-arts.

Sa carrière est exemplaire d'une génération formée dans la tradition, puis confrontée aux réalités du logement populaire. Ouvert aux idées du temps que l'école ignorait tout à fait (la cité de La Muette à Drancy et la Maison du peuple de Clichy, construite avec Lods et Prouvé, sont des « classiques », il est de ces architectes qui n'ont pas su maîtriser les exigences de l'industrie et de la construction de masse, et qui pouvaient construire l'ensemble Maine-Montparnasse ou la ZUP de Vénissieux... en rêvant à Ispahan.

Né le 20 juillet 1898 à Paris, Eugène Beaudouin était premier grand prix de Rome (1928) et fut architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux de 1933 à 1968 et chef d'atelier à l'École des beaux-arts. Il a construit les ambassades d'Ottawa (1937), d'Accra, au Ghana (1948), de Pretoria (1958) et réalisé de nombreux plans d'urbanisme pour La Havane, Cap-Town, Marseille, Saigon, Montpellier et Monaco, ainsi qu'un travail théorique sur la reconstruction d'Ispahan.

En architecture, son œuvre la plus novatrice est issue d'une fructueuse association avec Marcel Lods, de 1933 à 1939 : la cité des Oiseaux à Bagneux, la cité de La Muette à Drancy, l'école de plein air de Suresnes, sont de bons exemples du classicisme français d'avant-guerre, croisement des idées modernes et de la tradition « beaux-arts ». La Maison du peuple de Clichy (des salles de réunion au-dessus d'un marché couvert), construite par Beaudoin et Lods avec Jean Prouvé en 1939, est, avec le premier « mur-rideau », un monument historique.

Après la guerre, l'architecture se tourne vers l'industrie : lauréat d'un concours associant pour la première fois architectes et entreprises, Beaudouin construit, en 1951, la cité Rotterdam à Strasbourg (800 logements dans un grand bâtiment courbe autour d'un parc). Auteur de nombreux ensembles de logements en région parisienne (Sceaux, Cachan), et d'établissements scolaires (Cité universitaire d'Antony en 1954, l'École nationale des impôts et la Faculté de droit de Clermont-Ferrand), il participe à la réalisation de l'ensemble Maine-Montparnasse, à Paris. Il conçoit pour l'industrie les neuf mille logements de la désormais fameuse ZUP de Vénissieux, édifiée de 1964 à 1969, et terminée en 1974 par la construction du centre commercial.

A Genève, où il enseignait, Eugène Beaudouin a construit le palais du Bureau international du travail (BIT) à partir de 1966 et, avec l'ingénieur italien Pier Luigi Nervi, la nouvelle salle de conférences du palais des Nations.

Une carrière partagée entre les honneurs et les commandes d'État, et, plus discrètement, le logement du plus grand nombre, en collaboration avec les industriels.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

THÉATRE

« LES BAS-FONDS » par Lucian Pintilié

Un spleen intemporel

Lucian Pintilié, au Théâtre de la ville, adapte et met en scène *les Bas-Fonds* de Gorki, dans les décors et costumes de Radu et Miruna Boruzescu. Il ne travaille pas sans eux ; on connaît leur goût pour le mystère magique des greniers et des grottes. Ils ont couvert le volume de la scène avec une sorte de tente très haute, entièrement rapiécée, dans des couleurs fondues d'ocres brunis.

Les parois entourent un escalier, sont déchirées de deux trous pour les portes. L'ensemble fait chic ; de même les costumes, un peu hippy par les tuniques, les capes ; un peu opérette par la chemise à larges manches et le pantalon collant du séducteur Pepel (Dragan Nicolic) ; un peu russe par les toques de fourrure, les caracos à fleurs brodées de Vassilissa (Michèle Oppenot) ; très Halles, en somme.

Tant d'élégance gêne, bien que contrairement au spectacle de Gildas Bourdet présenté à Saint-Denis (*le Monde* daté 7-8 novembre), Lucian Pintilié ait écarté tout réalisme, toute résonance sociale et s'attache au spleen intemporel des âmes perdues, des exilés, des apatrides, toutes races, toutes nationalités mêlées. Ses *Bas-Fonds* rassemblent des Noirs, des Asiates, des accents balkaniques et des comédiens haut de gamme mais hétéroclites : Bruce Meyer, Jean-Claude Jay, Michel Robin, Paul Le Person, Ronny Coutteure, Évelyne Istria, Paul Crauchet...

C'est certainement volontaire, mais le parti-pris onirique va vers quelque chose d'artificiel, et tous ces personnages, ces comédiens semblent être réunis par hasard, à l'occasion d'une fête costumée dans un camp de vacances, avec des moments de poésie mélancolique, d'inquiétude sourde, de désarroi : « *J'sais pas quoi faire.* » Ils ne sont pas au fond du gouffre, ni même au bord. Ils flottent dans un rêve, s'écoutant parler, sans rien pouvoir se dire. La tragédie est absente, le rêve s'étire. Il en reste des images tristes, une impression de fuite.

COLETTE GODARD.

★ Théâtre de la Ville, 20 h 30.

DANSE

KILINA CRÉMONA à Lyon

Dans le sillage de planètes en dérive

Les quelques pièces que Kilina Crémona a pu présenter depuis 1978 dans des conditions difficiles, sans aide ni subventions, ont suscité de grandes espérances. Celles-ci se concrétisent aujourd'hui dans un ballet, *Alphard*, qui vient d'être présenté à la Maison de la danse de Lyon (1).

Œuvre de synthèse, résultat de recherches austères, ce spectacle est le plus passionnant, le plus réussi que l'on ait eu l'occasion de voir depuis la venue de Cunningham cet automne. La référence à Cunningham s'impose d'autant plus que Kilina Crémona et son partenaire, Roger Méguin, non contents d'aller travailler chez lui à New-York, y ont enseigné pendant quatre années avant d'ouvrir leur propre école à Lyon.

Contre une technique absolument maîtrisée, on retrouve dans *Alphard* l'esprit et les procédés de la « Post modern dance », mais utilisés avec plus d'imagination et de sensibilité. On oublie très vite les motivations (exploration du mouvement en sept sections), pour se laisser pénétrer par l'invention des pas et la richesse chorégraphique.

Kilina Crémona est seule en scène d'abord ; assise, elle développe au sol des dégagés de jambes comme une fleur qui se déplie. Puis Roger Méguin, dos droit, jarret nerveux, infatigable, exécute une impressionnante suite de variations en « tendu-plié » sur demi-pointes avec passage alternatif de la seconde position à la quatrième.

Ces mouvements, comme des leitmotive, sont repris par d'autres danseuses (Josiane Charriau, Florence Blanchard, M.-P. Chavel) avec d'infimes décalages ; ils vont se modifier, s'enrichir, s'accumuler, infléchir leur direction. Ainsi, malgré deux ou trois scories, le plaisir va croissant avec l'accélération des déplacements, la complexité des enchaînements qui dessinent au sol des étoiles, des quadrillages rehaussés par les éclairages contrastés de Denis Rousseau et les costumes très fonctionnels d'Agnès Hardy.

Le mouvement se dilate, une dynamique forte s'instaure, soutenue par une musique « live » de Lubomyr Melnyk pour piano et magnétophone qui ne relâchera jamais son emprise.

Danse de cristal pure et lisible, danse de diamant scintillant de mille facettes, danse transcendée... Kilina Crémona revenue au sol effectue ses lentes révolutions comme un bel astre froid : Roger Méguin se déploie autour d'elle en de bouleversantes arabesques et tourne comme un soleil : planètes en dérive qui nous entraînent dans leur sillage à des années-lumière.

MARCELLE MICHEL.

(1) Une première version d'*Alphard* a été montrée cet été au Festival de Montpellier.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EDEN CINEMA. – Lucernaire (544-57-34), 18 h 30.
LE TEMPS DES CERISES. – Montreuil, TEM (858-65-33), 21 h.
LA NUIT DES ALLIGATORS. – Comédie de Paris (280-00-11), 20 h 30.
DONNEZ-MOI SIGNE DE VIE. – Tourtour (887-42-48), 22 h 30.
LE CORMORAN DE BOUGAINVILLE. – Vincennes, Sorano (374-73-74), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : à 20 h 30 : La vie est un songe.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Dario Fo et Franca Rame : Histoire du Tigre et autres histoires.
BEAUBOURG (277-12-35) Débats-Rencontres-Musée : 18 h 30 : Bibliothèque et télématique ; Cinéma-Vidéo : 13 h, 16 h, 19 h : nouveaux films BPI ; 12 h 30 à 22 h 30 : Journées audiovisuelles internationales 1983.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-24-24), 21 h : Moi.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
FONTAINE (874-74-40), I : 18 h 30 : Mon Isménie - Gibier de potence.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LUCERNAIRE (544-57-34), I : 19 h : Moman ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II : 20 h 30 : la Noce. Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74) 21 h : l'Education de Rita.
NOUVEAUTES (770-52-76), 20 h 30 : hold-up pour rire.
PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : Rêves d'écluses.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Yes, peut-être ; 20 h 30 : la Nourrice des étoiles ; 22 h : Chant du monde.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41), 18 h 30 : Guide des convenances ; 20 h 30 : Conte cruel.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le mal court.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz : Tout a changé ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. – II : 20 h 15 : Version originale ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : les Bonniches.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. – II : 18 h 30 : Pas de fantaisie dans l'orangeade ; 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : la Musica ; 21 h 15 : J. Menaud-Le Mac-Amour.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 18 h 30 : Auto-Censure ; 20 h 30 : Excuse-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.



Lundi 17 janvier

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h : les Adieux du vent du ch'min.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), 20 h 30 : Armason de Colombia.

Les concerts

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : P. Badura-Skoda (Haydn, Beethoven, Mozart, Schubert).
FIAP, 20 h 30 : Ensemble musical Bell'Arte de Paris (Beethoven, Bruch).
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : G. Tacchino (Poulenc, Mozart, Liszt...).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h 30 : Quintette de cuivre de l'O.N.F. (de l'Aisne, Scheidt, Deconst...) ; Auditorium 106, 18 h 30 : Serrita (guitare flamenca).
ATHÉNÉE, 21 h : M. Ewing, J. Tate (Mozart, Schumann, Debussy).
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 20 h 30 : I. Musici, P. Carmirelli (Wassenear, Vivaldi, Haydn, Locatelli, Mozart).

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : Ultravox.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz Jazz Band.
ELYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : R. Guerin Big Band.
FORUM (297-53-39), 21 h : Amina, Cl. Meyers.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Les Gros Raouls.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Roques, A. Jean-Marie, A. Callaz, R. Portier.

En région parisienne

POISSY, Usine-théâtre (074-70-18), 21 h : Avec vue sur la mer.
RUEIL-MALMAISON, théâtre A.-Malraux (749-77-22), 21 h : la Fête à Boris.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : la Brune et Moi, de P. Puicouyoul ; 17 h : La famille dans le cinéma japonais : Nos merveilleuses années, de H. Gosho ; 19 h : H. Carmichael : la Femme aux chimères, de M. Curtiz.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
AMITYVILLE II (LE POSSEDE) (A, v.o.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (261-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 8e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-49) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-20-64)) ; Murat, 16e (615-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
ANNIE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08). – (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Hollywood Boulevard, 9e (246-49-07) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 15e (322-19-23) ; Images 18e (522-47-94).
LA BARAKA (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM 2 (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (à partir de ven.) (522-46-01).
LE BRACONNIER DE DIEU (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gloria, 17e (627-60-20) ; Images, 18e (522-47-94).
BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A., v.o., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83). – V.f. ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Franco-polonais) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82).
DINER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).
DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – (V.f.) : Arcades, 20e (233-39-36) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HECATE (Fr.) (*) : Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Calypso, 7e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (622-57-97).
LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; ».
LE JOURNAL DE CAMPAGNE (Franco-israélien) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).
MORA (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
NEW YORK 42e RUE (A., v.o.) (**) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) :; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).
PIRANHAS II (A., v.o.) (*) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).
PIRATE MOVIE (Aus., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Opéra, 2e (261-50-32).
PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
S.A.S. A SAN-SALVADOR (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24).
SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
TELL ME (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22).
TIR GROUPÉ (*) (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
TRON (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67). – V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA VENGEANCE EST A MOI (Jap., v.o.) (*) Studio Médicis, 5e (633-25-97).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Passy, 16e (288-62-34).
YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00). – Vf. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LES FILMS NOUVEAUX

COMMANDO, film britannique de Ian Sharp. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
MÉNAGE A TROIS, film américain de Bryan Forbes. V.o. : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PRENDS TON PASSE-MONTAGNE, ON VA A LA PLAGE, film français d'Eddy Matalon. U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LA RIVIÈRE DE BOUE, film japonais de Kohei Oguri. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Escurial, 18e (707-28-04) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE RUFFIAN, film français de José Giovanni. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 8e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumond-Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
SALUT LA PUCE, film français de Richard Balducci. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Ambassade, 2e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
TRAVAIL AU NOIR, film anglais de Jerzy Skolimowski. V.o. : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
VIGILANTE (JUSTICE SANS SOMMATION) (**), film américain de William Lustig. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 12e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
WESTERN, film américain, en relief, de Ferdinando Baldi. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (745-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

AGENT X-27 (A., v.o.) : Action-Ecole, 5e (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
ALIEN (*) (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LE BAL DES VAMPIRES (*) (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
CASABLANCA (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
DELIVRANCE (*) (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).
FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).
GILDA (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
HISTOIRE D'O (**) (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).
L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Action-Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).
LE LAURÉAT (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-25).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74).
MIDNIGHT EXPRESS (**) (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
PAPILLON (*) (A., vf.) : Capri, 2e (508-11-69).
PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
PHANTOM OF THE PARADISE (*) (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; Acacias, 17e (764-97-83).
PROVIDENCE (Fr., Ang.) V. ang. : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassien, 14e (329-89-11). – V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).
LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE TAMBOUR (*) (All., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
THE ROSE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
TOM JONES (Ang., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (**) (A., v.o.) Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN MATIN ROUGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE 3e HOMME (A., v.o.) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (*) (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
WANDA (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).



RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 17 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : Douze hommes en colère.
Film américain de S. Lumet (1956), avec H. Fonda, L.-J. Cobb, Ed. Begley, E.-G. Marshall, J. Warden, M. Balsam, J. Fielder. (N.)
Un architecte, faisant partie d'un jury décidant du sort d'un jeune homme accusé de parricide, mène une délibération pour faire changer d'avis les onze autres membres, qui ont voté « coupable » au premier tour. Transposition cinématographique d'une « dramatique » à sujet social et moral de la télévision américaine. Exercice de style en huis-clos. Cela ne peut plus surprendre mais Fonda est superbe.

22 h 10 Magazine-Santé : la révolution cellulaire.
Émission d'E. Lalou et I. Barrère.
Différents laboratoires aux Etats-Unis ont commencé à « domestiquer » la cellule. Une émission réalisée dans les laboratoires de Harvard Medical School à Boston, à l'Institut Salk de San-Diego avec le Pr. R. Guillemin, à l'Institut de Californie avec le Pr. Ligatura ; à Salt Lake City chez le Pr. Devries ; et au Veteran Hospital de Los Angeles avec le Pr. Tourtelotte.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Le Grand Echiquier : Tir au but.
de J. Chancel.
Avec M. Michel Hidalgo, patron de l'équipe de la grande aventure du Mundial en Espagne, M. Platini, M. Trésor, A. Giresse, etc. Le sport pour les handicapés, le point sur la Coupe du Monde et les mille incidents qui s'y sont déroulés. Avec la retransmission de séquences sportives dont la fameuse prolongation du match France-Allemagne historique !

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Le Vieux Fusil
Film français de R. Enrico. (1975), avec R. Schneider, P. Noiret, J. Bouise, M. Ozeray, J. Hansen, R. Hoffmann (Rediffusion).
En 1944, dans un château dont il connait les corridors secrets, un chirurgien de Montauban traque les S.S. qui ont massacré sa femme et sa fille. Il assouvit sa vengeance. Le drame d'un homme brisé qui découvre la haine. Reconstitution de l'occupation allemande, conflit humain, émotionnel, dont la mise en scène de Robert Enrico et l'interprétation de Philippe Noiret font ressentir la douloureuse intensité.

22 h 10 Journal.

22 h 40 Magazine : Thalassa.
Le Salon nautique 1983.

23 h 10 Musi-Club :
La nuit transfigurée de Schœnberg avec A. Moglia, premier violon, Y. Boico, deuxième violon, T. Adamopoulous, premier alto, A. Chaves, deuxième alto, E. Peclard, premier violoncelle, P. Boufil, deuxième violoncelle.

FRANCE-CULTURE

20 h, **Carte blanche** : L'Ombre de G.E. Clancier, par L. Sion.
21 h, **L'autre scène ou les vivants et les dieux** : Henri-Corneille Agrippa et la philosophie occulte.
22 h, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, **Concert** (en direct du Grand Auditorium de Radio-France) ; œuvres de Philidor, Scheidt, Decoust, Pezel, Chostakovitch, Delerue ; par le Quintette de cuivres de l'Orchestre national de France.
22 h, **La nuit sur France-Musique** ; Musique de nuit ; 23 h 5, Aspects de la musique française.

Mardi 18 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 TF 1 Vision plus.
12 h Météorologie.
12 h 10 Suspens.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
A votre santé ; à 14 h 5, télévision scolaire ; à 14 h 25, l'île fantastique ; à 15 h 20, féminin seulement ; littérature, variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Dessin animé.
19 h Histoire d'en rire.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Ballet : le Lac des Cygnes.
Ballet en quatre actes de V.-P. Begitschew et W. Geltser, musique de Tchaïkovski. Orchestre symphonique de Vienne sous la direction de J. Lanchbery, ballets de l'Opéra de Vienne. Avec R. Noureïev et M. Fonteyn.
Le célèbre ballet romantique ou l'histoire d'un lac enchanté.

22 h Variétés : Mégahertz.
d'A. Maneval.
Avec King Créole and the Coconuts ; Haircut 100 ; Joan Jett ; Bananarama, Belles stars et Go Go's.
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : L'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : La vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
Les gardiens du temps.
15 h Série : Hawaï police d'Etat.
15 h 50 Variétés : Joe Dassin à l'Olympia.
16 h 50 Court-métrage.
La Rosette arrosée.
17 h 05 Entre vous.
De L. Beriot. Les handicapés physiques.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).

20 h 40 Film : Cocktail Molotov.
Film français de Diane Kurys (1979), avec E. Caron, P. Lebas, F. Cluzet, G. Fontanel, H. Garcin, M. Puterflam
Une jeune fille en rupture de famille bourgeoise, le garçon qu'elle aime et leur fidèle ami apprennent, à Venise, les événements de Mai 68 et tentent de regagner Paris en auto-stop. Le « Diabolo menthe » d'adolescents « gauchistes » passant à côté de l'histoire. Comédie plus sentimentale que sociale et maladroitement réalisée.

22 h 15 Lire c'est vivre : Gog et Magog, de Martin Buber.
De P. Dumayet. Réal. : R. Bober.
L'histoire des juifs polonais racontée dans « Gog et Magog » de Martin Buber, philosophe allemand et juif (1878-1965), commentée par six invités d'origine juive : difficile mais passionnant.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Lutte ouvrière.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'E. Mitchell et de G. Jourd'hui.
Avec les actualités Gaumont, les dessins animés « Tom et Jerry » (20 h 45) et Tex Avery (22 h 25).
Eddy Mitchell a choisi cette fois :

20 h 50 Film : Jack le tueur de géants.
Film américain de N. Juran (1961), avec K. Mathews, J. Meredith, T. Thatcher, B. Kelley, D. Lummis, R. Mobley.
Un jeune paysan de Cornouailles devient le chevalier servant d'une princesse dont veut s'emparer un magicien ayant à son service des sorcières et des êtres horribles. Imagerie fantastique et atmosphère moyenâgeuse. Les truquages sont particulièrement réussis et impressionnants.

22 h 45 Journal.

23 h Film : les Survivants de l'infini.
Film américain de J. Newman (1955), avec J. Morrow, F. Domergue, R. Reason, L. Fuller, R. Johnson, R. Nichols.
Un savant et une jeune femme spécialistes des recherches nucléaires sont enlevés par une sorte de surhomme cherchant de l'uranium. Il les emmène sur une planète peuplée de « mutants ». Ce film de science-fiction, tourné au temps de la « guerre froide » traduit certaines hantises américaines de l'époque et comporte pas mal de prouesses techniques auxquelles il dut son succès.

0 h 35 Prélude à la nuit.
« Concerto pour flûte en do majeur » de J.-M. Leclair, par l'Orchestre de Cannes - Provence - Côte d'Azur, soliste et direction P. Bender.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : Des villages et des hommes (Portugal et Beaujolais).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe ; à 8 h 50, la vallée aux loups.
9 h 7, **La matinée des autres** : l'image du bandit.
10 h 45, **Etranger mon ami** : Le chemin de Corinthe, de A. Kusniewicz.
11 h 2, **Musique** : Le oud dans les pays arabes (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons** : Mexico.
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Pauvre Blanc », de Sh. Anderson.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier (Farid Paya) ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, *Feuilleton : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.*
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Sciences** : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique, avec J. Petitot.
20 h, **Dialogues** avec P. Salin et M. Aglieta, le système monétaire international est-il un facteur de la crise économique mondiale ?
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, *Musiques du matin* : Œuvres de Revueltas, Debussy, Giuliani, Wieniawski, J. Brahms ; Borodine, Nepomuceno, Salieri.
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, **Le matin des musiciens** : de Saint-Pétersbourg à Leningrad ; œuvres de Moussorgsky, Prokofiev, Chostakovitch, Mossolov, Medtner, Shebalin, Tchaïkovski.
12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui.**
12 h 35, **Jazz** : Jackie Mc Lean ; de Miles à Ornette.
13 h, **Opérette** : « Il Signor Bruschino » de Rossini.
14 4, **Boîte à musique.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Musiciens à l'œuvre** : Aspects de la musique américaine ; œuvres de Barber, Heinrich, Gottschalk, Dowell, Foote.
17 h 5, **Repères contemporains** : Les opéras d'aujourd'hui.
17 h 30, **Les intégrales** : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du Studio 106) : œuvres de Dillon, Arrigo, Bon, Celereau, Lutoslawski, Ives, par l'Ensemble 2 e 2 m.
19 h 38, **Jazz.**
20 h, **Premières loges** : L. Bori, soprano ; œuvres de Verdi, Gounod, Puccini.
20 h 30, **Concert** : Musiques traditionnelles, (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 16 février 1982), « l'Incroyable et Longue Histoire d'un tambour et sa mémoire », M. Saint-Pierre, percussions.
22 h 30, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit ; Jazz-Club (en direct du Studio 106), le groupe BAKEA.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 17 JANVIER

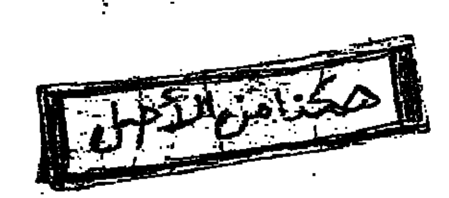
– *M. Jean-Pierre Chevènement*, ministre de la recherche et de l'industrie, répond aux questions des auditeurs de « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

– *M. Jacques Chirac*, maire de Paris, président du R.P.R., est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

MARDI 18 JANVIER

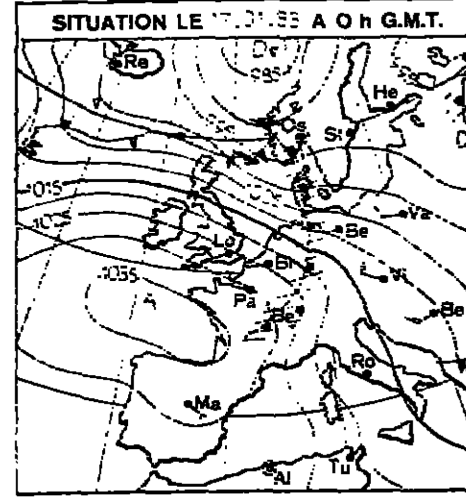
– *Mme Marie-France Garaud*, ancienne candidate à l'élection présidentielle, est reçue à l'émission « Plaidoyer », sur R.-M.-C., à 8 h 30.

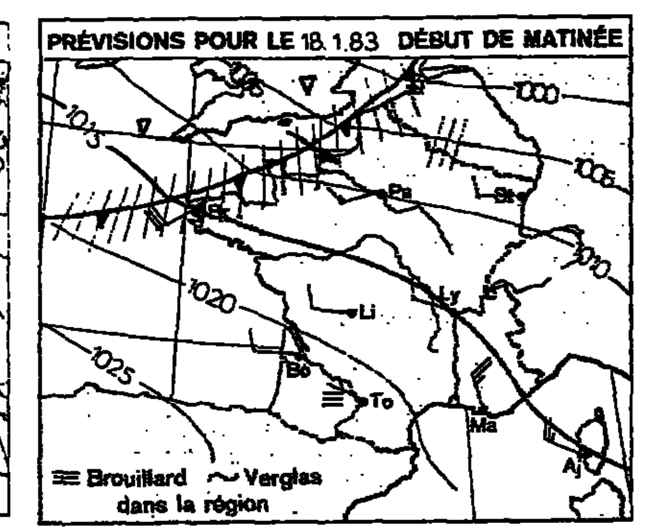




INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE





Évolution probable du temps en France entre le lundi 17 janvier à 0 heure et le mardi 18 janvier à minuit.

Les hautes pressions qui s'étirent du sud du Groenland à l'Espagne dirigent vers la France des perturbations actives poussées par un vent de nord-ouest frais.

Mardi, une zone de pluie et de mauvais temps avec vent fort en mer abordera le matin les côtes de la Manche. Sur le reste de la France, ciel très variable souvent nuageux avec des bancs de brume ou de brouillard de l'Aquitaine au Centre. Des éclaircies plus importantes du bord de la Méditerranée et de la Corse aux Alpes.

Au cours de la journée, le mauvais temps progressera vers le centre du pays, il atteindra, en soirée, les Pyrénées, le Massif Central et le nord des Alpes. Les régions du Sud-Est, provisoirement épargnées, auront du soleil presque toute la journée.

Sur les régions au nord de la Loire et dans le Nord, en milieu de journée, établissement d'un temps plus variable avec ondées mais surtout plus frais.

Sur la moitié nord, 6 à 7 degrés le matin, à peine plus l'après-midi, sur la moitié sud, 4 à 6 degrés au lever du jour puis 10 à 11 degrés dans l'ensemble et même 14 à 15 degrés sur la Corse et le littoral méditerranéen.

Les vents de nord-ouest souffleront fort toute la journée sur la Manche.

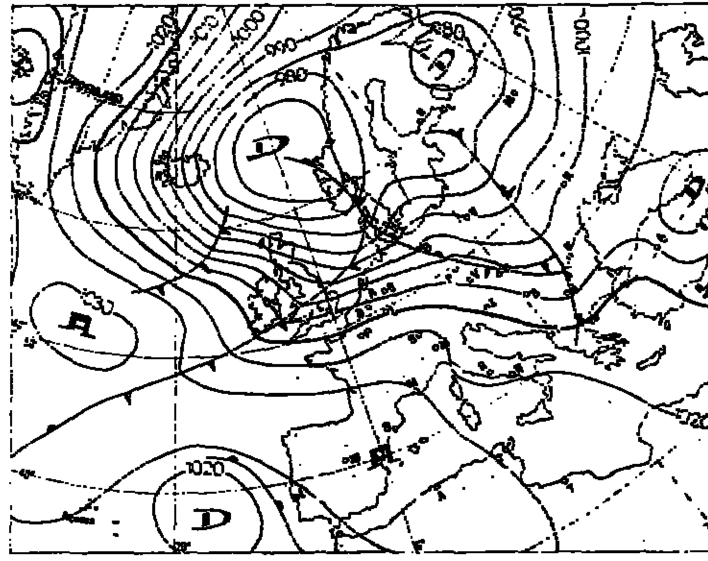
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 17 janvier à 7 heures, de 1 028,8 millibars, soit 771,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 janvier ; le second le minimum de la nuit du 16 au 17 janvier) : Ajaccio, 15 et 2 degrés ; Biarritz, 12 et 6 ; Bordeaux, 11 et 4 ; Bourges, 9 et 7 ; Brest, 10 et 8 ; Caen, 10 et 8 ; Cherbourg, 10 et 7 ; Clermont-Ferrand, 9 et 5 ; Dijon, 10 et 6 ; Grenoble, 9 et 5 ; Lille, 11 et 6 ; Lyon, 10 et 1 ; Marseille-Marignane, 15 et 10 ; Nancy, 9 et 8 ; Nantes, 12 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 9 ; Paris-Le Bourget, 11 et 6 ; Pau, 11 et 5 ; Perpignan, 14 et 11 ; Rennes, 11 et 7 ; Strasbourg, 10 et 7 ; Tours, 9 et 7 ; Toulouse, 11 et 6 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 3 degrés ; Amsterdam, 9 et 7 ; Athènes, 15 et 9 ; Berlin, 6 et 1 ; Bonn, 9 et 8 ; Bruxelles, 10 et 9 ; Le Caire, 15 et 11 ; îles Canaries, 19 et 15 ; Copenhague, 5 et 1 ; Dakar, 28 et 20 ; Djerba, 16 et 8 ; Genève, 7 et 0 ; Jérusalem, 12 et 3 ; Lisbonne, 17 et 7 ; Londres, 11 et 6 ; Luxembourg, 8 et 5 ; Madrid, 15 et 2 ; Moscou, 1 et 0 ; Nairobi, 29 et 14 ; New-York, 2 et 0 ; Palma-de-Majorque, 19 et 2 ; Rome, 16 et 0 ; Stockholm, – 1 et – 11 ; Tozeur, 15 et 7 ; Tunis, 14 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Centre d'information civique rappelle que, depuis le 10 janvier, les électeurs peuvent vérifier que leur nom figure bien sur les listes électorales affichées dans les mairies ; les électeurs ont jusqu'au 20 janvier inclus pour formuler leurs réclamations en cas d'omission ou de résiliation abusive.

D'autre part, le C.I.C. publie un numéro spécial consacré à la nouvelle loi électorale et aux institutions municipales en tenant compte des modifications survenues à la suite de la loi de décentralisation. Ce numéro conçu sous forme de synthèse (huit pages) comporte un tableau qui peut être reproduit dans les bulletins municipaux et qui permet aux électeurs de mieux comprendre la nouvelle loi électorale.

★ Le numéro est à la disposition des maires qui peuvent le demander au Centre d'information civique, 242 bis, boulevard Saint-Germain 75007 Paris (Tél. : 544-14-17).

★ Pour tous renseignements, téléphoner 24 heures sur 24 à Élections Service-Infotel : 544-41-66.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 16 janvier :

UN DÉCRET

● Portant réaménagement de la tarification postale relative aux périodiques édités par l'administration et les établissements publics.

DES ARRÊTÉS

● Fixant la majoration applicable à la fraction de capital des titres d'indemnisation venant à échéance au cours de l'année 1983 ;

● Relatif au traitement automatisé de la liste des entreprises bénéficiaires ou redevables de la section garantie du Fonds européen d'orientation et de garantie ;

● *Modifiant un précédent arrêté* relatif au bruit des véhicules (niveau sonore et dispositif d'échappement).

TROISIÈME AGE

Les différentes formules de pensions à soixante ans

Sur les pensions du régime général des personnes de soixante ans, on sait tout ou presque. Ne manquent que quelques précisions sur la situation de certains salariés, par exemple les Français travaillant à l'étranger. Aussi la C.N.A.V.T.S. (Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés) a-t-elle édité deux dépliants à l'usage du public, intitulés *A quel âge demander votre retraite ?* et *La retraite : comment est-elle calculée ?* (1).

A partir du 1er avril 1983, toute nouvelle pension du régime général — sauf exception — ne pourra être calculée sur un taux supérieur à 50 %. Mais ce taux sera accordé dès l'âge de soixante ans à tous ceux qui justifieront de 150 trimestres de durée d'assurance-vieillesse auprès d'un ou plusieurs régimes de sécurité sociale. Donc, dès que les 150 trimestres seront thésaurisés, le travailleur âgé n'aura virtuellement plus d'avantage — sauf moral ou professionnel — à continuer d'exercer son activité en vue d'améliorer sa pension.

Si le taux maximum limité à 50 % est un retrait par rapport à l'ancienne législation, en revanche les nouveaux taux peuvent se révéler bien plus avantageux pour ceux qui, par un travail précoce, ont acquis un nombre important de trimestres sans pour autant justifier de 150 trimestres.

Pour évaluer ce taux, on joue alternativement sur le nombre de trimestres ou sur l'âge — pour ne retenir que le critère le plus favorable à l'assuré — alors qu'auparavant seul l'âge déterminait le taux. Par exemple, à soixante ans, le taux était fixé à 25 % quel que soit le nombre d'années de cotisations. Au 1er avril 1983, un salarié âgé de soixante ans, mais justifiant de 140 trimestres, bénéficiera d'un taux de 37,5 %. Antérieurement, il aurait dû attendre d'avoir soixante-deux ans et demi pour y avoir droit. Si, au contraire, ce n'est qu'à l'âge de soixante-quatre ans que l'intéressé comptabilisera 140 trimestres, c'est l'ancien taux de 45 % qui lui sera appliqué — vu son âge, — car, dans cette circonstance, il serait pénalisé par le nouveau taux de 37,5 %.

Pour obtenir, ensuite, le montant de la pension qui sera versée, il faut appliquer ce taux au salaire moyen des dix meilleures années. Si l'assuré a 150 trimestres, la pension sera intégralement servie. Sinon, elle sera proportionnelle aux années de cotisations. La pension se calcule ainsi :

$$\text{Salaire moyen} \times \text{taux} \times \frac{\text{nombre de trimestres}}{150}$$

Par exemple, un assuré âgé de soixante ans avec 140 trimestres de cotisations et un salaire moyen de 52 000 F obtiendra une pension de :

$$52\,000 \times \frac{37{,}5}{100} \times \frac{140}{150}$$

soit 18 200 F par an ou 4 550 F par trimestre.

Avec l'ancien système, cet assuré n'aurait bénéficié que d'un taux de 25 % et donc n'aurait obtenu que 3 033 F de pension trimestrielle.

Pour tous ceux qui à l'âge de soixante-cinq ans n'auraient pas encore pu faire le plein de leurs 150 trimestres, il est prévu un « bonus » de 2,50 % par trimestre d'ajournement au-delà de leur soixante-cinquième anniversaire pour qu'ils puissent prétendre à une pension complète.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) *Ces dépliants sont disponibles à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés, 110-112, rue de Flandres, 75019 Paris, tél. : 203-96-57, et dans toutes les caisses régionales d'assurance-maladie.*

PARIS EN VISITES

MARDI 18 JANVIER

« L'Opéra », 13 h 15, vestibule d'Honneur, Mme Allaz.

« Manufacture des Gobelins », 14 h 30, 42, avenue des Gobelins, Mme Hulot.

« Crypte archéologique de Notre-Dame », 15 heures, parvis côté Préfecture, Mlle Leclercq.

« Hôtel royal des Invalides », 15 heures, cour d'honneur statue de Napoléon, Mme Legrégeois.

« Hôtel Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Vermeersch, (Caisse nationale des monuments historiques).

« De Carthage à Kairouan », 15 h 15, Petit Palais, (Approche de l'Art).

« L'Hôtel des Ventes », 15 heures, métro Richelieu-Drouot, Mme Ragueneau.

« Souterrains du collège des Bernardins », 15 heures, église Saint-Julien-le-Pauvre, Mme Moutard, (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).

« Le couvent des Bernardins et le quartier Maubert », 15, heures, 24, rue de Poissy, Mme Hager.

CONFÉRENCES

MARDI 18 JANVIER

14 h 30, 62, rue Madame, « L'art de l'Ancien Empire égyptien », (Arcus).

14 h 30, 109, rue de Rivoli, A. Fochier-Henrion : « La vieille Russie : l'anneau d'or de la Moscovie », (Le monde et son histoire).

15 heures, 71, rue de la Pompe, S. Saint-Girons : « Toulouse-Lautrec », (projections).

18 heures, 12, rue Vivienne, C. Truchot : « Le yoga et le corps occulte », et 19 h 45, J. d'Ares : « Symbolique et mystique des nombres », (Ergonia).

18 h 30, 5, rue Las-Cases, A. Guillermou : « Être chrétien aujourd'hui », (Union des croyants).

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, M. Tavernier : « Pourquoi bonheur rime avec rigueur », (Université populaire de Paris).

20 heures, 60, boulevard Latour-Maubourg, J. Haab : « Sens hermétique et traditionnel de la Toison d'Or », (Université holistique).

20 h 30, 59, rue de Fontaine-au-Roi, A. Micaleff : « Théologie et conjoncture politique ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3365

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									■
III		■			■				
IV							■		
V		■		■				■	
VI									
VII				■		■			■
VIII								■	
IX					■				
X			■						
XI					■				

HORIZONTALEMENT

I. Conseil d'administration. — II. Il est gros pour les gens qui ont la « ligne ». — III. Tient au corps. Ce qu'ils éprouvent pour nous n'est pas toujours agréable. — IV. Relatif à une période. Symbole de richesse. — V. Est plus utile à la maison qu'à courir les rues. — VI. Amène des éclaircissements à un chef. — VII. Son ramage se rapporte à son plumage. Peut s'extraire pour un petit calcul. — VIII. Faux saint à dessein. — IX. Intouchable dans la réalité. Terme de communication. — X. En vogue. Elle nous abuse quand on croit l'avoir. — XI. Neige dure. Garde son humeur dans la chambre.

VERTICALEMENT

1. Manifestation incontrôlée qui ne se passe pas sans heurts. — 2. C'est n'importe qui. Ronde qui se fait par quartiers. — 3. A besoin de prendre l'air. — 4. Nom de certains lits anglais. Avec lui, on a l'air ou la chanson. — 5. Note. Est remis à sa place. — 6. Chanteur dans le vent. On la fait mousser en Belgique. — 7. Fait dire merci quand on le sait. De pratique courante. — 8. Ville d'Allemagne. Adverbe. Hante les rêves de l'amoureuse. — 9. Ordre qui fait filer. Période où l'on met tout sur le dos du Père.

Solution du problème n° 3364

Horizontalement

I. Parfumerie. Marc. — II. Opium. Ni. L.S.D. Eh ! — III. Spéléologue. Ana. — IV. Ta. Si. Adné. Or. — V. Erg. Starlette. — VI. Sels. Es. Ariette. — VII. Nô. Ho ! An. Rira. — VIII. Scie. Leste. Nipa. — IX. Ter. Rosse. Atlas. — X. Es. Guérir. Lis. — XI. AD. Huissier. Eta. — XII. Te. Olé ! Sénat. — XIII. Emeri. De. Acérés. — XIV. Goutte. Ut. Api. — XV. En. Semer. Festin.

Verticalement

1. Postes. Stratège. — 2. Apparence. Démon. — 3. Rie. Gloire. Eu. — 4. Full. Shorts. — 5. Ume. Ulite. — 6. Ostéologie. EM. — 7. Enlias. Esus. — 8. Rio. Assesseur. — 9. Galanterie. — 10. Eluder. Iéna. — 11. Sentir. Arraché. — 12. MD. Eteint. Te. — 13. Etrille. Rat. — 14. Réno. Tapait. Epi. — 15. Charge. Assassin.

GUY BROUTY.

CARNET

Naissances

— Alain et Brigitte GENESTAR ont la joie d'annoncer la naissance de
Victor,
à Chartres, le 9 janvier 1983.
11, avenue d'Aligre,
28000 Chartres.

— Alexandra et Natacha,
Christine PURCE et Denis JOXE,
sont heureux d'annoncer la naissance de
Julien,
le 25 décembre 1982, à 20 h 55.
54, rue Henri-Barbusse, 75005 Paris.

Claire et Christian
ROTH-MATHIESEN
sont heureux d'annoncer la naissance de
Alexandre.
Nairobi/KE, 3 janvier 1983.
29 *bis*, rue Legendre, Paris-17e.

Mariages

— M. et Mme René Ravaud,
Le docteur et Mme Jacques Rambaud,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,

Didier RAVAUD,
ancien élève de l'ESSEC,
avocat au barreau de Paris,
et
Anne RAMBAUD,

célébré le 15 janvier 1983 en l'église Saint-Sulpice de Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Paul-Marcel BUNISSET,
professeur honoraire,
ancien maire adjoint de Cherbourg,
président de la section
de la M.G.E.N. de la Manche,
vice-président de la Fédération
des œuvres laïques de la Manche,
ancien secrétaire départemental
de la F.E.N.
chevalier
dans l'ordre national du Mérite,
chevalier du Mérite social,
officier des Palmes académiques,
survenu à Agon (50) le 10 janvier 1983.
Ses obsèques ont eu lieu le 12 janvier à Agon.
De la part de Mme Bunisset et de ses enfants.

— M. Claude Cottin-Euziol et Mme, née Georgette Cottin,
Le docteur Gabriel Cottin-Euziol et Mme, née Claude Cammas, et leur fils Edouard,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mme COTTIN Céline,
née Lecucq,

survenu le 9 janvier 1983 en sa quatre-vingt-sixième année à Antibes.

Résidence La Pinède,
8, avenue Notre-Dame,
06160 Juan-les-Pins.
205, boulevard Vincent-Auriol,
appartement 606, 75013 Paris.

— M. et Mme Bernard de Courteix,
M. et Mme Pierre d'Haultfœuille, ses enfants,
Marc et Emmanuel d'Haultfœuille, ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. François COURTHIEU,
docteur en droit,
ancien directeur général
de la Société juridique
et fiscale de France,
le 14 janvier 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des sacrements de l'Eglise.
La *cérémonie religieuse* aura lieu le mardi 18 janvier 1983, à 10 h 30, en l'église du Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, 75012 Paris, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.
123, rue de Reuilly,
75012 Paris.
15, rue de l'Amiral-Roussin,
75015 Paris.
56, rue de Fécamp,
75012 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean LACOTTE,
ingénieur E.T.P.,
survenu le 4 janvier 1983.
De la part de
Mme Jean Lacotte,
M. et Mme Marc Lacotte,
Bertrand, Caroline et Christian Lacotte,
M. Marcel Decaux,
Mme Emile Charpentier et ses enfants,
M. Gérard Decaux,
Sa famille et ses amis.
La cérémonie religieuse a eu lieu le 6 janvier dans l'intimité en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.
Cet avis tient lieu de faire-part.
31, avenue Bugeaud,
75116 Paris.

— Les membres de la section d'espagnol de l'université de Dijon ont la profonde tristesse de faire part du décès de
M. Albert MAS,
professeur honoraire,
de l'université de Dijon,
officier
dans l'ordre des Palmes académiques,
survenu le 10 janvier 1983, dans sa soixante-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu le 13 janvier en l'église Saint-Bernard de Fontaine-lès-Dijon.

— Marie-France Michel, née Deschamps, et Laurent,
Max et Eliane Michel,
Ghislaine et Michel Somnolet,
Florence Michel,
Joëlle et Giampaero Gentili,
Lucienne Michel,
Simone Meaulle de Ayala,
Jacques de Boistel,
Rosie Deschamps,
Brigitte et Gérard Deschamps,
ont la douleur d'annoncer le décès, à l'âge de vingt-neuf ans, de leur époux, père, fils, frère, petit-fils, gendre et beau-frère,
Patrick MICHEL,
interne des hôpitaux de Paris.
Les obsèques ont eu lieu à Aincourt le 13 janvier 1983.
La Closerie,
7, rue de la Chapelle-Saint-Sauveur,
Aincourt 95510 Vetheuil.
14, avenue de Grande-Bretagne,
69006 Lyon.

— « La mort au service de la vie. »
Il nous est annoncé le décès, survenu le 10 janvier, de
M. Victor RICHARD,
de son vivant expert-comptable.
Selon la volonté du défunt, le deuil ne sera pas porté et son corps a été remis à la faculté de médecine de Paris.
46, rue Vital, 75016 Paris.

Anniversaires

— Ce jour, 18 janvier, il y a huit ans, que
Georges GOVY,
nous a quittés. Que ceux qui l'ont connu et estimé aient pour lui une pensée amicale.

Avis de messes

— Le jeudi 20 janvier, à 18 heures, une messe sera célébrée à la mémoire de
René CLÉMENT,
décédé le 12 décembre 1982, en la crypte de la chapelle des Missions étrangères, 128, rue du Bac, Paris-7e.

Messes anniversaires

— Pour le quatorzième anniversaire du rappel à Dieu du
médecin général inspecteur
Raymond DEBÉNEDETTI,
une prière est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe célébrée le samedi 22 janvier 1983, à 18 h 15, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran.

Communications diverses

— La réunion des anciennes élèves de Notre-Dame-de-Sion des Maisons de France et de tous pays aura lieu le jeudi 20 janvier 1983, à partir de 16 heures, 61, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Messe à 17 h 30.

— Loge l'Equerre n° 4. Jeudi 27 janvier, 19 h 30. Régime écossais *rectifié*. Cérémonie de réception au premier grade. Sur invitation. M.N.F. B.P. 81 75160 Paris, Cedex 04. Envoi charte Maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

Le Monde

ECONOMIE

Pour une politique agricole « productiviste »

par DENIS BERGMANN (*)

LES politiques agricoles nationales et européennes n'ont pas assez pris en compte les renversements de l'économie mondiale et les transformations technologiques et institutionnelles de l'agriculture. Elles restent axées sur des méthodes classiques de soutien des prix à des niveaux élevés et de saupoudrage d'une multitude d'aides peu efficaces et contradictoires. Une réorientation est nécessaire. Celle qui est exposée ici en dix propositions (thèses) repose sur un diagnostic : la constatation du poids croissant de l'extérieur ; le complexe agro-alimentaire français travaille à près d'un tiers pour l'exportation. La prescription donne la priorité aux interventions structurelles qui seules permettent de concilier, le moins mal possible, l'inéluctable baisse des prix réels avec le maintien de revenus acceptables pour une fraction significative des agriculteurs.

● Thèse 1. – UN ENVIRONNEMENT PROFONDÉMENT CHANGÉ.

Depuis trente-cinq ans, l'agriculture française a plus que doublé sa production. Il suffit de regarder vers l'Est ou le tiers-monde pour mesurer combien l'abondance qui en résulte présente d'avantages. Cette croissance a été obtenue malgré une baisse profonde de la population agricole active, par la substitution, à ces travailleurs, de quantités considérables de capital fixe (machines et bétail) et circulant (engrais, carburant, produits chimiques...). Cela s'est accompagné d'une réduction de moitié en trente ans du nombre des exploitations agricoles – donc un doublement de leur superficie moyenne. Mais cette dernière donnée ne reflète pas bien la réalité. En effet, près de 400.000 exploitations, sur les 1.200.000 recensées en 1980, occupent moins de l'équivalent d'un travailleur/année et ne fournissent que 8 % de la production. A l'autre extrême, les 200.000 exploitations aux plus fortes productions assurent près de 60 % de toute la production.

Cette agriculture – et surtout son avant-garde – est engagée dans un ensemble complexe de mutations technologiques à peu près impossibles à arrêter dans une économie ouverte. Comment d'ailleurs envisager de freiner la recherche quand la *population mondiale* croît encore très vite et qu'il est impératif de réduire l'écart, insupportable sur une petite planète, entre la productivité de l'agriculteur de la Marne – dépassant 400 tonnes de grain par an – et celle du Sahélien – n'approchant 400 kilos que les bonnes années ?

A cette pénétration de la science correspond une transformation des mentalités et des modes de vie qui réduit considérablement la valeur des discours folkloriques sur la spécificité du monde paysan.

● Thèse 2. – UNE ORIENTATION EXPORTATRICE DE PLUS EN PLUS MARQUÉE.

La croissance de la production agricole française est non seulement nécessaire, elle est inévitable. Or la consommation intérieure est saturée et la stagnation prévisible de la population et des revenus ne donne aucune raison de penser qu'elle peut s'accroître. La consommation des autres pays de la C.E.E. étant soumise aux mêmes forces, il est difficile d'espérer exporter beaucoup plus sur ce marché préférentiel. Les suppléments de production doivent *dont être exportés hors* C.E.E., *sur* des marchés mondiaux où le seul moyen pour vendre est d'offrir des produits demandés à des prix bas. Cela implique une révision radicale de la politique des prix communautaires. Il était à la rigueur possible de les maintenir élevés dans le cas d'une C.E.E. déficitaire et donc importatrice nette. Pour les produits dont la Communauté devient excédentaire, le rapprochement des prix intérieurs avec ceux du marché mondial est inévitable car il correspond à une double logique : celle selon laquelle un pays ou ensemble douanier ne peut être fortement protectionniste pour ce qu'il exporte ; celle du réalisme budgétaire, l'exportation subventionnée (dumping) des excédents communautaires achetés au prix fort n'est plus supportable quand les quantités en cause s'accroissent.

● Thèse 3. – LES AGRICULTEURS FRANÇAIS PEUVENT ACCROITRE LEUR PART SUR LE MARCHÉ COMMUNAUTAIRE.

La France a un potentiel agricole remarquable. La logique de la concurrence et de la division du travail résultant de la libre circulation, qui est l'essence du Marché commun, devrait donc conduire à un certain déplacement des productions agricoles tempérées de base (céréales, fourrages, ruminants) vers les meilleures zones, souvent françaises, au détriment des régions plus ingrates où un certain recul (extensification) de la production devrait se produire. C'est en fonction de ce principe que, de 1970 à 1981, la production laitière a augmenté de 95 % en Bretagne et de 20 % seulement en Franche-Comté.

Cette évolution favorable à la France ne doit pas être contrecarrée par des montants compensatoires monétaires ou par des importations excessives d'aliments du bétail. Elle exige une meilleure formation des agriculteurs *(thèse 7)*. Elle ne peut *être critiquée par nos partenaires* car elle correspond à l'application de principes libéraux auxquels ils sont, verbalement du moins, attachés.

● Thèse 4. – L'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE EST POSSIBLE ET JUSTIFIÉE.

Tous les spécialistes reconnaissent que la meilleure solution aux difficultés alimentaires du tiers-monde est le développement de l'agriculture locale. Mais l'augmentation de production nécessaire ne se réalisera pas en raison de multiples difficultés, d'insuffisances administratives et de l'adoption de politiques anti-agricoles. Même si ces erreurs sont corrigées, de nombreux pays d'Asie et d'Afrique auront, pendant au moins vingt ans, des besoins d'importations accrus – principalement en céréales, que la France est bien placée pour fournir, et accessoirement en produits laitiers et en viande. Dans de nombreux pays sous-développés, il existe des groupes de privilégiés qui souhaitent imiter nos modes de consommation. (Cela est une constatation non un jugement moral.)

Hors le cas de pays pétroliers et miniers, une part des achats de céréales devra être financée par des dons. Les pays riches ne pourront pas refuser des transferts de ce genre. Les spécialistes honnêtes de l'aide alimentaire savent qu'elle peut être organisée pour réduire ses effets néfastes sur l'incitation à produire des agriculteurs du pays bénéficiaire.

Les besoins existent donc. Mais, diront certains, pourquoi ne pas compter sur les États-Unis, l'Argentine, l'Australie... pour les couvrir ? La réponse essentielle est qu'il n'y a pas assez de régions privilégiées et à très bas coût de production pour nourrir la planète ; il faut avoir recours à des zones moins favorables – pour le plus grand bien des agriculteurs (et propriétaires fonciers) aux coûts plus bas, qui perçoivent alors ce que la théorie économique appelle une rente. Mais, dans la hiérarchie des coûts de production du lait, il semble bien que l'Ouest français, s'il vient après la Nouvelle-Zélande, arrive avant les États-Unis. Pour le blé, nos bonnes régions sont presque compétitives. Comme les rendements y augmentent trois fois *plus vite que ceux des États-Unis*, les écarts qui subsistent dans les coûts de production vont se combler.

(Lire la suite page 19.)

(*) Directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique.

Le retour de l'or

LES chances de voir le cours de l'or continuer à monter paraissent aujourd'hui plus grandes que le mouvement inverse. Pour quelles raisons ?

Ce n'est pas un hasard si le point le plus bas atteint depuis l'extraordinaire flambée des *cours de l'automne 1979 et du* début de 1980 (850 dollars l'once le 21 janvier à Londres) l'a été au mois de juin de l'année dernière (297 dollars le 21 de ce mois-là). La politique restrictive des autorités monétaires américaines du système de Réserve fédérale (Institut d'émission des Etats-Unis) faisait alors sentir son plein effet, qui se traduisait par un dangereux resserrement des trésoreries. Tant et si bien que quelques faillites retentissantes, touchant pourtant des établissements de second ordre, mais liés à plusieurs des grandes banques américaines (Continental Illinois, Chase Manhattan Bank, etc.), risquaient de déclencher une crise financière de première grandeur. Sous couvert de quelques modifications techniques – abandon des objectifs de croissance concernant la masse monétaire dans sa définition la plus stricte, (ou MI), – le Fed commença à assouplir sa politique dès le mois de juillet, afin de fournir aux banques les ressources liquides dont elles avaient besoin. La mise en veilleuse du monétarisme devait provoquer une première et encore timide reprise de l'or.

Au mois d'août, les vives inquiétudes des autorités monétaires devaient se muer en grande peur. L'annonce par le Mexique, l'enfant chéri des banques, qu'il était dans l'incapacité de faire face à ses obligations de remboursement allait jouer l'effet d'un détonateur. Ce n'est pas trop dire que, pendant quelques semaines, la communauté financière internationale eut le sentiment que le sol se dérobait sous ses pieds, une débâcle générale, dans le pur style des grandes crises de liquidités du passé, risquant de faire apparaître au grand jour ce qui est malheureusement un trait permanent de la situation actuelle du monde, à savoir l'extrême fragilité des plus grands établissements bancaires *qui ont prêté plusieurs fois leur* capital à des débiteurs douteux (étrangers ou... nationaux). Ce n'est pas un hasard non plus si le prix de l'or s'est rapproché de 500 dollars l'once au début de septembre, au moment où allait se réunir l'assemblée générale du Fonds monétaire dans un climat proche de la panique. La hausse était conséquente de ce qu'on a *appelé la fuite vers les actifs de* qualité. Si le marché devait, à l'automne, se détendre quelque peu (à l'automne, grâce à la promptitude avec laquelle le F.M.I. et les banques sont venus au secours du Mexique, puis de l'Argentine, du Brésil, etc.), la hausse a repris à vive allure à la fin de l'année dernière pour s'accélérer pendant la première quin*zaine de janvier*.

C'est que la leçon des derniers événements n'a pas été perdue. Les dangers que fait courir la déflation au système bancaire et à l'activité économique sont tels qu'au risque de relancer à terme l'inflation les autorités monétaires sont déterminées à maintenir à flot les multiples bénéficiaires (Etats et entreprises) de diverses formes de moratoires par des crédits de survie. Dans un tel climat, l'or retrouve un double attrait. Il apparaît comme un actif liquide particulièrement sûr ; il offre une garantie contre une nouvelle baisse dans la valeur des monnaies. Des politiques monétaires moins restrictives fournissent à la fois un motif pour acheter de l'or et les moyens de paiement pour passer aux actes...

PAUL FABRA.

Le poids de l'endettement pour les ménages

Le gouvernement vient d'abaisser le taux d'intérêt pour les prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP), tandis que d'une façon générale le coût des crédits à moyen et long terme doit diminuer par suite de la réduction d'un demi-point du taux de base bancaire (12,25 % auxquels s'ajoutent divers agios et commissions). Ces mesures paraissent d'autant plus opportunes que la part des dépenses d'investissement des ménages tend à diminuer, tandis que la fraction de leurs ressources consacrée au remboursement d'emprunts antérieurs augmente, comme le montre ci-dessous le professeur Babeau dans un article qui examine l'évolution de la notion d'épargne des ménages dans une économie d'endettement.

par ANDRÉ BABEAU (*)

LA comptabilité nationale s'est, comme on le sait, beaucoup inspirée des relations macro-économiques keynésiennes. Parmi celles-ci, la relation d'égalité entre l'épargne et l'investissement est sans doute la plus connue. L'égalité keynésienne visait naturellement l'investissement au sens large (investissement matériel et placements monétaires ou financiers). C'est ce qu'a voulu traduire la relation ressources-emplois souvent utilisée en comptabilité nationale pour les ménages :

Epargne = Investissement + capacité de financement.

Mais cette relation est très pauvre en information : la notion de capacité de financement (souvent appelé de façon bien maladroite épargne financière) ne correspond pas, en fait, aux placements financiers des ménages ; il ne s'agit que d'un solde, différence entre les placements financiers nouveaux observés dans les différents circuits de collecte et la variation d'endettement des ménages au cours de la même année. Dans une période où la variation d'endettement est chaque année importante, on mesure de quelle information on se prive en se référant à une équation qui est en quelque sorte tronquée.

Une seconde raison pour répudier cette relation simpliste est que, en l'écrivant, on semble affecter l'épargne de façon privilégiée au financement de l'investissement, et donc laisser l'endettement contribuer à la croissance des placements financiers, alors que, dans la réalité, ce serait plutôt l'inverse : seule la partie autofinancée de l'investissement (l'apport personnel pour le logement, par exemple) correspond à une ponction opérée sur l'épargne, le reste de l'épargne étant consacré soit aux remboursements d'emprunts, soit aux placements financiers.

L'idée qui s'impose alors et à laquelle aurait certainement souscrit Keynes est de faire apparaître l'endettement nouveau pour ce qu'il est, c'est-à-dire, en flux, une ressource des ménages, ce qui permet de faire ressortir en emplois, de façon tout à fait claire, non seulement les placements financiers réellement observés, mais encore cette affectation prioritaire que constituent les remboursements d'emprunts. La relation devient :

Epargne + emprunts nouveaux = Investissement + placements financiers + remboursements d'emprunts.

C'est là, nous semble-t-il, l'équation fondamentale à établir entre les ressources financières des ménages et l'ensemble de leurs emplois, car elle seule permet d'interpréter correctement l'évolution de chacune des composantes : en particulier cette relation montre qu'on ne doit pas non plus établir l'égalité investissement = emprunts nouveaux, puisque, comme on l'a dit, la part autofinancée de l'investissement est bien prise sur l'épargne, cependant que cette dernière est aussi affectée aux placements financiers et aux remboursements d'emprunts.

Baisse des investissements

Du côté des *ressources*, on a le plus souvent étudié séparément les comportements d'épargne, alors qu'ils ne sont probablement pas indépendants des comportements d'endettement. Mais le sens de la relation au niveau global est difficile à préciser : s'endette-t-on plus quand on épargne moins, comme le suggère le gros bon sens, ou bien épargne et emprunts nouveaux varient-ils dans le même sens, par exemple en fonction du montant des projets d'investissements retenus ? Seules des études approfondies pourraient répondre de façon un peu précise à ce type de questions.

Pour le moment, contentons-nous de proposer deux observations (voir tableau ci-dessous, qui ne fournit pour les dix années de la période que des ordres de grandeur) : les parts des deux ressources varient assez fortement d'une année sur l'autre, mais la part de l'épargne reste toujours largement majoritaire ; cependant, en 1979 et 1980, à la suite simultanément d'une baisse des taux d'épargne mesurés par rapport au revenu disponible et d'une hausse des taux d'endettement mesurés de la même façon, la part de l'endettement nouveau dans les ressources financières des ménages a atteint des niveaux inconnus jusque-là. Il s'agit là d'un phénomène important que l'étude isolée de l'épargne a sans doute contribué à masquer.

Du côté des *emplois*, la relation proposée permet également une analyse claire des évolutions. Les remboursements des emprunts à moyen et long terme sont sans doute le premier emploi à considérer : il s'agit d'une obligation contractuelle ; la part de ces remboursements dans le total des emplois a fortement et régulièrement crû : elle dépassait de peu 10 % en 1972, elle atteint 17 % en 1981. C'est seulement une fois que ce premier emploi est mis de côté que les ménages peuvent songer à affecter le reste de leurs ressources financières.

La part des investissements (logement et investissement des entreprises individuelles) dans l'ensemble des emplois oscille autour de 40 %, mais avec une tendance à la baisse : on notera, en particulier, le décrochement de 1975 qui correspond à un premier tassement en volume des investissements des ménages dans le logement. Du côté des placements financiers, l'on remarque que leur part est, en général, au-dessus de 45 %, avec une pointe, en 1975, à près de 50 %, en raison d'un fort taux d'épargne et du faible niveau d'investissement qui vient d'être signalé.

L'évolution probable

Que peut-on dire de l'évolution respective de ces parts dans un contexte de contraction de l'ensemble des ressources financières des ménages ? Du côté gauche de la relation, on peut s'attendre simultanément, sauf fait nouveau, à un tassement de l'épargne et des emprunts, de sorte que l'évolution de la part de chacune de ces deux ressources est difficile à prévoir ; cependant, si, compte tenu des niveaux actuels des taux d'intérêts, les emprunts aidés ne prenaient pas suffisamment le relais des emprunts non aidés, la réduction du montant global des emprunts en valeur réelle serait sans doute nettement plus forte que celle de l'épargne.

Côté emplois, une chose paraît acquise : par nature, les remboursements d'emprunts possèdent une inertie plus grande que les investissements ou les placements financiers *des ménages : leur part dans* l'emploi de ressources financières en décroissance devrait donc mécaniquement s'accroître et réduire d'autant la part laissée aux deux autres emplois. L'évolution du poids respectif de ces derniers est difficile à prévoir : si, cependant – hypothèse faite ci-dessus, – les investissements dans les logements aidés n'étaient pas assez stimulés, la part des investissements dans le total des emplois des ressources financières pourrait encore diminuer quelque peu et celle des placements financiers se maintenir ou même s'accroître légèrement ; mais il ne s'agirait, bien sûr, que d'un accroissement relatif dans un ensemble dont l'importance en valeur réelle tendrait à décroître.

(Lire la suite page 18.)

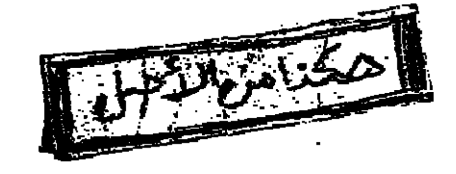
(*) Professeur à l'université de Paris-Dauphine.

LES RESSOURCES FINANCIÈRES (en %) DES MÉNAGES ET LEURS EMPLOIS

FRANCE – 1972-1981 : la part consacrée aux remboursements ne cesse d'augmenter

ANNÉES	RESSOURCES			EMPLOIS			
	Épargne brute	Emprunts nouveaux	TOTAL	Investissements	Placements financiers	Remboursements	TOTAL
1972	62,1	37,9	100,0	41,4	47,6	11,0	100,0
1973	65,0	35,0	100,0	43,1	44,8	12,1	100,0
1974	61,3	28,7	100,0	45,3	41,5	13,2	100,0
1975	70,5	29,5	100,0	38,7	49,5	11,8	100,0
1976	65,1	34,9	100,0	39,1	47,7	13,2	100,0
1977	67,2	32,8	100,0	40,1	46,1	13,8	100,0
1978	66,3	33,7	100,0	36,4	47,5	16,1	100,0
1979	56,6	43,4	100,0	38,2	46,2	15,6	100,0
1980	58,6	41,4	100,0	40,5	42,4	17,1	100,0
1981	62,7	37,3	100,0	37,7	45,3	17,0	100,0

* Les emprunts nouveaux et les remboursements ne concernent que les emprunts à moyen et long terme. D'autre part, on sait qu'en raison de la présence d'un « ajustement » parfois important la somme des emplois n'est en réalité jamais égale à celle des ressources.



Point de vue

L'éternel retour des crises monétaires

par MICHEL AGLIETTA
et ANDRÉ ORLÉAN

Michel Aglietta, professeur à l'université d'Amiens, ancien administrateur de l'INSEE, et André Orléan, administrateur à l'INSEE, sont les auteurs d'un livre intitulé *la Violence de la monnaie* (« le Monde de l'économie » du 16 novembre 1982). Ils exposent ici leur analyse de la crise financière actuelle dont les caractéristiques essentielles ne sont pas fondamentalement différentes de celles de 1930. La question qui se pose aujourd'hui est d'empêcher les créanciers d'imposer leurs « solutions déflationnistes »...

LA théorie monétariste ne voit dans la récurrence des difficultés monétaires qu'une succession d'ajustements conjoncturels. Notre thèse est que les structures monétaires et financières sont des pôles de condensation où s'accumulent *progressivement* les tensions, où s'élaborent souterrainement de nouveaux projets stratégiques rassemblant des agents économiques jusqu'alors dispersés. Aussi les institutions monétaires obéissent-elles à une logique qui ne conduit pas nécessairement à une résorption des difficultés. *Cela* est apparu clairement à l'occasion des chocs pétroliers. Le système monétaire international n'a pas engendré des processus de rappel qui auraient nécessité de fortes pressions sur les pays débiteurs. Au contraire, il a permis le développement d'une structure fortement polarisée entre pays créanciers et débiteurs, permettant aux pays déficitaires de conserver leurs stratégies de développement, de reporter dans l'avenir leurs contraintes de paiement grâce à *des promesses indéfinies de re*cettes en devises sur leurs exportations. D'une manière générale, la période 1967-1979 a connu une domination des pôles *débiteurs* dans la définition des politiques monétaires et des règles de gestion bancaire. *La crise n'était* perçue *que* comme un aléa conjoncturel dont on croyait sortir par une conservation des schémas de croissance passés, à la fois en termes de plans de dépense des ménages ou de projets d'investissement.

Mais l'incapacité des débiteurs à transformer en profondeur l'appareil de production et les relations de travail, et ainsi à faire émerger des perspectives d'accumulation du capital rentables à long terme, s'est traduite par une montée irrésistible de l'endettement. *Celle-ci* a nécessité l'extension des procédures quasi automatiques de refinancement bancaire par les banques centrales. Car les marchés financiers tels qu'ils existent dans la réalité diffèrent notablement de l'image qu'en donne la *théorie monétariste : ils sont* myopes. Les opérateurs agissent par reproduction mécanique des règles et croyances héritées de la période antérieure en dépit des changements dans les conditions économiques qui les invalident. On a pu le constater dans leur incapacité à anticiper correctement les effets du surendettement, à savoir le retournement des taux d'intérêt réels et les problèmes de solvabilité que connaissent aujourd'hui les gros débiteurs, tout particulièrement certains pays en voie de développement.

L'économie d'endettement généralisé, dans le mouvement même de son développement, donne des armes aux créanciers initialement défavorisés par la souplesse de l'offre de crédit. D'une part, le surendettement rend les banques plus fra*giles et*, partant, *plus réceptives* aux pressions des prêteurs. Ceux-ci vont alors tenter d'infléchir les comportements bancaires à travers leur gestion de portefeuille. D'autre part, il nourrit la spéculation sur les changes. Celle-ci a été l'arme privi*légiée des créanciers cherchant* à protéger le pouvoir d'achat de leurs actifs liquides. La centralisation du crédit bute alors sur des contraintes d'ordre politico-économique : elle active le conflit entre créanciers et débiteurs pour le contrôle des condi*tions de financement.* Il *s'agit d'un* processus graduel au cours duquel se constitue et se renforce une communauté d'intérêts financiers qui vise à remettre en question les règles monétaires favorables à l'endettement. Le retournement de la politique monétaire en faveur des créanciers sanctionne le changement du rapport des forces inhérent au surendettement qui paralyse l'initiative *des débiteurs*, alors que, *dans* une phase antérieure, la progression de l'endettement l'avait, au contraire, stimulée. On a pu observer ce processus aux États-Unis. Il s'est traduit par des changements dans la réglementation bancaire aiguisant la concurrence pour la conquête des liquidités ; il a produit une floraison d'innovations financières. Ces innovations ont permis d'avaliser le refus des créanciers de s'engager à long terme en créant des actifs liquides très rémunérateurs. Il s'est ensuivi une hausse très rapide des taux d'intérêt qui a entraîné une hausse considérable du dollar. La victoire de cette stratégie est marquée par la mise en œuvre à partir de 1979, sous l'impulsion de M. Paul Volcker, de politiques anti-inflationnistes dures. L'élection de Ronald Reagan a *confirmé et encore accentué cette* orientation.

Le retournement déflationniste

Pour comprendre les caractéristiques de la période qui débute alors, *il faut souligner que ce retourne*ment ne conduit pas à un nouvel équilibre. Le système monétaire international n'a pas plus de mécanisme régulateur pour permettre une résorption graduelle et ordonnée du surendettement qu'il n'en a eu pour endiguer sa progression. On assiste à la mise en place d'une logique qui peut s'emballer en un processus cumulatif de déflation tout aussi pervers, sinon plus, que le précédent. L'épicentre de ces phénomènes se trouve aux États-Unis. *La* Banque centrale y a *été* soumise à des influences contradictoires. Au cours de l'été 1982, elle a dû mettre au premier plan son rôle de prêteur en dernier ressort et injecter massivement des réserves dans le système bancaire en dépit de sa profession de foi monétariste.

Pression permanente sur le niveau des taux d'intérêt et incertitude grandissante quant à leur volatilité ont eu raison des velléités de dépenses du secteur privé. Le marché américain est devenu atone. En outre, les nouveaux instruments monétaires disponibles aux États-Unis ont offert aux capitaux flottants du monde entier une rémunération très élevée avec un risque de change minime qui rendait la couverture inutile. L'entrée spéculative de capitaux liquides a entraîné une montée irrésistible du dollar, indépendamment de toute considération à plus long terme sur la viabilité des évolu*tions atteintes par les taux de* change. Les distorsions dans le système des taux de change ont transmis des contraintes très différentes au Japon et en Europe. Le Japon a bénéficié avant tout de la sous-évaluation du yen et a subi la *contraction* du *marché américain*, son premier marché d'exportation. La surcompétitivité japonaise *s'est* retournée contre l'Europe, qui devait en outre faire face à l'incidence inflationniste de la hausse du dollar et à l'attraction des capitaux par le marché américain. Les problèmes de balance des paiements ont durci la concurrence à l'intérieur de l'Europe et ont provoqué l'escalade des taux d'intérêt. Les pays européens ont été pris dans le cercle vicieux des déflations compétitives, en sorte que les déséquilibres de balances des paiements courants ont du mal à se résorber en dépit de l'extinction générale de la croissance. Le plus sûr résultat a été que le marasme européen s'est joint à la stagnation américaine pour interdire aux pays en voie de développement la progression des exportations dont dépendait l'équilibre de leurs dettes. Comme les prix des produits manufacturés importés par ces pays sont plus rigides en dollars que les prix de leurs exportations, ces pays subissent à la fois une détérioration sévère de leurs termes de l'échange et une montée écrasante de leurs charges financières réelles mesurées en termes de pouvoir d'achat de leurs exportations. En moyenne, ce taux d'intérêt réel atteignait 16 % à la mi-1982. *Comme* les *termes de l'échange* continuent de se détériorer et que les primes de risque prises par les banques augmentent, les pays les plus endettés n'ont pas bénéficié de la baisse récente des taux d'intérêt américains. Le délabrement de leur situation financière est arrivé au point que l'augmentation de l'endettement au cours de l'année 1983 est inévitable en dépit d'une récession féroce qui déprime encore plus le commerce international et de dévaluations drastiques qui provoquent une explosion inflationniste chez les trois plus grands pays *débiteurs*, Mexique, Brésil, Argentine. L'effet en retour de dépression du commerce international annule, et au-delà, *pour* les pays *industrialisés* les gains qu'ils tirent de l'amélioration de leurs termes de l'échange sur les *pays en voie de développement*.

Il faut tout craindre de cette dynamique cumulative où le désir de liquidité des prêteurs accroît les difficultés des producteurs ; ce qui, en retour, renforce les risques financiers et par là même l'attrait pour la liquidité. Son terme « naturel » est le déclenchement d'une chaîne d'insolvabilités qui peut se propager anarchiquement dans l'économie mondiale. Le fractionnement des relations financières internationales en est la sanction ultime avec la cohorte des fléaux éprouvés pendant l'entre-deux-guerres : répudiation de dettes, contrôle des changes drastique, gel des avoirs de non-résidents, barrières protectionnistes. Le rôle prépondérant *joué* désormais par l'intermédiation bancaire rend certes le système actuel plus robuste qu'alors. Il est moins sensible aux contaminations mimétiques des anticipations qu'un système dominé, comme dans les années 30, par les marchés financiers. Mais il ne faut pas en exagérer les capacités d'autorégulation. C'est bien la même logique de crise que nous vivons, mais au ralenti. Certaines séquences peuvent se dérouler différemment, mais la trame générale de la crise monétaire, avec son basculement implacable du surendettement dans la dévalorisation des dettes, demeure.

Pour une relance concertée

Pour bloquer le processus déflationniste, il ne suffit pas de satisfaire le désir de liquidité des prêteurs, il faut aussi empêcher l'extension de la crise de solvabilité. Il faut pour cela mettre en place des procédures permettant une résorption progressive, sur le long terme, des créances douteuses qui pèsent gravement sur la gestion bancaire. Grâce à cela, on évitera une dynamique catastrophique de *dévalorisations* en cascade dont nul ne peut prévoir où elle s'arrêtera. Ce rééchelonnement contrôlé des dettes n'est pas principalement un problème technique. Il implique plus fondamentalement une réforme profonde du système monétaire international réorganisé autour d'une instance centrale capable de coordonner les intérêts des créanciers et des débiteurs, et d'imposer des solutions de compromis.

Les problèmes posés par l'endettement excessif de certains pays du tiers-monde et par l'éventualité sérieuse de voir cette liste s'allonger ne peuvent être résolus sans prendre en compte les perspectives de développement à long terme de ces pays. La pratique actuelle qui consiste à leur imposer une déflation sauvage, en prétendant sauvegarder ainsi l'intérêt des créanciers, est une aberration. On devrait aujourd'hui mesurer la distance entre les opérations à *courte vue des années 30 et la vision* prospective du plan Marshall. Le monde a besoin de l'esprit de la seconde, alors que les réactions immédiates répètent les premières. Les banques doivent au moins partiellement *subir* les pertes que mérite leur incapacité à estimer les risques de la folle croissance de leurs actifs. Mais les pays emprunteurs doivent pouvoir bénéficier de procédures négociées liant des apports réguliers de capitaux à long terme à des projets orientés vers le renforcement de leur système productif et l'élargissement de leurs capacités exportatrices. La discipline future du crédit international doit prendre place dans un système monétaire plus organisé, moins soumis à la concurrence de banques plus soucieuses d'afficher une expansion vertigineuse de leur bilan que de vérifier la qualité de leurs créances, aussitôt que les conditions à court terme du marché monétaire international se détendent comme cela s'est produit en 1977-1978.

Mais les perspectives de développement à long terme des pays en voie de développement seront inexistantes si les pays industrialisés ne soutiennent pas conjointement une croissance régulière d'au moins 3 % par an. Cette croissance minimale évitera une explosion de la dette internationale ; elle peut, en outre, permettre une avancée de la productivité capable de consolider durablement la désinflation dans les pays industrialisés. Cette croissance conjointe ne sera pas atteinte sans une réponse politique commune des pays les plus puissants, comportant un abandon du monétarisme et la coordination des évolutions de taux d'intérêt. Une baisse concertée des taux d'intérêt, une orientation du financement public favorisant l'investissement industriel, une action directe sur les coûts sont simultanément nécessaires pour retrouver une incitation à la croissance. Il faut surtout éviter de trop demander à la politique monétaire. En faire l'arme unique de la lutte contre l'inflation fait irrémédiablement tomber dans le piège déflationniste qui enfonce l'Occident dans le marasme. Keynes prônait l'euthanasie des rentiers pour supprimer les entraves qui enchaînent les esprits animaux de l'initiative capitaliste. Nous sommes revenus en un temps où les créanciers, *bien abrités sous le* couvert des politiques monétaires restrictives, prélèvent un tribut intolérable sur la société. Shylock est toujours bien vivant ; puisse-t-on l'empêcher d'asphyxier l'esprit d'entreprise pour longtemps.

Le poids de l'endettement pour les ménages

(Suite de la page 17.)

On a ainsi voulu montrer en quoi étaient insuffisantes les analyses privilégiant la relation épargne-investissement, comme d'ailleurs celles qui mettraient uniquement l'accent sur la relation épargne-placements financiers ou épargne-remboursements. Pour fondamental qu'il soit, le concept d'épargne des ménages est toujours insuffisant dans des économies d'endettement ; il faut le plus souvent, dans nos réflexions, dans nos modèles de prévision, lui substituer la notion plus large de *ressources financières*, qui a le mérite de souligner les interdépendances (complémentarité ? substitution ?) qui peuvent exister entre épargne et endettement. Du côté des emplois, la décomposition *en trois éléments* est *naturellement* très fruste : un progrès notable consisterait à scinder l'investissement brut en consommation de capital et investissement net ; seul ce dernier contribue, en effet, à la croissance du patrimoine physique des ménages.

Beaucoup de ces suggestions peuvent apparaître comme autant d'évidences. Il est dommage, cependant, que notre système statistique ne nous permette pas encore de dresser commodément un tel tableau des ressources financières des ménages et de leurs emplois.

ANDRÉ BABEAU.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
364 F	600 F	835 F	1 070 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Pour une politique agricole « productiviste »

(Suite de la page 17.)

● Thèse 5. – **PRIX BAS, PROTECTION ABAISSÉE, PRODUCTION ACCRUE : EST-CE COMPATIBLE ?**

La voie qui vient d'être tracée repose sur des exportations accrues qui impliquent des prix plus bas et donc une moindre protection. L'acceptation, par la C.E.E., d'un tarif douanier commun et de prélèvements moins élevés peut être l'occasion de renégociations indispensables, dans le cadre du GATT, des droits sur les oléagineux et protéagineux ainsi que sur les produits de substitution des céréales (manioc, corn gluten feed...). Soulignons qu'il n'est pas question d'un désarmement douanier complet tant que les marchés mondiaux n'auront pas été stabilisés – en particulier par des programmes de stockage.

Ce schéma exportateur est récusé par certains qui craignent un recours à des marchés mondiaux qui seraient « dominés » par les Américains et « faussés » par la « spéculation ». Cette analyse n'a guère de fondement économique. Sur les marchés des denrées de base, les divers opérateurs ne sont pas des philanthropes. Mais les prix y reflètent largement l'état de l'offre et de la demande. Il faut que la France, comme de nombreux autres pays, accepte de vivre avec cette réalité.

Il reste à voir si les prix plutôt bas, *qui sont la condition de l'adoption de la voie exportatrice proposée*, sont supportables.

Le rapprochement entre prix communautaires et prix mondiaux sera moins dur que prévu, car il est probable que les prix mondiaux vont être, sur la moyenne période, plutôt orientés à la hausse *(thèse 4)*. En second lieu, il n'y a pas d'alternative sérieuse à la voie expansionniste. L'idée d'un repli de l'agriculture française à hauteur des besoins intérieurs est totalement irréaliste. Cela impliquerait la perte de très nombreux emplois, des baisses sauvages de prix, des charges de soutien des revenus insupportables. Enfin, baisse des prix et augmentation de la production, nécessaires pour exporter, ne sont pas incompatibles dans une agriculture qui a de grosses réserves de productivité, dont témoignent les écarts entre exploitations de pointe et exploitations moyennes.

Pour toutes ces raisons, il semble souhaitable que le gouvernement fixe, dans le cadre du Plan, un taux ambitieux de croissance de la production agricole (3 % par an avec des taux plus élevés pour les branches céréales et viande bovine, *moins élevés pour les betteraves sucrières*, négatifs pour le vin courant).

● Thèse 6. – **UNE AGRICULTURE PRODUISANT DAVANTAGE AVEC DES PRIX PLUS BAS IMPLIQUE DES EXPLOITATIONS PLUS GRANDES.**

Les agriculteurs savent très bien qu'il est plus économique de labourer, semer et moissonner avec des grosses machines qu'avec des petites, de construire un bâtiment ou de mettre en route une machine à traire pour cinquante vaches plutôt que pour vingt. Il y a en agriculture des économies liées à *la dimension*, mais elles cessent de se manifester avec force dès que les unités de production atteignent des dimensions qui restent très modestes. Disons, pour fixer les idées, 80 ha de céréales, 10 ha de fruits, cinquante vaches laitières, trois cents brebis... Ces seuils d'efficacité sont nettement supérieurs aux dimensions de la plupart des exploitations françaises.

Il faut aussi rechercher la croissance des exploitations *parce que* seules les exploitations les plus grandes ont, en moyenne, des revenus en conséquence. L'accroissement des dimensions économiques des exploitations est donc le moyen essentiel de l'élévation des revenus agricoles – objectif important de la politique agricole. Comme cette élévation de revenus, obtenue par la voie des changements structurels, impliquera une disparition des petits pour agrandir les moyens et non les gros –, dont l'importance, entre 1970 et 1980, s'est très peu accrue, – il y aura réduction, heureuse, des disparités de revenus intra-agricoles. Mais soyons clairs : ce que la politique des structures va permettre de donner, la politique des prix risque de le reprendre, car les exploitations plus amples, donc aux revenus assez élevés, auront une meilleure aptitude à supporter des baisses de revenus résultant des baisses de prix.

La poursuite du mouvement de concentration des exploitations doit donc être encouragée par : le crédit agricole, sous ses formes anti-saupoudrage, sélectives, les plans de développement en particulier ; une réorientation de l'action des organismes d'intervention foncière donnant plus de poids à l'agrandissement qu'à l'installation ; le rejet des réglementations fondées sur des *plafonds en superficie (réglementation* des cumuls), l'impôt progressif réel sur les revenus, dont les agriculteurs éclairés demandent en vain la généralisation, étant suffisant pour éviter des concentrations choquantes.

L'objectif raisonnable, à l'horizon 2000, serait de 400 000 à 500 000 exploitations à temps complet au lieu des 800 000 actuelles. Cela traduirait un taux de diminution d'environ 3 % par an, proche de celui constaté entre 1970 et 1975. Le problème des bas revenus et de la pauvreté agricole serait alors sérieusement attaqué ; mieux que par des tentatives de soutien de prix, vouées à l'échec du fait de la situation globale *des marchés, ou que par des* manipulations de ces prix, qui ne peuvent résoudre – on le sait depuis la fin des années 50 – la situation de ceux qui n'ont presque rien à vendre.

● Thèse 7. – **UN EFFORT CONSIDÉRABLE DE RECHERCHES, D'ENSEIGNEMENT, DE VULGARISATION.**

L'abaissement des coûts, condition de la compétitivité, exige une parfaite technicité de la part des agriculteurs. Il est donc essentiel qu'ils soient très bien formés, conseillés et informés par des réseaux de vulgarisateurs très compétents, et que les équipes de recherches atteignent l'excellence internationale. Or la situation actuelle en France est, en matière d'enseignement et de vulgarisation, médiocre. De nombreux conseillers sont beaucoup plus sclérosés et routiniers que les agriculteurs qu'ils devraient entraîner ! Il y a donc beaucoup de progrès à accomplir pour dynamiser l'appareil de formation et de conseil.

● Thèse 8. – **UNE POLITIQUE D'EXPANSION EXIGE DES MARCHÉS FONCTIONNANT BIEN.**

Le mot d'ordre ici est : moins d'in*terventions. Pourquoi ce désengagement* ? Le secteur de la transformation-distribution alimentaire a subi de profondes transformations et se trouve à peu près en bon état. Il suffit donc, par des recherches de pointe, et par une politique industrielle incitatrice, que tout le monde attend, de soutenir les firmes et de leur faire confiance. Il faut aussi protéger les consommateurs par quelques réglementations et beaucoup d'information et d'éducation. Les parents d'élèves connaissent la nullité à peu près totale de l'éducation diététique dispensée...

En amont de cette industrie on trouve des agriculteurs adultes. Ils sont spécialisés, assez bien informés, ils vendent le plus souvent par l'intermédiaire de puissantes organisations coopératives ou de groupements de producteurs. La thèse selon laquelle ils seraient « exploités » par leurs fournisseurs et clients semble largement fausse. Pour l'essentiel, dans l'agro-alimentaire européen, les prix facturés correspondent à l'état du marché. *Les* agriculteurs, qui, très nombreux maintenant, sont confrontés avec les réalités commerciales et industrielles dans le cadre des organismes dirigeants de coopératives, le savent beaucoup mieux que les idéologues de salon qui ignorent ce qu'est une entreprise.

Un net désengagement de la politique agricole des marchés est donc opportun, avec transfert de plus de compétences aux agriculteurs et à leurs organisations. Toutefois, un libéralisme total n'est pas de mise, car l'agriculture moderne ne peut supporter les fluctuations extrêmes de prix qui caractérisent les marchés des produits à demande très inélastique. Il faut donc un filet protecteur de mécanismes publics de soutien de prix qui doit rester un système exceptionnel, non une forme permanente de soutien.

● Thèse 9. – **LES CRITIQUES DE CETTE ORIENTATION DE LA POLITIQUE AGRICOLE SONT, POUR LA PLUPART, NON JUSTIFIÉES**

La recherche de l'abaissement des coûts peut conduire à une agriculture écologiquement brutale et cruelle envers les animaux. Mais les atteintes à l'environnement sont modérées avec une agriculture moyennement intensive *comme celle* pratiquée en France. Et les carnivores que nous sommes presque tous ne se préoccupent pas très sincèrement du bien-être des animaux d'élevage. Une certaine dégradation de la qualité de quelques produits a été signalée. Elle provient plus de contraintes du système commercial que des agriculteurs. Ils s'efforceraient de produire des denrées de qualité si elles étaient mieux payées.

Plus important est le débat sur l'emploi et la prétendue désertification. La voie productiviste avec transformation structurelle rapide, qui est recommandée pour abaisser les coûts, conduira, certes, à un emploi agricole moindre que le recours à une agriculture archaïque sur des micro-unités. *Mais cette dernière ne* pourrait que se traduire par une alimentation chère, une perte de nos marchés extérieurs, et donc des effets pervers globaux extrêmement néfastes. Comment peut-on en même temps conseiller, pour sauver l'industrie, d'intensifier les recherches et de robotiser, et proposer pour l'agriculture une orientation radicalement opposée ? Le but de la politique agricole n'est pas de créer des pauvres pour demain.

Mais ne faut-il pas craindre la désertification de certaines zones ? Il est exact que la céréaliculture moderne ou l'élevage semi-extensif conduisent à des densités de population très faibles, de l'ordre de cinq habitants au kilomètre carré ou même moins. Le coût des services publics est alors élevé et la vie sociale restreinte. Mais il faut bien reconnaître que seules ces formes de production peu intensives peuvent procurer des revenus agricoles satisfaisants dans les zones difficiles. La solution réaliste est alors hors de l'agriculture.

● Thèse 10. – **UNE POLITIQUE DE VÉRITÉ POUR OBTENIR L'ADHÉSION DES AGRICULTEURS A UN PROJET RÉALISTE QUI SAUVE L'ESSENTIEL**

*Les thèses que nous venons de dé*fendre seront mal accueillies par les idéologues, car elles récusent leurs préconceptions. Elles ne plairont guère aux fonctionnaires, à qui on demande de moins réglementer les détails – ce qui implique certaines pertes de pouvoir. Les conseillers des années récentes sont implicitement critiqués pour n'avoir pas su proposer une politique agricole cohérente et l'appliquer avec continuité. Les agriculteurs seront peut-être choqués de s'entendre prédire des baisses de prix. Mais ils sentent bien, au fond d'eux-mêmes, que les promesses de prix élevés ne sont pas réalistes.

L'idée qu'il faut mentir pour ne pas « décourager Billancourt » est heureusement passée de mode. Les agriculteurs français, nous l'avons dit plusieurs fois, sont devenus adultes (pas tellement quand ils s'attaquent aux camions transportant des produits importés...) et peuvent entendre un langage de vérité. La vérité, c'est que la voie de la restriction de la production et du freinage des progrès est suicidaire – ce qui ne veut pas dire que celle de l'expansion est facile et sauvera tous les agriculteurs. Cette voie implique des baisses de prix et de revenus pénibles. Ces prix plutôt bas ne sont pas, pour l'essentiel, le résultat d'une « exploitation du travail pay*san » par le « système économique* dominant ». Ils tiennent à la « nature des choses ». Un secteur caractérisé par un rythme élevé de progrès technique, une demande stagnante et d'innombrables chefs d'entreprise désireux de produire davantage pour améliorer leur sort et mieux rémunérer les facteurs fixes qu'ils détiennent, ne peut conserver les gains de productivité qu'il réalise. Il doit les transmettre aux autres agents économiques, aux consommateurs surtout. Cela est normal et même souhaitable.

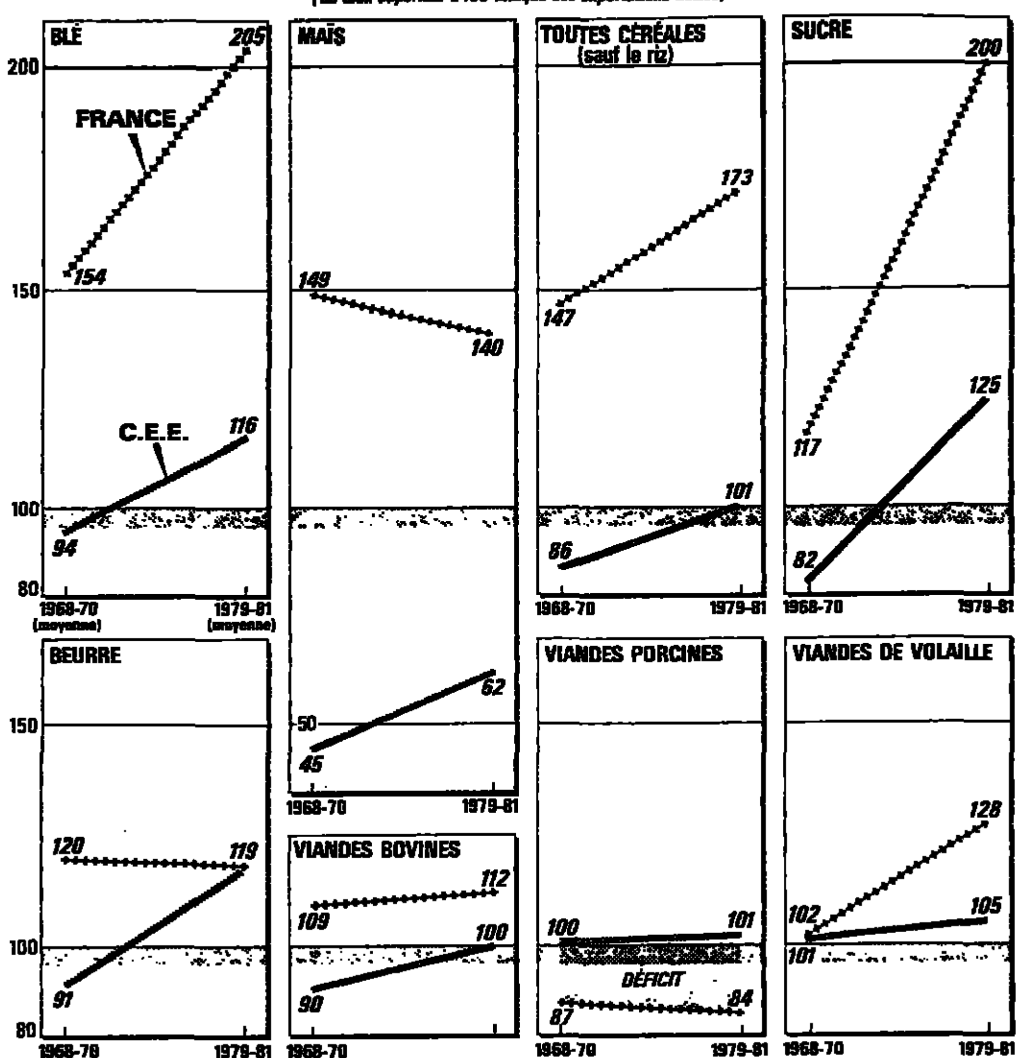
Voilà ce qu'il faut expliquer aux agriculteurs au lieu de leur promettre qu'ils seront tous sauvés et prospères.

DENIS BERGMANN.

UNE AGRICULTURE DE PLUS EN PLUS EXCÉDENTAIRE

*Indices du taux d'auto-approvisionnement pour la France et la C.E.E. à 9**

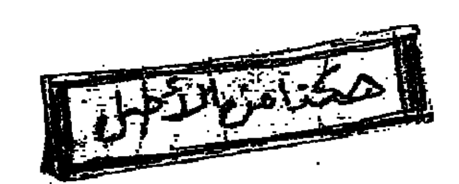
(un taux supérieur à 100 indique des exportations nettes)



Source : Eurostat : il s'agit des moyennes sur 3 ans centrées sur la campagne indiquée. Pour les produits animaux l'année du calendrier est utilisée plutôt que la campagne.

**les 10 pays de la C.E.E. moins la Grèce.*





A TRAVERS LES REVUES ÉTRANGÈRES

Masse monétaire introuvable et pauvre courbe de Phillips

par DANIEL VITRY (*)

LA politique monétaire américaine a changé de technique en octobre 1979 ; on a maintenant le recul suffisant pour juger de cette nouvelle politique. C'est l'objet de toute une série d'articles publiés dans un numéro spécial de la revue américaine *Journal of Money, Credit and Banking* de novembre dernier.

Avant octobre 1979, les autorités monétaires américaines décidaient du taux auquel il fallait maintenir les fonds fédéraux, c'est-à-dire du taux de l'argent à court terme entre les banques et quelques très grandes institutions. Des opérations d'achat et de vente de ces titres permettaient de maintenir le taux d'intérêt à un niveau très proche du taux désiré. En outre, les autorités fixaient des objectifs d'évolution de la masse monétaire ; lorsque la masse monétaire dépassait le niveau souhaité, on favorisait la hausse des taux d'intérêt pour ralentir son développement, et réciproquement à la baisse. La réforme a consisté à chercher à contrôler directement la masse monétaire sans passer par le jeu des taux d'intérêt, parce que les mouvements de ces taux étaient influencés par d'autres causes que les objectifs d'évolution de la masse monétaire et parce qu'en outre l'inertie du système n'était pas négligeable.

Dans son article sur les procédures du Federal Reserve, William Poole (1) estime qu'en fait les procédures ont beaucoup moins changé qu'il n'y paraît. Le Federal Reserve aurait continué à intervenir assez souvent pour contenir l'évolution des taux d'intérêt dans des marges beaucoup plus larges qu'avant. La presse financière ne s'y serait, du reste, pas trompée : ce sont les intentions du Federal Reserve en matière de taux d'intérêt qui retiennent l'attention. L'auteur souligne que le Federal Reserve aurait dû prendre des mesures bien plus rigoureuses pour stabiliser la croissance de la masse monétaire et que sa volonté affichée de contrôler l'évolution de cette masse n'a pas donné de grands résultats.

Quel agrégat monétaire retenir comme objectif et comme guide de la politique monétaire ? C'est la question que s'est posée Phillip Cagan (2). Deux critères devraient présider à ce choix : le premier est la stabilité du rapport entre le produit national brut et l'agrégat monétaire retenu, c'est-à-dire sa vitesse de circulation ; le second est l'information que cet agrégat peut donner en avance sur l'évolution du produit national. Il ne faut pas se cacher que la substitution des moyens de paiement entre eux, en particulier en période d'évolution rapide des taux d'intérêt, rend ce choix très délicat. C'est ainsi que la vitesse de circulation de la monnaie, celle-ci étant prise dans une définition étroite, tend à s'accélérer en période de hausse des taux d'intérêt, parce que cette hausse, ayant pour effet de faire diminuer la demande de moyens de paiement liquides, ne rapporte rien à leurs détenteurs. Naturellement, dans les définitions plus larges de la masse monétaire, les substitutions entre moyens de paiement se traduisent par des compensations entre composantes de cette masse si bien que la vitesse de circulation de la monnaie prise dans une définition plus large est plutôt plus stable.

Les agrégats monétaires les plus stables par rapport au produit national brut américain ont été M1B élargie (c'est-à-dire pièces et billets en circulation, dépôts à vue rémunérés ou non, auxquels on a ajouté les dépôts en eurodollars aux Caraïbes et les prêts à moins de vingt-quatre-heures), les actifs liquides et la base monétaire ; ces deux derniers agrégats sont encore plus larges que M1B.

S'agissant du second critère de choix de l'agrégat monétaire de référence, l'information en avance sur l'évolution du produit national brut, c'est M2 (c'est-à-dire M1B plus les comptes d'épargne et les comptes à court terme) qui donne les meilleurs résultats. Cependant, Cagan estime que M2 n'est pas le meilleur agrégat à retenir comme objectif de la politique monétaire ; c'est M1B qui aurait ses préférences, parce que, une fois les substitutions entre moyens de paiement réalisées, M1B est liée de façon plus étroite que M2 au produit national brut.

C'est la capacité même de contrôler l'évolution de la masse monétaire que met en doute Ralph C. Bryant dans son article « Le contrôle de la masse monétaire par le Federal Reserve » (3). Il s'attaque à la thèse souvent émise, par exemple dans l'article précédent de Poole, selon laquelle *l'évolution irrégulière de la* masse monétaire américaine est le fait du manque de volonté ferme du Federal Reserve d'atteindre l'objectif de croissance régulière si souvent annoncé. L'auteur estime que l'évolution de la masse monétaire dépend non seulement des décisions du Federal Reserve, mais également d'une quantité d'autres facteurs qui lui échappent totalement. Si l'importance du bilan du Federal Reserve est évidente, les liens entre le bilan du Federal Reserve et ceux des intermédiaires financiers privés ne sont pas rigides, si bien que les décisions du Federal Reserve ne produisent pas des effets d'une ampleur rigoureusement prévisible : les multiplicateurs ne sont pas stables. Sur ce point, les calculs de l'auteur sont très éclairants ; sur vingt-huit mois, on en trouve douze pour lesquels les variations de la masse monétaire ne sont même pas du sens qu'auraient dû engendrer les multiplicateurs !

Les déterminants de la masse monétaire qui ne dépendent pas du Federal Reserve sont nombreux. Citons le désir du secteur privé (banques et établissements financiers exclus) de détenir des liquidités ; les différents types de dépôts chez les intermédiaires financiers, à taux d'intérêt donnés ; ou encore l'évolution des émissions d'emprunt ou bien celle des réserves. Le Federal Reserve peut-il, dans ces conditions, contrôler étroitement le stock de monnaie à terme de deux ou *trois* mois ? Non, répond l'auteur, car, quelle que soit la procédure de contrôle utilisée, les perturbations échappant à la volonté du Federal Reserve sont inévitables. L'examen de la période 1979-1981 confirme que l'origine de l'irrégularité de l'évolution de la masse monétaire se trouve bien davantage dans ces facteurs externes que dans les erreurs de politique du Federal Reserve.

La *Review of Economic Studies* a publié un numéro spécial consacré au chômage. D. Grubb, R. Jackman et R. Layard y ont publié un article *sur les causes de la stagflation* actuelle dans les pays européens (4). Le raisonnement général est inspiré par la courbe de Phillips : les auteurs cherchent à expliquer pourquoi le taux de chômage compatible avec un taux d'inflation constant a augmenté depuis 1975. Leur idée est que les individus cherchent à obtenir des taux de salaire réel trop élevés, alors qu'au cours de ces dernières années *les* possibilités de croissance des salaires réels ont diminué pour deux raisons : la première est la croissance du prix des matières premières ; la seconde est le ralentissement de la croissance de la productivité. Les résultats des calculs des auteurs montrent bien que le chômage a pour effet de ralentir le développement de l'inflation ; cependant, les textes économétriques qu'ils donnent laissent planer plus qu'un doute sur la fiabilité statistique de ces résultats. Par ailleurs, l'utilisation de leur modèle en simulation leur permet en théorie de prévoir l'inflation en 1980, ce qui rend les comparaisons faciles avec la réalité. Les résultats sont saisissants : pour la France, l'inflation prévue pour 1980 est de – 1,1 %, au lieu des 12 % réalisés ; pour l'Allemagne, l'inflation prévue est de 12,4 %, au lieu des 5,2 % réalisés. La courbe de Phillips n'a décidément pas de chance !

Dans le même numéro spécial, Michael Bruno et Jeffrey Sachs se sont intéressés aux répercussions de la hausse du prix des matières premières sur la croissance de l'industrie britannique (5). Ils construisent un modèle d'inspiration néoclassique permettant d'expliciter l'évolution de la production, de l'emploi, du capital et du rapport des prix. L'hypothèse faite sur la façon dont les salaires réels varient en fonction de l'état du marché du travail est cruciale. Lorsque l'on admet que les salaires sont plutôt rigides, le choc du prix des matières *premières se* traduit par une baisse de la production et de la productivité, une baisse du salaire réel et par une forte augmentation du chômage : ces effets sont d'autant plus forts que les salaires réels sont plus rigides. Dans le cas du Royaume-Uni, les auteurs estiment que la moitié de la baisse de la productivité moyenne du capital (c'est-à-dire de la production par unité de capital employée) est due à la hausse du prix des facteurs de production et qu'un tiers de la diminution de l'emploi par unité de capital est dû à l'évolution du prix des matières premières, près de la moitié *étant* due à l'évolution des salaires réels.

Dans la dernière livraison de l'*American Economic Review*, S. Kawasaki, J. McMillan et K.F. Zimmermann ont publié un article sur la dynamique du déséquilibre (6). Il s'agit de savoir comment les entreprises s'adaptent à un déséquilibre qu'elles perçoivent et si elles se rapprochent de l'équilibre à la suite de cette adaptation. Il y a deux processus d'adaptation possibles *a priori* : ou bien on suppose que les quantités sont rigides et que les prix sont flexibles – c'est ainsi qu'Alfred Marshall voyait les choses, – reste alors à savoir si les prix varient aussi facilement à la baisse qu'à la hausse ; ou bien, au contraire, on suppose qu'à court terme les prix sont fixes mais que les quantités sont flexibles – c'est ainsi que Keynes voyait les choses. Naturellement, il est fort probable qu'en réalité les deux processus jouent tous les deux à la fois, l'un dominant cependant l'autre. Les tests des auteurs reposent sur des données allemandes rassemblées à Munich et portent sur un peu plus de trente mille entreprises pendant la période *février 1977-décembre 1978*.

Les résultats des tests effectués sont les suivants : les entreprises répondent dans un délai rapide – un mois – à un déséquilibre de leurs stocks ou à des commandes non satisfaites, mais ces réponses n'expliquent pas l'intégralité des mouvements des prix et des quantités. Il y a d'autres causes à ces mouvements, en particulier l'évolution des coûts. Les entreprises réagissent plus par une variation des quantités, à la Keynes, que par des variations de prix, à la Marshall ; elles réagissent d'autant plus de cette façon que le déséquilibre porte plus sur les commandes à satisfaire que sur les stocks.

Le *Cambridge Journal of Economics* a publié deux articles sur le même thème : l'évolution intersectorielle des rémunérations en Angleterre depuis la guerre. Ces deux articles se proposent d'examiner la thèse communément admise selon laquelle la structure intersectorielle des salaires est restée stable depuis la guerre : les salaires auraient évolué presque parallèlement dans tous les secteurs. L'article de Roger Tarling et F. Wilkinson montre que la thèse repose sur une vision à long terme et très globale de l'économie britannique (7). En fait, lorsque l'on raisonne sur une décontraction assez fine des secteurs industriels et que l'on regarde les choses année après année, l'évolution entre les secteurs apparaît de façon beaucoup plus contrastée. Un petit nombre de secteurs seulement se comportent comme la tendance moyenne. Fait important, c'est dans les périodes de forte croissance des rémunérations que les écarts entre les secteurs se creusent.

Dans son article, Tony Lawson s'intéresse au même thème de la stabilité des rémunérations (8) ; il montre combien les salaires nominaux ont tendance à s'ajuster rapidement à l'inflation, du fait d'une quasi-indexation, mais qu'en outre, dans certains secteurs, ils augmentent un peu plus vite que l'inflation, permettant ainsi une légère amélioration du niveau de vie. On retrouve donc des conclusions proches de celles de l'article précédent.

(*) Professeur à l'université de Paris-II.

---

(1) William Poole, « Federal Reserve Operating Procedures : A Survey and Evaluation of the historical Record since October 1979 », *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol XIV, nº 4, Part 2, November 1982.

• William Poole est professeur d'économie politique à Brown University, aux États-Unis.

(2) Phillip Cagan, « The Choice among Monetary Aggregates as Targets and Guides for Monetary Policy », même référence.

• Phillip Cagan est professeur d'économie politique à l'université Columbia, aux États-Unis.

(3) Ralph Bryant, « Federal Reserve Control of the Money Stock », même référence.

• Ralph C. Bryant appartient à la Brookings Institution, aux États-Unis.

(4) D. Grubb, R. Jackman et R. Layard, « Causes of the Current Stagflation », *Review of Economic Studies, Special Issue on Unemployment*, XLIX, 1982.

• D. Grubb, A. Jackman et R. Layard travaillent tous les trois au Centre d'économie du travail, à la London School of Economics, en Angleterre.

(5) *Michael Bruno et Jeffrey Sachs*, « Input Shocks and the Slowdown of U.K. Manufacturing », même référence.

• Michael Bruno et Jeffrey Sachs travaillent au National Bureau of Economic Research aux États-Unis.

(6) Seiichi Kawasaki, John McMillan and Klauss F. Zimmermann, « Disequilibrium Dynamics : an Empirical Study », *American Economic Review*, December 1982.

• Seiichi Kawasaki travaille à l'Institut international de l'aménagement à Berlin.

• John McMillan appartient à l'université de l'Ouest-Ontario, aux États-Unis.

• Klauss F. Zimmermann travaille à l'université de Mannheim, en République fédérale.

(7) Roger Tarling and Franck Wilkinson, « Changes in the Inter-Industry Structure of Earnings in the Post-War Period », *Cambridge Journal of Economics*, nº 6, 1982.

• Roger Tarling et Frank Wilkinson appartiennent à l'université de Cambridge, en Angleterre, ainsi que Tony Lawson.

(8) Tony Lawson, « On the stability of the Inter-Industry Structure of Earnings in the U.K. : 1954-1978 », même référence.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

INTERELEC

INTERELEC, filiale du Groupe MATRA. C.A. 82 : 240 MF (70 % à l'exportation).
Notre effectif est de 460 personnes dont 70 cadres et ingénieurs, répartis en 2 établissements en banlieue Nord de Paris. Nous sommes spécialisés en systèmes automatiques ferroviaires, régulation de trafic d'autobus, manutention automatique, système anti-intrusion, etc., et recherchons un

MATRA

Jeune directeur de personnel

- pour former, animer nos structures,
- mettre en place des systèmes d'information horizontaux et verticaux efficients,
- développer les motivations du personnel, dans le cadre d'une politique de délégation de responsabilité pratiquée par notre Direction Générale dont vous dépendrez directement,
- votre fonction comporte aussi des tâches plus classiques : Recrutement, Formation, Relations sociales, Gestion administrative, etc., pour lesquelles vous serez assisté d'une équipe de 7 personnes,
- vous êtes de formation supérieure et autant homme de communication que d'idées et de gestion rigoureuse,
- vous êtes prêt à vous investir pleinement dans une société à taille humaine en plein développement.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, envoyez le dossier d'usage (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence ICP 5 LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Directeur des services comptables

C'est une intéressante direction que nous vous proposons de prendre dans cette Société, au C.A. de trois milliards de francs, créée il y a plus de soixante ans et qui a pour activité principale la distribution de produits énergétiques.

Tous les mouvements financiers engendrés par son activité qui s'exerce principalement au travers d'une cinquantaine d'agences dispersées sur le territoire national relèveront au plan comptable de votre responsabilité. L'organisation en place, basée sur un système décentralisé, a prouvé son efficacité, elle sera encore améliorée par l'arrivée prochaine d'un réseau de mini-ordinateurs (Mini 6 HB) relié à l'ordinateur central. Mais il est capital de veiller à ce que, constamment et à tous les niveaux, les principes soient *maintenus et les procédures respectées*. Des états fiables, parvenant en temps donné aux exploitants comme à la direction générale, sont une clé essentielle de la bonne marche de cette entreprise en progression constante malgré la conjoncture.

Ce rôle, vous serez en mesure de l'exercer parce que, le niveau expertise atteint, vous avez assumé la responsabilité de la comptabilité, durant plusieurs années, de sociétés au C.A. de plus de cinq cents millions de francs.

Venir diriger les cinquante personnes qui relèveront de votre autorité et animer la centaine qui, *dans les agences*, dépendront de vous fonctionnellement ne vous pose aucun problème. Votre compétence en matière de techniques comptables et fiscales et quelques connaissances sur les opérations de change vous feront reconnaître immédiatement par tous ceux qui, dans la maison, auront vu, avec regret, partir en retraite votre prédécesseur.

Ce dernier disait aux consultants de CLEAS venus l'interroger pour assurer ce recrutement et auxquels vous écrirez sous référence 202 M, combien vous ne pourriez manquer d'apprécier l'importance de ce poste et sa place déterminante du fait de son implantation à Strasbourg, la direction générale étant à Paris. Egalement combien les vôtres se plairont en Alsace.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267.35.11

Etre directeur des relations humaines d'une usine pilote de 4 500 personnes... 300 000 F +

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A TECHNOLOGIE DE POINTE, de grande notoriété. Effectif : 12 500 personnes dont 1 600 cadres. Nous recherchons pour notre unité pilote — grande banlieue parisienne — 4 500 personnes dont **plus de 50 % d'ingénieurs et techniciens,** notre Directeur des Relations Humaines.

En relation avec le Directeur de l'Etablissement et le Directeur des Relations du Travail du Groupe, vous participerez à l'élaboration et mettrez en œuvre une politique sociale avancée en assurant principalement :
- l'assistance et le conseil auprès de la hiérarchie dans un souci de motivations et de développement des hommes,
- les relations avec le personnel et les partenaires sociaux,
- la coordination, avec votre équipe (25 personnes dont 2 cadres), de tous les aspects de la fonction (gestion prévisionnelle et recrutement, formation, administration, rémunération, etc.).

Cette fonction vous permettra de valoriser votre maturité personnelle (vous avez au moins 35 ans), votre expérience de la fonction, acquise en milieu industriel. Vous pourrez y développer votre sens des relations, votre rigueur intellectuelle, *votre capacité à vous affirmer comme un partenaire de réflexion et de négociation.*

Ce poste peut, pour un homme d'envergure, être un véritable tremplin pour une évolution dans le Groupe (Direction opérationnelle, par exemple).
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) s/réf. 4/DUS/LM à notre Conseil. Discrétion assurée.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Paris
BANQUE NATIONALE

directeur de la communication

Vous dépendez directement du PDG. En concertation avec l'équipe dirigeante, vous RENFORCEZ L'IMAGE DE LA BANQUE à l'intérieur, comme à l'extérieur, en coordonnant l'ensemble des COMMUNICATIONS ECRITES ET ORALES. En particulier, vous réalisez des journaux et périodiques en direction des clients, comme du personnel - Vous assurez, d'autre part, les relations publiques avec l'environnement de la banque, notamment avec les AUTORITES DE TUTELLE. Pour ce faire, vous êtes diplômé d'études supérieures et vous connaissez déjà le milieu bancaire. Technicien et PRATICIEN DE LA COMMUNICATION, d'esprit ouvert et doté d'une grande force de persuasion, vous saurez assimiler les données économiques, politiques et sociales au plan national et international. Vos talents d'expression écrite et orale sont confirmés. Si vous souhaitez plus d'information sur cette importante fonction, adressez votre candidature manuscrite avec CV + photo et pretentions sous référence 57392 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

I.F.G.E.S.

INSTITUT DE FORMATION A LA GESTION DES ENTREPRISES D'ECONOMIE SOCIALE
(Organisme confédéral C.G.T.)

Recherche :

DIRECTEUR
RESPONSABLE DE LA FORMATION

DÉFINITION DE POSTE

★ **MISSION :** définir et mettre en œuvre une politique de formation adaptée aux personnels des entreprises d'Economie Sociale.

★ **TACHES :** définition des besoins ; conception des projets ; organisation et suivi des stages.

PROFIL DU CANDIDAT

★ **FORMATION :** formation universitaire de type H.E.C., ESSEC ou SUP de CO, ayant nécessairement une expérience de formation en entreprise, âgé de 25 ans minimum.

★ **QUALITÉS :** pédagogue ; rigoureux ; organisé et efficace ; sens très développé des contacts humains et des relations avec toutes les catégories de travailleurs ; esprit militant.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo (sous la référence : L.M.F.) à :
Chef du Service Confédéral « ECONOMIE SOCIALE » C.G.T.
263, rue de Paris – 93516 MONTREUIL Cedex.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Importante société française leader sur le marché des jeux pour jeunes enfants

250.000 F

Directeur bureau d'études et création artistique nouveaux produits

HF

Rattaché au Président Directeur Général pour travailler en étroite liaison avec le marketing et les usines. Traduire techniquement les spécifications des nouveaux produits. Effectuer les études de faisabilité - réaliser les prototypes en relation avec des sous-traitants techniques ou artistiques - suivre l'évolution des nouveaux produits jusqu'à la fabrication.

Expérience dans une fonction **Recherche et Développement** de 3 à 5 ans dans les produits plastiques (conditionnement - petits biens d'équipement, etc.) appréciée.

Formation technique supérieure demandée.

Bonne connaissance de l'anglais pour cette fonction dynamique nécessitant des déplacements (visites sous-traitance - salons nationaux et internationaux).

Ce poste peut être indifféremment basé en ***Région Parisienne ou Rhône-Alpes.***

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 20006 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly

DIRECTEUR EN AFRIQUE

Importante Entreprise de Travaux Publics (SERCE)

Recherche, pour diriger une filiale en Afrique Francophone

UN CADRE de haut niveau

Agé d'environ 40 ans, c'est un Ingénieur de formation, ayant déjà une solide expérience professionnelle.
Il assurera la Direction de la filiale,
en rendant compte à la Direction Générale à Paris.

C'est **un organisateur**
(planification moyen terme)
un gestionnaire
(reporting mensuel)
un homme de contact
(administratif et commercial au plus haut niveau)

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions n° 253.050 M., **RÉGIE-PRESSE,** 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Discrétion assurée.

directeur de programmes

PROMOTION IMMOBILIERE 220.000+

Notre cliente est l'une des sociétés les plus performantes du secteur de la promotion immobilière (Construction de Maisons *individuelles et Collectif). Chaque opération constitue un véritable* centre de profit autonome, au sein d'une structure de direction régionalisée. Nous recherchons le Responsable d'un tel centre de profit : Ingénieur de formation, disposant d'une formation complémentaire de type MBA ou équivalent ou bien *issu d'une grande école de commerce. C'est un homme parti*culièrement dynamique et entreprenant. Autonome, dirigeant une équipe technique et commerciale, il assume la complète responsabilité de la gestion de l'opération (prévisions de production, trésorerie, budget, etc...) ainsi que la commercialisation du programme (de l'étude marketing permettant de définir le produit à la direction de l'équipe de vente). Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel est assuré d'un développement personnel rapide au sein de l'entreprise, à la mesure de son succès.
Merci d'adresser votre C.V., sous réf. 7835-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

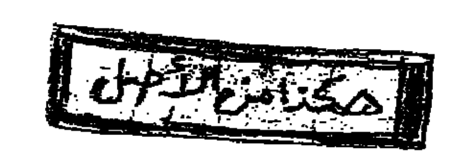
I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

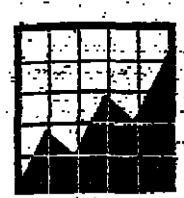
SOCIÉTÉ DE COMMERCE ET DE RÉALISATIONS INDUSTRIELLES
(entreprise générale et ingénierie) essentiellement tournée vers l'importation et l'exportation recherche :

LE DIRECTEUR

de son bureau en Algérie. Il sera de nationalité française, connaîtra parfaitement l'Algérie et résidera à Alger. Dépendant du Directeur Général de la Société et en relation étroite avec les différentes divisions, il aura pour mission de prospecter le marché algérien, de s'informer régulièrement des procédures administratives, de suivre la réalisation des contrats, de gérer son budget et d'animer l'antenne d'Alger. Ce poste s'adresse à un diplômé d'Etudes supérieures âgé de 35 ans au moins, ayant une expérience des affaires internationales, le goût des contacts, le sens commercial et *désirant assurer une fonction complète, autonome et vivante.*
L'arabe parlé sera très apprécié.

Merci d'adresser candidature [lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions] à :
FINECO Gestion
168, rue du Temple, 75003 PARIS qui transmettra.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANT REGROUPEMENT D'ASSOCIATIONS A CARACTERE SOCIAL ET A BUT NON LUCRATIF EN MOSELLE recherche son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

La mission essentielle du poste consiste à gérer le personnel de 6 associations (30 Etablissements, 1500 personnes).
La prise en charge de la collecte des informations utiles aux associations est une part importante de son activité.
Progressivement ce Directeur aura la charge d'animer le secrétariat général de l'union départementale et d'une association tutélaire.
Nous recherchons un homme jeune, 35 ans environ, de formation supérieure (Maîtrise de droit, gestion) et/ ou ayant une solide expérience professionnelle dans un secteur d'activité analogue.
Sa facilité dans le langage écrit et parlé, son dynamisme, son goût pour les questions d'ordre social *sont des atouts importants pour ce poste.*
Salaire de départ entre 10.000 et 11.500 F brut en fonction de l'expérience.
Poste basé à **METZ**. Disponibilité immédiate de préférence.
Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo s/ réf. *TMC/ 186/ M à notre conseil à qui nous avons* confié ce recrutement :

TELE MULTI CONSEIL
17 en Nexirue 57000 METZ.

P.M.E. (100 personnes, CA 80 millions de F.), située banlieue Sud Paris, implantée en Europe et aux Etats-Unis, *spécialisée dans la connexion pour industries* électroniques poursuit son expansion et recherche son

Directeur commercial pour le département connectique

Agé d'environ 35 ans, il a une formation supérieure. Il devra prendre en charge l'ensemble des activités marketing/commercial et sera responsable de la réalisation des objectifs pour les équipes françaises et étrangères.
L'Anglais est impératif et l'Allemand souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 6983 à *Média-System*
104, rue Réaumur 75002 Paris,
qui transmettra.

média-system

---

directeur de la distribution — 270000F +

PHARMACIE — SUD-OUEST

NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES FRANÇAIS. Nous cherchons, pour CONCEVOIR, ORGANISER et GÉRER notre nouveau centre de distribution du Sud-Ouest, un Directeur. Ce centre (10000 m^2, 100 personnes, 2 milliards de F de CA) est le point clé de notre organisation future. Il doit répondre à des économies de structure comme à un fort développement de nos ventes à l'export (Afrique, Moyen-Orient).

Sous l'autorité de notre Directeur Général France Sud, il participe à la définition et à la mise en œuvre de ce projet : organisation du centre, informatisation des commandes et des stocks, automatisation des chaînes d'emballage, mise en place des hommes et des services...

Ensuite, il gère et anime ce centre, en ayant pour objectif de distribuer nos produits au moindre coût.

Ce poste convient à un cadre de 35 ans minimum, HEC, SUP de CO ou à un ingénieur ECP ou AM, ayant déjà acquis une bonne expérience de la logistique de la distribution dans l'industrie pharmaceutique ou dans la grande consommation.

Pratique de l'anglais indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la référence 285 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

BANQUE PRIVÉE

cherche pour son

Agence de TOULON

DIRECTEUR

– minimum 35 ans ;
– bonne formation générale ;
– ayant solide expérience de l'exploitation bancaire ;
– commercialement dynamique ;
– classification et salaire fonction de l'expérience.

Adr. C.V. photo et prétentions à O.C.B.F.
66, rue de la Chaussée-d'Antin – 75009 PARIS
qui transmettra sous réf. 7 020 M.

Dans le cadre de sa restructuration
S.E.M. TRANSPORTS COLLECTIFS LA ROCHELLE
recherche son :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

MISSION : Tous travaux administratifs.
- Comptabilité Générale, comptes d'exploitation, bilans.
- Mise en place comptabilité analytique.
- Définition procédures informatiques.
- Préparation des éléments de gestion, tableaux de bord.
- Administration comptable du personnel.

Adresser lettre manuscrite + photo, C.V. à **ASFO 17**
8, rue Admyrault – 17025 LA ROCHELLE CEDEX.

Directeur Financier et Administratif
Près de Rennes

CUISINES ROUX (C.A. 82 : 60 MF). Notre forte progression depuis plusieurs années sur le marché de la cuisine amène notre P.-D.G. à rechercher un Directeur Financier et Administratif.
Sa mission essentielle sera de lui fournir en permanence les éléments nécessaires au pilotage de l'entreprise. Il animera une équipe de 5 personnes, contrôlera l'ensemble des comptabilités ainsi que l'administration générale de la société. Il assurera personnellement la gestion de la trésorerie, jouera un rôle moteur dans la mise en place d'une informatisation et d'un contrôle budgétaire performants.
Ce poste de confiance intéresse un professionnel de la gestion d'entreprise diplômé de l'Enseignement Supérieur souhaitant exercer une fonction globale au sein d'une PMI dynamique. Age de 35 ans minimum, ses compétences couvriront l'ensemble de la fonction financière et administrative.
Si ces perspectives vous intéressent, merci d'écrire sous référence 8102 M à François CORNEVIN qui traite confidentiellement cette recherche.



EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL PARIS
400.000 +

Groupe hollando-américain de dimension internationale à la pointe de son domaine offre poste de responsabilité totale pour le développement de sa filiale en France.

Assisté d'un personnel qualifié, vous prendrez en charge l'ensemble de la gestion de la société marketing, contact avec les principaux clients, contrôle financier.

Vous êtes dynamique, agressif, avez des talents de négociateurs : d'animateur, d'entrepreneur et de gestionnaire, avec le souci de la rigueur et du détail. Vous avez déjà exercé des responsabilités de gestion globale d'une activité, de préférence dans le domaine de la distribution des biens de consommation, grand public, ou de l'édition.

Votre formation est de préférence HEC, ESSEC, CENTRALE ou équivalent. Vous parlez l'anglais très couramment.

Adresser C.V. plus photo et prétentions à N° 7545, « LE MONDE »,
5, rue des Italiens, service ANNONCES CLASSÉES
75427 PARIS CEDEX 09.

DIRECTEUR TRANSPORT
220/250.000 F

Pour la Division Transport National d'un Groupe de Transport d'envergure internationale très performant sur les créneaux choisis.

Rattaché à la Direction Générale, il assure :

- l'animation commerciale et mène l'action de développement dans sa région (rayon 200 km autour de Paris).
- *la gestion d'agences regroupant 160 personnes dont les activités principales sont la* messagerie express, le groupage, l'affrètement.

Il s'impose par sa crédibilité technique acquise dans une société aux activités similaires, sa sensibilité commerciale, ses qualités de gestionnaire.

Vos candidatures seront traitées confidentiellement sous réf. 735-M par Françoise BARSI
LTM CONSULTANTS
63, avenue de Villiers 75017 Paris.

Le groupe Ingénierie Industrie SEQUIPAG
recherche pour sa filiale de construction de matériel de manutention continue et de machines de transformation des grains :

UN DIRECTEUR TECHNIQUE

ayant la responsabilité de la fabrication et des études (études d'installation, d'exécution, conception et mise au point de nouveaux équipements).

Il participera à la mise en place d'un système CAO au sein du groupe.

Ce poste conviendrait à un **ingénieur de formation Centrale, A.M. ou équivalent**, âgé de 35 ans au moins, ayant une solide expérience industrielle dans le domaine de l'électromécanique.

Lieu de travail : **Normandie.**

Adresser C.V., photo et prétentions à
SEQUIPAG 2 rue Stéphenson
78181 ST QUENTIN EN YVELINES Cédex.

Poste Directeur Services du Centre *Régional* pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptées Pays Loire à pourvoir le 1er AVRIL 1983.
Poste ouvert à toute personne de + de 35 ans, ayant comp. tech. et administratives garant. *par des titres et expér. prof.* cadre d'au moins 10 ans de action sociale au serv. des pers. inadapt. et handicap.
Candidats doivent être aptes à animer et coordonner une équipe technique pluridisciplinaire (Cond. trav. C.C.N.T. 1966). Doss. candidat.
Lettre manuscrite et C.V. détaillé précis. titres, qualificat. et réf. prof. à adresser à M. BERTRAND, président du C.R.E.A.I., 4, rue Jeanne, 44200 Nantes.

ASSOCIATION ADAPC
siège
MAIRIE CHENOVE 21300
recherche

DIRECTEUR

Permanent CLSH, animateur sur la cité, ville 20.000 hab. Titul. BAFD, DEFA ou assimilé. Ind. PEGC. Candid. au siège.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois internationaux — emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS
C.A. 600 millions de Francs - effectif 900 personnes - recherche

RESPONSABLE D'USINE
INDUSTRIE CHIMIQUE EN EGYPTE

Notre filiale égyptienne, implantée à 30 km du Caire, est en pleine évolution.

- Le titulaire de ce poste est rattaché au Directeur Général; il est responsable de l'ensemble de la production d'une *gamme diversifiée de produits chimiques* et parachimiques, et a autorité sur une quarantaine de personnes.
- Le profil recherché est le suivant :
  - minimum 32 ans,
  - ingénieur chimiste ou expérience équivalente,
  - aptitude prouvée à organiser des fabrications et animer le personnel,
  - *bonne pratique de l'anglais,*
  - forte personnalité capable d'initiatives et d'un sens développé des responsabilités.

Adresser candidature accompagnée d'un c.v sous référence 1506 à :
COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS
Direction des Relations Humaines
28, boulevard *Camélinat*
92233 Gennevilliers.

CFPI

GABON recrute

PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET TECHNOLOGIQUE

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

Professeurs d'enseignement technique et technologique titulaires d'un des diplômes suivants :

Ingénieurs, B.P. + expérience, B.T.S., D.U.T., C.A.E.C.E.T., C.A.P.E.T., expérience professionnelle ou pédagogique de 3 ans minimum dans les spécialités :
– Constructions métalliques.
– *Mécanique* automobiles.
– Mécanique entretien.
– Electromécanique.
– Construction mécanique (dessin industriel)
– Dessin du bâtiment.
– Froid, climatisation.
– Electronique.
– Plomberie, installations sanitaires (BP + expérience).
– Secrétariat (BTS minimum).

Pour enseignement dans lycées et collèges, capitale et provinces.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyages vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services *officiels à l'appui* :

- B.P. .... Indice 195 = 2.872 F.
- B.T.S ou DUT .... Indice 325 = 4.285 F.
- C.A.E.C.E.T. .... Indice 350 = 4.535 F.
- CAPET .... Indice 665 = 7.685 F.

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris
(comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée conforme des diplômes, C.V., copie certifiée conforme, états de service officiels ou certificats d'exercice, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour célibataire, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme de baccalauréat certifiée conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. – Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.

DARRAS ET JOUANIN
TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT
Recherche :

Pour le siège

Un cadre administratif chargé de :
– La gestion du personnel expatrié :
– La mise au point et le suivi des contrats exports (aspects juridiques, fiscaux, assurances, etc...).

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé H.E.C., SUP. de C.O. ayant déjà une première expérience dans la profession.
Anglais courant indispensable.

Débouché possible sur direction administrative de l'entreprise.

Pour un chantier en Arabie Saoudite à Hofuf.

Un cadre administratif chargé de :
– La direction du chantier : comptabilité générale, paye (expatriés et locaux), fiscalité locale, relations avec les autorités.

Ce poste conviendrait à diplômé H.E.C., Sup de Co, Sciences Eco, ayant déjà une expérience de l'Arabie.
L'anglais est indispensable, des notions d'arabe moderne seraient appréciées.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions à l'attention de la direction générale.
DARRAS ET JOUANIN.
4, rue Nicephore-Niepce
91420 MORANGIS.

POUR OUEST-AFRIQUE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
SECTEUR PARA PETROLIER

Recherche

2 CADRES qui seront en affectation soit en famille, soit 2/2 mois pour gérer – *développer agence.*

Expérience minimum exigée.

5 ans d'affectation en Afrique ;
- connaissance travaux offshore :
- gestion administrative :
- relations clients et administrations.

Envoyer C.V. complet plus deux photos sous/n° 7569
LE MONDE PUB
service annonces classées.
5, rue des Italiens.
75009 PARIS, qui transmettra.

Cabinet juridique et fiscal rech. pour poste de responsabilités en Martinique

CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL

5 ans d'expér. privé ou administration.

Écr. avec C.V. et photo s/réf. 3457 à INTER PA-B.P. 508. 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

FIELD SERVICE TECHNICIANS

Scientific calculations, the world leader in cad systems for the electronics industry, has a need for additionnal field service technicians to install cad systems and repair interactive computer graphics in europe.

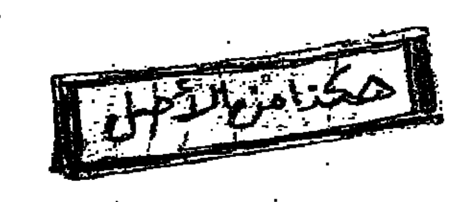
If you have a solid electronics background, are comfortable speaking english, and would like to learn about dec-vax, prime, and IBM-VM hardware-software.

PLEASE CALL :

Jim Bogart. Tél. : (1) 675-90-45 PARIS.

Or write to him at :

Scientific calculations (Europe) B.V 73-79. STATION ROAD.
West Drayton, Middlesex UB7 7LT ENGLAND





emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) — emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

Pour de grands chantiers à l'exportation

Cabinet d'Ingénieurs Conseils, nous nous voyons confier l'ouverture et la responsabilité de grands chantiers bâtiment à l'étranger. *Pour y assurer notre* double mission opérationnelle et fonctionnelle, nous souhaitons intégrer à nos équipes déjà constituées pour ces projets, des hommes jeunes, passionnés par la vie de chantier à l'export, conscients de tout ce que cette expérience apportera d'enrichissant.

Ingénieurs Méthodes

Ce sont des ingénieurs généralistes : Centrale, AM, Mines,... Ils ont de préférence une formation complémentaire BTE ou de Methodes Industrielles leur permettant de remplir au mieux leur rôle de conception et de mise en application des méthodes sur chantier. (Réf. 746 M).

Ingénieurs Formateurs

Eux aussi ingénieurs généralistes, ils possèdent une première expérience chantiers BTP. (Réf. 747 M).

Techniciens Méthodes

BTS – BTE, ils seront chargés de l'analyse et de la préparation du travail (Réf. 748 M).

Conducteurs de Travaux

ou Chefs de Chantiers, ils assureront la coordination des travaux (gros-œuvre) et la formation du personnel étranger (Réf 749 M).

Tous ces postes exigent - outre des compétences techniques évidentes - de grandes qualités d'adaptation, de souplesse et de pédagogie. Ils intéressent de jeunes professionnels (27-30 ans environ) prêts à s'expatrier pour des missions de 1 à 3 ans, avec tous les avantages que cela suppose. Une intégration définitive dans l'entreprise sera possible en fonction des résultats obtenus.

Des informations complémentaires sur ces postes seront données au cours d'un entretien aux candidats qui auront au préalable adressé leur dossier (indiquant leur rémunération actuelle et leur délai de disponibilité) sous référence du poste choisi à

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

Membre de syntec — Dessaht

Réparation navale
Ingénieur production à Panama

Ce chantier de réparation navale situé à *Balboa ne compte que* 120 personnes dont une vingtaine d'expatriés, mais il est appelé à se développer considérablement. Sa localisation géographique, passage obligé pour les navires, véritable marché captif, en est le garant. L'on y vit dans un environnement américanisé, travaillant en anglais surtout, avec des collègues de langue française ou espagnole. La capacité d'épargne est intéressante et les familles apprécient le confort de la vie qu'elles y trouvent.

C'est une société française qui vous engagera au titre de l'assistance technique avec un contrat à durée indéterminée pour être, auprès du Directeur de la production, l'animateur de l'équipe des chefs de bord et de celle des responsables de production : bords, ateliers et services généraux en coordination avec l'ingénieur chargé des méthodes et du planning.

Si vous avez une bonne expérience de cette fonction, de préférence dans la réparation navale, si vous parlez bien l'anglais et peut-être aussi l'espagnol, si vous avez déjà travaillé à l'étranger, accompagné de votre famille, écrivez rapidement aux consultants du cabinet CLEAS sous référence 838 M. Ils vous présenteront le poste et notre chantier.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS. Tél : 267.35.11.

La Commission des Communautés Européennes

organise un concours général sur titres et épreuves pour la constitution d'une réserve

d'interprètes et d'interprètes adjoints de conférence

connaissant le grec (masculins ou féminins)

Qualifications : □ posséder un diplôme universitaire; □ être de langue principale allemande, anglaise, danoise, française, italienne ou néerlandaise (un concours pour les candidats de langue principale grecque est publié sous la référence LA 366/369) ; □ ***posséder la connaissance de la langue grecque et*** d'au moins une des six langues suivantes : allemand, anglais, français, danois, italien, néerlandais, autre que la langue principale.

interprètes

□ être né après le 31.12.1942 ;
□ posséder une expérience de 18 mois minimum comme **INTERPRÈTE DE CONFÉRENCE.**

interprètes adjoints

□ être né après le 31.12.1950;
□ posséder une formation ou une certaine expérience d'**INTERPRÈTE DE CONFÉRENCE.**

Lieu d'affectation : Bruxelles.
Le formulaire de candidature obligatoire peut être obtenu en rappelant la référence COM/LA/367-370 auprès de
soit : Bureau de Presse et d'Information de la Commission des Communautés Europeennes, 61, rue des Belles-Feuilles, 75782 PARIS, CEDEX 16. TÉL. : 501.58.85.
soit : Commission des Communautés Européennes, Division Recrutement, 200 rue de la Loi. 1049 Bruxelles. **Date de clôture des inscriptions : 18.2.1983.**

GABON recrute
PROFESSEURS ET INSTITUTEURS

LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE
recherche pour la rentrée 1983-1984

PROFESSEURS :

P.E.G.C., licenciés, maîtrises et certifiés pour enseignement 2e degré général et technique en mathématiques, physique-chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune candidature reçue en anglais, philosophie, histoire et géographie.

INSTITUTEURS :

Titulaires du C.A.P. primaire pour enseignement 1er degré, capitale et provinces.

Avantages pour tout personnel :
Logement assuré, soit hôtel tout confort, soit appartement meublé, suivant possibilités, avantages familiaux, voyage vacances tous les ans.

Salaire mensuel brut pour ancienneté d'exercice de 5 ans après diplôme (tous pays) le plus élevé, état des services officiels à l'appui :

• Instituteurs	indice 325	= 4.285 F
• P.E.G.C.	indice 350	= 4.535 F
• Licenciés	indice 325	= 4.285 F
• Maîtrises	indice 515	= 6.185 F
• Certifiés	indice 665	= 7.685 F

Adresser candidatures avant le 15 mars 1983 au Service Culturel, Ambassade du Gabon, 26 bis, avenue Raphaël, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, C.V. copie certifiée conforme états de service officiels ou certificats d'exercice, copie certifiée conforme des diplômes, extrait de casier judiciaire, fiche familiale d'état civil, fiche individuelle pour les célibataires, certificat médical, copie certifiée (recto-verso) de la carte d'identité, copie du diplôme du baccalauréat certifié conforme).

Tous les dossiers sont à fournir en double exemplaire.

N.B. – *Tout dossier non strictement conforme à l'annonce ou incomplet sera retourné à l'expéditeur.*

ingénieur commercial export
BIENS INDUSTRIELS

Une importante société de négoce de biens d'equipement et de consommation industriels recherche un ingénieur commercial export pour développer ses ventes en AFRIQUE NOIRE. Il aura pour mission de prospecter, d'élaborer des propositions, de suivre les affaires en relation avec les fournisseurs et les transitaires, de conclure des marchés.

Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire d'avoir une expérience de l'Afrique et une connaissance du milieu des affaires, de savoir négocier à tous les niveaux, de parler anglais et d'être disponible pour des fréquents déplacements (50 % du temps). Une formation technique serait un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et rémunération souhaitée sous référence 7842-M à I.C.A. - 3 rue d'Hauteville 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

GROUPE DE COMMERCE INTERNATIONAL recherche

2 INGENIEURS INFORMATICIENS

pour des filiales implantées au
CAMEROUN et au NIGERIA

Ils seront chargés de mettre en place des logiciels et des progiciels interactifs sur systèmes IBM 34 ou GAP II.
Une expérience sur ce type de matériel est indispensable.
Une parfaite maîtrise de l'anglais et du français est également indispensable, notamment pour le Nigéria.
Nous proposons des contrats d'expatriés pour une durée indeterminée.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 56845 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cédex 01 qui transmettra.

emplois internationaux emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT GROUPE NATIONAL DU SECTEUR TERTIAIRE PARAPUBLIC

recherche
pour la Région Ouest

UN CHARGÉ DE MISSION ÉCONOMIQUE

Il aura pour mission auprès d'un département :
– d'analyser son tissu économique,
– de proposer une politique de développement et de mettre en œuvre les moyens de cette politique.

Il devra entretenir d'étroites relations avec les Élus et les Administrations locales, et assurer la liaison avec ceux-ci et les chefs d'entreprises.

Formation exigée : École Supérieure de Commerce, ou formation universitaire.

Adresser C.V. et prétentions s/nº T 037.754 M. à **RÉGIE PRESSE**
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Organisme technique Région Ouest, recherche pour ses activités « matières plastiques » et « composites »

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ayant quelques années d'expérience dans :
– l'analyse et la modélisation des écoulements fluides avec échanges thermiques ;
– l'utilisation des moyens informatiques (BASIC, FORTRAN).

Connaissance des matériaux plastiques souhaitée.

Réponse écrite avec C.V. ss nº 950.570 à H.A.P., Hall Petites Annonces 7x, 44040 NANTES CEDEX.

cei Toulouse

Après s'être imposé sur le marché français en tant que spécialiste de télétraitement en temps réel au service de l'entreprise, le Centre d'Etudes Informatiques a consolidé son développement par la construction d'ordinateurs.
Le dépassement de ses premiers objectifs l'amène à augmenter ses effectifs.
Ce type d'ordinateurs ouvre un marché potentiel très important et entièrement répertorié de nos services commerciaux. En conséquence, le CEI recherche :

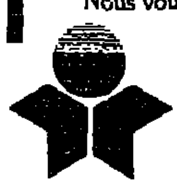
2 analystes concepteurs
Réf. 1000 B

Diplôme Ingénieur : INSA, Supelec, ENSEEIHT, maîtrise Informatique ou équivalent ou IUT Informatique avec expérience très conséquente.
Mission : prise en charge d'un certain nombre de dossiers client pour la mise en œuvre de systèmes spécifiques appliqués.
- conception de systèmes dans une optique de *généralisation de solutions.*

1 ingénieur commercial
Réf. 1000 C

Notre candidat assurera la prospection et le suivi d'une clientèle que nous lui confierons sur toute la France. Il devra justifier d'une expérience commerciale et d'une bonne approche de fonctionnement d'une entreprise.
Il sera dynamique et capable d'évoluer car notre poste le permet.

Expérimentés ou débutants, selon leurs qualifications particulières nos ingénieurs accepteront les déplacements pour les analyses en clientèle mais seront domiciliés à Toulouse.
Nous vous remercions d'adresser un dossier complet en précisant la référence choisie à :



nicole maury conseil 5 rue Saint-Pantaléon 31000 Toulouse,
qui vous assure d'une totale discrétion.

média-system

GROUPE CHEDDITE AYANT DES ACTIVITÉS EN FRANCE, SUISSE ET ITALIE
recherche :
POUR SON ÉTABLISSEMENT DE VALENCE *(DROME)*

PERSONNES QUALIFIÉES

Ayant expérience dans la conduite d'usine moderne très mécanisée et très automatisée pour seconder le directeur de l'usine dans le cadre du développement de l'entreprise.

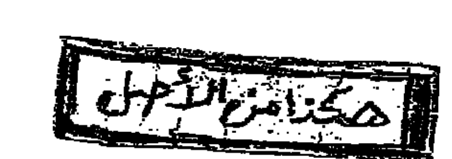
Nous vous prions d'envoyer votre curriculum vitae manuscrit, le plus détaillé possible, avec vos aspirations. Rémunération intéressante pour personne très motivée.

Ecrire s/nº 7.565 *le Monde* Pub., ANNONCES CLASSÉES – 5, rue des Italiens 75009 PARIS, réponse assurée.



CADRE TECHNIQUE

pour occuper le poste d'AUDIT INTERNE
De formation supérieure DECS complet ou équivalent.
A travers une première expérience professionnelle en Cabinet ou en Entreprise, il aura acquis, les connaissances comptables, fiscales, organisation, informatique, indispensables à la fonction.
Poste fonctionnel, rattaché à la D.G., nécessitant objectivité d'appréciation, souplesse d'adaptation et basé à ALENCON.
Veuillez adresser lettre manuscrite + CV sous réf. J.O./CT à Jean Olivier BP 28 - 35740 Pacé qui assure les 1er entretiens.






emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON - BRANDT
BRANCHE GRAND PUBLIC

Ensemble industriel de 2 000 personnes, leader européen du lave-linge, recherche à LYON

Ingénieur en automatismes

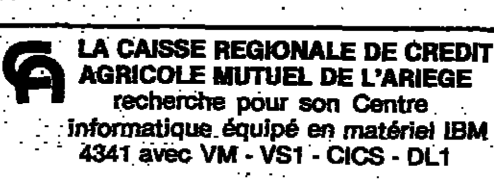
Généraliste diplômé, il sera responsable au sein des services Méthodes, d'élaborer des solutions techniques d'automatisation de l'outil de production, de rédiger les cahiers des charges, de piloter la sous-traitance pour la réalisation et la mise en place des systèmes automatisés (automates programmables, informatique de gestion de production).

Ce poste évolutif grâce à la dimension du Groupe, nécessite des qualités de contact pour «vendre» ses idées aux utilisateurs et une aptitude à traiter des problèmes pluridisciplinaires.

Ecrire au **CABINET GATIER**, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous référence **570 M**.

Cabinet Gatier

média-system



LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ARIEGE
recherche pour son Centre informatique équipé en matériel IBM 4341 avec VM - VS1 - CICS - DL1

UN PROGRAMMEUR SYSTEME

destiné à venir compléter l'équipe « Système » en place.

Le candidat devra justifier d'une formation supérieure type MIAGE, IUT ou équivalente.

Une expérience sur matériel IBM serait appréciée.

Adresser candidature manuscrite accompagnée d'un C.V., photo et en précisant prétentions à :
C.R.C.A.M. ARIEGE RHU
9, Av. de Lérida 09000 - FOIX.



Chef de centre stockage/expéditions — Amiens

Un groupe international, spécialisé dans les produits de grande consommation, leader sur son marché, en constante progression et évolution, recherche son chef de centre stockage/expéditions. Responsable d'un établissement autonome situé à Amiens, d'une surface construite de 8.000 m² et d'un effectif de 65 personnes, il gérera et développera la logistique de cette unité dans le cadre des objectifs d'expéditions et du budget de fonctionnement. Il dispose pour cette tâche d'un équipement informatique en temps réel et interconnecté. Il doit être à la fois un homme de terrain et d'action, ainsi qu'un organisateur soucieux d'améliorer et d'innover. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de 29 ans minimum, ingénieur de formation (ou école de gestion), possédant une expérience équivalente acquise dans l'industrie ou la distribution. La rémunération proposée sera très motivante, et son niveau sera directement fonction des compétences offertes. Ecrire à H. MICHERON. Réf. A/R9000M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef de service production et entretien — 200.000 F

Produits métallurgiques - Cette société, filiale d'un important groupe français, fabrique et commercialise des produits métallurgiques de haute technicité et réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'export. Elle recherche son chef de service production et entretien. Dépendant du directeur d'usine, et dans le cadre d'une large autonomie, il gérera deux ateliers de fabrication dotés de matériels performants et sera responsable de l'ensemble de *l'organisation et de la gestion de la production*. Son action portera sur l'optimisation des moyens et l'amélioration de la productivité. De plus, il aura en charge le service entretien de l'usine qui utilise des méthodes modernes de gestion (entretien préventif). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation ingénieur (AM ou équivalent) et ayant acquis 4/5 ans d'expérience minimum, soit comme responsable de fabrication, soit comme responsable d'un service entretien. Des connaissances en métallurgie seraient un atout supplémentaire. De réelles perspectives de carrière sont ouvertes au sein du groupe pour un élément de valeur. La rémunération, essentiellement liée à l'acquis professionnel du candidat retenu, pourra atteindre 200.000 francs, voire plus si l'expérience le justifie. Ecrire à R. DAUDIN. Réf. A/3679M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Jeunes ingénieurs mécaniciens, informaticien et chimiste — Centre

La filiale française d'un groupe industriel international recherche, pour l'un de ses centres de production, de jeunes ingénieurs justifiant éventuellement d'une première expérience, affectés après formation aux services suivants :

Méthodes et rémunérations : Le chef du département chargé des méthodes industrielles et administratives recherche son adjoint. Ingénieur AM ou équivalent, il sera chargé des temps, des méthodes et de la paie ouvrière. Anglais souhaité.

Production : Le chef de fabrication d'un département de 500 personnes souhaite recruter son adjoint. Ingénieur AM ou équivalent, il sera avant tout un homme de terrain. Anglais souhaité.

Informatique : Ingénieur informaticien, le candidat retenu assurera le fonctionnement des applications courantes et développera la gestion intégrée d'une grande usine. Anglais souhaité.

Développement : Le jeune ingénieur chimiste recherché (spécialisation polymères de préférence ESICA ou EAHP) sera après formation chargé de la formulation des mélanges de polymères. Responsable d'une dizaine de personnes, il travaillera en liaison étroite avec les chefs de produits et la production. La pratique de l'anglais est indispensable.

Les rémunérations offertes pour ces postes évolutifs seront fonction de la formation et de l'acquis professionnel des candidats retenus. Ecrire en précisant clairement le poste choisi à Ph. BONNEFOY. Réf. A/3700M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Chef de service administratif et juridique — Bretagne

Un important hôpital privé, ayant une capacité d'accueil de 1.500 lits et employant plus de 1.000 personnes, recherche le chef d'un service d'environ 25 personnes. Il aura en charge l'administration et la gestion des biens des malades (sous tutelle ou non). Il sera responsable des dossiers administratifs des malades et devra, en relation avec la sécurité sociale et les organismes concernés, *assurer la prise en charge des frais de séjour. Enfin, il gérera le département facturation.* Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, disposant d'une formation juridique supérieure, ayant une expérience de l'animation d'un service et si possible de l'administration et de la gestion des biens (dans une étude de notaire par exemple). Des connaissances de la législation des assurances sociales seraient appréciées. La rémunération, à laquelle s'ajoute un logement de fonction, dépendra essentiellement de l'expé*rience du candidat retenu. Ce poste est situé au centre de la Bretagne.* Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2338M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGÉNIEUR-PROJET
– Ingénierie Électronucléaire –

Notre société, filiale d'un très grand groupe industriel français, développe rapidement ses activités de conception et de fabrication de combustible nucléaire pour les centrales de production d'énergie.

Nous proposons une intéressante opportunité de carrière à un **INGÉNIEUR diplômé,** possédant 3 années au moins d'expérience industrielle du suivi d'affaires.

Ce poste, aux aspects relationnels importants à l'intérieur de l'entreprise comme auprès des fournisseurs, couvrira l'ensemble de l'exécution des contrats notamment le respect des plannings et budgets et le suivi de réalisation des produits.

La connaissance précise de nos activités et de nos procédures lui ouvrira de larges perspectives de carrière dans un domaine en développement.

Poste basé à **LYON** et entraînant quelques déplacements de courte durée en France et en Europe.

Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 75434/LM à notre Conseil

MILO M.R.H 45 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT



GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes — 300 Millions de C.A.
pour faire face à son développement, recrute pour son unité de production de La Roche-sur-Yon (Vendée) : fabrication grande série automatisée, matériel de chauffage

Jeunes Ingénieurs
débutants ou presque

Nous recherchons de jeunes diplômés AM, INSA, ENSI ou équivalent, débutants ou ayant acquis une première expérience en milieu industriel.

Après une période de formation et d'adaptation assurée par nos soins, ces ingénieurs se verront confier des responsabilités au sein de services liés à la production : contrôle *qualité, bureau d'études, fabrication, recherche et développement.*

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1027 à
DIRECTION DU PERSONNEL — ATLANTIC — 87 X — 85002 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

Publival



R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

POUR DÉVELOPPER ET RENFORCER LA LOGISTIQUE FONCTION CLEF DE NOTRE POLITIQUE DE PRODUITS
Nous recherchons

LE RESPONSABLE DU PLANNING INDUSTRIEL

Il aura la responsabilité:
- *d'assurer la cohérence et la coordination des prévisions et des programmes d'approvisionnement;*
- *d'améliorer le suivi de gestion des stocks;*
- *d'entreprendre en relation avec les directions de produits les actions nécessaires.*

Le candidat aura les qualités humaines et le dynamisme pour animer une équipe et assurer les liaisons internes ainsi que les contacts avec l'extérieur.

Il devra:
- posséder une formation supérieure de gestion ou ingénieur;
- avoir quelques années d'expérience de la fonction en milieu industriel;
- maîtriser la connaissance écrite et orale de l'anglais.

Le poste est à pourvoir dans notre Centre de Caen, situé à 220 km de Paris.
De larges possibilités d'évolution sont possibles au sein de notre Groupe.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. sont à adresser au Département du Personnel,
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC - Route de la Délivrande - B.P. 6025 - 14001 CAEN CEDEX.



Contrôleur de gestion junior à Strasbourg

Le réseau de nos filiales de distribution s'étoffe à la mesure du développement constant de notre activité. Et notre contrôle de gestion est, bien sûr, directement concerné par cette extension. Sa charge s'accroît régulièrement et il a besoin de se renforcer.

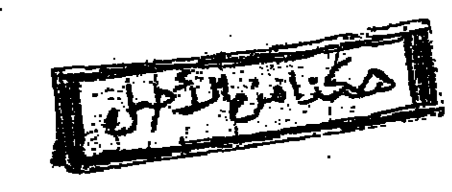
Pour le compte du contrôleur qui, au siège à Strasbourg, a compétence sur toute notre activité commerciale, vous serez essentiellement chargé(e) de suivre l'activité de ces filiales : c'est-à-dire élaborer et mettre en application des procédures (il y a encore à faire...), établir et analyser les synthèses périodiques, réaliser occasionnellement des études (par exemple, sur les investissements), etc. Le tout naturellement en contact étroit avec le Directeur de la distribution qui assure la coordination d'ensemble de ces filiales. Et temps permettant, vous *serez associé(e) aux activités du contrôle de gestion dans d'autres domaines.*

Nous souhaitions accueillir dans ce poste - en création - un jeune diplômé d'études supérieures de bon niveau orientées gestion ou finance qui a puisé dans ses études et sa courte expérience un vif intérêt pour l'analyse des chiffres. L'idéal serait qu'il ait déjà eu un contact avec la distribution. Nous offrons à ce «junior» d'entrer dans un contrôle de gestion bien charpenté où il pourra à la fois parfaire sa formation et apporter une contribution personnelle. Trois points encore à mentionner pour ce poste : une bonne aptitude relationnelle, la disponibilité à quelques déplacements, et un niveau opérationnel en anglais car *notre groupe est international.* Et, pour un jeune, la vie à Strasbourg a des ressources certaines. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement attendent votre lettre sous référence 432 853M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



LE LEADER MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTRO-PORTATIF recherche pour son siège près de LYON et dans le cadre du développement de son Département INFORMATIQUE (2 IBM 4341, 1 IBM 4331 sous DOS/VSE dans un environnement CICS/DL1/VTAM évoluant vers VM).

UN RESPONSABLE SYSTÈME
(Réf. 739)

Rendant compte au Directeur Informatique, il assurera la mise en exploitation d'applications diverses et exercera un rôle de *support technique* auprès des unités d'études et d'exploitation.

Cette opportunite ne peut s'adresser qu'à un candidat justifiant d' une première expérience système acquise dans une configuration de caractéristiques analogues.

UN RESPONSABLE D'EXPLOITATION
(Réf. 742)

Rattaché au Directeur Informatique, il aura pour mission d'organiser et d'optimiser les moyens de *l'exploitation en fonction des exigences de normes* et de délais imposés par les systèmes de traitement. Pour ce faire, il animera des cellules de préparation, saisie, exploitation représentant un effectif de 8 personnes.
Cette fonction convient à un candidat pouvant faire état d'une formation de type B.T.S-D.U.T... et d'une *expérience pratique similaire.*

L'expansion de la Société, que traduit le développement informatique, garantit le caractère motivant de ces postes.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et prétentions à BLACK et DECKER, à l'attention de C. NICOLAZZI - B.P. 0633 - 69239 LYON Cèdex 02

Filiale d'un très important groupe industriel français, notre activité de **fournisseur et prestataire de services pour l'industrie électronucléaire** connaît une croissance rapide. Nous renforçons dans ce cadre nos structures et nous recrutons un

INGÉNIEUR QUALITÉ

De formation Ingénieur Grandes Écoles dans le domaine de la mécanique et de la métallurgie et ayant acquis quelques années d'expérience industrielle.
Le poste proposé permettra à son titulaire de couvrir, dans le domaine de la qualité, tous les processus de fabrication. Il sera en relation avec tous les départements de la société, y compris les implantations industrielles en France et à l'étranger (des déplacements sont à prévoir: **anglais nécessaire).**
Le niveau de responsabilités et les évolutions auxquelles cette fonction prépare nécessiste en outre rigueur et autonomie.
Ce poste est basé à **LYON.**
Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74623 à notre conseil

MILO M.R.H 13 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine

HAVAS CONTACT

---

sepro LA-ROCHE-SUR-YON (Vendée)

Constructeur d'équipements industriels pour l'automatisation du travail de la tôle et des plastiques.
N°1 français dans sa spécialité, recrute pour son secteur ROBOTIQUE

Ingénieur d'affaires

Electromécanicien, A.M., INSA ou équivalent

Expérience 3 ans environ. Après une période de formation, assurée par nos soins, il sera chargé :
- *d'analyser les besoins des clients,*
- de présenter les devis,
- de participer directement à la mise en service des équipements,
- d'assurer le suivi en clientèle.

Ce poste essentiellement technique, comporte de nombreux contacts en clientèle et des déplacements de courte durée en France et en Europe.

Adresser C.V. *manuscrit*, photo et prétentions sous réf. 1066M à
DIRECTION DU PERSONNEL — SEPRO — 87X — 85002 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

Publicis



atlantic
La grande marque pour bien chauffer

GROUPE INDUSTRIEL EN CONSTANTE PROGRESSION
700 personnes — 300 Millions de C.A.
pour faire face à son développement, recrute pour son unité de production de Pont-de-Vaux (Ain) : fabrication de chaudières gaz et fuel, chauffe-eau industriels

Ingénieur d'études

INSA, ENSAIS, ENSI ou équivalent, débutant ou presque

Au sein d'une équipe de 5 ingénieurs et techniciens, et sous la responsabilité du Chef de Service, il participera au développement des produits nouveaux.
De solides connaissances en thermique seraient particulièrement appréciées.
De bonnes connaissances en électromécanique et électronique seraient un atout supplémentaire.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 170M à
DIRECTION DU PERSONNEL — CIP — 87 X — 85002 LA ROCHE SUR YON CEDEX

Publicis

THOMSON - BRANDT
BRANCHE GRAND PUBLIC

Ensemble industriel de 2 000 personnes, leader européen du lave-linge, recherche dans le cadre de l'élargissement de son BE et d'innovation

Ingénieur électronicien — LYON

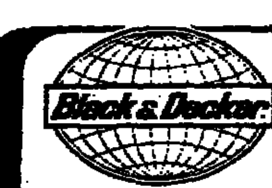
de formation SUPELEC ou autre, il prendra en charge les Recherches et Développement en Electronique et Electromécanique : *conception, prototypes, essais et mise au point dans l'optique de produits nouveaux, de réduction des* coûts et d'amélioration de la qualité, aidé par une équipe comprenant ingénieur et techniciens. **(réf. M 380).**

Ingénieur mécanicien ou électromécanicien — LYON

CHEF de PROJET, dans un premier temps, il prendra en charge des sous-ensembles sous la responsabilité du Chef de Produit. Dans un délai d'un an maximum, il devra assurer la conduite des Recherches et Développement du produit complet **(réf. M 400).**
Dans ces deux postes, nous accueillerons un JEUNE INGENIEUR ayant acquis obligatoirement une ou deux expériences industrielles et voulant évoluer au sein d'un Groupe pouvant lui apporter une évolution rapide. L'autonomie est grande et implique des contacts avec l'extérieur.
Ecrire au **CABINET GATIER** 32 rue Barrême 69006 **LYON**, sous référence correspondante.

Cabinet Gatier

média-system



Le leader mondial de l'outillage électro-portatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22 000 personnes.

La Société française (1 200 personnes ; CA 800 M.F ; forte croissance) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne. Réputée pour le dynamisme de sa politique marketing, elle recherche pour cette activité un :

CHEF DE PRODUITS

Rendant compte au Directeur Marketing, il assurera la gestion d'une ligne de produits existants relevant de l'outillage grand public et commercialisés pour une part importante auprès de la Grande Distribution.
Par ailleurs, sa mission s'enrichira progressivement de l'ensemble des tâches permettant l'établissement d'un cahier des charges marketing pour le développement de nouveaux produits de bricolage.
Cette opportunité s'adresse à un candidat âgé de 28 ans environ, justifiant d'une formation de type H.E.C., ESSEC, SUP. DE CO. ou INGÉNIEUR + ISA ou CESMA.
Il présente une expérience marketing qui a pu être acquise dans des secteurs variés.
Des aptitudes à bien maîtriser les caractéristiques technologiques des produits constitueraient un atout supplémentaire.
La dimension internationale de la Société implique des contacts divers et de haut niveau qui rendent nécessaire une bonne maîtrise de la langue anglaise. Intéressantes perspectives de carrière.

Ecrire sous réf. 743 avec C.V. et prétentions à
BLACK ET DECKER à l'attention de
C. NICOLAZZI, BP 0633, 69239 Lyon cédex 02.

Arjomari - Prioux - Isère

INGENIEUR BREVET

chimiste ou papetier

Arjomari-Prioux, l'un des plus importants groupes de l'industrie papetière française (environ 3 milliards de CA - 3500 personnes en 1982) crée le poste d'ingénieur responsable des brevets.
Rattaché à la direction du laboratoire central, il a pour mission d'aider les ingénieurs de recherche dans la rédaction des brevets, ainsi que dans les réponses aux avis documentaires et rapports de recherche et dans leurs défenses auprès des administrations françaises et étrangères.

Il assure la liaison avec le secrétariat général, basé au siège à Paris, et le cabinet juridique du groupe.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation chimiste ou papetier, justifiant d'une pratique professionnelle d'au moins 3 années dans la juridiction des brevets. Il est issu d'un cabinet juridique spécialisé dans le dépôt des brevets ou d'un service brevet d'une entreprise. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Les conditions offertes et la dimension du groupe sont de nature à intéresser un candidat de valeur. Le poste est basé en Isère à proximité de Grenoble.
Un logement peut être prévu sur place.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 6453 M, à

EGOR RHONE-ALPES ou **EGOR S.A.**
Tour Crédit Lyonnais, 129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3. — 8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

ORGANISME A VOCATION SOCIALE
(Loire-Atlantique – 600 salariés)

RECHERCHE :

- SON ADJOINT AU RESPONSABLE FONCTION PERSONNEL

poste offert à un candidat de niveau supérieur, ayant eu expérience en mat. gestion personnel. Connaissant paie informatisée.

- SON RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION,

Chargé plus particul. de l'élaboration de ses journaux et revues.
Expérience presse écrite appréciée.

Adresser C.V. détaillé à :
U.M.L.A.
Service du Personnel
4, rue Désiré Colombe
44096 NANTES CEDEX.

Nous sommes une société spécialisée dans la fabrication de matériel électromécanique et électronique à hautes performances.

Nous recherchons notre :

CONTROLEUR DE GESTION

Pour l'intégrer à notre équipe de direction et participer à notre développement.

Sous l'autorité d'un membre du directoire, il sera responsable du contrôle de gestion des usines (2 établissements).

Il a sous sa responsabilité la comptabilité générale de l'établissement, la trésorerie, la comptabilité analytique et l'informatique.

Le candidat retenu devra posséder une formation de base solide en comptabilité générale (niveau D.E.C.S.) et en contrôle de gestion. Il aura pratiqué les méthodes comptables anglo-saxonnes et aura eu l'occasion de superviser ou d'utiliser très étroitement un système informatique.

Il devra avoir au minimum 5 ans d'expérience professionnelle d'un milieu industriel.

Une possibilité d'évolution importante est possible suivant la valeur du candidat.

Le poste est situé à 150 km au sud de Paris.
Rémunération : 200.000/250.000 F.

Ecrire s/nº 7.568 *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



EUROSOFT ROBOTIQUE

***Nous fabriquons des robots pour l'industrie électronique et réalisons* des automatismes de fabrication et de contrôle. Notre forte croissance nous conduit à créer 2 nouveaux postes pour notre bureau d'études situé près de NANTES.**

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ingénieur diplômé ; votre première expérience professionnelle vous a familiarisé *avec la technologie des systèmes à microprocesseurs.*
Vous serez chargé de la conception et du développement de sous-ensembles électroniques ou électromécaniques et des logiciels associés.

TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE

De formation DUT, BTS ou CFPA, possédant 2 ans d'expérience centrée sur l'utilisation des microprocesseurs en particulier 6800. Connaissances Basic appréciées.

Pour ces 2 postes situés dans un environnement géographique et humain agréable, *nous souhaitons recevoir rapidement des réponses* (lettre, CV, photo, prétentions) de candidats créatifs, passionnés par les techniques de pointe.

Ecrire à Ariane CHARTIER - EUROSOFT - BP 145 - 92154 SURESNES Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
réalisant un chiffre d'affaires proche de 2 milliards de francs grâce à des réseaux de :
SUPERMARCHÉS
ET D'HYPERMARCHÉS
implantés dans le Grand SUD-OUEST
recrute son :

RESPONSABLE ORGANISATION-MÉTHODES

RELIÉ AU DIRECTEUR DE GESTION, IL DEVRA ÊTRE :
- Agé de 30 ans minimum ;
- Diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole) ;
- 3 à 5 ans d'expérience minimum.

SES PRINCIPALES QUALITÉS SERONT :
- Capacités à l'analyse et à la synthèse de données chiffrées.
- Aptitude à la conception de procédures et à la rédaction de rapports.
- Aisance dans les contacts humains, notamment au niveau des relations fonctionnelles.
- Bonnes connaissances comptables.

Rémunération motivante fonction de l'exp. acquise.
Adr. C.V. manuscrit, photo et prét. sous nº 7.554 *le Monde* Pub. service ANNONCES CLASSÉES 5, rue des Italiens – 75009 PARIS.

BANQUE RÉGIONALE
APPARTENANT À UN GRAND GROUPE FRANÇAIS

cherche pour participer au développement de ses services informatiques à **PERPIGNAN**, un

analyste-programmeur

Jeune diplômé débutant ou ayant une première expérience informatique *il participera à la mise en œuvre d'une importante base de données sur* matériel CII-HB.

Ce poste évolutif, est placé dans un environnement très agréable.

Adressez votre dossier de candidature, sous référence 75447 LM, à

UNILOG-ETHNOS Conseil en recrutement — 9, rue Alfred-de-Vigny 75008 PARIS.
Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Un poste-clé dans nos structures : L'ASSURANCE-QUALITÉ

Filiale d'un grand groupe industriel français, notre entreprise est basée à **LYON** et développe ses activités dans un domaine technique très avancé.

Nous recherchons, pour la mise en application et le développement de notre programme d'Assurance de Qualité un **INGÉNIEUR diplômé,** ayant une expérience industrielle.

Intervenant dans tous les domaines de nos activités, le titulaire du poste sera en relation étroite avec nos fournisseurs et avec les différents services de la société.

Des déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir et impliquent une grande aisance dans la **pratique de l'anglais.**

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 75435/LM à notre Conseil

MILO M.R.H 45 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

Nous sommes une société leader dans la production de maïs doux en **Aquitaine.**
Nous recherchons notre

Responsable du service agronomique

Le candidat retenu devra :
- posséder une formation supérieure agricole (ingénieur ou équivalent).
- être jeune (28 à 35 ans) et motivé.
- avoir le goût des responsabilités concrètes et de très bonnes capacités d'organisateur.

Sa mission :assurer l'approvisionnement de l'usine en maïs doux, dans le cadre d'une gestion budgétaire précise :
- élaboration des plannings de production.
- négociation des contrats avec les agriculteurs.
- suivi des cultures.
- opérations de récolte et transport.

Une expérience de quelques années acquise en entreprise est souhaitée.
La connaissance de l'anglais ou la volonté de l'acquérir rapidement est indispensable en raison de fréquents contacts avec les **Etats-Unis.**

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 340 RT. à

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system

---

its

Institut de Développement en Biologie Appliquée, implanté sur le campus de l'Université de Compiègne (Oise), recherche :

UN IMMUNOCHIMISTE confirmé

pour diriger des programmes de recherches-développement.

Les conditions seront débattues avec le candidat, compte-tenu de son expérience.

Ecrire à : I.T.S. - U.T.C. - B.P. 233 - 60206 COMPIEGNE Cédex - ou téléphoner au : (4) 423.12.07. pour rendez-vous.

Ingénieur chimiste, pour prendre la tête de notre service recherche....

LILLE **140 000 F +**

Dans 6 mois. Le temps qu'il se familiarise avec notre entreprise : Filiale des CHARGEURS REUNIS, nous sommes spécialisés dans la fabrication de textile non tissé, destiné à divers marchés industriels et Grand Public.
Il prendra alors ses véritables responsabilités : conception et mise au point des nouveaux produits (dans le cadre d'une diversification et de nouvelles options technologiques que nous venons de prendre) à partir de leur formulation jusqu'à leur mise en fabrication, contrôle des produits finis et semi-finis, dans le respect des normes de qualité.
Il jouera un rôle moteur d'interface entre le marketing et la fabrication et organisera le travail de son équipe (5 personnes).
Ce poste clé, orienté vers l'innovation et la recherche de nouveaux produits nécessite une formation d'ingénieur chimiste confortée par une expérience de la recherche appliquée d'au moins 3 ans. Cela implique une personnalité ouverte, imaginative et affirmée pour jouer un rôle moteur dans son environnement. La connaissance du secteur textile constituera un atout supplémentaire.
Vous êtes invité à adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV detaillé, photo) sous réf. 83275 M à

Selecom 225, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

THÉATRE NATIONAL DE MARSEILLE
Dirigé par MARCEL MARÉCHAL
recherche un

RESPONSABLE DE L'ACCUEIL DU PUBLIC

Pour prendre en charge l'organisation et la gestion du service.
Statut agent de maîtrise (poste évolutif)
84.000 F annuel.
Travail intensif durant neuf mois.
Larges congés ensuite.

Poste à pourvoir rapidement.

Tél. : (91) 54-74-54, 9 heures à 19 heures.

THOMSON-CSF
DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES

... à BREST

INGÉNIEUR
Grande Ecole

- 7 à 8 ans d'expérience.
- Pour encadrer une équipe d'ingénieurs d'Etude en traitement du signal et traitement d'images dans le domaine de l'acoustique Sous-Marine.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Débutant ou quelques années d'expérience.
- Formation et expérience électroniques.
- Connaissance des techniques informatiques, de la programmation "Temps réel", et d'un langage évolué.
- Pour étude et réalisation d'équipements numériques combinant des aspects matériels et logiciels.

Envoyer C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF
Division des Activités Sous-Marines
Route du Conquet - 29283 BREST Cedex

Banque Populaire

d'AUVERGNE et CORRÈZE
offre
DES POSTES DE RESPONSABILITÉS à :

DIRECTEURS d'AGENCE RÉF. 8282

CHARGÉS DE CLIENTÈLE ENTREPRISE RÉF. 8283

Ces postes conviendraient à des EXPLOITANTS CONFIRMÉS (CLASSE IV, V, VI).

Seront particulièrement exigés :
- Tempérament commercial.
- Aptitude à animation d'équipe.
- Sens du risque.
- Connaissance mécanismes de financements P.M.E., P.M.I., artisans, particuliers.

POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE RAPIDE
au sein du réseau

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée C.V. détaillé rappelant référence et indiquant derniers émoluments + photo, adressée à

B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS. DISCRÉTION ASSURÉE.



5ème producteur mondial de tubes d'acier

Chef Comptable

Vitry le François (51)

Il aura pour mission essentielle la mise en place du système de comptabilité analytique dans 3 unités de production, soit un effectif de 1000 personnes environ.

Une formation supérieure ESC ou 3ème cycle universitaire + DECS, lui aura donné de solides bases en comptabilité, complétée par une expérience en comptabilité de 5 à 6 ans, de préférence dans l'industrie.

L'importance de la Société et du Groupe, permet d'envisager de réelles opportunités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite - CV - photo - rémunération actuelle, sous réf. 05.83 A : Madame Varène, Chargée du Recrutement des Cadres, Société VALLOUREC, 7, Place du Chancelier Adenauer 75764 PARIS Cedex 16.

SOLYVENT-VENTEC 1er constructeur européen de ventilateurs industriels 850 personnes - 4 usines en France offre une opportunité de carrière à un

Jeune Ingénieur
ayant un début d'expérience en
Informatique

Après avoir pris connaissance de la société, des matériels (Digital, PDP 11) et des applications, il participera à la réalisation des travaux en cours en s'impliquant personnellement dans les différentes phases : définition du cahier des charges, analyse, programmation, démarrage.
Après une ou deux années, qui lui permettront d'affirmer ses qualités personnelles d'organisation et de contact, il évoluera progressivement vers la responsabilité du service (5 personnes) sous tous ces aspects : exploitation, évolution des chaînes et du matériel etc.

Poste à pourvoir à Lyon.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées, sous réf 201, par *Josette Vanden Borre*

v.d.b conseil
Chamandre - 01340 Foissiat.

média-system

Importante Société Industrielle Française (9000 personnes), occupant 65 % de son marché en France, recherche pour ses usines du **NORD**, de **l'OISE** et de la **région d'ORLÉANS**, de jeunes

INGENIEURS

— débutants ou première expérience —

Diplômés d'**ARTS et MÉTIERS** ou équivalent, ils bénéficient d'une formation à nos activités et à nos équipements (machines très rapides, intégrant des automatismes poussés).

Les fonctions qui leur seront ensuite rapidement proposées (recherche/développement, process, entretien...) leur permettront de participer à l'encadrement des usines et d'exercer des responsabilités concrètes et évolutives.
Des qualités de contact et de commandement sont donc nécessaires.

Candidatures et CV sont à adresser sous réf. M à notre Conseil CERTTA-SFT, Mme J. MERCIER - B.P. N° 2 - 4, rue André-Dessaux 45401 FLEURY-les-AUBRAIS Cedex.

HAVAS CONTACT

Littoral méditerranéen

Pour une création de poste dans une structure en évolution, très important constructeur/installateur développant ses produits sur des marchés porteurs, recherche

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

disposant d'un bagage industriel solide et polyvalent mais surtout orienté vers la mécanique et le thermique et ayant complété sa formation de base technique par une ouverture vers la gestion commerciale.

Il lui sera confié des missions de marketing et de négociation d'achats d'engineering et de fournitures industrielles diverses, mais aussi du suivi des contrats à l'échelon international.

Pratique courante de l'anglais exigée.

A partir d'un diplôme d'ingénieur, nous recherchons un double facteur d'envergure et d'expérience.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 1701 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

BANQUE HERVET
recherche pour ses succursales de
TOURS (réf. 340)
et BOURGES (réf. 341)

2 CHARGÉS DE CLIENTÈLE PRIVÉE
Classe V, VI

Leur expérience professionnelle de 2 à 5 années dans cette fonction, s'appuie sur un diplôme de l'enseignement supérieur et/ou bancaire.

La connaissance du milieu local est un atout supplémentaire.

Intéressantes perspectives de carrière.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :

BANQUE HERVET

Direction du Personnel
Service Recrutement
127, av. Charles-de-Gaulle
92201 NEUILLY-SUR-SEINE

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
de taille internationale engagé dans la chimie et la transformation des macropolymères
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE
de RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

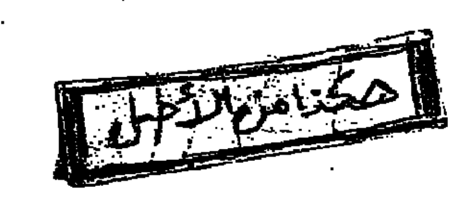
pour renforcer la fonction Technologie, Produits et Systèmes nouveaux.

Le candidat devra avoir :
- Un esprit créatif et réalisateur.
- Une expérience de 3 ans minimum dans une fonction développement.
- Des connaissances solides dans les disciplines mécanique, thermique, électrique.
- *Un sens aigu de la protection industrielle.*

Lieu de travail : région lyonnaise.

Promotion assurée dans le groupe pour candidat de valeur.

Adresser C.V. manuscrit détaillé.
Ecrire s/nº 7.546 *le Monde* Pub.,
service ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

responsable relations humaines

500 PERSONNES **220 000 F +**

VILLE UNIVERSITAIRE SUD-OUEST

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, FABRIQUANT ET VENDANT DES PRODUITS DE HAUTE TECHNICITÉ, cherche pour ses unités Recherche et Production du Sud-Ouest, un Responsable des Relations Humaines.

Sous l'autorité du Directeur General, il assume les fonctions classiques d'un chef du personnel (administration et gestion, recrutement, formation), mais il est surtout l'animateur des relations sociales et s'efforce de créer un climat positif avec les partenaires sociaux comme avec l'ensemble du personnel.

Ce poste convient à un cadre, 30 ans minimum, IEP, ESC, CELSA... ayant déjà une expérience confirmée des relations humaines en milieu de production. Sa progression de carrière est d'autant plus assurée dans le groupe qu'il a fait preuve de ses talents d'animateur et de négociateur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER, sous la réf. 284 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach. 75017 paris



membre de syntec

HAVAS CONTACT

BANQUE PRIVÉE

QUARTIER OPÉRA

recherche pour les Agences de la RÉGION PARISIENNE et de PROVINCE (GRENOBLE) CLERMONT-FERRAND, ORLÉANS, LYON

RESPONSABLE D'AGENCE

Niveau Bac ou B.P. de banque minimum une expérience bancaire de 5 ans sera exigée.

Des connaissances en Marketing, Economie et Droit commercial sont souhaitées, langue portugaise appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 8.200 M en précisant la région choisie à O.C.B.F. 66, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris qui transmettra.

LA VILLE D'AMIENS

RECRUTE

UN RESPONSABLE DES ÉTUDES INFORMATIQUES

En collaboration avec le Directeur et à l'écoute des services utilisateurs, dans le cadre d'un plan directeur, il assurera la coordination d'une équipe de 4 analystes et de 8 analystes-programmeurs.

La Ville est équipée d'un matériel DPS7, 65 CIIHB avec des bases de données IDS et télétraitement.

Adresser candidatures et C.V., prétentions et numéro de téléphone à

MAIRIE D'AMIENS
B.P. 2720 - 80027 AMIENS CEDEX
AVANT LE 31 JANVIER 1983.

AIREO.
génie climatique
recherche à son Siège Social
à LYON, un

Responsable maintenance extérieure

praticien confirmé du conditionnement d'air ou de la télésurveillance ou de la maintenance industrielle, il aura pour mission d'animer un service d'une vingtaine de personnes intervenant sur des installations existantes en actions systématiques ou ponctuelles. Une grande autonomie technique et commerciale doit lui permettre de réaliser une extension des services ainsi que le maintien d'une présence active auprès de notre clientèle.

Ecrire au CABINET GATIER, 32 rue Barrême 69006 LYON, sous réf. 075 M.

Cabinet Gatier

média-system



recherche

● **Un chargé de mission RELATIONS SOCIALES et ADMINISTRATION**

pour prendre en charge, sous l'autorité directe du P.D.G., la fonction personnel, les relations avec les délégués du personnel et le comité d'entreprise, la formation, les assurances et l'administration générale.

Le candidat, de formation juridique, aura une expérience minimum de 3 à 5 ans dans une fonction similaire, ou comme second.

● **Un responsable MARKETING**

pour prendre en charge, la promotion et la publicité, les études commerciales, la recherche et l'élaboration de produits nouveaux.

Expérience professionnelle dans l'une de ces branches indispensable. Anglais courant.
Sens de la gestion.

Pour ces postes, adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à BRIT AIR - B.P. 156 - 29204 MORLAIX

FAMICREDIT

Etablissement financier spécialisé dans le crédit à la consommation, membre du Groupe Bancaire International **CITIBANK** recherche pour son siège à **DIJON** un

Ingénieur diplômé d'une grande école scientifique

Le candidat retenu devra, entre autres, avoir acquis au cours d'une première expérience d'environ 2 ans, la maîtrise des techniques usuelles d'analyse statistique.

Ses activités, au sein de la Société, le conduiront essentiellement à l'évaluation des risques de crédit caractéristiques de notre marché, ceci en liaison avec les instances techniques appropriées du Groupe **CITIBANK**.

La réussite dans ce poste suppose une grande rigueur et une excellente capacité de relations avec l'ensemble de la Société.

Il s'agit d'une opportunité pouvant évoluer de façon attractive dans la Société ou le Groupe.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez candidature, CV, photo et prétentions à Franck de Bucy - Service du Personnel BP 449 - 21000 Dijon.

média-system

MJC COURS-LA-VILLE 69470 recrute pour le 1er février 83 un animateur cycle DEFA ou équivalent, secteur semi-rural, poste animation globale. Envoyer C.V. détaillé avant 20 janvier.

SUD-FRANCE
LYON
INGÉNIEUR
ETUDES S.A.
expérience 3-5 ans, stable
C.V. précis
1, cours d'Herbouville
LYON 4 (7) 828-63-68.

IMPTE ENTREPRISE T.P. région Sud-Est, recherche pour service canalisations

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Formation ESTP, Centrale de Lyon INSA.
Ecrire avec C.V s/réf. 3.298 à P. LICHAU S.A., 12, rue Président-Carnot, 69002 LYON qui transmettra.

CENTRE FORMATION ANIMATEURS
cherche
RESPONSABLE ADMINISTRATIF et PÉDAGOGIQUE
Temps partiel
Event. temps complet. Env. C.V., A.R.F.A.T.S.E.M.A., Institut d'Etudes judiciaires : 15, quai Claude-Bernard, *69007 LYON.*
Tél. : (7) 858-88-88, poste 618.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour son siège social à MARSEILLE

JEUNES DIPLOMÉS ENSEIGN. SUPÉRIEUR

(H.E.C., E.S.S.E.C., I.E.P. E.S.C. ou équivalent). Début. ou quelques ann. d'exp. anglais courant exigé.

Envoyer C.V., photo et prét. sous nº T 037.786 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

ORGANISME PUBLIC
NICE
recherche
pour durée 10 mois
ENSEIGNANT
ou
JOURNALISTE
ayant connaissance sciences de la nature, capacités synthèse et rédaction, talent vulgarisation. Aptitudes graphisme et communication appréciées.
Env. C.V. sous le nº 253062 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'agence de DUNKERQUE
de la BANQUE LOUIS-DREYFUS
recherche un

EXPLOITANT CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

pour développer et gérer une clientèle de particuliers de bon niveau.

Nous lui demandons :
- une expérience de plusieurs années de la fonction et notamment de la gestion de portefeuille (conseil et tertiaire sans mandat)
- un bon tempérament commercial appuyé sur de solides connaissances techniques (ITB apprécié)
- si possible la connaissance de la place ou de la région.

Nous lui offrons :
- le potentiel de développement d'une banque privée
- l'assistance au siège de services spécialisés réputés
- une évolution de carrière possible à Paris ou vers d'autres implantations régionales.

Envoyez lettre manuscrite avec c.v. détaillé, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la Banque Louis-Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Cerci et la Bureautique

Dans le cadre de la stratégie Bureautique définie par Jeumont-Schneider, Cerci développe :

à Lyon *(réf. 1301/M)*

LES COMMUNICATIONS :
- Architecture de réseaux,
- Conception et Développement :
  - procédures - protocoles - émulations de terminaux,...

à Paris *(réf. 1304/M)*

LES OUTILS BUREAUTIQUE :
- Courrier électronique,
- Archivage électronique,
- Serveurs,...

INGENIEURS

Vous possédez déjà 2 à 7 ans d'expérience dans ces domaines
(- connaissance réseaux, SNA, terminaux 3270 ou similaire d'une part,
- banques de données, gestion documentaire ou similaire d'autre part).

Venez apporter à l'équipe en place vos compétences et vos idées dans ce projet en phase de démarrage.

Déplacements éventuels en Californie.

Merci d'adresser vos candidatures sous référence correspondante à CERCI
Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro - 94120 Fontenay-sous-Bois.
(R.E.R Val de Fontenay)

Cerci

AXIAL Publicité

Le Centre Hospitalier Régional de LILLE recrute pour le Centre Régional d'Informatique Hospitalière du Nord/Pas-de-Calais.

DES CHEFS DE PROJET

Destinés à prendre la responsabilité de projets importants mettant en jeu les techniques les plus avancées de temps réel et de réseau.

Les produits concernés seront à implanter dans certains établissements hospitaliers du Nord et du Pas-de-Calais.

Condition requise :
Diplôme d'ingénieur ou universitaire équivalent + 5 ans d'expérience.

Tous renseignements sur la fonction peuvent être obtenus en téléphonant au (20) 96.92.80 poste 3287.

Adresser C.V., prétentions, photos à :
Monsieur le Directeur du Personnel
CENTRE HOSPITALIER
REGIONAL DE LILLE
2, avenue Oscar Lambret
59037 LILLE Cédex.

Société spécialisée en
EQUIPEMENTS TECHNIQUES
du BATIMENT
CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES
clés en main recherche,
pour son Siège Social
à LYON - VILLEURBANNE, son

Chef comptable

Responsable et animateur d'une petite équipe, il prendra en charge l'ensemble de la comptabilité générale et le suivi de la trésorerie.

Ce poste convient à un candidat possédant une solide formation, DECS ou équivalent, ayant acquis l'expérience d'une fonction similaire en entreprise, si possible dans le domaine du bâtiment et familiarisé aux applications de l'informatique.

Il s'agit là d'une réelle opportunité d'évolution pour un candidat voulant accéder à des responsabilités polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine, dans une société particulièrement performante.

Ecrire au CABINET GATIER sous réf 012 M, 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

média-system

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de $ - 20.000 personnes

recherche pour son Support Technique National.

un responsable de formation technique

- Après une formation effectuée à notre siège technique européen, le titulaire du poste sera chargé de l'élaboration de cours portant à la fois sur les divers produits informatiques de la société et sur les relations en clientèle.
- Maîtrisant bien les langues française et anglaise, il aura un intérêt marqué pour la communication et les relations humaines et pourra se prévaloir d'une expérience réussie dans la formation de techniciens S.A.V.
- Si vous avez une formation ingénieur et une bonne connaissance du matériel informatique, si vous désirez conserver une certaine autonomie tout en travaillant au sein d'une équipe de support technique national, alors vous devez proposer votre candidature (lettre manuscrite avec C.V.) à :

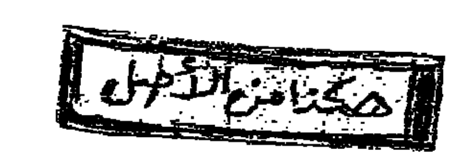
Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX.

bleu

Entretenir et rénover 35 agences bancaires

Cette importante banque située à Paris recherche pour son réseau d'agences un cadre expérimenté, chargé de l'entretien des bâtiments (maintenance, rénovation....) et de la soumission de marchés. Une formation d'architecte ou de technicien supérieur est indispensable.

Adresser photo, lettre manuscrite, C.V., et prétentions à Contesse Publicité, sous réf. 57372, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Manager des ventes : gérer 50 magasins de 1 000 m2

300 000 F



Les Tapis Saint-Maclou (moquette, sols plastiques, tapis, revêtements muraux,...) représentent en France le réseau le plus important de distribution en grandes surfaces (105 points de vente). Son taux de croissance est constant. La Direction Générale consolide sa structure commerciale en recherchant un Directeur des Ventes pour prendre en charge la moitié du Nord de la France (10 Directions Régionales, 50 magasins, 3 000 personnes,...). Basé à Paris ou à l'usine, sous l'autorité directe du P.D.G., ce Manager de la Vente aura pour mission d'élaborer la politique de développement de sa zone (prévision des ventes, réalisation des objectifs, ouverture de nouveaux magasins), d'animer sur le terrain la structure qui lui est rattachée (Directeurs de Régions, Chefs de Centres, Vendeurs de Magasins,...) et de concevoir les plans de publicité et les actions de promotion en relation avec les instances fonctionnelles du siège social et les médias. Ce poste conviendrait à un cadre supérieur commercial, âgé d'au moins 35 ans, ayant déjà acquis une expérience commerciale confirmée de gestion et de vente dure dans la commercialisation de produits grand public (mobilier, cuir...), notamment, de l'animation des hommes (recrutement, formation, salaires,...), plans de marketing opérationnels, organisation et méthodes, publicité et promotion,... Le candidat bénéficiera d'une large délégation. La rémunération annuelle brute est de l'ordre de 300 000 F, et pourra être supérieure si l'expérience et la personnalité du candidat le justifient.
Si ces perspectives vous intéressent adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 5006/M à Jean-Paul MENASSIER. Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres — 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Chef de projet à Marseille

Une grande entreprise phocéenne crée un poste de Chef de Projet pour un jeune universitaire ou ingénieur ayant 3 ou 4 ans d'expérience en informatique de gestion et possédant la pratique des méthodes de conduite de projet et des applications en télétraitement sur petit et moyen systèmes.
Sa mission sera axée sur la prise en charge des études et développement à caractère comptable et financier, la recherche et la mise en œuvre d'un progiciel de comptabilité en temps réel, le suivi d'une application de gestion des approvisionnements en temps réel.
Il participera à l'organisation et à l'évolution de ce service de création récente, avec l'assistance d'une SSCI. Les moyens actuels (IBM 3/8, GAP II et LOGABAX 3300) sont appelés à être modifiés dans le courant de l'année.
La nature des problèmes à traiter nécessite une bonne connaissance des systèmes informatiques autant que des problèmes d'organisation et de gestion des entreprises dans les domaines d'intervention indiqués.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé avec rémunération actuelle à Jean GUYOT, sous référence 83100/M, Sélé-CEGOS RHONE-ALPES, 2 rue du Musée Guimet - 69006 LYON.
Réponse et confidentialité assurées.



Membre de SYNTEC Publival

Paris Ouest

Direction de la Promotion/Publicité

Biens d'équipement de la maison

Notre division - constituée de plusieurs sociétés - fait partie d'un groupe industriel important. Nettement leader sur notre marché, nos marques ont une très bonne notoriété.
— Rattaché à la Direction Générale, le responsable du service Promotion/Publicité étudie et propose aux directeurs des sociétés, les budgets, les orientations des campagnes publicitaires dont il assure la mise en œuvre.
— Il conseille et assiste les réseaux de vente dans toutes leurs actions centrées sur la P.L.V. ce qui implique des contacts fréquents avec nos forces de vente et nos clients.
— Il fait réaliser les études relatives aux produits nouveaux, à l'évolution du marché, à notre image de marque...

Cette activité implique une formation supérieure,une excellente technicité dans les domaines publicités/PLV, acquise de préférence dans une société orientée dans les biens de consommation durables ; une première expérience de la vente est nécessaire.

Elle s'adresse à une personnalité - âgée d'au moins 35 ans - imaginative et rigoureuse, très ouverte sur le plan social, capable de s'intégrer avec finesse.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous réf. 71633/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Un important bureau d'études publiques recherche pour son département Urbanisme et Transports, un

Assistant de gestion à Lyon

Chargé de préparer et de gérer les budgets, de développer et d'optimiser les moyens existants (comptabilité, informatique) ainsi que les résultats, il analysera les réalisations, conseillera les chargés d'études dans la gestion et le suivi des opérations avec l'assistance d'une équipe de 7 collaborateurs. Il aura également diverses responsabilités administratives (personnel, parc véhicules, équipements).
Ce poste conviendrait à un jeune cadre, diplômé (ESC) ayant une première expérience de contrôle de gestion dans une entreprise, un BE ou un Cabinet d'ingéniérie.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé avec rémunération actuelle sous réf. 83150/M à Jean GUYOT, Sélé-CEGOS RHONE-ALPES, 2, rue du Musée Guimet - 69006 LYON.



Membre de SYNTEC Publival

Jeune ingénieur grandes écoles

haut niveau

Organisateur et Chef de projet

Importante société mutualiste d'assurances recherche pour l'une de ses filiales en forte expansion depuis sa création (3 ans) un ingénieur grandes écoles ayant participé à la conception et à la réalisation d'importants projets de gestion administrative automatisée de préférence dans une SSCI, un organisme financier ou d'assurance (expérience de 3 à 4 ans). Il sera directement rattaché au Directeur de cette filiale.
MISSIONS : dans un rôle fonctionnel :
— il participe à la définition des produits avec le service commercial,
— il est responsable sous l'angle « organisation » du lancement et du suivi des projets et de la coordination avec le service informatique et les différents services concernés — définition des procédures, méthodologie, planification...
— il sera le moteur de l'évolution du système d'information mis en place (suivi des résultats, dépouillement, analyse statistique...)
Formation assurée. Lieu de travail : PARIS.
Adresser lettre man., C.V. détaillée, photo et rémunération souhaitée ss réf.73651/M à Mme CLERE. Sélé-CEGOS. Tour Chenonceaux, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Création de postes

Filiale du CEA recherche

2 Ingénieurs d'affaires

Haut Niveau

Pour commercialiser des produits de haute technicité dans les domaines de la mécanique et de la métallurgie (*nucléaires et non nucléaires*).

Cette fonction comporte les contacts préparatoires avec les clients, la préparation des offres, leur négociation, le lancement et la surveillance générale des commandes ; les titulaires de ces postes assurent l'interface clients-société et bénéficient de l'assistance des services techniques.
Pour réussir dans ce poste, il faut avoir une formation d'ingénieurs grandes écoles (en raison de la technicité des clients et des activités de la société), et de préférence, une expérience industrielle de quelques années. Les secteurs à couvrir concernent : les éléments combustibles nucléaires, des structures et pièces mécaniques complexes, des appareillages d'essais, des matériaux de synthèse pour usage électronique,... Connaissances des aspects instrumentation et automatismes appréciées.
Ce poste comprend d'importantes perspectives de promotion. Très bonnes connaissances de l'anglais indispensables ; connaissance de l'allemand appréciée.
Lieux de travail : un poste est à pourvoir à 15 km de GRENOBLE, l'autre à ANNECY (après un stage de quelques mois à PARIS).
Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73654/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, 204, Rd-Point du Pont de Sèvres — 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

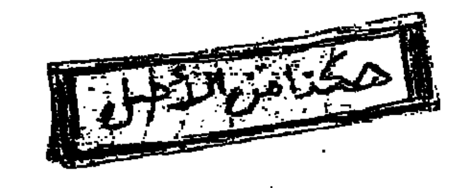
4 Analystes fonctionnels

Alsace

Nous sommes un Etablissement bancaire régional très connu dans une agréable ville d'Alsace. A la suite de plusieurs promotions et compte tenu de l'expansion de notre Service Informatique, nous proposons 4 postes à des Analystes Fonctionnels confirmés. Ils s'intégreront dans un service d'une trentaine de personnes, ils seront rattachés au Chef des Etudes Informatiques, et auront dans certains cas un rôle de Chef de Projet. Le changement de matériel qui s'effectuera en 1983 (HB 6640 P) entraîne l'étude de nombreuses applications nouvelles dans tous les domaines bancaires. Ces postes concernent des candidats ayant au minimum un DUT Informatique ou une formation supérieure et 3 ou 4 ans d'expérience d'analyse fonctionnelle, de préférence dans les secteurs Banque ou Assurances. Un des candidats devrait avoir déjà travaillé sur des applications de comptabilité, un devrait connaître la Bureautique, les 2 autres les applications bancaires. Ils seront intégrés à une équipe jeune et très motivée. Merci d'adresser lettre man. et C.V. détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, sous réf. 11664/M, *Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux!- 92516 BOULOGNE CEDEX.*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival



digital

N° 1 de l'informatique interactive

Ingénieurs Commerciaux expérimenté(e)s

Le succès du VAX, le lancement des ordinateurs personnels, notre développement sur *le marché CAO/FAO, la 1ère place à l'enquête de satisfaction des utilisateurs* (01/Datapro) pour la qualité des produits et des services : autant de raisons de nous rejoindre.

Nous vous confierons la responsabilité de la vente de nos produits informatiques ou *l'animation de grands comptes sur des marchés spécifiques* (ingénierie, services publics, électricité, OEM...). La mise en place des réseaux de distribution nous amène à créer des postes de haut niveau d'ingénieurs commerciaux qui gèreront ces distributeurs.

Vous sortez d'une école d'ingénieurs, de commerce ou de gestion, vous avez une expérience de 2 années de vente de produits industriels ou d'applications informatiques - gestion ou scientifique - vous parlez si possible l'anglais.

Ces postes vous sont proposés en région parisienne et en province.

Ecrivez, en précisant la région choisie, à la Direction du Personnel, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 18 rue Saarinen 94528 Rungis Cédex.

Ingénieurs Logiciel expérimenté(e)s

De formation supérieure, grande école ou université, vous avez une expérience *professionnelle* de 3 à 5 ans et vous connaissez l'anglais.

Selon vos goûts :

- Vous exercerez une activité de conseils auprès de nos clients, d'assistance aux ingénieurs commerciaux, en particulier dans les domaines CAO/FAO, bureautique, finance et télécom.
- Vous choisirez la maintenance ou la réalisation de logiciels, l'installation de systèmes, l'assistance par téléphone.
- Vous participerez au développement et au lancement de nouveaux produits et services pour les années à venir.

Notre croissance soutenue nous permet de vous proposer, en région parisienne et à Bordeaux, une vaste gamme de postes de spécialistes avant-vente, après-vente, réalisations d'applications aussi bien pour nos systèmes VAX et PDP 11 que pour nos ordinateurs personnels.

Ecrivez en précisant l'orientation souhaitée à Bernard DELMAS, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2 rue Gaston Crémieux, BP 136, 91004 Evry Cédex.

VIVEZ L'INFORMATIQUE DIGITAL



LEADER DE L'INFORMATIQUE PERSONNELLE

recherche des

ANIMATEURS DE FORMATION

Alliant la rigueur et la précision de leur formation scientifique à leur sens de la pedagogie (leur première expérience professionnelle l'a prouvé) ils connaissent très bien la gamme des produits distribués par APPLE.

Leur mission sera de rencontrer nos revendeurs afin de compléter leur formation à nos logiciels et d'optimiser ainsi l'efficacité de notre réseau.

Pour réussir dans ces postes, il est nécessaire, en outre, de maîtriser parfaitement l'anglais.

Envoyer CV détaillé à SEEDRIN - filiale d'**APPLE COMPUTER, INC.,** avenue de l'Océanie · Z.A. de Courtabœuf 91940 Les Ulis. Cedex, en indiquant la référence GM/835 sur l'enveloppe.



HAVAS CONTACT

FLOPETROL

leader mondial pour les essais de production de puits pétroliers, conçoit et developpe ses propres équipements d'opérations sur site, et recrute

Physicien électronicien

de haut niveau

Il sera chargé de l'étude et de la réalisation d'ensembles comportant des transducteurs et leur électronique, destinés aux mesures de grandeur physiques dans les puits pétroliers. Ingénieur diplômé ou universitaire, il doit être apte à mettre en œuvre une électronique originale tout en conservant le point de vue du physicien.

Ce poste, basé à un quart d'heure de Fontainebleau, implique une bonne connaissance de l'anglais. La rémunération est motivante et les perspectives d'évolution sont réelles au sein d'un groupe international de tout premier plan.

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence S 243, à la Direction du Personnel, Services Techniques FLOPETROL, BP 560, 77006 Melun cedex.

FLOPETROL JOHNSTON

Schlumberger



UNE FORMATION DE DEUX ANS EN SUEDE POUR UN INGENIEUR DEBUTANT

ENSIA - ENSA - INSA - ENSC - ESCPI...

Alfa Laval, partenaire international des industries laitières, renforce son équipe et souhaite vous rencontrer.

Nous vous offrons une formation de deux ans en Suède, avant de prendre un poste à responsabilités à notre siège des Clayes-sous-Bois (Ouest de Versailles). La connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 586 à B. Legrand Directeur du Personnel ALFA LAVAL B.P. 16 78340 Les Clayes-sous-Bois.

ALFA-LAVAL

media-system

270 000 F +

Ingénieur grande école

X, Centrale, Mines, Supélec...

Pour assumer la direction d'un groupe d'ingénieurs d'affaires France et exportation.

Filiale en pleine expansion, d'un groupe international, C.A. 600 millions de Francs, effectifs 1250 personnes dont 150 ingénieurs, spécialisée dans la fabrication et la vente en France et à l'étranger d'équipements électrotechniques et électroniques sophistiqués, recherche un Ingénieur de haut niveau pour lui confier la responsabilité de l'un de ses groupes d'affaires qui réalise actuellement 35 % du C.A. de la société.

Ce poste ne peut convenir qu'à une personnalité de fort potentiel, 35 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience réussie d'ingénieur d'affaires à haut niveau de responsabilité (vente de produits et affaires d'ensemble en petite série et sur devis). Bonnes connaissances de l'anglais et de l'espagnol appréciées. Il sera directement rattaché au Directeur Commercial de la société.

Missions :

Il aura la responsabilité de la négociation des contrats ainsi que de la coordination, de leur exécution par les services techniques et les deux usines de la société : responsabilité qu'il sera amené à exercer soit personnellement, soit en la déléguant à certains membres de son équipe. De plus il se tiendra informé de l'évolution des besoins de la clientèle et de l'action de la concurrence, pour orienter les développements techniques et définir les actions commerciales nécessaires.

Lieu de travail ; base PARIS, fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous la référence 73653/M à PUBLIVAL 27, route des Gardes — 92190 MEUDON.

Publival

Filiale européenne du leader mondial de la vanne automatique pour les appareils de traitement des eaux, AUTOTROL-FRANCE **a doublé son C.A. en 5 ans.** Elle doit faire face, en 1983, à un double objectif :

- accroître son C.A. de 30 %,
- introduire un nouveau type de produits sur le marché.

Pour y parvenir, son P.D.G. cherche un

Technico-commercial

Il prend en charge le marché de l'Europe de l'Ouest (sauf RFA, Italie), y développe la clientèle et cherche de nouveaux créneaux.

Le poste est motivant pour un homme :

- âgé d'au moins 30 ans et de formation technique, impérativement bilingue anglais et français ;
- habitué à travailler de façon autonome tout en sachant rendre compte ;
- ayant l'expérience des études de marché ;
- **rompu à la négociation industrielle avec les dirigeants de P.M.E.**

Les candidats doivent résider, ou être prêts à s'établir, en région parisienne (siège de la société à Fontainebleau).

Un stage de formation est prévu aux U.S.A. (2 à 3 semaines environ).

Le salaire, à négocier, se composera d'un fixe et d'un bonus annuel.

Denis GUILLEMIN vous remercie de lui adresser votre candidature (C.V. + **prétentions**) qu'il traite confidentiellement sous la référence 5053/LM.

argos

Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

MEDIA BA



La division «ELECTRICITE et NUCLEAIRE» (16000 personnes ; plus de 5 milliards de F de CA, dont près de 50% à l'étranger) du Groupe Spie-Batignolles recherche pour TRINDEL, INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET AUTOMATISMES INDUSTRIELS plusieurs

INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTROTECHNICIENS EXPORT. Réf.A83/1M

Nous désirons intégrer au sein de notre nouveau département (Equipements électriques courants forts, courants faibles BATIMENT et TERTIAIRE EXPORT) des ingénieurs grandes écoles (ESE, IEG, ENSEEIHT, ENSEM, SUDRIA ou équivalent) pour superviser, coordonner et gérer d'importants contrats relatifs à la réalisation de chantiers à l'ETRANGER.

INGENIEURS D'AFFAIRES ELECTROMECANICIENS EXPORT Réf.A83/2M

Notre département «ENSEMBLES ELECTROMECANIQUES» spécialisé dans le domaine des centrales de secours, de production, à gaz, diesel et stations de pompage, recherche pour son activité EXPORT des ingénieurs grandes écoles de formation électromécanique (A & M, ENSEM, ESTP, SUDRIA ou équivalent) possédant de bonnes connaissances en automatisme, régulation et tuyauterie.

Fort d'une première expérience analogue (2 à 10 ans), les fonctions proposées vous permettront de développer votre personnalité dans la liberté d'action, la responsabilité des décisions. Mobilité, initiative, autonomie, sens de l'approche commerciale mais aussi de la gestion feront de vous «L'HOMME ORCHESTRE» d'une réalisation.

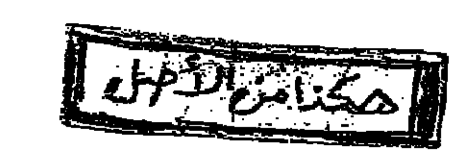
Tous ces postes sont basés à PARIS, la pratique de l'ANGLAIS est bien sûr indispensable.

De réelles opportunités de carrière existent dans notre Groupe tant en France qu'à l'étranger.

Vous êtes invité à écrire (C.V. détaillé, photo et PRETENTIONS) sous référence à Société TRINDEL, DP/PS, 44, rue de Lisbonne 75383 PARIS CEDEX 08.



DES HOMMES A LA MESURE DE NOTRE ENTREPRISE



COGEMA première société française du secteur nucléaire.
Chiffre d'affaire consolidé de 13 milliards de Francs et 2,3 milliards d'investissements en 1982
recherche pour sa Direction Financière à VELIZY

DIPLOMES DE GRANDES ECOLES DE COMMERCE - OPTION FINANCES-COMPTABILITE

HF

auditeur interne

pour participer à l'établissements du plan d'audit interne et pour contrôler l'application des normes comptables et financières au Siège Social et dans les différents établissements de la COGEMA.

Il devra proposer les actions correctives nécessaires au responsable des méthodes et procédures comptables auquel il sera rattaché.

Le titulaire d'un DECS nous conviendrait aussi, mais une expérience de 2 à 4 ans dans un cabinet d'audit ou une grande entreprise est indispensable. (Réf. 302)

contrôleur de gestion

pour préparer les budgets d'exploitation et de financement d'une direction technique et suivre leurs réalisations et leurs tendances.

Directement rattaché au Chef du Service Contrôle de Gestion, il sera responsable de la fiabilité des chiffres, des délais et de son budget de fonctionnement.

Ce poste nécessite une expérience analogue de 3 à 5 ans dans une société industrielle ; il peut être confié à un ingénieur ayant exercé des fonctions similaires. (Réf. 303)

cadres de gestion débutants

pour assister les contrôleurs de gestion des directions techniques dans les tâches de préparation des budgets (exploitation et financement) et dans le suivi des réalisations.

Ces postes peuvent convenir à des jeunes diplômés de grandes écoles commerciales ou ingénieurs ayant le goût de l'informatique. Langage basic apprécié. (Réf. 304)

Cogema

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., photo et prétentions, *sous la réf. correspondante à SAP Recrutement - 2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY cédex*

Compagnie Générale des Matières Nucléaires

Organisation et Publicité

Organisme professionnel recherche

UN COLLABORATEUR DE DIRECTION

- Sous l'autorité du secrétaire général administratif, assure l'instruction des dossiers économiques, fiscaux et juridiques ayant trait à l'activité et à l'environnement d'un secteur professionnel de l'audiovisuel. Dans ce cadre entretient des contacts avec les entreprises du secteur, une trentaine de syndicats, les autorités de tutelle et les partenaires commerciaux de la profession.
- Le candidat sera diplômé d'une grande école : HEC, Sciences Po (ou équivalent). Il sera débutant ou aura acquis une ou deux années d'expérience.
- rémunération annuelle : 90.000-110.000 F selon expérience.
- Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à M. BONNEVAL, 10, rue de Marignan, 75008 PARIS, qui transmettra.

Ingénieur informaticien débutant, venez acquérir une compétence système/réseau.

Un établissement financier parisien, leader dans les traitements boursiers, se propose de compléter votre formation pour faire de vous, à terme, le spécialiste système de son réseau d'une vingtaine de minis reliés à deux IBM haut de gamme.

Vous rejoignez, après formation, l'équipe chargée de leur installation la conseillez dans l'utilisation des procédures Télécoms et guidez son dialogue avec les IBM gérés sous OS/MVS en relation avec l'équipe système. Ceci fait de vous un ingénieur système à la pointe de la technique.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4281 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

Une banque privée, filiale d'un groupe financier important (siège Paris Centre), cherche

un spécialiste administratif Bourse

Ce spécialiste prend en charge le traitement interne des opérations (vérification des réponses, procédure de livraison et de règlement des titres...) et le contrôle du respect de la réglementation (B de F et D.G.I.).

Vous avez aujourd'hui dix ans d'expérience dans une banque (ou dans une banque et une charge). Vous souhaitez mettre en valeur votre esprit d'organisation et vos connaissances comptables et réglementaires dans un poste comportant, des responsabilités réelles et un avenir.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 4277 LM).

The Chase Manhattan Bank N.A. notre auditeur informatique - Paris

Notre Regional Audit Manager souhaite faire bénéficier de votre compétence informatique sa jeune équipe qui intervient en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Vous partagez votre temps entre des missions (1 à 3 semaines) et le développement d'une panoplie d'outils informatiques. Une mission consiste à contrôler le système informatique d'un bureau local puis à formuler des recommandations visant à l'améliorer. Vous êtes donc un homme de synthèse, faites preuve d'initiatives et savez vous adapter à vos interlocuteurs.

De formation supérieure, Universitaire ou Grande École, vous totalisez au moins 5 ans d'expérience en tant qu'auditeur informatique ou chef de projet dans un environnement bancaire et avez une solide pratique de l'anglais.

Notre consultant, J.THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4280 LM) à « Carrières de l'Informatique ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Si vous vendiez en RFA, du chloroformiate d'isopropyle ?

et 100 autres produits intermédiaires de synthèse pour la pharmacie, la phytopharmacie, les colorants et la chimie organique. Des produits sur stocks ou à la demande. Pour le compte de la division chimie d'une importante société industrielle. Un département de jeunes qui réalisent les 2/3 de leur CA à l'exportation dans les pays industrialisés, en compétition avec tous les grands de la chimie mondiale.

Vous rejoindrez une équipe de français, sans complexes, sûrs d'eux-mêmes, conscients des ressources de leur société (le centre de recherche et les sept usines). Vous commencerez par une zone Europe, de la Suisse à la Finlande. En appui à des agents ou à la filiale allemande. Puis vous évoluerez en fonction de vos réussites, des opportunités, voire de vos goûts. Rien n'est figé.

Vous avez bien compris qu'une formation d'ingénieur chimiste de premier plan est nécessaire, ainsi qu'une première expérience de la vie industrielle. Tout comme la capacité à travailler en anglais, voire en allemand. 40 % de votre temps en dehors du bureau parisien pour de courts voyages. Du punch commercial, beaucoup de vigueur intellectuelle, le sens de l'équipe, le souffle nécessaire pour des séquences de ventes nécessairement longues et enfin la classe pour traiter à tous niveaux.

Merci d'écrire aux Conseils de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement, sous la référence 894 850M.

Un acheteur qui pèse sur les résultats...

L'influence de la qualité des achats sur les résultats de l'entreprise, ce n'est pas à l'acheteur confirmé que vous êtes que nous allons l'apprendre. C'est particulièrement vrai dans notre importante Société de produits chimiques. Et çà l'est encore davantage pour la fonction que nous vous proposons : un poste dans l'équipe d'acheteurs de notre Service Approvisionnements où vous aurez à négocier des marchés de plusieurs dizaines de MF. Pour des produits chimiques de base aux spécifications relativement stables. Et avec des fournisseurs nationaux et internationaux.

La négociation -bien que capitale- n'épuise pas votre rôle. Car elle doit être préparée par de bonnes prévisions de besoins établies en collaboration étroite avec les services commerciaux et les usines de la société auxquels vous aurez fourni des prévisions annuelles de prix. Elle sera préparée et enrichie par votre connaissance du marché des produits et de son évolution prévisible. Cette vision d'ensemble vous permettra par ailleurs d'apporter un conseil utile pour la politique d'approvisionnements de la société.

C'est clair, nous avons besoin d'un acheteur qui a déjà négocié de gros marchés - La chimie ? ce serait mieux si vous aviez cette expérience ; ou bien celle de la pétrochimie, ou de la peinture... Votre formation de base (technique ou commerciale) nous importe peu au fond, de même que votre âge. En revanche, nous tenons à votre curiosité d'esprit, à votre dynamisme, à votre goût de négocier, à votre tempérament de gagneur. Nous avons aussi besoin que votre anglais soit à un niveau opérationnel et tant mieux si vous vous débrouillez également en allemand. Les conseils de SIRCA nous aident dans ce recrutement ; en leur écrivant sous référence 332 852M, précisez-leur votre rémunération actuelle.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

JOURDAN

The Boston Consulting Group

SPECIALISE EN STRATEGIE D'ENTREPRISE

Le bureau de Paris du Boston Consulting Group assiste les Directions Générales des grandes entreprises françaises, privées et publiques, dans l'identification, l'évaluation et la mise en œuvre des choix qui engagent leur avenir.

La contribution que nous apportons à nos clients repose sur une expérience acquise dans une grande variété de situations, sur la qualité de nos équipes et sur la garantie d'objectivité qu'assure notre indépendance.

Chaque année, des collaborateurs de haut niveau décident de se joindre à notre équipe de Paris. Ils nous permettent de croître et de maintenir notre leadership.

- *Issus d'une Grande Ecole de tout premier plan, leur créativité et leur rigueur leur permettent d'aborder des problèmes complexes.*
- *Une première expérience professionnelle d'environ cinq ans les a confrontés au concret et les a rendus sensibles aux facteurs humains.*
- *Leur culture et leur expérience leur permettent de s'intégrer naturellement dans le monde des affaires français et ils souhaitent y inscrire leur carrière professionnelle; ils maîtrisent très bien l'anglais et parlent souvent l'allemand, l'italien ou l'espagnol.*
- *Ils assument la responsabilité de leurs conclusions, savent les faire partager et ont le souci de les voir mises en œuvre.*

Les candidat(e)s adressent un curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre manuscrite, à Mme Joly, The Boston Consulting Group, Tour Fiat, 92084 Paris La Défense Cedex 16.

Paris Londres Munich Dusseldorf Boston San Francisco Chicago Los Angeles Tokyo



L'INFORMATIQUE PERSONNELLE EST VOTRE HOBBY

Aussi venez contribuer à l'expansion et à la réussite de notre société (700.000 ordinateurs installés dans le monde).

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Vous avez envie de nous faire profiter de

ce que vous êtes :

- des hommes ou des femmes de formation scientifique supérieure

ce que vous avez :

- 3 ou 4 années d'expérience de l'Informatique et une parfaite maîtrise de l'anglais

ce que vous connaissez :

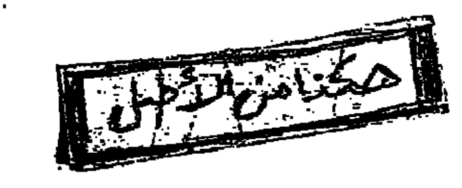
- notre matériel et nos logiciels

(vous vous passionnez pour les produits APPLE !)

Vous contribuerez à l'animation, au conseil et à l'information de notre réseau de revendeurs (300 en France) et participerez à la mise en place et au développement de nouveaux produits sur le marché.

Envoyer CV détaillé à SEEDRIN - filiale d'**APPLE COMPUTER, INC.**, avenue de l'Océanie - ZA de Courtabœuf - B.P. 131 - 91944 Les Ulis Cedex, en indiquant la référence GM/839 sur l'enveloppe.

HAVAS CONTACT



Négocier, acheter et gérer nos stocks...

Chef du service achats

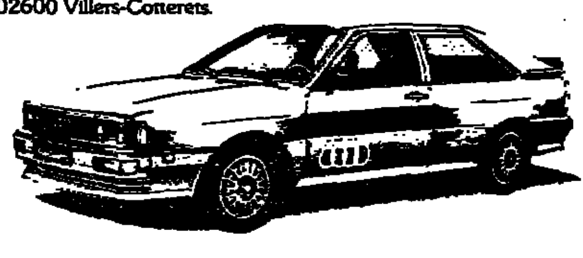
De formation supérieure, vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum dans ce domaine comme responsable des services généraux d'une entreprise, ou par vos relations de vendeur auprès des centrales d'achat.

Aujourd'hui vous souhaitez donner un élan décisif à votre carrière dans une entreprise de taille importante offrant, par sa croissance, un champ d'action motivant pour vos capacités de gestion et de dialogue. Le poste que nous souhaitons vous confier, présente plusieurs facettes :

- En tant que **responsable des achats de fournitures et prestations de services extérieurs** (mobilier, fournitures de bureau, matériels d'équipement divers et publi-promotionnels), vous serez chargé, dans le cadre du budget, de **l'analyse des besoins**, de **l'évaluation des fournisseurs**, du **respect des procédures**, ainsi que de la **négociation des contrats**. Là devront intervenir vos *qualités de **négociateur** et **d'acheteur** ainsi que votre* disponibilité au dialogue avec vos interlocuteurs, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise.
- **En tant que responsable de la gestion du magasin général, vous serez chargé de contrôler les mouvements de stocks à l'aide de différents tableaux de bord et assurerez l'efficacité du fonctionnement technique et administratif du magasin.** Là devront intervenir vos qualités de **gestionnaire** ainsi que vos **capacités de synthèse.**

Votre réussite dans ce poste, qui requiert autant des qualités d'ouverture que de rigueur, vous offrira de larges perspectives d'évolution dans un cadre agréable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à la Direction du Personnel et des Relations Sociales.
VAG France, BP 62,
02600 Villers-Cotterets.



V·A·G Audi
V.A.G. France

média-system

Si vous avez 3 ans de moins que STEVE JOBS
et
quelques diplômes de plus que STEVE WOZNIAK

Venez contribuer à la réussite de l'entreprise qu'ils ont fondée:



Nous proposons à de **jeunes ingénieurs ou diplômés d'université** (informatique ou disciplines scientifiques), la mission de former, conseiller et animer notre réseau de 300 revendeurs indépendants.

Pour la mener à bien, ils auront:
- la responsabilité d'un secteur Paris-Province.
- La capacité de maîtriser rapidement les techniques de l'ordinateur personnel.
- *Une bonne connaissance de l'anglais de la profession.*
- Une rémunération très attractive, ainsi qu'une voiture de fonction.

Voulez-vous vivre avec nous l'aventure APPLE: profiter d'un marché en pleine expansion, d'une technologie de pointe et du leadership de notre société dans ce domaine (700 000 ordinateurs installés à ce jour).
Envoyez votre CV à Jean-Louis GASSEE - SEEDRIN, filiale d'**APPLE COMPUTER, INC.,** Avenue de l'Océanie Z.A. de Courtaboeuf 91940 Les Ulis.



HAVAS CONTACT

Ingénieur mécanicien
28 ans minimum
Chef de service
180 000 F +

Nous sommes la filiale française (250 personnes - C.A. : 120 MF) d'un **groupe international réputé** pour ses *produits industriels et grand public.*

Nous recherchons pour diriger notre service **TRAVAUX NEUFS ET ENTRETIEN** *un jeune ingénieur diplômé, A. et M. ou analogue, ayant :*
- de l'imagination pour le long terme : projets d'équipement, machines originales pour de nouveaux produits...,
- l'esprit pratique nécessaire pour le quotidien : amélioration des procédés et des machines de fabrication...,
- l'autorité et le sens de l'organisation indispensables pour diriger deux équipes d'entretien, une dans chaque usine,
- le sens de la gestion : il a son budget propre.

L'homme que nous recherchons a une personnalité affirmée et l'esprit d'équipe. L'anglais est souhaité. Lieu de travail : banlieue Nord de Paris + usine en Province.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/ICS/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA M

SONY. Au sein de la Direction Administrative et Financière de SONY FRANCE, nous créons 3 nouveaux postes pour faire face au développement de nos activités, et recherchons :

analyste financier

Ce collaborateur participe à la préparation du budget annuel, les prévisions mensuelles, l'analyse des écarts, la mise en forme des éléments du reporting. (Réf. 230.83 M)

gestionnaire du stock

Directement rattaché au contrôleur de gestion, il est chargé de la comptabilité et de l'analyse du stock, ainsi que de la détermination des marges. (Réf. 231.83 M)

responsable de la trésorerie

Ce collaborateur est responsable de la gestion quotidienne de la trésorerie, nous représente auprès des Banques, négocie et contrôle l'application des conditions, etablit les prévisions mensuelles et annuelles. (Réf. 232.83 M)

Nous souhaitons recruter de jeunes E.S.C. ou maîtrise de gestion, justifiant d'une expérience réussie de quelques années dans l'une ou l'autre des fonctions proposées, acquise dans des sociétés pratiquant la comptabilité anglo-saxonne. La capacité de dialoguer avec l'outil informatique ainsi que la maîtrise de l'anglais sont indispensables.
Les candidats aux postes de gestionnaire du stock et de responsable trésorerie doivent posséder de solides connaissances comptables (D.E.C.S. par exemple).



Chantal Baudron. s.a.

Si l'une de ces propositions vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, en précisant la référence du poste, à notre *Conseil* - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

Organisation et Publicité

MEMBRE DE SYNTEC

---

le GÉNIE LOGICIEL en



Notre société : ALSYS
Elle est dirigée
par J. Ichbiah
et des membres de l'équipe
qui a conçu ADA,
le langage universel
des années 80
appelé à une très large
et très rapide diffusion.

Nos objectifs :
Développer autour d'ADA
les outils de pointe
qui permettront d'améliorer
de façon
décisive la conception,
la réalisation
et la maintenance
des logiciels.

Nos projets actuels
– Compilateurs ADA
– Ateliers logiciels ADA pour micro-ordinateurs (M68000... avec UNIX)
– Programme d'EAO pour ADA
– Conseil d'experts sur le langage ADA

NOUS RECHERCHONS PLUSIEURS INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS et MOTIVÉS

Si vous voulez créer l'atelier logiciel de demain rejoignez-nous !

Envoyez une lettre manuscrite et votre curriculum vitae à l'attention de M. VASSY.

alsys

29, av. de Versailles, 78170 LA CELLE-SAINT-CLOUD.

Notre confiance dans vos talents d'exploitant

Grande banque française de dimension internationale recrute pour son département Exploitation des Grandes Entreprises, deux diplômés de l'enseignement supérieur ayant acquis pendant 3 ou 4 ans l'expérience de l'analyse des risques.

Ces exploitants ont la responsabilité de montages financiers. Savoir analyser et faire une synthèse de la situation et des perspectives de développement des grandes entreprises sont des conditions indispensables pour prendre ces fonctions. La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions) sous référence 1434MI à

SOURCES 16, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre société appartient à un **grand groupe de l'Industrie Électronique.**
Nous recherchons pour notre département réalisant des systèmes d'enregistrement et de traitement du son, destinés aux organismes de radio et TV, un

RESPONSABLE DES VENTES - FRANCE

Placé sous l'autorité du Directeur des Ventes, il devra promouvoir la gamme de nos produits auprès d'organismes publics et de sociétés privées.
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN de formation, il a acquis une expérience d'au moins 5 ans de la vente et il est habitué à négocier à haut niveau.
Une connaissance du matériel ou de l'exploitation radio-TV serait appréciée.
Notre Groupe offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Adresser un dossier de candidature,
sous référence 75463/LM,
à HAVAS CONTACT
1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS -
DISCRÉTION ASSURÉE.

HAVAS CONTACT

Mobil

Siège Social de Paris-La Défense

ANALYSTES D'APPLICATION

Au sein d'une informatique performante équipée de systèmes :
- IBM 3031/6 MB - Base de données CICS.
- IBM 8100 Informatique distribuée,

ils développeront l'analyse organique de systèmes de gestion complexes, et assureront la responsabilité de fonctionnement des applications existantes.

Ces postes nécessitent une formation supérieure (Ingénieurs, Miage, DUT...) ou équivalente, 3 à 4 ans d'analyse et de programmation en informatique de gestion (Cobol).
Une bonne connaissance du matériel IBM et des bases de données est indispensable. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Les avantages offerts sont ceux d'une grande société pétrolière (horaires flexibles, restaurant d'entreprise).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 22753 A, à Gérard de WASCH à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

Numéro deux
Syndicat professionnel industriel

La vie de syndicats professionnels réunissant à la fois quelques très grandes entreprises industrielles et des dizaines de P.M.I. présente une rare variété d'intérêts et d'actions, tant au plan intellectuel que relationnel. C'est pourquoi le directeur de ce groupement de plusieurs syndicats a besoin d'avoir auprès de lui un collaborateur qui devienne peu à peu son alter ego.

Ce sera un généraliste et un homme de relations ayant évolué obligatoirement jusqu'ici dans l'industrie. Sans être nécessairement juriste de formation, il aura de bonnes notions de droit social. Bien sûr, il lui faudra d'abord apprendre à connaître les professions qu'il représentera, leurs hommes, leurs produits et leurs marchés. Il entrera dans le dédale de leurs statistiques avec discernement, découvrant peu à peu comment les faire parler valablement.

Il sera aussi bien appelé à répondre sur le champ aux questions précises des adhérents qu'à préparer et rédiger de longues notes de synthèse sur tel problème particulier ou établir le compte-rendu exhaustif de telle réunion. Ceci non seulement au niveau national mais également européen, c'est pourquoi la pratique de l'anglais lui sera indispensable et celle de l'allemand un atout supplémentaire.

A deux pas de l'Etoile, une rémunération annuelle de l'ordre de 200 000 francs, un poste ouvert avec de réelles possibilités d'évolution. Les candidatures seront étudiées rapidement par les consultants du cabinet de recrutement CLEAS. Leur écrire sous référence 836 LM.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS.

---

chef du personnel H/F

BANQUE DE DEPOTS PRIVEE

Nous sommes une des premières banques privées françaises (effectif : 190 p. - 15 agences à PARIS et en Province). Au sein de la Direction Administrative, le poste de Chef du Personnel va bientôt se trouver vacant. Nous cherchons un(e) collaborateur(trice) qui, directement rattaché(e) au Directeur Administratif, prendra en charge les diverses responsabilités incombant à cette fonction : administration du personnel (paie - déclarations sociales...), relations avec les partenaires sociaux, recrutement, gestion de la formation... Ce poste conviendrait à un Homme ou à une Femme, de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant occupé une fonction similaire au sein d'une entreprise de taille moyenne du secteur tertiaire. L'expérience de la gestion du personnel d'une Banque serait bien sûr très appréciée. Le poste est à pourvoir à PARIS, au siège de la Banque.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous réf. 233.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

Ingénieur

responsable des services généraux
du siège social (3.000 personnes)

Importante société 5000 personnes recherche Ingénieur, responsable des services généraux du siège social (3.000 personnes).

Il sera chargé de la gestion de l'ensemble des services généraux du siège de la société : superviser le fonctionnement et l'encadrement de 6 sections (120 personnes), assurer le suivi des budgets (150 millions de F.), négocier les contrats importants.

Outre une solide expérience des services généraux dans une société importante, ce candidat devra faire preuve de réelles compétences dans le domaine du bâtiment d'une bonne connaissance *du milieu de l'ingénierie et d'une réelle* expérience de la gestion informatisée.

Poste à pourvoir à la Défense.

Adresser CV et prétentions sous réf. 6949 à mentionner sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.
Discrétion assurée dans l'examen des candidatures.

média-system

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de $ - 20.000 personnes
recherche

UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

- Après une formation approfondie sur nos produits le titulaire du poste assurera le dépannage en laboratoire de systèmes de produits informatiques intégrés.
- Si vous avez une formation BTS, DUT ou équivalent ainsi qu'une expérience de 3 à 4 années dans la maintenance de systèmes informatiques.
- Si vous possédez un bon niveau d'anglais et des connaissances de Basic, alors vous devez proposer votre candidature (lettre manuscrite avec C.V.) à :

Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni, 93174 BAGNOLET CEDEX

bleu

TRES IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION
recherche pour **PARIS**

RESPONSABLE DE L'ORGANISATION

Ce collaborateur sera rattaché au Directeur de l'hypermarché (550 personnes). Il aura pour missions : • d'organiser les flux et circuits des marchandises dans les réserves et les surfaces de vente • de conseiller les chefs de rayon et de secteur sur tous les problèmes d'organisation • d'assurer leur formation aux techniques des cercles de qualité. Expérience solide de l'organisation dans secteur grande distribution appréciée. Préférence sera donnée à candidat possédant des qualités éprouvées d'autorité et de relations humaines. Le poste offre de larges possibilités d'évolution et une rémunération élevée pour candidat de haute performance.

Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle à



SODECI
Département Annonces
140, rue de la Croix Nivert
75015 Paris ss réf. 112

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES

(proche banlieue Ouest de Paris)

INGÉNIEUR CONTROLE DE GESTION

- **Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, et ayant acquis une expérience opérationnelle en usine (fabrication), il aura aussi, si possible, exercé la fonction de contrôleur de gestion.**
- **Il participera, en équipe, à l'élaboration des budgets, il analysera les résultats des usines et réalisera des études de rentabilité et d'investissement.**
- **Sa fonction, pour laquelle de solides qualités de rigueur intellectuelle et de contact humain sont indispensables, le conduira à faire des déplacements de courte durée en province.**
- **Poste évolutif.**

Adresser dossier de candidature, précisant la rémunération souhaitée, sous la référence B2, à GEM PUBLICITÉ, 142, rue Montmartre, 75002 PARIS, qui transmettra.

TEK DIVISION MESURE — LA REFERENCE DANS LA PERFORMANCE

TEKTRONIX-FRANCE filiale d'un groupe international leader mondial en électronique et en informatique recherche pour LA REGION PARISIENNE

DES INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation ELECTRONIQUE

Pour la vente de ses instruments et systèmes de mesure analogiques/logiques et programmables.
Vous êtes motivé par la diffusion de produits de technologie de pointe et vous avez acquis quelques années d'expérience de la vente à l'industrie,
joignez une équipe dynamique où d'importantes possibilités d'évolution existent pour les candidats de valeur.

Adresser CV, photo, prétentions à
TEKTRONIX, Direction du Personnel
BP 13 - 91941 Les Ulis Cedex.

Tektronix

1er emploi pour jeune diplômé
(ESC, SUP de CO...)

Si vous vous sentez la vocation d'un commercial « homme de terrain », fasciné par la dynamique ....., doté d'un sens professionnel et d'un certain acharnement, vous nous *intéressez, nous, agents de change,* dirigeants une S.A., leader dans la branche pour ses fonds propres et classée dans les 4 premières pour ses résultats.
La fonction consistera à gérer des portefeuilles existants et à faire des propositions d'investissements à une clientèle de particuliers ou d'institutionnels. Nous vous proposons une formation solide, une rémunération motivante et si vous êtes ambitieux une carrière à votre mesure.
Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 2618 à notre conseil chargé de la sélection :

ID
IMPACT DEVELOPPEMENT
Monceau Commercial Building
38, rue de Lisbonne 75008 PARIS

publival

Important Groupe de Distribution
recherche
pour sa filiale financière

un Jeune Collaborateur

De formation supérieure, possédant une expérience bancaire et un sens profond des négociations, il aura pour mission les relations avec les établissements financiers, le montage et le suivi de dossiers de financement -crédits moyen et long terme et crédits-bails immobiliers- et le développement de nouvelles sources de financement.
Lieu de travail : Paris XVe.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous référence 8748 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra-

La Société Holding d'un important groupe de services (3000 personnes) recherche

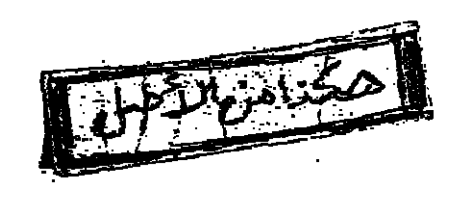
UN JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

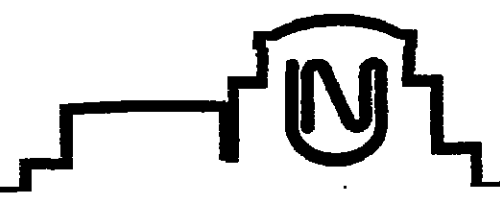
S'intégrant à une équipe composée de 4 personnes, il participe à la mise en place d'un système de centralisation des informations, à la définition des objectifs, assure le suivi et le contrôle d'un ou de plusieurs centres de profit ou filiales.

Organisateur efficace, il est également homme de dialogue et de décision, capable d'acquérir rapidement son autonomie.

Il s'agit là d'une véritable opportunité pour un jeune diplômé d'une grande école de commerce : HEC, ESSEC, ESCP..., si possible DECS, qui possède une expérience de 2 ans environ dans un poste similaire.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite,
C.V., photo et prétentions s. réf. 398 à
INTER PA, BP 508, 75066 PARIS Cédex 02,
qui transmettra.





novatome

Société d'Ingénierie Nucléaire et de Technique de pointe, filiale d'une importante société industrielle, recherche

Jeunes Ingénieurs

MINES, ECP, ENSTA, SUP AERO, ENSAM

Nous leur proposons de s'intégrer à nos équipes de projet dans les domaines suivants :

ECHANGEURS DE CHALEUR, POMPES, CIRCUITS, ELECTROTECHNIQUE, MECANIQUE, METALLURGIE ET CALCUL DE STRUCTURE

Leur mission : participer aux actions de Recherche et Développement et mettre en œuvre les acquis technologiques les plus récents pour la réalisation d'applications industrielles nouvelles.

Ils bénéficient pour cela d'un environnement scientifique de premier plan au sein de la société et de possibilités de formation complémentaire.

Les carrières sont ouvertes (études, projets, réalisations), dans la société (800 personnes) et sa maison mère (5000 personnes)

Le lieu de travail se situe au Plessis-Robinson. À terme, des postes en Province ou à l'Étranger peuvent être proposés.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec CV et photo à Novatome, Service Emploi Formation, 20 avenue Edouard Herriot, 92350 Le Plessis Robinson.

NOVATOME, aujourd'hui les techniques de demain.

média-system

Ingénieurs que le marketing industriel passionne, offrez vous l'Europe

Raychem est une société américaine internationale présente dans 73 pays. Nos technologies de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotransformables et des métaux à mémoire, apportent des solutions originales dans différents secteurs industriels porteurs.

Afin de développer le marché des centrales électriques (nouvelles constructions ou maintenance) et celui des industriels fabricants de machines tournantes, cellules, jeux de barres et transformateurs, notre département marketing recherche :

Ingénieur mécanicien

(AM ou équivalent)

ayant une très bonne connaissance du marché centrales électriques.

Ingénieur électricien

(Sup Elec ou équivalent)

ayant une très bonne connaissance des marchés industriels fabricants de machines tournantes et cellules.
Poste basé en Angleterre pendant les 3 premières années.

Vous devrez détecter dans ces secteurs d'activités les applications nouvelles pour nos produits existants, mais aussi les besoins que nous pourrions y satisfaire en adaptant notre technologie.
Évaluations quantitatives et qualitatives vous aideront à décider du développement des produits nouveaux puis à les introduire avec succès sur leur marché.
La dimension internationale de ces jobs vous fera rayonner sur l'Europe entière.
Parler anglais est donc une obligation, connaître l'allemand, un avantage supplémentaire.
Vous avez compris que vous allez vivre une aventure passionnante. Si vous vous sentez concernés, téléphonez ou écrivez à Thierry Berrier, Raychem, BP 738, 95004 Cergy Pontoise Cédex. Tél. (3) 037.92.12.

Raychem

média-system



SINTRA

CHEF DE SERVICE TECHNIQUE VISUALISATION GRAPHIQUE

Nous sommes une société de 3500 personnes appartenant au Groupe CGE.
Notre secteur VISUALISATION GRAPHIQUE COULEUR en constante progression sur ses marchés, recherche pour diriger son service technique d'environ 40 ingénieurs et techniciens son

FUTUR CHEF DE SERVICE

De formation Grande Ecole, il aura acquis une solide expérience en informatique et si possible dans ce domaine. En particulier, il aura déjà dirigé avec succès, une équipe de développement matériel et logiciel.

Un fort ascendant naturel lui permettra de s'imposer devant une équipe de haut niveau.
Pratique de l'anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et niveau actuel de rémunération à J.F. SILVESTRE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Service des Relations Sociales 41 rue Périer 92120 Montrouge.

INDUSTRIE PETROLIERE
Société de Service, Filiale d'un grand groupe, recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Formation Grandes Ecoles d'ingénieurs et/ou diplômé de l'E.N.S.P.M. en Forage-Exploitation des Gisements ou en Raffinage-Génie Chimique.

Agé au minimum de 35 ans, cet ingénieur a acquis une expérience technique initiale de plusieurs années dans une Société de Service ou d'Ingénierie travaillant pour l'industrie pétrolière internationale dans des pays du tiers monde d'Afrique, Moyen-Orient, Extrême-Orient.

Le candidat retenu sera responsable du Service Commercial de la Société et aura, donc, aussi ses preuves de son expérience de contacts commerciaux à niveau élevé avec des compagnies pétrolières.

Basé dans la région parisienne, il devra effectuer de fréquents déplacements à l'étranger.

Il parle et écrit couramment la langue anglaise.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 57202 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

La SEP
Établissement de VERNON recherche pour son Département ESPACE

UN CHEF DE GROUPE BUREAU de DESSIN

Ingénieur ou Cadre Technique, il encadrera le bureau de dessin Mécanique de ce Département. Il participera à la conception d'équipements électromécaniques pour satellites.

Une expérience minimum de 10 ans en construction mécanique de précision et de bonnes capacités d'encadrement sont indispensables.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions ss n° 5101 M à SEP, Service du Personnel, BP 802, 27207 VERNON.



L'USINE NOUVELLE

Avec plus de 460 000 lecteurs cadres, nous sommes les conseillers permanents de l'entreprise industrielle, quelle que soit sa taille. Notre Directeur de Publicité, pour son équipe d'une douzaine de Chefs de Publicité recherche

CHEFS DE PUBLICITÉ PARIS PROVINCE (Basés à Paris) AIMANT L'INDUSTRIE

de formations commerciales supérieures avec une expérience nécessairement commerciale dans la vente de services, la volonté de "vendre" en milieu industriel et le goût des contacts, nous vous confierons la responsabilité de secteurs d'activité dont vous deviendrez les véritables patrons, soit auprès des annonceurs soit auprès des agences de publicité.
Votre rémunération comportera un intéressement.
Pour les postes de province, la mobilité et la disponibilité sont impératives.

Veuillez adresser votre dossier de candidature, avec lettre manuscrite, CV et photo à Jean-Christian CABANNE, L'USINE NOUVELLE, 59, rue du Rocher, 75008 PARIS.

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS

Notre Division intervient dans le secteur très porteur des radiocommunications. Notre développement nous conduit à renforcer nos services de gestion comptable et à recruter des

CADRES GESTION COMPTABLE

ESSEC, Sciences PO...

Les candidats retenus seront affectés :
soit dans les services comptables,
soit au contrôle de gestion.

Une première expérience d'Audit Comptable est souhaitable.

Adresser CV, photo et prétentions à J.P. GALLAIS, 16, rue du Fossé-Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

HAVAS CONTACT



EXPERTISE COMPTABLE AUDIT (AUBE - 10)

MEMORIALISTE, FINALISTE
pour seconder la D.G. de notre Cabinet

30 ans minimum, justifiant d'une formation supérieure comptable (ESC - ESCP - ESSEC option finances-comptabilité ou de mémorialiste ou d'expertise), vous bénéficiez d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum en cabinet d'expertise ou d'audit. *Une expérience du monde de la coopérative agricole et de l'informatique est appréciée.*
Nous sommes dans une phase d'expansion (85 personnes - 13 Millions F C.A.) et pour la maîtriser autant que développer des techniques modernes d'intervention, nous entendons renforcer notre structure de Direction et recherchons dans un premier temps à intégrer, près de la Direction Générale, un collaborateur qui, outre ses prestations de conseil, d'audit interne et de révision auprès de la clientèle, prendra en charge l'organisation administrative des services. Il participera au plan de formation des intervenants du Centre et à l'animation des équipes comptables.
Les perspectives de carrière sont très ouvertes.
Merci d'envoyer votre C.V. manuscrit détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 4735.O à notre Conseil.
8, rue de la Tirelire 51054 REIMS
58 av. de Wagram 75017 PARIS.



CSNCR

MORENO CONSULTANTS
Recrutement Structures et Communication

VOUS VOULEZ FAIRE CARRIERE DANS UNE PME ?

Vous êtes diplômé d'Études Supérieures dans une école ou université à dominante :
COMMERCE - CONSTRUCTION - BATIMENT, TP
et vous avez déjà une première expérience professionnelle...

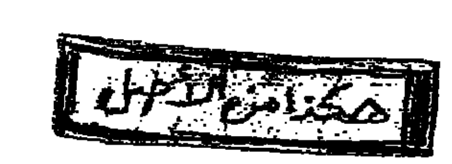
...REJOIGNEZ



MATERIAUX SERVICES, 320 personnes, un ensemble de PME implantées dans la grande couronne parisienne est spécialisée dans la distribution de MATERIAUX de CONSTRUCTION.
Notre politique : le dialogue, la responsabilité, l'ouverture.
Nous apprécions : le dynamisme, l'enthousiasme, le goût de l'effort en commun.
Nous proposons : une formation spécifique, une rémunération stimulante dans un groupe où il fait bon travailler, un plan de carrière personnalisé.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. CBT à : COREP - Tour Défense 2000 - 92800 PUTEAUX

CSNCR





Importante Société (CA supérieur à un milliard de F) avec forte implantation nationale, crée le poste d'

ADJOINT au DIRECTEUR du PERSONNEL

- HF -

1° pour superviser les services d'administration du personnel du siège.

2° pour assister le Directeur du Personnel dans son rôle d'information et de conseil auprès des Directions Régionales, notamment dans le domaine juridique.

Ce poste nécessite :

- une formation supérieure à la gestion complétée par une maîtrise de Droit.
- deux à trois ans d'expérience au Service Central de Personnel d'une grande entreprise.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 300 M

plein emploi
10, rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

ACCOUNTING REPORTING MANAGER

Proche banlieue Sud

Reckitt & Colman s.a. France (Harpic, Glassex, Fébulon, Veet) : nous poursuivons une croissance forte depuis plusieurs années déjà. Nous réalisons un chiffre d'affaires de 400 MF (2 usines - 540 personnes). Une réorganisation des services comptables du siège conduit la Direction Financière à rechercher un véritable patron de la comptabilité.

Il travaille en étroite collaboration avec les services Budget et Trésorerie. Il dirige et appuie une petite équipe comptable (comptabilité générale et immobilisations). Il contrôle la qualité des enregistrements et documents comptables, établit, vérifie les bilans et comptes d'exploitation, élabore les états de gestion interne, le reporting mensuel et annuel du groupe en respectant les délais. Il effectue les déclarations fiscales. Mais il sera aussi amené à poursuivre une réorganisation des procédures internes.

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (HEC, Essec, Sup de Co, DECS...) dynamique et autonome, intéressé par l'utilisation de moyens informatiques (Progiciel MMS) et les techniques comptables. Il maîtrise parfaitement l'anglais et les différents aspects de la comptabilité anglo-saxonne. Ce poste pourra évoluer rapidement vers de plus larges responsabilités administratives et permettra à un jeune diplômé ayant démontré sa compétence comptable dans la société, d'accéder à court terme à des fonctions financières plus importantes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous référence M 231 à *notre Conseil Nicole Le Breuilly - TEG -* 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

The Executive Group

Dessein

Une division de SYSTEMA

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Proche banlieue Sud-Est

Filiale française d'un groupe international leader sur son marché, notre division commerciale distribue en France et à l'exportation des pièces détachées destinées à l'automobile. Ces produits sont fabriqués par nos 2 usines françaises. Nous avons doublé en 3 ans notre CA (+ de 100 MF en 1982).

Nos objectifs pour 1983 sont ambitieux et nous amènent à restructurer nos services comptables et financiers.

Rattaché hiérarchiquement au Chef du Département Financier, ce Chef de la Comptabilité anime un service de 5 personnes.

Il assure la supervision des opérations comptables (Bilan, compte d'exploitation, préparation des éléments de reporting). Il participe à l'élaboration du budget annuel et des différentes prévisions. Sa mission est aussi celle d'un coordonnateur et d'un analyste.

Ce poste s'adresse à un véritable praticien de la comptabilité possédant une formation comptable type DECS ou équivalent, justifiant d'une expérience de 10 années environ. Il a déjà eu l'occasion de se familiariser à des méthodes de gestion anglo-saxonnes. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 229 à notre Conseil, Nicole Le Breuilly TEG — 18, place Henri Bergson 75008 PARIS.

The Executive Group

Dessein

Une division de SYSTEMA

Important constructeur et installateur **d'éléments pré-fabriqués pour le bâtiment** (menuiseries, charpentes bois et métal, profilés d'aluminium...) recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION

200.000 F +

Rattaché au Directeur Général et en liaison avec le Directeur des chantiers qu'il approvisionne, il **planifie et coordonne la production** des différents ateliers (200 personnes), la logistique (15 semi-remorques, 8 camions), le stockage (dépôt de 16.000 m² couvert).

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR BTP, A & M ou équivalent, ayant le goût de l'organisation et des tâches variées, ayant excercé des responsabilités en production et connaissant si possible les techniques d'agencement et de pré-fabrication.

Il faut un esprit méthodique et souple pour réagir très rapidement aux impératifs des chantiers.

Lieu de travail : PARIS SUD-OUEST.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé sous réf. 303 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail — 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

CHEF COMPTABLE

Banlieue Nord Ouest Paris

Nous sommes la filiale française d'un groupe industriel, mondialement reconnu dans la fabrication et distribution de mobilier haut de gamme (200 personnes, 140 MF). 40 % de notre production est fabriquée en France.

Nous recherchons le successeur de notre responsable promu à d'autres fonctions.

Dans un environnement en évolution comme le nôtre, la comptabilité constitue un élément dynamique. Il nous faut un Chef Comptable capable de suivre le mouvement, au besoin de le précéder. Vous aurez la responsabilité du suivi et de l'amélioration des services comptables, (général, fournisseurs, clients et interco), du reporting mensuel et du respect des délais, des déclarations fiscales et des immobilisations.

En outre, vous participerez activement, en collaboration avec le contrôleur de gestion, à la mise en œuvre de la comptabilité industrielle sur support informatique. Vous animerez six collaborateurs. Une responsabilité à votre taille.

D'excellente formation comptable, (DECS ou équivalent), vous avez une solide expérience de responsable de la comptabilité au sein d'entreprises moyennes. Vous avez appris, avec une bonne pratique de l'anglais, le maniement des méthodes de gestion anglo-saxonnes en rapport avec l'informatique.

Rudolph von Raesfeldt vous remercie d'envoyer votre CV détaillé, lettre manuscrite, photo et salaire sous référence M 226 à TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.



The Executive Group

Dessein

Une division de SYSTEMA

Une société de Conseil, d'études et de réalisations en informatique en pleine expansion, filiale d'un groupe international, recherche pour sa division Logiciel :

4 INGENIEURS INFORMATICIENS

Les candidats, 30-35 ans, ayant une formation supérieure (Option Informatique) et une expérience des matériels IBM, CII HB, seront appelés à encadrer des projets de réalisation informatique tant en France qu'à l'étranger. (Référence M 227)

10 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Ils auront un minimum de 2 ans d'expérience et interviendront sur des projets d'analyse et de programmation. Ils connaîtront un ou plusieurs des matériels et systèmes suivants :

- IBM : 30 XX, 43 XX, 38, sous IMS, CICS, DLI utilisant les langages suivants : PLI, COBOL, GAP III.
- CII HB : série mini 6, Gcos, DTF et autres séries sous IDS II, TDS.

La connaissance du système de gestion de base de données IDMS serait appréciée. (Référence M 228)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence choisie à TEG — Rudolph von Raesfeldt 18, place Henri Bergson 75008 PARIS.

The Executive Group

Dessein

Une division de SYSTEMA

IMPORTANT GROUPE A VOCATION INTERNATIONALE

recherche



SPÉCIALISTES

COMMERCIAL-EXÉCUTION HAUT-NIVEAU

COLZA TOURNESOL

BUREAU DE PARIS

5 ans d'expérience et bonnes références indispensables.

Ecrire avec C.V. à Monsieur Y. PERIN
16 bis, rue Racine, 95600 EAUBONNE - qui transmettra

Groupe multinational recherche pour *une de ses filiales françaises fabriquant* en petite et moyenne séries des produits caoutchoutés plastiques et métalliques de haute technicité.

BANLIEUE OUEST

200.000 F + BONUS

Comptroller

Il aura la responsabilité des comptabilités générale, analytique, du contrôle de gestion et du reporting français et international.

Il sera rattaché hiérarchiquement au Président Directeur Général et aura des liens fonctionnels avec les services financiers de la holding.

Ce poste se verra accru, après une période de prise en charge, de la responsabilité informatique.

Expérience de 5 ans minimum en cabinet d'audit anglo-saxon, cabinet d'expertise ou au sein d'un groupe important.

Parfaite maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique.

Formation supérieure finances - comptabilité exigée.

Homme de contact ayant un excellent esprit d'analyse, de synthèse et une grande aptitude à la communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous réf. 22021 à :

MRI conseil
Danièle Chapuis
13 rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly

DEBUTANTS

Ponts et Chaussées, Mines, Centrale

Vous avez acquis une formation **d'INGENIEUR** *notamment en Génie Civil, Hydraulique et Béton.*
Vous souhaitez démarrer votre carrière dans le secteur des Etudes.

Notre Groupe est l'un des leaders de la Fabrication et la pose de canalisations en béton, dont l'effectif de 2500 personnes se répartit dans différentes unités en France et à l'étranger.

Nous disposons de 2 postes, basés à Paris, permettant dès le départ de prendre des responsabilités très diversifiées : installations industrielles, adductions d'eau, réseaux d'irrigation..... d'une technicité avancée.

Des déplacements sont à prévoir tant en France qu'à l'étranger pour :

- *assurer lors des études, les relations techniques avec nos clients et les services Production et Travaux.*
- *suivre l'exécution des affaires obtenues, en coordination avec nos usines et nos chantiers.*

La diversification de nos activités et nos nombreuses implantations sont de nature à vous faire évoluer vers d'autres fonctions.



Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature avec c.v. et prétentions sous référence 1547 à :

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

Boite Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08.

---

tecsi

GSI/ALCATEL/CGE

Les prestations de haute technicité de notre Division Conseil couvrent tous les aspects s'étendant de l'architecture et de la conception de Systèmes au développement de Logiciels complexes. Domaines d'application : Télécommunications, Bureautique, Télématique, Systèmes industriels, Génie Logiciel.
Nous recherchons des ingénieurs informaticiens

RESPONSABLES DE PROJET LOGICIEL

Profil souhaité:

- Ingénieurs et *Universitaires de haut niveau* avec spécialisation informatique de type industriel,
- 4 à 8 ans d'expérience acquise dans un environnement Recherche ou Développement (Constructeur - SSCI - Institut spécialisé),
- Aptitudes à exercer des missions de Conseil dans un environnement d'utilisateurs compétents et légitimement exigeants.

Vous trouverez à TECSI:

- Une société de dimension humaine dans un grand groupe industriel,
- Une ambiance naturellement motivante,
- Une compétence reconnue,
- *Des ingénieurs de haut niveau, y compris des experts internationaux*

Les candidatures sont à adresser à TECSI-SOFTWARE
29, rue des Pyramides 75001 Paris.



Filiale du n° 1 mondial en alimentation animale propose à deux

jeunes cadres de gestion

des postes de responsabilités comme Conseillers de Gestion. Après une formation de quelques mois, ils auront pour mission, sur une Région, d'assister les concessionnaires de la Marque en Gestion et d'assurer le suivi des Crédits Clients.
Ces postes conviennent à des candidats de 27 ans minimum, de formation E.S.C. ou équivalent, avec une expérience de l'ordre de 2 à 3 ans.
Affectation géographique à définir ultérieurement.

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous réf. K 168 à
PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles
75017 Paris

paj
CONSEIL EN RECRUTEMENT

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS
C.A. 600 millions de Francs - effectif 900 personnes - recherche

INGENIEUR DE RECHERCHE

SYNTHESE ORGANIQUE APPLIQUEE

Il sera chargé :

- de la mise au point de produits nouveaux destinés à l'industrie,
- de la mise au point de procédés de fabrication.

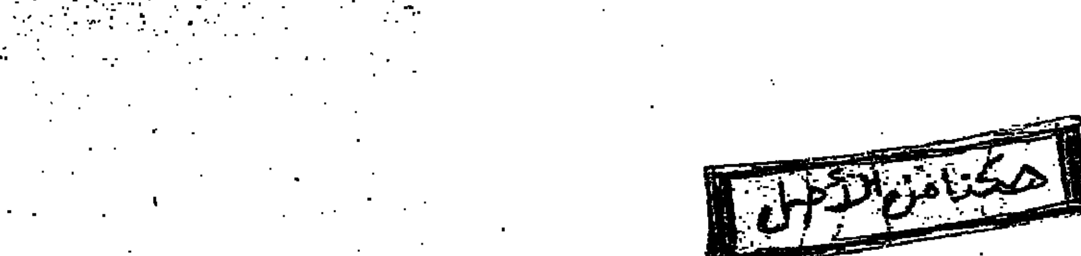
Ce poste intéresse un Ingénieur Chimiste Organicien ayant du goût pour la recherche appliquée. Il doit avoir pratiqué les plans d'expérience.
La connaissance de l'informatique est nécessaire.

Il aura 4 à 5 ans d'expérience en synthèse dans un laboratoire de recherche appliquée.
Anglais lu et parlé - Allemand lu.

Poste basé à Gennevilliers.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à :
CFPI - Direction des Relations Humaines
28, boulevard Camélinat
92233 Gennevilliers.





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

gérer les hommes d'aujourd'hui, recruter ceux de demain.

Raychem est une société réputée pour son dynamisme national et international. Notre réussite économique, nous la devons à l'enthousiasme des collaborateurs que nous nous sommes choisis et à leur efficacité. C'est par la qualité des recrutements que commence notre politique des affaires sociales : en tant que

Chef du personnel

Ce sera votre responsabilité première.

Votre rayon d'action couvrira également les suivis de carrière, les rémunérations et la formation : *vous gérerez aux côtés du directeur du* personnel le potentiel humain d'une division.

Votre formation supérieure, universitaire ou grande école, est nécessaire, ainsi que l'anglais parlé. Nous souhaitons que votre première expérience réussie dans cette fonction ou dans l'un des ses aspects vous permette de saisir l'opportunité d'entrer dans notre groupe international.

Raychem en effet est implanté dans 73 pays, nous consacrons 9 % de notre CA à la recherche et au développement. Nos technologies de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermotransformables et des métaux à mémoire apportent des solutions originales dans les secteurs industriels porteurs tels que : aéronautique, énergie, offshore et télécom.

La filiale française du groupe comprend 350 personnes avec un taux d'encadrement élevé (30 %). Les effectifs ont cru cette année de 15 %.
Les hommes d'aujourd'hui sont prêts à vous rencontrer dès demain.
Prenez un premier contact avec Thierry Berrier ou adressez votre CV avec photo et prétentions à
Raychem, BP 738,
95004 Cergy Pontoise
Cédex. Tél. 037.92.12

Raychem

média-system

Le nucléaire appliqué à l'industrie

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

Disposant d'une technologie de pointe, cette société française, particulièrement performante, a déjà développé une large gamme d'applications industrielles dans le domaine des rayonnements.

Pour préparer l'avenir, la société souhaite intégrer un Scientifique capable d'identifier et de proposer de nouveaux créneaux d'utilisation du procédé de base.

Rattaché au Directeur Général, mais en toute autonomie, il a pour mission principale de *détecter* les potentialités du marché, en s'appuyant sur les recherches scientifiques existantes. Ses expériences menées sur le terrain, ses études concrètes de faisabilité se traduisent par des avant-projets industriels et aboutissent à des plans d'industrialisation.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur grande école (Physique-Chimie de Paris, Agro...) ou un Docteur es Sciences. Son expérience professionnelle en recherche appliquée lui a permis de se familiariser avec des technologies industrielles du génie chimique ou génie agro-alimentaire.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 11482 D à

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média system

MINISTÈRE DES PTT

DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

35 ANALYSTES 30 PROGRAMMEURS DE SYSTEME

30 ans maximum – Diplômes d'Etudes Supérieures

CONCOURS NATIONAL
épreuves les 1, 2 et 3 mars 1983
les candidats et candidates peuvent s'inscrire jusqu'au 1er février 1983

PTT le contact

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
PARIS :
Direction des postes de Paris
140, boulevard du Montparnasse
75675 PARIS CEDEX 14
PROVINCE :
Direction départementale des postes du chef-lieu du département

---

CONCEVOIR ET REALISER L'AUTOMATISATION D'INSTALLATIONS COMPLETES

CONTROLE DE PROCEDES POUR L'AGRO-ALIMENTAIRE

Notre équipe Automation, au sein de notre division Engineering, met en service des installations contrôlées par des systèmes de commandes programmables, souhaite rencontrer un INGENIEUR DEBUTANT AUTOMATION ENSEM, ESE/SUPELEC parfaitement bilingue Anglais.
Vos connaissances en automatisme industriel contrôle de procédés électroniques vous permettront de prendre en charge les programmations, les tests, devis automation, les mises en route...

Ce poste, basé aux Clayes-sous-Bois à l'Ouest de Versailles, nécessite de nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser vos CV et prétentions sous référence 585 à
B. Legrand Directeur du Personnel ALFA LAVAL B.P. 16 78340 Les Clayes-sous-bois.

ALFA-LAVAL

média-system

S.S.C.I.

Siege Marseille

Pour faire face à son developpement et a la conquête d'un *nouveau marché, recherche pour* **PARIS**

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Il aura 28 ans environ, une formation superieure, école de commerce ou IUT de gestion et 2 à 3 ans d'expérience de la vente de services
Il assurera le développement des ventes d'un nouveau produit de gestion dans un creneau original.
Une carrière évolutive est envisagée à l'intérieur du groupe pour tout collaborateur de valeur.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Il aura une formation supérieure (Bac + 2) et au minimum 2 ans d'expérience de la mise en place de services et de l'assistance client dans le secteur informatique.

Adresser votre curriculum vitae en précisant le poste choisi sous ref. 57381 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

A.D.I.T.E.S.

Organisme confédéral C.G.T. ayant pour vocation d'aider à la création d'entreprises coopératives ouvrières

recherche

DIPLOMÉS H.E.C., ESSEC ou SUP DE CO

pour les postes de :

CONSULTANTS D'ENTREPRISE

DÉFINITION DE POSTE

- **Mission** : aider les travailleurs à créer ou à reprendre leur entreprise *sous forme de coopérative ouvrière.*
- **Tâches :**
  - Assistance à l'élaboration de dossiers de création d'entreprises.
  - Aide à la coordination et à la planification des actions nécessaires à la création d'entreprises.
  - Recherche, organisation et contrôle des concours extérieurs (conseils d'entreprises, juristes, financiers, etc.)
  - Assistance dans les différentes démarches auprès des pouvoirs publics, établissements financiers et collectivités locales.
  - Participation à la formation des travailleurs.

PROFIL DES CANDIDATS RECHERCHÉS

- **Formation** : diplômés H.E.C., ESSEC ou SUP de CO, âgés de 25 ans minimum, justifiant d'une première expérience d'entreprise ou de consultants d'entreprise de 3 ans environ.
- **Qualités demandées** : organisateur, rigoureux dans l'analyse et la conduite des projets, efficace, pédagogue, apte à l'animation des groupes, grande capacité d'adaptation, sens politique, esprit militant.

Adresser lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo (sous la référence LMC) au
Chef du service confédéral de l'ECONOMIE SOCIALE
C.G.T.
263, rue de Paris
93516 MONTREUIL CEDEX.

Ingénieurs travaux débutants

ENPC, Centrale ou ESTP Sud-Ouest

Importante entreprise générale de B.T.P. basée dans le **SUD-OUEST**, filiale d'un groupe international de 1er plan, nous recherchons pour faire face à notre progression plusieurs **INGENIEURS TRAVAUX DEBUTANTS à fort potentiel** (ENPC, Centrale ou ESTP).

En *un premier temps* formés **à la planification d'un chantier, sa coordination, sa gestion matérielle, financière et humaine**, les candidats participeront rapidement et activement à la conduite d'importants chantiers avant de se voir eux-mêmes confier les responsabilités complètes de la conduite de chantiers.

Si vous avez envie de progresser au rythme de *nos* chantiers, merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions sous référence 2287/M à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens, 75002 Paris.
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA.

ALSTHOM ATLANTIQUE

Premier constructeur europeen, 3eme mondial, titulaire du record du monde de vitesse sur rail avec le TGV (380 km/h). 5000 locomotives electriques et diesel-electriques produites en 25 ans circulent sur 50 reseaux dans le monde. Alsthom-Atlantique fournit egalement des metros cles en main, des equipements d'automatisme et de signalisation. Groupe Alsthom-Atlantique : 42000 personnes, 16 milliards de C.A.

MATÉRIELS FERROVIAIRES

CADRE de GESTION DEBUTANT

Au sein d'un service de contrôle budgétaire nous vous confieront la responsabilité :
- de la constitution, de l'analyse et du suivi des dossiers relatifs aux révisions des prix d'importants marchés de vente à l'exportation,
- de la constitution des dossiers nécessaires à l'utilisation de crédits acheteurs à l'exportation,
- de l'établissement de diverses statistiques,
- des études particulières portant sur les problèmes de trésorerie et sur l'amélioration des circuits d'information entre les différents services de comptabilité et de gestion.

Pour aborder cette fonction, nous souhaiterions rencontrer un candidat diplômé d'une ESC option finances/comptabilité ou ayant une maîtrise de gestion option finances/comptabilité ou équivalent.

De larges possibilités d'évolution sont ouvertes au sein du groupe à un jeune candidat motivé.

Merci d'adresser C.V., photo et prét. au Service du Personnel ALSTHOM ATLANTIQUE Tour Neptune Cedex 20 92086 Paris La Défense

---

LA DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES D'UN ORGANISME FINANCIER DE LA RÉGION PARISIENNE

gérant 2.000 personnes affectées en succursales

RECRUTE INFORMATICIEN pour

- Assurer le développement de son service informatique.
- Fiabiliser les procédures administratives.
- Normaliser les relations avec le centre de traitement.
- Conseiller les utilisateurs.
- Optimiser l'exploitation.
- Maintenir la documentation et les logiciels.
- Développer les programmes statistiques de gestion prévisionnelle.

Une expérience informatique de petit ou moyen système transactionnel est nécessaire. Une formation de type Miage, DUT informatique ou école d'ingénieurs, est indispensable.

La rémunération annuelle de 140.000 F et la possibilité de développement de carrière rendent le poste attractif.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à AGD REMARK,

25, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, 75116 Paris
sous référence 83/310.

PARIS

Organisme professionnel secteur agro-alimentaire
RECHERCHE
pour les intégrer dans son équipe de conseil

TROIS COLLABORATEURS

Chargés de missions diversifiées, dans des entreprises de toute taille, ils devront avoir fait la preuve de leurs qualités d'adaptation et de leur sens du concret dans une première expérience de l'entreprise ou du conseil.

TROIS PROFILS SONT RECHERCHÉS :

1) ***FORMATION ÉCONOMIQUE ET (OU) AGRONOMIQUE*** *Accompagnée de solides notions de comptabilité et de gestion.*

2) *Expérience de la* ***RÉVISION COMPTABLE,*** *de l'organisation administrative et aptitudes à traiter des problèmes de gestion de l'entreprise.*

3) *Expérience pratique en matière de* ***GESTION DES TRANSPORTS,*** *notions de comptabilité et de gestion qui doivent permettre de réaliser des études techniques, de rentabilité et de productivité d'un parc de véhicules.*

DÉPLACEMENTS FRÉQUENTS EN PROVINCE

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et rémunération actuelle à :
RÉGIE-PRESSE
sous le numéro T 037.824 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS CEDEX.

IMPORTANTE BANQUE DE DÉPÔTS

recherche pour ses unités parisiennes

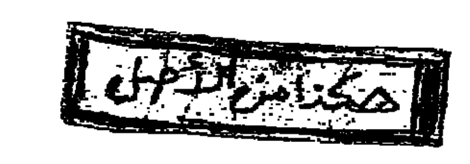
2 CHARGÉS DE CLIENTÈLE ENTREPRISES

Classe V, VI

Les candidats diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire bénéficient d'une réelle expérience de la gestion d'un portefeuille de P.M.E.

Réelles possibilités d'évolution liées aux résultats.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence 252906 M à RÉGIE-PRESSE LE MONDE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Implantés à PARIS, nous sommes une très importante Société d'Études et de Réalisations industrielles clés en main.
recherchons

RESPONSABLE DES PROJETS TUYAUTERIE

De Formation Mines, Centrale, AM...

vous avez :
— une expérience professionnelle de 10 ans environ dans les secteurs Pétrochimie, Centrale Thermique, au niveau Études et Réalisations d'Installations ;
— exercé la responsabilité de Chef d'Affaires ou de Responsable Projet.

Pour mener à bonne fin un projet d'une grande ampleur vous aurez à encadrer et animer une équipe importante et de bon niveau.
Dans le cadre d'une autonomie encore accrue il vous sera confié ensuite la mise en place d'autres affaires.

Merci d'écrire sous référence 50048 à HAVAS CONTACT - 1, Place du Palais-Royal - 75001 PARIS - Réponse assurée - discrétion absolue.

HAVAS CONTACT

WANG

LEADER DANS LES DOMAINES DU TRAITEMENT DE TEXTE ET DE LA MINI-INFORMATIQUE DE GESTION
C.A. mondial 1982 : 1,2 Milliard de $ - 20.000 personnes

recherche
dans le cadre de l'expansion de son Service de Maintenance

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

- Titulaires du BTS/DUT ou équivalent, vous avez une expérience de 3 à 4 années dans le service après-vente de systèmes informatiques.
- Vous désirez être autonome à l'intérieur d'un secteur géographique dans lequel vous assurerez la maintenance d'une gamme étendue de matériels.
- Nous vous offrons une formation approfondie sur nos produits et à moyen terme une possibilité d'évolution vers des responsabilités de supervision.

Les candidats motivés par une telle opportunité sont priés d'envoyer lettre manuscrite et C.V. à :
Brigitte RISCHARD Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - 78/80, Avenue Galliéni - 93174 BAGNOLET CEDEX

HAVAS CONTACT — bleu

VENDRE DU CONSEIL ET DU SERVICE EN INFORMATIQUE

NOUS SOMMES LEADER dans la diffusion de Services Informatiques auprès des Cabinets Comptables et des PME avec une expansion de 25 % par an.

Nous offrons plusieurs opportunités à des JEUNES INGÉNIEURS COMMERCIAUX ambitieux, désirant réussir et possédant une bonne formation comptable et si possible une première expérience (type SSCI ou Constructeur).

Vous bénéficierez d'une formation spécifique au sein de notre «École Produits».

Postes à pourvoir à : PARIS, BORDEAUX, GRENOBLE.

Merci d'écrire avec CV et prétentions sous réf. I.C. 0183 à C. FINE - RECRUTEMENT 34, rue Delestraint - 75016 PARIS.

CCMC informatique de gestion

HAVAS CONTACT

Nous sommes un groupe français de dimension internationale et nous réalisons 35 % de notre C.A. hors de France.
Nous recherchons

Auditeur interne

Assistant principal du responsable du service, il prendra en charge des missions d'audit dans les 9 pays d'implantation du Groupe.
Il sera amené à effectuer de nombreux déplacements en France et à l'étranger.
De formation supérieure (ESSEC, Sup de Co ou Université), le candidat retenu aura une expérience de 2/3 ans réalisée au sein d'un Cabinet d'Audit International ou d'une grande entreprise.

De réelles connaissances en informatique ainsi que la pratique de l'anglais et/ou de l'italien seront des atouts supplémentaires.

Ce poste est basé à PARIS.

Nous offrons une rémunération motivante et la possibilité de réaliser une carrière intéressante dans un groupe dynamique en pleine évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 341 RT, à :

SCOTI 33 rue de Miromesnil 75008 Paris. Discrétion assurée.

média-system



Cii Honeywell Bull

recherche pour sa Direction Juridique, un

INGENIEUR BREVETS

dont les responsabilités principales seront la recherche des inventions au sein de la compagnie, la rédaction des brevets et leur dépôt en France et à l'étranger, l'étude des problèmes généraux en matière de propriété industrielle (contentieux, contrats).
Ce poste conviendrait à un ingénieur en électronique, possédant une expérience brevets affirmée, acquise dans une grande entreprise ou au sein d'un cabinet conseil.
Un diplôme de propriété industrielle (CEIPI) serait souhaitable.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 404 M à Cii Honeywell Bull PC 0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Organisme National à caractère industriel et commercial
dans le cadre du développement de ses activités dans le domaine de
la sécurité des machines
recherche

INGENIEUR MECANICIEN

diplômé ENSAM, IDN ou équivalent pour interventions dans le cadre d'
agréments ministériels.

5 ans d'expérience dans les domaines de la construction mécanique, électro-mécanique ou levage sont nécessaires.

Connaissance des machines à bois appréciée.

Le poste implique de nombreux déplacements de courte durée.



Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS, sous référence 57662.

PA

Attaché de direction juridique — Paris-ouest

Une puissante société, filiale d'un groupe international, spécialisée dans la production et la distribution de biens de grande consommation (détergents, produits d'entretien et de toilette), employant près de 3000 personnes, universellement connue, recherche un jeune attaché de direction juridique. Rapportant au Directeur Général Juridique, il aura à traiter des problèmes de droit très variés concernant la règlementation commerciale (publicité, promotions, concurrence, prix, fabrication, vente), la préparation et le suivi de contrats nouveaux, la protection des marques de fabrique et brevets, ainsi que certains aspects de droit du travail, droit fiscal et des assurances. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, docteur en droit (ou DESS), disposant idéalement d'une première expérience d'environ 3 ans de droit des affaires, acquise dans une entreprise industrielle internationale ou dans un cabinet juridique. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé en très proche banlieue ouest. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2335M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gérer un IGH à la Défense

180 000

Dans deux mois, les travaux vont se terminer. Nos deux sociétés financières associées pour la construction vont pouvoir prendre possession de ce bel immeuble de 25 000 m2 de bureaux.

Nous en recherchons le «patron» de l'exploitation. Responsable du bon fonctionnement technique (2 cadres - 30 personnes) et administratif, il aura à faire preuve d'initiative, d'organisation et de diplomatie pour que les 1 200 futurs occupants puissent y travailler dans d'excellentes conditions.

De formation juridique et immobilière (ICH), vous avez une solide expérience d'une telle fonction, une grande habitude des décisions rapides, le sens de l'encadrement, de très bonnes connaissances de sécurité pour les IGH.

Michel Collet vous remercie de lui écrire sous réf. 3723M, 1 rue de Berri - 75008 Paris. Confidentialité des candidatures garantie.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche pour unité informatique de gestion
À PARIS

UN PUPITREUR

(service moyen de 6 h 30 à partir de 17 h du lundi au vendredi)

BAC exigé (série H de préférence). Niveau B.T.S. *informatique et notions de comptabilité appréciées.* Qualités d'attention et d'organisation nécessaires pour fonction de responsabilités.
Emploi stable après essai 6 mois.

Ecrire : ORSTOM - 24, rue Bayard, 75008 PARIS.



Association reconnue d'utilité publique depuis 1955.

Le leader des méthodes en organisation et gestion de la production recrute

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS AYANT CINQ ANNÉES D'EXPÉRIENCE

Etes-vous capable de relever avec nous le
DÉFI PRODUCTIQUE ?

Avez-vous l'imagination et la volonté d'aboutir pour participer aux actions de recherche-développement qui préparent « l'usine de l'an 2000 » ?
(C.F.A.O., Automatique, Robotique, Gestion de production.)

Etes-vous capable de relever avec nous le
DÉFI PÉDAGOGIQUE ?

Avez-vous l'imagination et la volonté de communiquer pour participer aux actions de formation qui préparent « les hommes de l'an 2000 » ?

Expériences considérées :

Productique, pédagogique, IBM (DOS/VSE - CICS - DL1), HEWLETT PACKARD.

Ecrivez à : BTE - M. Guy ZEITOUN
5, Terrasse Bellini, La Défense 11, 92807 Puteaux Cedex.



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE, 91 MASSY

recherche

INGENIEUR SYSTEME

CONFIRMÉ (Position II)

Connaissances PDP 11 sous RSX 11-M VAX 11/780 sous VMS

Écrire avec C.V. et prétentions sous référence 70-50 à :
Direction des Affaires Sociales
B.P. 74 - 91301 Massy Cedex

Publicités Réunies

DYNAMIC YOUNG COMPANY requires EXPERIENCED TECHNICIAN

to service sophisticated hydraulic equipment. Fluent English a must. German an advantage. Age preferred 25-35 years. Travel throughout France 80% of time. Occasionally in Spain or Italy. Excellent salary and social benefit conditions. Company car provided. Please send written application with curriculum vitae and picture to Mr. E. Slot, 2, passage de la Gare, 92420 Vaucresson.

STORK PROTECON SYSTEMS

Importante Société de Distribution
recherche pour son service EXPANSION

un Responsable

de formation supérieure type Sup de Co + DECS

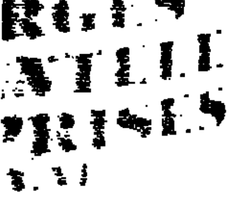
Il sera chargé, au sein de notre service «Expansion», des analyses juridiques, économiques et financières et des négociations en vue du rachat de sociétés ou fonds de commerce de type grandes surfaces.

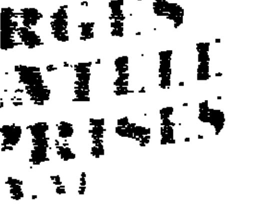
Il devra en outre assister nos directions régionales dans le montage des dossiers et dans leurs prises de décisions.

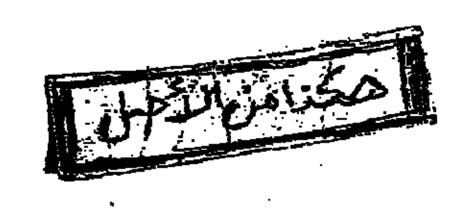
Un goût des contacts à haut niveau est nécessaire. Déplacements fréquents sur toute la France.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions.
sous référence 8750 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra -







OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS

VCP

recherche

- pour son département des agences

5 ATTACHES COMMERCIAUX

CLASSE IV OU V

Affectés soit en poste fixe dans l'une des agences parisiennes du réseau, soit au sein d'une équipe commerciale, ils seront chargés de prospecter activement une clientèle de particuliers et d'entreprises. Ils devront impérativement justifier d'une première expérience réussie en agence dans la vente de produits bancaires.
La suite normale de la carrière débouche sur un poste de Directeur d'Agence ou d'Equipe Commerciale.

1 SECRETAIRE ASSISTANTE

Pivot d'une équipe commerciale, elle sera chargée de la prise de rendez-vous par téléphone pour le compte de 5 attachés commerciaux dont elle sera la collaboratrice à part entière; aimant la vente, dotée d'un tempérament équilibré et optimiste, elle se verra confier après deux ans maximum, de nouvelles responsabilités commerciales dans un poste bancaire plus classique.

- pour son département juridique et contentieux

1 CADRE

De formation supérieure juridique,
il sera chargé du précontentieux, du contentieux et du recouvrement des dossiers litigieux émanant du réseau d'agences.
Une expérience bancaire est indispensable.

Pour ces 7 postes, adresser CV, photo et lettre manuscrite, salaire actuel et prétentions à la Direction du Personnel
BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
52, avenue Hoche 75008 Paris sous la référence 8301.

Responsable marketing Paris-Est

Filiale d'un grand groupe international, nous sommes leader dans notre secteur - **l'Ingénierie de Restauration** - et poursuivons régulièrement notre accroissement en France et à l'étranger.
Ce poste que nous créons doit permettre à un jeune cadre, ambitieux et accrocheur, de prouver ses compétences dans une fonction variée et dynamique : promotion des produits nouveaux, relations publiques (salons, publicité, presse) animation commerciale des filiales en province, suivi des grandes clientèles nationales (administrations, chaînes hôtelières...).
Nous souhaitons que ce candidat possède une formation supérieure (Ecole Hôtelière), et une première expérience de marketing ou de «F and B» dans une chaîne hôtelière internationale.
L'anglais est indispensable.
Nous vous remercions d'envoyer votre CV avec lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence M 171.



AFL CONSULTANT
16 rue de la Paix 75002 Paris.

média-system

TRESORIER ADJOINT

130 / 150 000 F — Agro-Alimentaire PARIS

Un des premiers groupes agro-alimentaires français employant plusieurs milliers de personnes et réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards de francs, recherche un TRESORIER ADJOINT. Sous l'autorité du Chef du Service Trésorerie du Groupe, il sera chargé de gérer au jour le jour la trésorerie en francs français et en devises des principales sociétés du Groupe et de leurs filiales commerciales. Afin d'obtenir constamment la meilleure trésorerie possible, il agira sur les supports, les circuits et les procédures de financement. Il supervisera l'élaboration des prévisions de trésorerie et il en assurera le suivi avec analyse des écarts. Il entretiendra les relations avec les banques avec lesquelles il négociera les conditions des opérations courantes, et il exécutera les opérations de changes. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 25 ans, de formation supérieure type ESC + DECS et possédant déjà un à trois ans d'expérience professionnelle acquise dans un service trésorerie d'un grand groupe industriel ou au sein d'une banque d'affaires. Ecrire sous référence 555/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

GOULD S.E.L.

Constructeur de calculateurs 32 BITS de haute performance, destinés aux applications Temps Réel et scientifiques, recherche

responsable de la formation logiciel

INGENIEUR SYSTEME de 2 à 3 ans d'expérience.
Il sera capable d'évoluer vers la responsabilité du service formation de notre Société.

ingénieurs et techniciens de maintenance

de formation BTS ou DUT
Possédant au moins 2 années d'expérience chez un constructeur.
Après une formation complémentaire sur notre matériel, ces personnes seront affectées en fonction de leur expérience, soit au service de maintenance clientèle, soit au support technique.

technicien de laboratoire

de formation BTS ou DUT
Possédant une bonne connaissance de l'électronique et des micro-processeurs.
Ce poste fixe est à pourvoir au sein de notre équipe, chargée de la réparation de l'ensemble des produits de notre parc européen.

Merci de bien vouloir nous envoyer Curriculum-Vitae, photo à l'attention de **Catherine JOUDRIER**, *ou de lui téléphoner au 462.62.32, pour étudier l'opportunité de votre candidature*

GOULD S.E.L. INFORMATIQUE s.a. 29, rue de Noisy - 78870 Bailly

publiale

AUSSEDAT REY

Important Groupe Industriel
7 usines - 4 000 personnes
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

Nous offrons une première insertion dans notre

Direction Organisation Informatique

Formation sur gros et mini ordinateurs et prise en charge progressive des responsabilités de Chef de projet.

Le candidat pourra ensuite évoluer soit :
– au sein de la Direction Organisation Informatique même.
– dans d'autres secteurs d'activités (Production, Commercial, Développement...)
– dans les différents établissements du Groupe.

Lieu de travail : VELIZY.



Envoyer lettre manuscrite avec CV - 4, rue Amiral Courbet 75116 Paris sous réf. 57653

Importante société
PRODUITS INDUSTRIELS
- 1800 personnes, CA 700 millions -
Siège social banlieue Ouest
- filiale groupe américain -
recherche pour sa ***Direction Financière***

Contrôleur de gestion

Avec l'aide d'une petite équipe, il lui sera confié le contrôle des budgets, l'établissement des prix de revient et le reporting destiné aux Etats-Unis.

Pour ce poste, il est nécessaire d'avoir une formation supérieure (ESC, et DECS), une parfaite maîtrise de l'anglais et une expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion.

Veuillez écrire, en précisant expérience et prétentions, sous réf 6985 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

BANQUE PRIVÉE

Filiale d'un groupe bancaire international puissant recherche pour renforcer son équipe :

SECTION AUDIT

Un contrôleur comptable classe II - III, titulaire du B.P. de banque, connaissant le contrôle des opérations France et étranger, expérience bancaire 5 ans mini.

SERVICE FRANCE

Un gradé titulaire du B.P. de banque, connaissant parfaitement les opérations caisse et portefeuille.
Poste évolutif pour candidat à fort potentiel.

SERVICE ETRANGER

Un employé, B.P. en cours, *connaissant l'ensemble* des opérations du Service. Anglais indispensable.

Postes à pourvoir à PARIS rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 7.566, *le Monde* Publicité, Service Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

recherche pour son Service Central d'Approvisionnements et de Transports :

UN CADRE TRANSPORTS

De formation supérieure il aura une expérience acquise soit dans une Entreprise Industrielle soit chez un Transitaire.

Des connaissances sur la réglementation des transports des matières dangereuses seront appréciées.

Anglais courant indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions sous No 56509 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra

ÉDITEUR PARISIEN

recherche

RÉDACTEUR (TRICE)

REVUE PÉDAGOGIQUE

Expérience enseignement littéraire collège indispensable.
Référence presse périodique souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à J.-L. FABRE, 11, rue de Sèvres, 75278 PARIS CEDEX 06.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

▶ ingénieurs électroniciens

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits *analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des* microprocesseurs.

▶ ingénieurs logiciel temps réel

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à *microprocesseurs.*

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT
BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

Ingénieur raffinage pétrochimie

Société financière française multinationale, nous recherchons un jeune ingénieur pour notre département industriel.

Une expérience de 3 à 5 ans en exploitation, entretien ou mise en route de grandes installations pétrolières ou pétrochimiques est nécessaire.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire il aura pour mission d'apprécier sur le plan technique la qualité et la fiabilité des installations dans lesquelles la société peut éventuellement engager une responsabilité financière.

Cette activité à la fois technique et commerciale offre l'opportunité de déplacements courts mais fréquents à travers le monde entier. Anglais indispensable.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous réf. 4721M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — *Membre de Syntec*

ENTREPRISE INTERNATIONALE DE SERVICES PETROLIERS

recherche pour ses opérations en France

UN RESPONSABLE COMPTABLE ET FINANCIER

SUP de CO ou équivalent
avec si possible 3 ans d'expérience de la comptabilité anglo-saxonne.
Pratique de l'anglais indispensable.
Possibilité de carrière à l'étranger.
Premier lieu d'affectation : PARIS SUD.

Adresser CV et photo à No 57772, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

La Société Générale des Coopératives de Consommation centrale d'achats et de production du mouvement coopératif de consommation vient de signer un contrat de solidarité. Elle s'engage ainsi à proposer près de 200 emplois à pourvoir dans les prochaines semaines.



Conformément à sa politique de marque propre, elle recherche dans l'immédiat pour son Service **QUALITE**.

UN ASSISTANT

Jeune Ingénieur Ensia, Enitiaa, Ensbana, justifiant d'une première expérience *acquise en production des Iaa.*

Le candidat retenu, prêt à travailler en équipe et à prévoir de fréquents déplacements, intégrera un groupe qui assure d'appréciables avantages sociaux et offre de réelles possibilités d'évolution matérielle et professionnelle.

C.V. manuscrit, photo, niveau de rémunération à communiquer au
Secrétariat Général de la S.G.C.C.
27/33, Quai Le Gallo - 92100 BOULOGNE
(réponse et discrétion assurées)

bleu

informatique industrielle

sema informatique

La Division informatique de **sema metra**, Groupe européen de conseil d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche des :

jeunes ingénieurs

Ils sortent d'une école (ISEP, ESEO, INSA, ESIEE) ou d'une formation BAC + 5 orientée vers la micro informatique industrielle (matériel + logiciel). Ils ont effectué quelques stages qui leur ont permis de maîtriser l'assembleur MOTOROLA, ZILOG ou INTEL. Dans un secteur en pleine expansion, ils sont assurés d'une évolution rapide de leurs responsabilités dans les domaines télématique, systèmes en temps réel, CFAO, robotique. Pour ce poste la mobilité des candidats est requise.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10378/M à J. Hajage Sema-Sélection : Centre Metra. 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Rennes Toulouse



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CHARGEURS S.A.

La Compagnie Maritime des Chargeurs Réunis

recherche pour son service informatique

un chef de projet
un analyste-programmeur
un programmeur

en vue de participer au développement d'applications nouvelles.

Environnement technique : IBM 3032, IBM 43 XX
OS, DOS, CICS, COBOL
VAX 780

Profil demandé : *Minimum 2 années d'expérience dans un poste similaire.*

Adresser lettre, CV et prétentions en précisant la réf. M à
CMCR Service du personnel
3, Bd Malesherbes - 75008 PARIS

Société d'Assurance étrangère solidement implantée en France, nous recherchons pour notre siège à Paris

Deux analystes

capables de développer des études dans des domaines administratifs, comptables et commerciaux. En liaison avec les chefs de projets et les utilisateurs, ils élaborent les cahiers des charges et mettent en oeuvre les réalisations. Ils effectuent les analyses fonctionnelles et tout ou partie des analyses organiques, animent les équipes d'analystes programmeurs, coordonnent le démarrage des applications et assurent la maintenance.

Notre équipement : CII-HB 64 DPS 4 avec un réseau de télétraitement.

Nous souhaitons engager deux candidats de formation *supérieure, ayant environ 3 ans d'expérience,* si possible dans la branche Assurance Vie ou Assurance de personnes.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire sous référence R 4697M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

FOURCES

Société
d'Engineering Offshore
recherche

analyste-programmeur

2 ans d'expérience environ.
Titulaire d'un DUT informatique ou équivalent.
Pratiquant FORTRAN, BASIC.
Expérience préalable en bureau d'études appréciée.

Il sera chargé:
• de l'écriture et de l'adaptation de programmes scientifiques en liaison avec les créateurs et utilisateurs de programmes,
• de la gestion du système informatique de la Société.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 41144 à
projets publicité
12, rue des Pyramides 75001 Paris.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Siège Social près de PARIS

AGENTS ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

Diplômés DUT, au moins 5 ans d'expérience professionnelle.
— Préparation des états informatiques pour la gestion comptable et les payes
— Assistance des établissements décentralisés et contrôle des anomalies de traitement
— *Suivi des plannings, diffusion des documents.*

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prét. sous No 57601 à
Contesse Publicité 20, Avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

---

important groupe de services recherche

JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

SPECIALISE EN DROIT DU TRAVAIL

chargé notamment de conseiller ponctuellement les directions opérationnelles de Paris et de Province sur les aspects de législation sociale, droit du travail, règlementation de l'emploi.

Pour assurer au mieux cette mission, il est souhaitable d'avoir : une solide formation juridique, une première expérience de l'ordre de 2 années dans une entreprise ou dans un cabinet conseil, ainsi qu'une motivation pour un poste à responsabilités ayant des implications humaines.

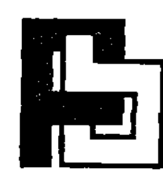
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 401 à INTER PA, BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE près Pont de Neuilly, recherche pour compléter son équipe de collaborateurs juridiques

JURISTE CONFIRME

ayant bonnes connaissances du Droit des sociétés et pratique des actes courants et contrats commerciaux. Il aura une expérience d'au moins 3 années dans un cabinet juridique, un service juridique d'entreprise ou une étude de notaire.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, une photo et prétentions, s/réf. 8011 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



LA BANQUE PARIBAS

recherche pour sa
DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

UN (E) JURISTE

Ayant acquis une pratique de quelques années du droit civil, du droit commercial et de la procédure, dans une banque, un établissement financier, un cabinet d'avocat ou de conseil.

Il devra avoir au minimum
une maîtrise de Droit privé.

Les personnes intéressées devront envoyer un C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions, sous références J., à Banque PARIBAS, Direction des Relations Humaines (625), B.P. 141, 75078 Paris Ced. 02.

Société française leader sur son créneau de marché avec des produits de confiserie recherche

UN INSPECTEUR des VENTES

Mission :
● Animer, encadrer, optimiser les performances d'une équipe de 10 VRP exclusifs visitant sur Paris et sa région tout commerce de détail.

Moyens :
● Large autonomie devant évoluer avec le poste vers une délégation de pouvoirs *complète dans la gestion du budget région.*

Profil :
● Nous recherchons un homme de terrain ayant fait ses preuves dans la conduite d'équipes de vente sur des marchés difficiles. La droiture, la force de conviction, une autorité de compétence et une maturité dynamique sont des éléments essentiels requis pour réussir.

Rémunération de départ 90.000 F. + primes objectif + frais de vie + frais de véhicule.

Envoyer C.V. + photo sous réf. 5728/JR à :
A.M.P. 40, rue Olivier de Serres
75015 PARIS (qui transmettra)

BANQUE ÉTRANGÈRE

recherche pour PARIS

● Un diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C., ESSEC, D.E.S. économie ou équivalent).

● Ayant 4 à 5 ans d'expérience professionnelle impérativement acquise dans le secteur bancaire.

CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS FRANÇAIS INTERVENANT SUR LES MARCHÉS FINANCIERS

Le poste nécessite du goût pour l'étude et le sens de la négociation.

● La pratique courante de l'anglais est requise.

Faire parvenir lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo
à RÉGIE-PRESSE, sous nº T 037640 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Informaticien

Organisme professionnel d'assurances recherche le **responsable de son informatique** qui, seul, aura à assumer la gestion des *différents fichiers, l'étude de l'encodage des* informations et le traitement des données statistiques.

Matériel : Système VSPC fonctionnant sur ordinateur 3032.

Pour réussir dans cette fonction, il devra justifier d'une maîtrise, d'un 3e cycle universitaire ou grande école, ainsi que d'une expérience professionnelle réussie dans la branche informatique (5 ans *minimum*) avec si *possible*, la connaissance du 3033.

Si ce poste vous intéresse adressez candidature manuscrite et C.V. sous référence 2356/M à

ID **IMPACT DEVELOPPEMENT,**
Monceau Commercial Building,
38, rue de Lisbonne, 75008 PARIS

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

publival

SOCIÉTÉ d'INGÉNIERIE

filiale d'un des principaux groupes industriels français, spécialisée dans le domaine des industries NUCLÉAIRE, CHIMIQUE et MECANIQUE, recherche un

Ingénieur Diplômé

A.M., ENSAM Nancy ou équivalent.
ayant une expérience de cinq ans environ.

Il sera chargé de l'animation d'un Bureau d'Études et de l'installation de machines et appareils liés à des unités de fabrication physico-chimiques.

Lieu de travail : banlieue Sud Paris.
Nationalité française exigée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions), sous référence 50045 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

METROLOGIE

Importateur et distributeur de matériels micro-informatiques et périphériques, recherche dans le cadre de son expansion

UN RESPONSABLE produits visualisation

Il sera chargé de la promotion et des ventes des produits qui lui seront confiés.

L'anglais lu, parlé et écrit est indispensable.

Ce poste, basé à Asnières, est à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous réf. 200 M à
Maurice CASSES METROLOGIE Tour d'Asnières 4 avenue Laurent Cély
92606 ASNIERES Cédex.

METROLOGIE



COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs)
spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optronique, recrute

professionnel de la vente à l'exportation

de biens durables ou de matériel militaire.

Ingénieur IIIA - 30 ans minimum, formation technique supérieure (ingénieur électronicien - CNAM ou diplôme militaire équivalent) ou formation commerciale.

Transport assuré - Restaurant d'entreprise.

Adresser votre candidature (CV, photo et prétentions) à
Mme SUSINI - Chef du Personnel de CILAS - Route de Nozay
91460 MARCOUSSIS.

IMP'T ORGANISME
DE RECHERCHE
Porte de Versailles
recrute

INGÉNIEUR

diplômé grande école
ou possédant DEA
de mathématiques, d'analyse numérique ou de mécanique
des milieux continus
pour modélisation de problèmes de la mécanique,
des milieux continus
et analyse numérique
des équations aux dérivés partiels qui en résultent.

INGÉNIEUR

CIVIL ENPC ou ECP
ou équivalent
pour recherche sur le comportement à la rupture du béton ;
— animation d'une équipe, encadrement de thésards, réflexion personnelle sur le plan théorique notamment expérience en bureau d'études béton armé ou béton précontraint souhaitée.

Horaire 39 heures.

Adr. C.V. et prét. à nº 57.779
CONTESSE PUBLICITÉ,
20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS Cedex 01 qui tr.

Hôpital, maison de santé
du Gardien de la Paix
Paris 13e
recherche
UNE PANSEUSE
UNE INFIRMIÈRE ou
AIDE-SOIGNANTE diplômées
Téléphoner : 331-88-60.

STAREC

recherche pour ses
Laboratoires Antennes
Hyperfréquences
Applications Spatiales
et Aéronautiques :

INGÉNIEURS

Radio-Comm.

SUPELEC, TELECOM.,
ENSI ou équivalent.
Débutants ou quelques
années d'expérience.

Envoyer C.V. ou tél. à :
STAREC - 12, av. Carnot
91300 MASSY
Téléphone : 920-13-30.

AÉROPORT DE PARIS

recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ ÉLECTRONICIEN et/ou INFORMATICIEN

— Connaissant la maintenance d'équipement informatique et électronique.
— Expérience confirmée en informatique industrielle, encadrement de personnel et en gestion.
— *Il sera responsable d'une équipe de maintenance* des équipements électroniques et péri-informatiques à l'AÉROPORT d'ORLY.

Téléphoner ou écrire à :
M. CARRIÈRE - AÉROPORT DE PARIS
291, boulevard Raspail, 75014 PARIS.
Téléphone : 320-15-00.

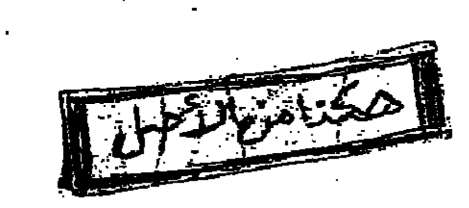
SOCETEC

Importante Société d'Ingénierie Industrielle
recherche

ingénieurs thermiciens

• Diplômés Grandes Écoles (ENSTA, ECP...)
• Débutants et avec quelques années d'expérience.
• Bonnes connaissances en informatique.
• *Bilingues Anglais.*
• Déplacements de courte ou de moyenne durée.

Écrire avec C.V. à : SOCETEC
Direction des Études, 5 r. Chante Coq,
92808 Puteaux Cedex



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne col.*	La ligne col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
TOUR MAINE-MONTPARNASSE

recherche
pour son département

CRÉDIT

LE RESPONSABLE DE SA CELLULE « ANALYSE FINANCIÈRE »

35 ans environ.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial. (E.S.C.A.E., Maîtrise de Gestion, etc.) et justifiant de 5 ans minimum d'expérience en tant que CRÉDIT-MAN au sein d'un établissement de type bancaire ou financier.

Il devra prouver son aptitude aux contacts de haut niveau, sa psychologie, sa créativité, ainsi qu'une forte capacité de direction et de décision.

Il encadrera une équipe d'environ 5 collaborateurs.

Adresser curriculum vitae, prétentions et photo à :
FACTOFRANCE HELLER
Service du Personnel - Tour Maine-Montparnasse
75734 PARIS CEDEX 15.

STÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
C.A. CONSOLIDÉ 200 MF
proche banlieue Nord, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Chargé en outre de missions d'organisation HEC, ESC ou maîtrise gestion.

— Trois ans expérience minimum
bonne maîtrise de l'informatique.

Ecrire C.V., lettre manuscrite, prétentions, photo (retournée) sous nº 53369 M à BLEU 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.



OUTILLAGES SCIENTIFIQUES ET DE LABORATOIRES

Société de fabrication de Biens d'Equipements pour l'industrie électronique recherche pour son activité commerciale située à PARIS 15e

Un ingénieur de vente
parlant anglais.

Zone d'activité : Nord de la France.
Appeler Monsieur D. MARTIN
(93) 29.11.09.

JOBIN-YVON, Division d'INSTRUMENTS S.A.
Recherche pour son Laboratoire d'applications
en CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE

INGENIEUR CHIMISTE

Quelques années d'expérience dans cette technique sont indispensables.

Ce poste est en relation technique et commerciale avec la clientèle.

Anglais Indispensable.

Adresser CV + photo à :
JOBIN-YVON - Affaires Sociales,
réf. LAP - BP 118
91163 LONGJUMEAU CEDEX
Tél. : 909.34.93

FEDERATION NATIONALE DE
LA MUTUALITE FRANCAISE, *recherche*

ANALYSTES

DUT Miage ou équivalent
5 ans minimum d'expérience

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

DUT + 2 ans ou Bac
et une expérience supérieure à 5 ans

En plus de grandes qualités personnelles, les connaissances suivantes seront appréciées : langages cobol, methodologie protée, temps réel, bases de données, matériel burroughs large system.

FNMF
Adresser CV détaillé et photo
et pretentions à FNMF
Division des Relations Sociales
56 à 60 rue Nationale
75649 Paris Cedex 13

SOCIÉTÉ NATIONALE
PARIS (16e)

recherche
pour son service Financier

CADRE DE GESTION

Débutant ou expérience 2 à 3 ans.
Titulaire des diplômes suivants :
E.S.S.E.C. - SCIENCES PO - D.E.S.
ou maîtrise de SCIENCES ECO.

Pour les candidats masculins,
il faut être libéré des obligations militaires.

Adresser curriculum vitae, photo, sous nº T 253.086 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Jeunes Consultants

- *Vous avez le sens de la négociation,* le goût du travail sur dossier, un esprit tourné vers l'innovation.
- Vous êtes diplômé d'une grande école (MBA apprécié) et vous avez une bonne maîtrise de l'anglais.
- Vous avez 2 ou 3 ans d'expérience acquise dans *une grande entreprise industrielle* ou commerciale.

Nous vous offrons de rejoindre notre équipe de consultants qui, par ses études et conseils valorise *le potentiel commercial* et humain de ses entreprises clientes.

D'ici quelques années, en fonction de vos performances, vous deviendrez responsables d'un type d'activité ou d'un secteur de clientèle.

Adresser CV et prétentions à Yves Berthonneau
PRAGMA 112ter, rue Cardinet 75017 PARIS

INGÉNIEURS COMMERCIAUX DE PERI-INFORMATIQUE

vous recherchez :
- Un produit positionné sur un marché porteur (45 % de croissance annuelle) ;
- un salaire avec un fixe important et des commissions *pouvant tripler vos revenus (frais remboursés en sus)* ;
- un poste vous permettant d'accéder à des responsabilités plus importantes (chef de secteur, chef de produit...) ;
- une société dynamique et en pleine croissance (35 % an).

REJOIGNEZ-NOUS,

nous lançons deux nouvelles gammes de produits :
TERMINAUX DE GESTION DES PARCS AUTOMOBILES
TERMINAUX PORTABLES PROGRAMMABLES
Dont vous serez les futurs responsables commerciaux.

Adresser votre C.V. à : S.F.S.T. 37, rue Vauvenargues. 75018 PARIS.

IMPORTANT GROUPE
INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS
HOLLANDAIS, PRÉSENT SUR LE
MARCHÉ FRANÇAIS DEPUIS 7 ANS

recherche

Pour seconder le Directeur de sa filiale française, dans les domaines Administratifs et Financiers de la gestion de sociétés immobilières :

UN JEUNE CADRE CONFIRMÉ

30 ans environ, disponible, capable d'adaptation, et ayant une bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V. et prétentions à :
INTERNED FRANCE S.A.R.L.
147, rue de Courcelles
75017 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE
IMPLANTÉE DANS 56 PAYS

recherche pour Paris

UN SPÉCIALISTE DU MARKETING ET DES CONTACTS D'AFFAIRES

Le candidat idéal devra parler l'anglais, justifier d'une expérience similaire réussie et de connaissances bancaires approfondies, au cours des 4 dernières années.
Salaire et classification selon compétences et potentiel.

Adresser curriculum vitae, photo et lettre manuscrite à la
B.C.C.I.,
125, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

GROUPE IMMOBILIER SOCIAL

recherche

CADRE COMPTABLE 120.000 F +

POUR LUI CONFIER :
- La prise en charge de comptabilités spécifiques.
- La responsabilité de différents services (30 personnes).

Directement rattaché au responsable Comptable du Groupe, ce poste requiert, en plus d'une formation niveau D.E.C.S., une réelle pratique comptable et informatique ainsi qu'une expérience d'encadrement.

Écrire avec C.V. et photo, sous réf. R.B., à Publiclair.
38, rue des Mathurins, 75008 PARIS qui transmettra.

Société industrielle du secteur «isolation thermique» filiale d'un très important groupe français

renforce sa
DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE
pour laquelle elle recherche le

FUTUR CHEF SERVICE FINANCIER

Il sera notamment chargé :
— de l'analyse régulière des flux financiers
— de l'élaboration et du suivi des prévisions de trésorerie
— de la recherche et de la mise en place des financements à court terme
— des études financières de rentabilité des investissements.

Il participera à l'établissement du budget annuel de la Société.
Il contribuera à l'étude et à l'application d'un système de gestion informatisée de la trésorerie.

Titulaire d'une maitrise de gestion + DECS ou équivalent.

La préférence sera donnée à un candidat justifiant d'une expérience réussie de deux ou trois ans dans un Cabinet d'Expertise Comptable ou en entreprise.

Cabinet Leconte
Envoyer lettre manuscrite avec CV, 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS, sous référence 57.697.

IMPORTANTE SOCIETE DE B.T.P
Banlieue Sud de Paris
recherche pour sa
DIRECTION FINANCIERE
A L'EXPORTATION, un

COLLABORATEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il s'agira :
— d'un cadre de formation supérieure
- ayant une expérience de 4/5 ans de financement de contrats-export
- maîtrise de l'anglais indispensable, espagnol souhaité
- *disponibilité pour déplacements* à l'étranger de courte durée.

Envoyer CV et photo sous No 56796 à Contesse Publicité 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

L'U.G.A.P.

Service de l'Etat
recherche pour la région Parisienne

UN CHEF D'ENTREPOT

ayant une expérience confirmée de la gestion *administrative d'un entrepôt* et de la gestion des stocks. Niveau enseignement supérieur.
Expérience professionnelle souhaitée.
Possibilité de logement.
Adresser C.V., photo et prétentions à :
U.G.A.P. - 209 rue de Bercy - 75585 Paris cédex 12

P.M.E. performante

recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE

H. F.

Expérience IBM 34, 2 ans minimum
GAP 2

Prétentions + C.V. + photo à FILMOLUX S.A.
327, rue de Charenton, 75012 Paris.

SOCIÉTÉ NATIONALE
PARIS (16e)

recherche
pour son service du Personnel
et Relations Humaines :

CADRE DE GESTION

Débutant ou expérience 2 à 3 ans.
Titulaire des diplômes suivants :
SCIENCES PO - Maîtrise de DROIT
Maîtrise de SCIENCES ECO ou de GESTION.
Pour les candidats masculins,
il faut être libéré des obligations militaires.

Adresser curriculum vitae et photo ss nº T 253.085 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIETE INSTRUMENTATION SCIENTIFIQUE
Filiale d'un grand groupe industriel
recherche

JEUNE INGENIEUR

pour développement analyseurs thermiques et doseurs de gaz.

PROFIL :
Ingénieur grandes écoles possédant une bonne formation en physique et métallurgie.

Connaissances en électronique et instrumentation souhaitées.

Lieu de travail : proche banlieue Sud.

Adresser CV, photo et prétent. ss
No 57728 Contesse Publicité
20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
SPÉCIALISÉE

EN SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS ET PROCESS CONTROL

recherche

DES INGENIEURS INFORMATICIENS

1) CONFIRMÉS ET CHEFS DE PROJETS
2) DÉBUTANTS AYANT UNE EXPÉRIENCE DE 6 MOIS MINIMUM.

Pour développer des logiciels temps réel
sur minicalculateurs et microprocesseurs.

La croissance importante de notre activité, l'intérêt des projets qui nous sont confiés, la qualité des relations dans l'entreprise ainsi que la rémunération permettent d'offrir un travail enrichissant et une évolution compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer votre CV et prétentions à Pierre GILLIER
2, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

SEGIME

SOCIÉTÉ BANLIEUE EST (RER)
Secteur distribution

recherche son

CHEF DE SERVICE COMPTABLE

D.E.C.S. complet + 5 ans d'expérience.
Connaissances en informatique et gestion de trésorerie appréciées.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous nº 656 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BANQUE AMERICAINE NEUILLY

recherche pour son
SERVICE DU PERSONNEL

Comptable de Paye

Ayant une expérience de 3 ans dans un poste similaire.

EXIGENCES DE LA FONCTION PROPOSEE :
- Connaissances des techniques de gestion du personnel, de la paye, de la comptabilité, du secrétariat.
- *Maîtrise de la langue anglaise.*
- Connaissance de la législation du travail.

POSTE A POURVOIR RAPIDEMENT.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à No 57219 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra. Discrétion assurée. Réponse à toutes candidatures.

Dans le cadre d'un contrat de solidarité la Société des Transports Pétroliers par pipeline

Trapil

recherche pour son Siège à PARIS 15ème

INGENIEUR INFORMATICIEN DEBUTANT

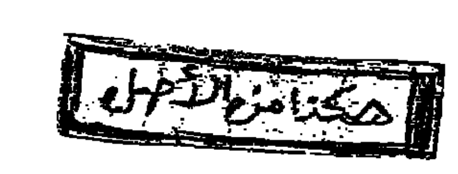
120.000 F. an

pour système d'informatique industrielle micro et mini.

Connaissances indispensables :
Assembleur micro - 8 bits - anglais.

Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et disponibilité au Chef du Personnel, 7 et 9, rue des Frères Morane 75738 Paris cedex 15.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Une très importante Société de services (5000 salariés, 600 établissements)

recherche dans le cadre de son expansion pour sa Direction du Personnel à PARIS

UN JEUNE CADRE

fonction personnel

de formation supérieure juridique (option droit social)
Sa mission sera la suivante :
- recueillir, analyser et diffuser la documentation et la législation sociale nécessaire à l'exercice de la fonction personnel au sein de la société.
- réaliser toutes études générales concernant la fonction personnel ; information et communication, développement de l'informatique, bilan social, rémunération...

Les candidats auront acquis une première expérience réussie de la fonction personnel de 3 à 4 ans minimum.
Développement de carrière possible pour candidat de valeur.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et dernier salaire) sous réf. 56766 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01.

IMPORTANT CENTRE DE RECHERCHE REGION PARISIENNE recherche

INGENIEUR HAUT NIVEAU

pour diriger des études liées aux aspects dynamiques de la conception des machines.

Il disposera des moyens de recherche les plus récents au sein d'une équipe leader dans sa spécialité.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR DE FORMATION MECANICIENNE, possédant une expérience approfondie dans plusieurs des domaines suivants :
— Transmissions mécaniques
— Turbo-machines
— Mécanique vibratoire
— Traitement du signal
— Utilisation des micro-ordinateurs.

Dans le cadre des contacts permanents entretenus avec les laboratoires étrangers une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à No 57116 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

C.E. (2 500 personnes) recherche

ANIMATEUR

Activités sportives et culturelles
Expérience travail en usine
Salaire et horaires à débattre

Envoyer références à :
C.E. THOMSON C.S.F.
39, rue Greffulhe
92300 LEVALLOIS

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

— Option : informatique, automatique, électronique.
— Débutants à 3 ans d'expérience.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

— Niveau DUT informatique.
— 1 an d'expérience minimum souhaitée.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB, s/réf. 1.468, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE PARIS-8e

recherche

GRADE (E) CL. III

connaissant les opérations de change (réglementation), les transactions et le suivi des dossiers.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. à DELORME, nº 1.800, 98, rue de la Victoire, 75009 PARIS qui transmettra.

CONSEIL INDÉPENDANT EN INFORMATION ET COMMUNICATION pour de grandes entreprises cherche

COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE

30 h/semaine pour assurer secrétariat et administration. Très bonne connaissance anglais nécessaire. Niveau universitaire souhaité. Quartier Trocadéro.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle.
Ecrire F. HUGUENIN
49, av. Kléber, 75116 PARIS.

SOCIÉTÉ réalisant des BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS
Filiale d'un important Groupe Industriel Français

recherche :

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Fonctions technique et commerciale. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé ETP ou équivalent. Spécialité « Construction Métallique »
Ayant :
— De bonnes connaissances en thermique ;
— Quelques années d'expérience pratique de chantiers.
Lieu de travail :
Banlieue SUD-OUEST.
Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions s/réf. 6.595 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

VILLE DE THIAIS (Val-de-Marne) recrute pour : HALTE GARDERIE

PUÉRICULTRICE OU EDUCATRICE JEUNES ENFANTS OU JARDINIÈRE D'ENFANTS

26 h. par semaine/4 jours.
Ecrire avec C.V. à M. le Maire de THIAIS (94320) place du Général-Leclerc.

ECOLE AU CENTRE DE PARIS recherche

PROFESSEURS DE FRANÇAIS LANGUE ÉTRANGÈRE

Langue maternelle française licence ou équivalent, dipl. et exp. en Français langue étr. (Audiovisuel, etc.) à ts niv. pour adultes. Au courant recherches méthodologiques.
Adresser C.V., photo sous nº T 037.793 M,
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

Ecole langues Paris

PROFESSEUR ANGL.

Langue matern., exp. adultes
Tél. pour r.-v. : 506-08-50.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour une de ses filiales en AFRIQUE FRANCOPHONE

JEUNE DIPLOMÉ

ESCAE ou équivalent

— Expérience inspection vente automobile appréciée.
— Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. à nº 57.327 Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE
Porte de Versailles
recrute

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

possédant DUT ou DEST - CNAM.
Spécialité informatique et calculs scientifiques. Pour mise en œuvre de programmes de saisie de traitement de données, et de calculs scientifiques dans le domaine des propriétés mécaniques et physiques des matériaux de chaussées.
Participation aux activités expérimentales.
Connaissances en statistiques et métrologie souhaitables.
Pratique de la programmation fortran souhaitée.

39 heures.

Adress. C.V. et prét. à nº 57.785 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

T.R.T.

recherche pour son service administratif IMPORT - EXPORT

ASSISTANT (E) IMPORT

Bonne connaissance des problèmes douaniers.
Bilingue ANGLAIS.
Adresser C.V., photo et prét., 88, rue Brillat-Savarin, 75013 PARIS.

DOO

116, Champs-Elysées
recrute

INGÉNIEUR LOGICIEL

EXPÉRIENCE RÉDACTION TECHNIQUE INDISPENSABLE
Tél. : 563-17-27, poste 256, Mlle BLIN.

Clinique Jeanne-d'Arc
15, rue Jeanne-d'Arc, 94160 ST-MANDÉ. 374-12-10
recherche

INFIRMIERS

temps complet
(9 h 15/18 h 15)

AIDES-SOIGNANTES

Ecrire ou se présenter.

Paris Etoile
Association sans but lucratif, activité internationale, cherche pour son journal mensuel

UN RÉDACTEUR

parfaitement au courant des problèmes de fabrication et d'impression, possédant une sérieuse culture scientifique. Anglais indispensable. Pratique de la photographie souhaitable. Sens de l'initiative nécessaire. Quelques déplacements à prévoir. Forte poss. d'évolution.

Ecr. avec C.V. et prétentions à :
Madame Patricia ROUYER
35, rue Parent-de-Rosan
75016 PARIS.

URGENT
Lycée d'Enseignement Professionnel Privé
recherche

SURVEILLANTE

39 h. par semaine.
Adresser lettre et C.V.
L.E.P.P. Eugène-Napoléon
254, r. du Fg St-Antoine, 75012.

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Connaissant FORTRAN pour projet R.O. et temps réel. Gde école scientifique ou université.
Ecrire CYSPAS, 22, rue d'Arras, 92000 Nanterre.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour création service maintenance

TECHNICIEN EXPÉRIMENTÉ

B.T.S. ou DUT électronique
— Anglais souhaité.

Env. C.V. à Sté SERIEL
48, avenue Victor-Hugo
92140 Clamart.

Association F.J.T.
recrute
UN COORDINATEUR (TRICE) de stages d'insertion
Resp. gestion, pédagogie animation, travail en équipe solide expérience dans le secteur de la formation.
Salaire 7.000 F.
Ecrire 25, rue du 8-mai-1945 78260. ACHÈRES ou téléphoner au 911-07-20.

Société Française
recherche
H. ou F.
VÉTÉRINAIRE OU PHARMACIEN
pour poste de :

TECHNICO-CCIAL

(Bactériologie)

Envoyer C.V et photo sous nº T 037.822 M
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

TITULAIRES B.A.F.D.

Association parf. structurée recherche

COLLABORATEURS DE QUALITÉ

POUR DIRECTION

Centre de Vacances France ou Etranger. Juillet, août 83.
Seuls seront retenus les candidats dynamiques, créatifs et dotés d'un solide bon sens.
Exp. et références exigées.

Envoyer C.V., photo sous nº T 037.785 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

Ecole privée centre Paris recherche PROFESSEURS très qualifiés chimie biologique, physique, math. Env. C.V. à UBI, 38, rue des Mathurins, Paris 8e, qui transmettra.

Frères des hommes
Ass. privée coop. internat.
rech. Att. Presse ; mi-tps.
Exp. prof., T.-Monde, vie associative
Adr. C.V., C. Desmarquest,
F.d.H. 20, rue du Refuge,
78000 Versailles.

Vous connaissez la

STENOGRAPHIE

Outre le secrétariat, elle permet d'exercer des métiers ignorés et bien rémunérés.
Pour en savoir davantage, écrivez à l'Association Professionnelle des Sténographes Français qui organise prochainement une réunion d'information avec possibilité de tests gracieux.
Nécessité de faire déjà 110/120 mots/mn.
A.P.S.F. 288, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

SOCIÉTÉ ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Recherche

Jeune Ingénieur Grande École

pour coordonner la mise en place d'une banque de données dans le domaine de l'énergie.
Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à :
Enerfinance
118, av. des Champs-Elysées
75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET EXPERTISE-COMPTABLE à vocation nationale recherche

EXPERT-COMPTABLE

pour assurer direction d'un bureau en Haute-Marne.
Envoyer C.V. et photo IFFA
5, rue de Téhérand, 75008 Paris.

Société de Services et conseil en Informatique (630 personnes) Filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS-INFORMATICIENS

0 à 5 ans d'expérience en GENIE LOGICIEL.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prét. s/nº 2.688
PUBLICITÉS RÉUNIES
112, bd Voltaire, 75011 Paris

Nous sommes une Société Française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 10.000 F.

Nous leur offrons :
— Une formation complète.
— Une activité prenante.
— Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo s/nº 2.691 Publicités Réunies 112, bd Voltaire 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
— SOIT de bonnes études.
— SOIT la preuve de leur personnalité.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS
recherche

DÉLÉGUÉS (EES)

24 ans minim., goût des contacts, excellente prés.
Travail uniquement sur RVs.
Rémunération importante.
Tél. au 538-66-23, de 10 h. à 12 h. 30 et de 16 à 19 h.

Sté de composants et systèmes électroniques recherche pour son siège proche banlieue sud
JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
pour études et développement systèmes.
Disponible de suite.
Connaissances micro-processeurs indispensables
80 - 48 ou 80 - 51 souhaitées
Env. C.V. et photo
s/nº T 037.758 M, à
REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Association 1901, à vocation d'animation globale, sur Ville Nouvelle de Saint Quentin-en-Yvelines

recherche

ANIMATEUR

EXPÉRIMENTÉ
Connaissance milieu migrants, contrat 1 an, salaire brut mensuel : 7 200 F.
Adresser CV à :
APASC — M.P.T.
Centre des 7 Mares
78310 ELANCOURT

Importante Société Automobile dans les Yvelines recherche

1 FORMATEUR

POUR CHEFS D'ENTREPRISE

Il sera chargé au sein d'une équipe de la conception et de l'animation de stages.

FORMATION : école supérieure de commerce option gestion financière.
Connaissances approfondies en droit commercial.

EXPERIENCE : bancaire ou service financier d'une entreprise ou audit au sein d'un cabinet d'expertise.

Pratique de la formation avec animation des groupes si possible.

Déplacements fréquents dans toute la France.

Langue allemande et connaissance informatique appréciées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous No 56798 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

Nous sommes une Société française à vocation et implantation internationales.
Nous occupons avec des produits «leaders» l'un des tout premiers rangs de notre secteur d'activité dans le monde.
Dans le cadre du renforcement du potentiel d'un de ses services de recherches et développement, nous recrutons

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT INSA - AM ou équivalent

de formation mécanique avec de bonnes connaissances (ou une sérieuse motivation) en métallurgie et étude de matériaux.
Il se verra confier la responsabilité de l'animation d'une équipe chargée de la mise au point et du développement de procédés ainsi que de leur application au stade industriel.
Lieu de travail : BANLIEUE SUD EST

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à Nº 57158, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ORGANISME DE SECURITE SOCIALE à compétence Nationale recherche

ANIMATEUR DE FORMATION

pour action de formation en méthode de gestion.
Les candidats(tes) devront avoir :
- 25 ans minimum
- être titulaire d'un diplôme Universitaire dans le domaine considéré.
- une expérience de la formation des adultes serait appréciée.
Fréquents déplacements
Salaire brut annuel : 94.244 à 115.233 F. suivant expérience.
Candidatures sous pli fermé avec copie des diplômes, photo identité à :
Mr. le Directeur de l'U.C.A.N.S.S.
Tour Maine-Montparnasse
33, av. du Maine
Boîtes 45 et 46
75755 PARIS CEDEX 15

Recherchons
JEUNE FEMME NIVEAU INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Expérience industrielle indispensable 3 à 5 ans minimum.
Pour responsabilité service approvisionnements, sous-traitance, nécessaire autorité personnelle, ambition, initiatives. — P.M.I. en développement secteur chaînes de conditionnement pour industrie alimentaire.
Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et photo
Ecr. s/nº 7.525 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Sté d'expertise comptable et de commissariat aux comptes (30 personnes) située à Paris-VIIe recherche

RÉVISEURS

Pour missions Paris/province, diplômé de l'enseignement supérieur ayant acquis en Cabinet une expérience pratique de la révision et du commissariat aux comptes de 2 ans minimum.

COMPTABLES CONFIRMÉS

tenue et surveillance Paris et province.
Le poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum ayant acquis en Cabinet une expérience similaire de suivi de dossiers de clientèle.

Env. C.V., manuscrit et photo en précis. le poste choisi sous nº 57.319 à Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transm.

URGENT
Importante association médico-sociale bâtiment T.P.
recherche
1º) pour son centre chirurgical orthopédique PARIS-19e

PANSEUSE DIPLOMÉE INFIRMIER/E

de jour et de nuit

2º) pour sa clinique Mª CHATEAU VINCENNES

PANSEUSE

diplômée, expérimentée

39 heures hebdo
Bonnes conditions de travail
Avantages sociaux
Reprise passé professionnel
Tél. pour PARIS-19e : 202-22-26
Pour VINCENNES : 808-40-43.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

recherche

Intervenants BTS

pour
ECONOMIE ET STAT
DROIT travail et social
MATHÉMATIQUES générales

118, rue de Crimée - 75019 PARIS.

Organisme National à caractère industriel et commercial recherche

INGENIEUR

pour son Département Mécanique et Essais d'Equipement

Ce collaborateur de formation ENSAM, ENSM ou équivalent sera responsable :
— des essais de caractérisation de matériaux ou de matériels
— des études de méthodes d'essai et de recherches appliquées
— de la promotion de son activité auprès des donneurs d'ordre
— de la représentation de l'organisme auprès des instances de normalisation.
Quelques années d'expérience en résistance des matériaux seront appréciées.

Cabinet Leconte — *Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS, sous référence 57172*

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION

Gérant plus de 70 magasins en France

recherche :

REVISEURS-COMPTABLES

Niveau DECS,

Pour contrôler une quinzaine de magasins dans les domaines comptables et administratifs.

Une expérience en Cabinet serait souhaitée.

Déplacements fréquents, salaire motivant.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions + photo à No 57145 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande banlieue Nord de Paris
recherche

INGENIEUR DIPLOME

ayant une bonne expérience en GESTION DE PRODUCTION.

Cette expérience, acquise dans l'industrie mécanique de moyenne importance, s'exercera au sein d'une équipe dynamique de recherche et de conseil qui étend son action aux méthodes modernes de gestion de production.

Ce poste implique :
— d'être un «homme de terrain» et de contact
— dynamique, esprit d'initiative
— la connaissance de l'anglais lu et parlé
— des déplacements fréquents en France (courte durée).

Adresser CV, photo et prétentions No 56204 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui trans.

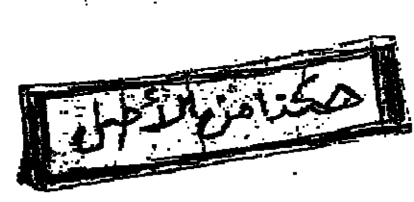
CENTRE DE RECHERCHE APPLIQUEE REGION PARISIENNE recrute

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Pour assistance et conseil aux entreprises dans les domaines suivants :
— comportement dynamique des machines industrielles,
— traitement du signal,
— mécanique des fluides.

2 ans d'expérience souhaitées.

Adresser C.V., photo et prétentions ss No.57117 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm col.*	La mm col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

secrétaires secrétaires secrétaires

DYNAMIC YOUNG COMPANY
requires
EXPERIENCED DIRECTION SECRETARY
(male/female) French B.T.S. or equivalent. Fluent English a must. Dutch an advantage. Age preferred 28-40 years. We will only consider applicants who can handle responsability. Excellent salary and social benefit conditions. Please send written application with curriculum vitae and picture, to attn.: Mr E. Slot, 2 passage de la Gare, 92420 Vaucresson.
STORK PROTECON SYSTEMS

France Loisirs — le plus grand club de livres
recherche la
SECRETAIRE DU P.D.G
120.000 F +

Dans ce poste à forte personnalité, vous pourrez utiliser tout votre professionnalisme. Disponible, autonome, responsable, vous alliez le sens de l'organisation et de la coordination au goût de l'efficacité et du contact.

Parfaitement BILINGUE ALLEMAND, *vous assurez toutes les relations écrites et parlées avec notre associé Allemand.*
TRES EXPERIMENTEE (+ de 5 ans), *vous maîtrisez toutes les techniques du Secrétariat de Direction et vous manifestez un intérêt et des connaissances sur les problèmes généraux de l'entreprise (commercial, gestion, social...) indispensables pour suivre les dossiers et rédiger les comptes-rendus.*

Nous sommes une entreprise jeune, performante, 1 milliard de C.A., 1500 personnes... en pleine expansion, et nos avantages sociaux sont en rapport avec celle-ci.
Vous travaillerez dans le 15ème arrondissement.

Pour nous rejoindre, adressez votre C.V et photo à Danielle LECHARPENTIER FRANCE LOISIRS - Boîte postale No 6 - 75725 PARIS Cedex 15

SECRÉTAIRE EFFICACE
Pour seconder chef de l'assistance technique, anglais lu apprécié.
C.V. et prétentions à :
LANSING S.A.
27, route de Paray
91321 WISSOUS.

Métro MAIRIE DE MONTREUIL important Bureau d'Etudes techniques, recherche
SECRÉTAIRE CONFIRMÉE
capable de coordonner une équipe de secrétariat et de gérer la production d'un service technique. La connaissance du bâtiment est indispensable et celle du traitement de textes serait un atout supplémentaire.
Adresser C.V. à OPF, nº 527, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS qui transmettra.

ROUSSEL UCLAF
DIVISION AGRO-VÉTÉRINAIRE
recherche
UNE SECRETAIRE
Bilingue anglais
pour assurer le secrétariat de 2 cadres de son département *développement*. BTS, *sténodactylographie* soignée, travaux de frappe et de classement importants, sténographie anglaise appréciée.
- Nombreux avantages sociaux.
- Restaurant d'Entreprise.
- Horaire flexible.

Poste à pourvoir rapidement.
Adresser C.V., photo et prétentions au :
Service du Personnel
163, av. Gambetta - 75020 PARIS

amp

TECHNICON™
Worlwide leader in laboratory automation and computerization seeks for its INTERNATIONAL DIVISION in GARGES-LES-GONESSE (temporarily transferred to SAINT-DENIS till end 1983)
2 executive secretaries
We are looking for fluent English speaking secretaries with at least 3 years in a multinational environment.
Knowledge of all office and international executive procedures is needed.
English shorthand is essential as well as accurate typing.
We would like candidates who are not afraid of responsibility, who can organize international meetings, and who are dedicated to a function and not a timepiece.
In return, TECHNICON can offer them a *challenging position, social benefits and* motivating terms of employment.
Suitable candidates should apply to :
M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10
95330 DOMONT
Please indicate present salary level and salary requested.

Organisation et Publicité

Importante Société d'Ingénierie filiale de l'un des premiers groupes industriels français, recherche pour sa Direction Générale
Secretaire Direction
Expérience requise de la vie d'entreprise.
Anglais indispensable. Espagnol apprécié.
Lieu de travail : proche banlieue St - Lazare.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence **3818** à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LOT-ET-GARONNE
recrute
SECRÉTAIRE DE DIRECTION EXPORT TRILINGUE
Anglais, allemand commercial.
Expérience secteur privé 3 ans minimum.
Sténo-dactylographie.
Connaissances techniques des procédures d'exportation.
Sens des responsabilités.
Envoyer C.V. + photo avant le 1er février 1983 à M. BIROT, C.C.I. de Lot-et-Garonne, 52, cours Gambetta, 47000 AGEN.

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT PROFESSIONNEL MUTUEL
recherche pour son SECRETAIRE GÉNÉRAL
SECRÉTAIRE COLLABORATRICE
Forte personnalité
sténodactylo exigée.
Connaissances comptables, gestion financière appréciées.
Lieu de travail :
proche de la Bourse
Ecrire avec C.V., photo, prét. à : C.F.M., 6, rue des Tanneries 42300 ROANNE, qui trans.

formation professionnelle

IAP
INSTITUT D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION
Formation reconnue par les plus importantes sociétés. Equipement exceptionnel : 18 terminaux.
Formation en 3 mois
INGENIEUR
Logiciel de base (orientation système)
Niveau requis : Diplôme Ingénieur toutes disciplines ou maîtrise scientifique.
Postes assurés (propositions d'embauche permanentes).
Tests et entretien d'admission sur R.-V.
376.42.03
31, cours des Juilliottes
94700 MAISONS-ALFORT (Mº Les Juilliottes)

propositions diverses

L'Etat offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 16).
Boîte Postale 402 09 PARIS.

capitaux propositions commerciales

Cherche 20 000 F pour 6 mois, gros intérêt.
Tél. (91) 50-42-90.

SOCIÉTÉ EN COURS CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE INDUSTRIELLE ET PROMOTIONS IMMOBILIÈRES AUX ANTILLES FRANÇAISES Bureau installé Centre Ville Martinique. Cherche
ASSOCIÉ AVEC APPORT 80 000 F.
Statut chez notaire, importants projets en voie de réalisation. Nécessité dépl. si intéressé.
Écrire B.P. 151 - ASANAF 93500 PANTIN.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée :
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS CEDEX 09

travail à domicile

J. F. B.T.S. secrétariat bilingue licence psycho, recherche tous travaux de bureau : secrétariat, relances clients et travaux, recrutements de secrétaires, de l'annonce à la sélection. Tél. 730-23-84.

Je frappe THÈSES, mémoires, lettres, scs hum., droit, médecine. 535-28-86.

traduction demande

TRADUCTEUR TECHNIQUE, all. angl. suédois, 6 ans exp. rech. ttes traductions. Tél. 736-85-99. M. LECALVEZ, 5, rue Barbès, 92130 Issy-les-Moulineaux.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR BANQUE (44 ans)
Créateur et animateur d'un service décentralisé gérant un encours de 6 milliards de francs (100.000 dossiers).
Expérimenté en :
- GESTION : concepts, direct par objectifs, comptabilité, contrôle budgétaire, recouvrement de créances.
- INFORMATIQUE : analyses fonctionnelles, rédaction cahiers des charges, interface.
- MANAGEMENT : encadrement de 70 personnes, organisation de travail, recrutement, formation et gestion du personnel, conception et mise en œuvre traitement de textes.

Forte personnalité dynamique et volontariste, sens de l'analyse et de la synthèse, recherche poste à responsabilités tous secteurs d'activité, Michel Bouteloup, 77630 Arbonne-la-Forêt.

H. 50 ans, esprit décision iniat., volonté créative prend aff. en mains France Etranger
Ecr. s/nº 0671 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

F. 42 ans Cadre, format. sup., sens organisa., expér. industrie, informat., jurid., gest., ccial marketing, anglais, allemand, espag. cherche responsabilité industrie ou organisation, rég. parisienne.
Ecr. s/nº 7528 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 29 ans, niveau doct. 3e cycle Hist. — médiéviale (E.P.H.E.), + conn. Art, Hist. religions, langues, cherche emploi dans Culturel, tourisme culturel, serv. rédact. encyclopédi, ou autres sect. possibles, préférence PARIS ou rég. Est. Tél. (16) 82-08-53-22 ou écr. M. LABÉRENNE, SÉAILLES 32190 VIC, FEZENSAC

Homme 45 ans, licence droit, BTS gestion, Anglais, Allemand, Expérience administrative, commerciale service formation groupe important France USA cherche situation
Ecr. s/nº 0888 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. Africain, comptable Niveau D.E.C.S. Étudierait ttes propositions. Tél. : 366-28-82.

JURISTE D'ENTREPRISE
2 ans d'exp. groupe indust. 7 usines, droit des contrats internat., gros dossiers contentieux. Français et Etranger. Droit ccial, bon niveau d'Angl. Connaissances Esp. Rech. poste à responsabilités. Ecr. Boutin - 51, rue de la Harpe. 75005. Tél. : 329-85-76 Soir.

Etudiante en informatique, 28 ans, connais. angl., Esp., dactylo. Etudie ttes offres d'Emploi à temps partiel en soirée ou le week-end. Tél. : 384-39-37.

J.F. 35 ans, parfaite bilingue Fr./Ang., notions Esp. All., Hébreu. Maît. D.E.A., psycho.
Exp. relation publ., nombreux voyages. — Cherche emploi correspondant.
Ecrire sous le nº T037 783 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE
25 ans, quatre années d'expérience professionnelle, rédaction, reportages, secrétariat de rédaction, maquette ; habitude des relations avec les imprimeurs ; deux ans de photo-journalisme ; ayant une bonne connaissance des problèmes de diffusion de la presse ; recherche une situation dans les métiers de la communication. Toutes propositions étudiées.
Ecrire M. Gauthier
1, av. de la Sœur-Rosalie 75013 PARIS.

J.H., 19 ans, BAC G2, débutant, rech. emploi ttes prop. étudiées. Tél. : 837-10-48.

EXPORT MANAGER
Expér. vente et marketing produits grande consommation *Conn. marchés : Europe, U.S.A,* Moyen-orient, Japon, Animat. d'équipe. Nég. à niv. internat. homme quarantaine, formation commerciale sup. A.C./H.E.C., trilingue anglais/allemand.
Recherche poste à responsab.
Ecr. s/nº 0.626 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE ALLEMANDE,
28, employée commerciale, mariée mais *indépendante*, cherche à PARTIR de FÉVRIER 83 pour 3 mois ou à conv. UN EMPLOI comme DAME DE COMPAGNIE ou AU PAIR afin de se perfect. en français, A PARIS si possible.
OFFRES SS 29 A RUNTE KG BLUMENSTR. 7, D-6000 FRANKFURT MAIN 1.

MONTEUR ALARME
Réalisation montage APSAIRD avec références, disposant outillage cherche emploi similaire, libre de suite. Tél. : 994-10-27.

JEUNE HOMME, 28 ans, Docteur en Droit, expérience dans importants cabinets de commissariat aux comptes, cherche poste, adjoint secrétariat, général ou Direction juridique. M. F. Lebrun, 61, rue de Reuilly, 75012.

EXPORT A TITRE PRESTATAIRE Missions ponctuelles diverses. Rédaction et ou traduction, documents cciaux, techniques et juridiques. Angl., Fr., Arabe.
Ecrire à M. SERJANI, 1/255, rue Georges-André. 27200 VERNONT.
T. : (32) 21-17-54.

EXPORT
A mi-temps/mission ponctuelle, 35 ans, expér., trilingue.
Ecrire sous le nº T 037.813 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Dactylo bil. français-anglais, 42 ans, ch. emploi Paris. Ecrire Mme FINANCE Odile, 61, rue Robert-Schuman, 60100 CREIL.

---

42 ans, nationalité espagnole marié avec une Française, doktour sociologie (Sorbonne) licence sciences sociales diplomé EPHE économie 10 ans expérience direction bureau recherches socio-économiques 5 ans DG de PME cherche situation adjoint à PDG ou DG ou similaire dans entreprise française ou espagnole Pablo Sanchez, 69, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY Tél. 739-45-70.

JF. 28 a dess. fiscalité 4 a. exp. ds entreprise et cab. cons. jur. fisc. et DT des Stés, Exp. enseign. de lyc. et univ. étudie ttes propositions
Ecr. s/nº 674 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 23 ans, lib. O.M., Licence de Géologie Appliquée, Anglais courant, cherche à s'intégrer dans une équipe participant à des études géologiques et géotechniques en France ou à l'étranger. Ecr. François Lecomte les Bois 59.166 Bousbecque. Tél. (20) 94-02-48

J.H. 22 ans, Nat. Ital. 4 ans exp. hôtel, Angl. Fran. Allem. couram. ch. emploi avec poss. de voyages.
Ecr. s/nº 673 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE international anglais-arabe
MOYEN-ORIENT
Cont., consultat., négociat., tte act. ccial. Vous intr. dans région. Action perm. ou isolée. Tél. : (1) 863-29-33.
Ecr. s/nº 0.588 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JEUNE AUTRICHIEN Sci-Eco + spécialisation marketing, bonnes connaissances musicales, parlant couramment allemand, français, anglais, italien. Etudierait toutes propositions d'emploi dans milieu musical ou autre.
Ecr. s/nº 889 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE ET PUBLICITAIRE
met à votre disposition son expérience de MAQUETTISTE, RÉDACTEUR, PHOTOGRAPHE pour tous problèmes : IMAGES DE MARQUES, ANNONCES, CATALOGUES, MAILING, REPORTAGES, RELATIONS PRESSE. Toutes formes de collaborations possibles.
Ecr. s/nº 6.431 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

VRAI ADJOINT POUR GRAND P.-D.G.
38 ans, apportant :
- Une formation supérieure complète (droit, Sc. Po).
- Une expérience de directeur P.M.E. + 50 personnes.
- Une connaissance pluridisciplinaire, gestion des affaires, commercial, publicité, marketing, clientèle française et internationale, marchés étrangers.
- Un esprit de synthèse, créateur et volontariste.
- Angl. + espagnol. Connaissance allemand + italien.

Cherche :
Situation d'adjoint à P.-D.G. ou D.G. ou poste de directeur de P.M.I.-P.M.E. ou grande sté française ou internationale.
Ecr. s/nº 6.344 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
33 ans, expér. bâtiment, industrie, installation H.T.D.T.
Connaissance norme et règlement ;
cherche poste à responsabilité dans entreprise, bureau d'étude ou bureau de contrôle.
Écrire s/nº 6.433 *le Monde* Pub. serv. Annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR 39 ANS
MULTIPOSTES
Expérience direction P.M.E. + 50 personnes. 10 ans marketing. Publicité commerce international. Formation supérieure complète (Droit + Sciences Po). Anglais, Espagnol. Connaissances Allemand-Italien. France ou étranger.
Ecr. s/nº 6.287 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. analyste prog. ass. cob. cherche emploi 2 ans expér. Tél. après 18 h - 343-67-86.

représentation demandes

AGENT COMMERCIAL cherche carte édition (courtage). Tél. 739-62-58.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt
PRÈS PARC ROYAL
Elégant duplex s/jardin privé 2/3 pièces, soleil, charme, grande classe. 326-22-63.

5e arrdt
NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3 RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE 3-4-5 P. et DUPLEX
Vis témoins ts jours 14/19 h. Sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt
SEINE ST-SULPICE
2 p. Asc. Sud 354-95-10.

7e arrdt
RAPP. SEINE 3 P. 354-42-70.
VUE IMPRENABLE.

8e arrdt
PRÈS DE LA MADELEINE RUE GODOT-DE-MAUROY
Bel imm. ravalé, asc., TRÈS BEAUX STUDIOS ET 2 P. refaits neufs, équipés, 4e et 5e. Px à partir de 12.000 F le m². 561-31-98.

12e arrdt
BD PICPUS
récent stand. 4 P., 92 m² + balcon + s. d'eau, parking. 950 000. MICOT 344-43-87.

13e arrdt
MAISON INDÉPENDANTE
180 m², dble liv., 4 chbres, gde terrasse, dir. propr. 325-33-08, après 19 h. 328-13-00.

15e arrdt
QUAI CITROEN vue Seine 11e ét., beau liv. double, 2 chbres, tt cft, parking. 359-88-96.

16e arrdt
RANELAGH PRES SEINE
Duplex 180 m². Terrasse 120 m², 2 parkings. DORESSAY — 624-93-33.

17e arrdt
45 AV. DE VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX avec MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS LUX. RÉHABILITATION Visite Lundi/Mardi 13 h/18 h.

19e arrdt
BUTTES-CHAUMONT
3 P. + balc., cave, parking
CRÉDIT TOTAL
PRÊTS : 100 000 F A 2 % SUR 10 ANS + PRÊTS CONVENTIONNÉS
MIL 362-09-37 s/samedi.

20e arrdt
Mº GAMBETTA
Studio à 4 pièces, neuf,
PRÊTS CONVENTIONNÉS
PRIMM. 788-11-23.

92 Hauts-de-Seine
BOULOGNE
Except., grand, près du bois, état neuf. Tél. 825-58-75.

appartements achats

EMBASSY SERVICE
8 Av. de Messine, 75008 PARIS rech. URGENT. APPART.
180 A 220 m²
16e, 8e, 7e. — Tél. : 562-16-40.

Jean Feuillade, 54, av. La Motte-Picquet 15e, 566-00-75. Rech. pour clients sérieux, 15e et 7e ardt. appts tte surf. et imm. Paiement comptant.

Recherche 1 à 2 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire 873-20-67, même le soir.

appartements occupés

FG ST-HONORÉ
Pptaire vd APPTS OCCUPÉS 140 à 222 m² de imm. tt cft. Hauteur de plafond 3,65 m. BON RAPPORT 562-48-88.

viagers

Studio occupé, fme 87 ans 92 000 + 950 F, imm. ancien près Mº Parmentier — 266-19-00.

8e, PARC MONCEAU, occupé une dame 77 ans, imm. récent grd stand, séj. + chbre, balcon, sur jard. privé, cuis. équip., S. de bains, park : comptant : 380 000 F — rente : 4 900 F.
NOTAIRE 501.54.30
LE MATIN

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS
rech. pour clientèle étrangère et Diplomates, APPTS. HOTELS PARTC. et BUREAUX
562-78-99 LOCATION ou ACHAT

Région parisienne
Pour stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées offres

Province
PARTICULIER
loue STUDIOS meublés. Petit Beach Cannes, calme, grand confort, semaine, quinzaine, mois hors saison, saison. Tél. : (93) 38-71-84.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 p. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. — 281-10-20.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
355-17-50.

66, CHAMPS-ELYSÉES
DOMICILIATION 600 F
BUREAUX MEUBLÉS
SECRÉTARIAT-SERVICES B.E.R. — Tél. : 562-66-00.

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 261-80-88.

locaux commerciaux

Ventes

ATTENTION !
Voulez-vous acquérir un magasin dans le centre commercial de la FIFTH AVENUE — NEW-YORK (entre la 48e et la 49e rue, face au Rockefeller Center) dans un magnifique immeuble ancien.

Disponible :
— MAGASIN avec sous-sol (superficie totale 411 m²) loyer de base US $ 500,000 par an.
— LOCAL POUR STOCKS et bureau au 1er étage (226 m²) près du magasin. loyer de base US $ 150,000 par an.
— BUREAU au 4e étage (226 m²) loyer de base US $ 80,000 par an.

Pour de plus amples informations, priére d'écrire ou de téléphoner à :
601 Properties Inc.
Suite 2820.
420 Lexington Avenue
NEW-YORK, N.Y. 10170
Telex : 236772 10170
Telex : 236772 GRFU
Pas d'intermédiaire !!

VENDS directement alimentation de luxe en S.A. à Monaco. excellent rendement. Prix 3 M 5 + stock. Ecr. HAVAS MONTE CARLO 156

propriétés

20 sud de Paris, A 6. Morsang/Orge, belle construction Ile-de-France, toiture ardoises, sur sous-sol aménagé + cave voûtée en pierres.
R.-de-ch., sal. 40 m² + s.-à-m. 28 m² avec cheminée, cuisine équipée, w.-c. ; étage ; loggia, bibliothèque 22 m², 3 chbres, 2 salles de bns, w.-c., terrain 620 m² sur 20 m de façade. Px 860 000 F. 918-25-08, le soir.

---

95 HERBLAY
Part. de préférence à part. très belle maison Ile-de-France 1978, 350 m² habitables, plein sud, sur 4 000 m² parc paysagé gd séj., cheminée, salle à manger, hall, 5 belles chambres, 3 s.-de-b., cabinet toil., gde cuis. équipée + coin repas, gde salle jeux, cheminée, 2 lingeries, dressing, Kitchen., très gd grenier, possib. chbres, pavillon gardien 6 P., gar., 2 voitures. 2 500 000 F.
Tél. h. b. 260 66 13.

Le Monde

économie

AFFAIRES

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU C.N.P.F.

M. Gattaz entend poursuivre sa politique de dialogue avec les pouvoirs publics

L'assemblée générale annuelle du C.N.P.F. se réunit le 18 janvier à Paris. Outre l'adoption du budget, l'annonce officielle de la création de la commission d'action territoriale chargée de mieux suivre la politique régionale, cette assemblée devrait confirmer la stratégie menée depuis un an par M. Gattaz. Poursuite du dialogue avec le gouvernement et maintien des propositions de Villepinte vont donc être réaffirmés comme les principaux objectifs du patronat en 1983.

Les entreprises industrielles se portent mal. L'INSEE vient de constater une nette dégradation des résultats d'exploitation au second semestre de 1982. Ceux-ci sont même retombés à un niveau proche du minimum enregistré en 1975. « *De plus*, ajoute l'Institut national de la statistique, *la dégradation des résultats comptables est telle que les sociétés industrielles ont dû recourir à l'endettement pour restaurer leur trésorerie.* »

Rien d'étonnant donc que les comptes trimestriels publiés dans le même temps par l'INSEE montrent pour le troisième trimestre un recul de l'excédent brut d'exploitation des entreprises de 6,6 % et une baisse importante (de 35,5 %) de l'épargne brute des sociétés (après une hausse de 24,2 % au second trimestre).

M. Gattaz ne saurait se réjouir de ces chiffres. Il doit cependant en tirer quelques satisfactions : ne fut-il pas traité de geignard pour avoir affirmé dans les derniers mois de l'année que la situation des entreprises empirait ? Mais le « patron des patrons », qui retrouve treize mois après l'assemblée générale qui l'a élu – entre-temps, il est vrai, il y a eu une assemblée exceptionnelle après la seconde dévaluation pour réclamer « *un changement profond de la politique économique et sociale* », – n'a nullement l'intention de changer sa stratégie de dialogue. Si tant est qu'il en ait la possibilité.

Il va donc demander aux 380 représentants des secteurs économiques, aux 150 représentants des unions régionales et départementales et aux 35 personnalités des mouvements patronaux associés (jeunes dirigeants, ETHIC, patrons chrétiens, etc.) de confirmer la ligne suivie depuis un an, celle d'un dialogue permanent « *avec le gouvernement légal* ». Il tentera aussi de relancer les « huit » propositions faites le 14 décembre à Villepinte devant plus de 20 000 chefs d'entreprise.

Une marginalisation évitée avec succès

Depuis qu'il a en main les rênes de la puissante organisation patronale, M. Gattaz peut se targuer de quelques succès. Il a tout d'abord évité la marginalisation des dirigeants d'entreprise dont M. Mauroy reconnaissait récemment qu'ils étaient, eux aussi, des travailleurs. Il a aussi réussi à faire admettre le rôle des entreprises, des patrons, et même peut-être du C.N.P.F. dans une France dirigée à gauche. On ne parle plus en plus en tout cas au gouvernement de reconnaître officiellement le turbulent S.N.P.M.I. – malgré son bon score aux élections prud'homales de décembre, – non plus que de demander aux entreprises nationalisées de quitter l'organisation patronale.

Mais, comme on aime à le répéter avenue Pierre-Ier-de-Serbie au siège de patronat, « *les actes n'ont pas suivi les paroles* ». Quels que soient les modes de calcul, la cinquième semaine de congés payés, les trente-neuf heures, le blocage des prix, T.V.A. *comprise*, l'UNEDIC, le déplafonnement des cotisations de sécurité sociale au 31 décembre, ont indéniablement coûté de l'argent aux entreprises. Les promesses du président de la République d'une stabilisation des charges ont donc bien du mal à être tenues.

Il y a en outre une ambiguïté évidente dans le dialogue entre les pouvoirs publics et le C.N.P.F. Comme le rappelait M. Gattaz la semaine passée au « Forum de l'Expansion », « *Il faut faire en sorte que les entreprises qui sont convenablement gérées puissent dégager un autofinancement suffisant* ». Mais, à cette requête libérale qui tend à réclamer non plus des aides ou des prêts bonifiés, puisque les entreprises sont déjà surendettées, mais moins de charges financières et sociales, répond une autre logique : le gouvernement préfère les prêts, aides, subventions conditionnées le plus souvent à des contraintes en matière d'emplois notamment. D'où les récriminations du C.N.P.F. à chaque train de mesures gouvernementales, ce qui finit par exaspérer M. Mauroy et son ministre de l'économie. Le moratoire des charges financières en est un bel exemple. « *Non seulement, nous ne l'avons pas réclamé*, dit M. Gattaz, *mais, en outre, les conditions prises par le gouvernement à l'octroi de ces prêts spéciaux de refinancement vont le rendre inopérant. Rares seront les entreprises qui en bénéficieront.* » Ainsi l'une des plus endettées des nationalisées récentes n'y aura pas droit.

Pousser le gouvernement à « *passer à l'acte* », afin que les entreprises françaises aient retrouvé leur compétitivité lorsqu'il s'agira d'accompagner la reprise mondiale, telle peut être résumée la stratégie du C.N.P.F. au lendemain de Villepinte. Mais cela même ne sera pas facile avec, pour les pouvoirs publics, une marge d'action restreinte par un budget serré.

Car passer à l'acte, et donc alléger les charges sociales ou laisser aux entreprises les ressources nécessaires au financement de leurs investissements comme le réclame le patronat, coûterait directement ou indirectement (sous forme de moindres rentrées fiscales) quelques dizaines de milliards de francs par an.

Il est cependant deux cas où les « propositions » de Villepinte peuvent être acceptées par les pouvoirs publics sans coûts excessifs : l'application des décisions de justice et *sans doute aussi la mobilisation* contre le chômage des jeunes, qui doit devenir une priorité nationale. « Stages Rigout », stages d'insertion *professionnelle*, *contrats* emploi-formation, exonérations pour embauches d'apprentis, ne fourniront en 1983 que 300 000 à 350 000 emplois aux jeunes contre 400 000 à 450 000 auparavant. L'idée d'un essai professionnel de quatre mois renouvelables payé au SMIG pour les jeunes qui sortent de l'école et de l'université devrait donc faire son chemin, même si les négociations entre M. Le Garrec et le C.N.P.F. semblent piétiner. Il n'en coûterait en effet que 1 ou 2 milliards de francs.

La réussite d'un projet commun aux pouvoirs publics et au patronat permettrait peut-être de réduire cette exaspération que l'on sent monter de part et d'autre dans une conjoncture internationale et nationale particulièrement difficile.

BRUNO DETHOMAS.

SUEZ A REPRIS LES PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES DE L'ANCIENNE BANQUE ROTHSCHILD

La Compagnie financière de Suez vient d'acquérir les participations industrielles et immobilières de l'Européenne de banque, ancienne Banque Rothschild. Cette restructuration dans le secteur bancaire nationalisé était rendue nécessaire par les difficultés rencontrées par certaines des participations industrielles – Imetal, Penarroya – de l'Européenne de banque (*le Monde* du 24 décembre 1982).

L'accord de cession, qui prend effet au 1er janvier dernier, porte sur plus de 500 millions de francs après évaluation des participations, pour la plupart minoritaires, à leur valeur marchande, précise-t-on.

En abandonnant son rôle de banque d'affaires, l'ex-banque Rothschild se recentre vers des activités de banque de dépôt, et bénéficie, dans l'immédiat, d'un ballon d'oxygène qui lui permettra de réduire son endettement sur le marché monétaire, dû au déséquilibre entre les crédits qu'elle consent et les dépôts de sa clientèle.

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION BANCAIRE C.F.T.C.

« La banque ne doit pas être la sidérurgie de demain »

Réuni tous les deux ans, le congrès de la Fédération française des syndicats chrétiens de banques et établissements financiers C.F.T.C. s'est déroulé, du 12 au 14 janvier, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), en présence d'une centaine de congressistes. Ces derniers ont voté une motion qui met l'accent sur la préoccupation du personnel bancaire après les récentes nationalisations.

« *La profession craint des lendemains qui pleurent* », indique d'emblée la C.F.T.C.-Banque dans ce document. « *L'Etat a pris une part importante dans l'activité bancaire, mais les pouvoirs publics doivent faire connaître clairement leurs orientations et leurs motivations* », ont rappelé, de leur côté, les congressistes, en faisant allusion à la récente volte-face du gouvernement à propos du taux d'intérêt du livret A, un sujet qui est, en effet, de leur ressort, puisque la Fédération bancaire C.F.T.C. regroupe également des adhérents dans le réseau de « l'Ecureuil ».

Au-delà des inquiétudes propres aux salariés des établissements bancaires, les participants ont tenu à manifester leur préoccupation à propos du rôle que devront jouer les banques de demain. « *Lorsque des interventions sont demandées par les ministères de tutelle pour développer l'activité du pays, lutter contre le chômage ou servir l'économie française, l'Etat doit prendre en charge les risques et pertes qui en découlent* », indique la motion finale, ajoutant que « *les risques monétaires et politiques ne doivent pas être supportés par les banques sinon, à terme, c'est la santé de nos entreprises et de l'emploi qui seront menacés* ».

Tout en admettant la nécessité de procéder à des choix économiques et d'y associer l'appareil du crédit, la C.F.T.C.-Banque estime qu'il faut éviter les exigences qui « *conduisent les banques à intervenir dans des financements contraires aux règles de bonne gestion et de déontologie bancaire, les obligent à supporter des risques disproportionnés et incontrôlables, laminent la nécessaire rentabilité de nos établissements.* »

En clair, « *la banque ne doit pas être la sidérurgie de demain* » et la C.F.T.C. a réaffirmé qu'elle entendait rester vigilante « *face aux menaces de remise en cause des acquis légitimes du personnel* ». Elle s'inquiète aussi « *de la volonté exprimée par certains responsables politiques d'hier et d'aujourd'hui de transformer les employés de banques en distributeurs permanents de billets au détriment d'un service de qualité et de la vie de famille* ».

Ce n'est pas la première fois que la C.F.T.C.-Banque lance une mise en garde aux pouvoirs publics. En novembre, un séminaire national, qui réunissait ses élus au conseil d'administration des banques nouvellement nationalisées lui avait fourni l'occasion de mettre en cause le fonctionnement des nouveaux conseils d'administration qu'elle estimait contraire à « *la démocratisation des procédures de décision* », telle qu'elle avait été promise lors de la mise en place de ces conseils.

Parallèlement, dans une lettre ouverte au personnel de la B.N.P., ce syndicat dressait son inventaire des règles et devoirs d'une banque dont l'actionnaire unique est l'Etat, mais qui doit également prendre en compte l'intérêt de la clientèle, du personnel et de l'entreprise elle-même. Autant « *il est normal de demander aux banques de prendre des risques en prêtant à des entreprises en difficulté, dès lors qu'une analyse honnête de ces entreprises permet de penser qu'elle se rétabliront ; autant il est anormal de demander à des banques de consentir des crédits manifestement perdus d'avavance sous quelque prétexte que ce soit, par exemple pour soulager le budget de l'Etat ou pour sauvegarder, à titre purement temporaire, ces activités* », écrivait alors la Fédération.

Des règles de bonne conduite

Quelques lignes plus loin, le commentaire était encore plus explicite : « *Il est normal que l'Etat puisse compter sur les banques, comme sur toutes les entreprises publiques ou privées pour soutenir les intérêts économiques généraux du pays (...) mais il est anormal de se servir des banques comme de simples moyens d'action de l'Etat en leur retirant leur crédibilité internationale et en les amenant à payer plus cher que leurs concurrentes, les ressources qu'elles doivent emprunter sur le marché international des capitaux* », estimait alors la C.F.T.C.-Banque.

Outre le rappel des ces « *règles de bonne conduite bancaire* », le congrès a permis d'établir le bilan de santé de l'organisation. Alors qu'elle recueille, selon ses propres décomptes (*en moyenne 10 à 20 % des suffrages exprimés* » lors des élections professionnelles, la C.F.T.C.-Banque affirme avoir enregistré, en 1982, « *une croissance de 30 % des ses timbres payés (cotisations)* ». Cette forte progression provient en partie des efforts entrepris, à la fois pour rajeunir l'équipe dirigeante, et pour assurer une meilleure implantation de la C.F.T.C. dans les établissements bancaires et de crédit.

SERGE MARTI.

CONJONCTURE

Balance commerciale et endettement

(Suite de la première page.)

Au milieu de 1982, M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, affirmait que la France pouvait *emprunter pendant deux ans encore*. Aujourd'hui, ce n'est plus aussi sûr, et tout va dépendre de l'évolution de la balance commerciale française *et de la balance des paiements*.

Après la rechute de 1979 et de 1980, consécutive au deuxième choc pétrolier, la balance commerciale *était en train de se redresser lentement* au premier semestre 1981, lorsque la politique de relance inaugurée au lendemain du 10 mai vint *compromettre le redressement en relançant* la consommation des ménages.

En 1982, le déficit commercial pourrait atteindre de 95 à 100 milliards de francs, contre 60 en 1981, 67 en 1980 et 10 en 1979 et, surtout, celui de la balance des paiements, le seul qui compte, car il faut le payer en empruntant, friserait les 75 milliards de francs contre 42 et 33 milliards les deux années précédentes. *De deux choses l'une :* ou le déficit commercial est ramené endessous de 7 milliards de francs par mois en 1983 (le gouvernement espère même revenir à 60 milliards sur l'année) ou il se maintient au-dessus de ces chiffres, et les vrais problèmes commencent.

En ce cas, la France n'aura d'autre solution que d'invoquer les clauses de sauvegarde figurant dans le traité de Rome, comme le suggérait récemment M. Jean Riboud, P.-D.G. de la firme multinationale Schlumberger au micro de R.T.L.–*le Monde*, et comme le laissait clairement entendre M. Mauroy à ce même micro un peu plus tard : au cas où les choses « *ne rentreraient pas dans l'ordre progressivement en 1983* [en ce qui concerne le déficit commercial], *le gouvernement n'hésiterait pas à mener une politique de rigueur en matière de commerce extérieur* ».

L'avertissement est clair. Le seul ennui est qu'il est lancé en même temps que ceux émanant des dirigeants d'autres pays, engagés dans le même processus de dégradation des échanges. Le monde n'a pas fini de payer les conséquences du deuxième choc pétrolier qui, après avoir littéralement naufragé les comptes extérieurs des nations en voie de développement, exercent leurs effets pervers sur ceux des pays industrialisés.

Ainsi, dans le cas de la France, la structure de l'endettement extérieur s'en trouve sérieusement affectée. M. Jacques Delors peut faire valoir, à bon droit, que, dans cette structure, les trois quarts de la dette sont contractés pour consentir des crédits à nos acheteurs et financer les grands projets mondiaux. Mais, outre que cette proportion a tendance à changer – au rythme actuel, elle tend vers la moitié, – le caractère même de ces crédits devient moins favorable. Les 40 milliards de francs de crédits consentis par la France à l'Amérique latine sont des créances *désormais incertaines, tandis que les* dettes correspondant à nos emprunts sur le marché international sont tout à fait certaines, hélas !

Dans ces conditions, une relance de l'économie mondiale est pour la France absolument vitale dans la mesure où elle lui *permettrait de développer* ses exportations face à des importations volontairement réduites, directement par des mesures *restrictives, ou indirectement par une* baisse provoquée du pouvoir d'achat. Le gouvernement souhaite que cette relance soit concertée. Il le redira à *l'occasion de la réunion des dix pays* les plus riches du monde qui commence mardi à Paris. Sera-t-il entendu ?

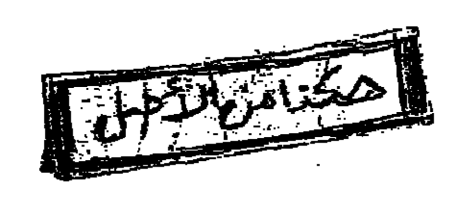
FRANÇOIS RENARD.

Dans les pays industrialisés

LA HAUSSE MOYENNE DES PRIX DE DÉTAIL REPASSE SOUS LA BARRE DES 7 % L'AN

Les prix à la consommation dans les pays de l'O.C.D.E. ont augmenté de 0,2 % en novembre contre 0,5 % en octobre. En un an (novembre 1982 comparé à novembre 1981) la hausse des prix dans la zone O.C.D.E. a été de 6,9 %, tombant ainsi sous la barre des 7 % d'augmentation annuelle pour la première fois depuis avril 1973. Les prix avaient augmenté de 10,1 % sur la période novembre 1980-novembre 1981.

Par pays, la hausse des prix à la consommation sur douze mois dans les principaux pays, a été, selon l'O.C.D.E., de 4,6 % aux Etats-Unis, de 2,3 % au Japon, de 4,7 % en R.F.A., de 9,4 % en France, de 6,3 % en Grande-Bretagne, de 16,9 % en Italie, de 9,8 % au Canada et de 8,9 % en Belgique.



SOCIAL

A RENAULT-FLINS

Les grévistes de l'atelier de peinture se prononcent sur un protocole d'accord

La journée du 17 janvier apportera-t-elle une issue aux conflits de Flins et de Billancourt, qui ébranlent la régie Renault et lui ont déjà fait perdre plus de 13 000 véhicules ? A Flins, à l'issue d'une réunion direction-syndicats, qui s'est tenue le 16 janvier, la direction *« en accord avec les organisations syndicales, appelle le personnel des ateliers de peinture concernés par le mouvement en cours à se présenter à l'usine le lundi 17 janvier pour participer à une consultation qui se déroulera de 12 heures à 15 heures ».*

Les 200 grévistes de l'atelier de peinture devront se prononcer sur un protocole d'accord qui prévoit, sous forme d'augmentation de primes, une augmentation mensuelle de 140 F pour 300 peintres. Environ 500 ouvriers de l'atelier (sur un millier au total) bénéficieront de hausses de 55 F ou 85 F selon le secteur. Pour la C.G.T., si les syndicats sont d'accord sur le principe d'une telle consultation, initialement prévue pour vendredi et différée, c'est aux grévistes d'en décider.

La direction de Flins a également prévu que quatre jours de chômage technique sur cinq seront récupérés sous forme de samedis matins travaillés. Le cinquième jour sera indemnisé à 30 % et récupéré ultérieurement.

Les résultats de la consultation à Flins auront évidemment une incidence sur l'évolution du conflit à l'atelier de peinture de Billancourt (où lundi matin trente salariés sur cent deux étaient en grève). Un comité d'établissement extraordinaire est convoqué à Billancourt, mardi à 9 heures, pour examiner la situation découlant de la grève à l'atelier de peinture, faire le bilan des négociations et tirer les conséquences de cette situation sur le fonctionnement de l'usine. La question est de savoir si des mesures de chômage technique seront annoncées.

Dans une interview à l'A.F.P., M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des métaux C.G.T., indique que pour la consultation à Flins *« nous ne donnerons pas de consigne particulière de vote. Aux travailleurs de se déterminer ». « Ce qui nous anime avant toute chose*, ajoute-t-il, *est la défense des intérêts des salariés. Mais personne ne perd de vue l'échéance électorale à venir. Et nous ne sommes pas totalement naïfs sur les manœuvres de la direction pour chercher à affaiblir les positions de la C.G.T. Nous refusons de porter des chapeaux qui ne nous reviennent pas. Nous ne sommes pas la première organisation syndicale à Flins. Que ceux qui ont cette responsabilité l'assument jusqu'au bout »*, les travailleurs pouvant peut-être se demander : *« Si la C.G.T. avait été majoritaire, est-ce que les choses se seraient passées de la même façon ? »*

● **Recrudescence des conflits en novembre.** – *En novembre,* – selon les dernières statistiques du ministère du travail – quatre cent cinquante-huit conflits du travail ont été observés. Ils ont affecté cinq cent cinquante-cinq établissements, mobilisé soixante-sept mille six cent personnes et causé la perte de deux cent neuf mille huit cents journées. La comparaison avec les résultats de novembre 1981 fait apparaître une augmentation du nombre des conflits, du nombre des salariés ayant cessé le travail (+ 43 %) et du nombre des journées perdues (+ 7 %).

ÉNERGIE

POUR TENTER DE S'ACCORDER SUR DES QUOTAS DE PRODUCTION

Les pays de l'OPEP vont se réunir de nouveau le 23 janvier

Huit pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) *se sont mis d'accord, dimanche 16 décembre, au cours d'une réunion informelle à Bahrein, pour convoquer le dimanche suivant 23 janvier à Genève une conférence extraordinaire de l'Organisation. Un mois presque jour pour jour après la précédente conférence à Vienne, qui s'était soldée par un échec, les ministres du pétrole des pays de l'OPEP tenteront, une fois de plus, de se mettre d'accord sur une réduction organisée de leur production, seul moyen de rééquilibrer le marché face à une demande faible, et de maintenir le prix officiel de 34 dollars le baril.*

La décision de convoquer cette conférence, qualifiée par la plupart de « dernière chance », a été prise par huit membres de l'OPEP au cours d'une réunion improvisée qui suivait celle, samedi 15 janvier, du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) à Bahrein. Aux quatre pays membres du G.C.C. et de l'OPEP (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats arabes et Qatar), s'étaient joints des représentants de l'Irak, de l'Indonésie, du Nigéria et de la Libye. La présence du ministre libyen à cette réunion, *a priori* surprenante puisqu'il se rangeait jusqu'ici au sein de l'OPEP parmi les opposants à la tendance « modérée » conduite par l'Arabie Saoudite, semble indiquer que les chances de l'OPEP d'aboutir, le 23 janvier, à un accord seraient meilleures que par le passé.

Jusqu'ici les pays de l'OPEP ont eu le plus grand mal à se mettre d'accord sur la *« répartition de la pénurie »*, à savoir celle des quotas de production, du fait, notamment, de l'opposition politique existant en son sein entre l'Arabie Saoudite et les modérés, d'une part, l'Iran, la Libye et les pays qui, du fait d'une population importante, ne peuvent fortement réduire leurs niveaux d'extraction – donc leurs revenus, – d'autre part. De nombreuses déclarations faites à l'issue de la réunion de Bahrein, dimanche, confirment une amélioration des perspectives. Cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre saoudien du pétrole notamment, s'est déclaré optimiste sur les chances d'un prochain accord au sein de l'OPEP.

L'alternative, souvent évoquée aux cours des dernières semaines à une réduction organisée de la production de l'OPEP, serait en effet une baisse des prix officiels, l'Arabie Saoudite ne pouvant vraisemblablement résister très longtemps encore aux pressions des compagnies américaines qui produisent le pétrole saoudien dans un consortium (ARAMCO), et souhaitant remettre de l'ordre dans l'organisation. Les risques d'une destabilisation majeure du marché pétrolier et du marché financier international sont cependant tels que personne, ni les producteurs, ni les compagnies, *ni les consommateurs*, ne souhaite réellement une baisse des prix.

Plusieurs ministres qui participaient à la réunion de Barhein ont également indiqué leur attachement au maintien des prix et leur espoir de voir enfin l'OPEP s'entendre sur une répartition des quotas. Le président en exercice de l'OPEP, le Nigérian Yahva Dikko, a même affirmé *« qu'il excluait toute baisse des prix »*, tandis que le ministre des Emirats arabes unis assurait que *« les chances d'une redistribution de ces quotas sont maintenant bien plus grandes, parce que tous les pays ont commencé à ressentir le danger ».*

L'éventualité d'une baisse des prix officiels ne peut cependant être tout à fait écartée. Des rumeurs persistantes dans les milieux pétroliers, rapportées par l'A.F.P., font état d'une décision d'ores et déjà prise en ce sens par l'Arabie Saoudite, qui en aurait informé l'ARAMCO. Surtout le ministre irakien du pétrole, M. Taki, qui assistait à la réunion de Bahrein, a déclaré, contredisant ses homologues, que les pays de l'OPEP *« pourraient décider d'une baisse des prix de référence du brut si la Libye, l'Iran et le Venezuela continuent à ignorer les règles de l'organisation ».*

VÉRONIQUE MAURUS.

ÉTRANGER

EN ESPAGNE

Les négociations salariales pour 1983 sont dans l'impasse

De notre correspondant

Madrid. – L'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid, en décembre, ne semble pas avoir favorisé la négociation entre partenaires sociaux. Après cinq séances de discussion, la confédération patronale C.E.O.E. et les centrales syndicales Commissions ouvrières (communistes) et U.G.T. (Union générale des travailleurs, socialiste) n'ont pas pu se mettre d'accord sur la politique salariale à appliquer en 1983. Les négociations sont dans l'impasse. Il s'agit-là d'un motif de préoccupation pour les socialistes, qui ont présenté durant leur campagne électorale l'obtention d'un *« pacte social »* comme un élément-clé pour combattre la crise économique.

Après quarante ans de dictature, la négociation collective entre patronat et centrales syndicales a été l'un des acquis de la démocratie retrouvée. Elle a permis la signature de deux grandes conventions, l'accord-cadre interconfédéral de 1980 et l'accord national sur l'emploi en 1981. L'entente semble cette fois plus difficile. En proposant le 13 janvier une « fourchette » d'augmentations salariales comprise entre 6 et 10 %, alors que l'inflation prévue pour 1983, suivant les chiffres officiels, est de 12 %, la C.E.O.E. a provoqué le tollé parmi les centrales syndicales. Celles-ci, qui défendent la thèse du maintien du pouvoir d'achat à son niveau actuel, demandent une « fourchette » de 11 à 13 %.

Du côté de la C.E.O.E., on invoque la nécessité de rendre aux entreprises espagnoles leur compétitivité, et les difficultés financières dues à la conjoncture traversées par nombre d'entre elles pour justifier les faibles augmentations proposées. *« Dans la situation de crise que nous connaissons, la priorité réside dans la préservation du poste de travail »*, affirme M. Diego de Pedroso, qui dirige les négociations du côté patronal. *« Nous proposons un maximum de 10 %, parce que nous considérons qu'une hausse de salaire plus importante relancerait l'inflation, qui est déjà nettement supérieure à la moyenne de nos concurrents européens. Quant au minimum de 6 %, il est destiné aux milliers de petites et moyennes entreprises qui se trouvent actuellement au bord de la faillite et qui ont absolument besoin de réduire leurs coûts à court terme pour subsister. Il ne faut pas oublier que les P.M.E. constituent toujours l'essentiel du tissu industriel espagnol. »*

Les socialistes à l'écart

Ces arguments n'ont guère convaincu les centrales syndicales. Elles rappellent que les salaires réels ont baissé de 1 % en 1982 après avoir stagné en 1981 et que cette modération salariale acceptée par les travailleurs ne s'est traduite ni par une relance de l'investissement privé ni par une amélioration des chiffres du chômage. Une nouvelle réduction du pouvoir d'achat, ajoutent les dirigeants syndicaux, serait préjudiciable aux entreprises qui ferment leurs portes les unes après les autres, vu la faiblesse de la demande. Et de conclure que le patronat ne peut espérer améliorer sa compétitivité en se contentant simplement de comprimer au maximum ses coûts salariaux.

La polémique a rapidement pris une coloration politique. *« La C.E.O.E. utilise la négociation avec les syndicats pour faire indirectement pression sur le gouvernement socialiste,* affirme M. Julian Ariza, dirigeant des Commissions ouvrières. *Elle entend montrer qu'elle ne fera de concessions sur le plan salarial que si elle en obtient elle-même dans d'autres domaines, comme ceux de la pression fiscale ou des cotisations de la Sécurité sociale. De plus, le patronat n'a aucun intérêt à offrir au gouvernement un pacte social qui améliorera son image de marque alors que nous sommes à quelques mois des élections municipales. »*

Bien qu'ils aient inclu dans leur programme électoral le *« maintien du pouvoir d'achat des travailleurs »*, les socialistes sont jusqu'à présent restés à l'écart des négociations. C'est sans succès que la centrale des Commissions ouvrières a demandé à l'administration de prendre part, comme elle l'avait fait en 1981, aux discussions. En annonçant toutefois la présentation au Parlement d'un projet de loi instaurant la semaine de 40 heures (la moyenne actuelle oscille autour de 41,5 heures), le gouvernement a involontairement compliqué la situation. Le patronat souligne qu'une telle décision signifiera une augmentation de fait des rémunérations à l'heure, qui l'amènera à réduire d'autant son offre salariale pour 1983. Les syndicats, de leur côté, considèrent que la hausse de la productivité enregistrée l'an dernier suffira largement à absorber les effets de cette mesure.

La polémique à propos de la politique salariale recouvre, en fait, un débat de fond sur le « modèle » à appliquer pour combattre la crise. Les propositions du patronat assumées par la principale formation d'opposition, l'Alliance populaire de M. Fraga, correspondent à une stratégie de relance par la voie de l'offre, semblable à celle appliquée aux Etats-Unis par M. Reagan. Un tel programme, qui se répercuterait défavorablement sur le niveau de l'emploi, ne peut être accepté ni par les centrales syndicales ni par les socialistes, d'autant que ces derniers ont hérité d'un taux de chômage sans équivalent en Europe occidentale. Suivant les chiffres rendus publics le 13 janvier par le ministère du travail, 2 150 000 personnes, représentant 16,5 % de la population active (contre 13,8 % en janvier 1982), sont sans travail.

THIERRY MALINIAK.

FAITS ET CHIFFRES

Energie

● **Centrale nucléaire américaine en état d'alerte.** – La plus importante centrale nucléaire américaine, celle de Browns Ferry (Alabama), a été mise le 16 janvier en état d'alerte – troisième des quatre degrés d'urgence officiels – après la découverte d'une fuite de produits radioactifs dans la rivière Tennessee.

Un porte-parole de la Tennessee Valley Authority, propriétaire de la centrale, a affirmé que la fuite, qui se serait produite dans le système de refroidissement d'un des réacteurs, *« est supposée être extrêmement petite »* et ne présente aucun danger pour la santé. – *(A.F.P.)*

Prix

● **M. Chevènement favorable à une augmentation du prix des automobiles** pour permettre aux constructeurs français de maintenir leurs investissements *« au niveau de ceux des principaux concurrents étrangers ».* Le ministre de l'industrie et de la recherche, qui a fait cette déclaration au quotidien *l'Alsace,* ajoute que ces hausses doivent être maintenues dans des limites telleS que la lutte contre l'inflation ne soit pas remise en cause.

● **Le nombre d'infractions à la nouvelle réglementation des prix et des marges en France** a été faible en novembre et décembre : 3,9 % (sur environ deux millions de vérifications).

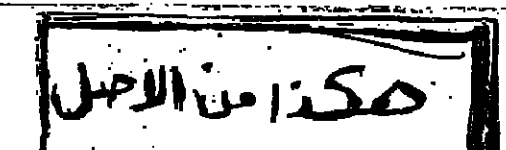
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	6,6700	6,6750	+ 215	+ 255	+ 385	+ 440	+1115	+1235
$ can.	5,4580	5,4630	+ 100	+ 140	+ 200	+ 255	+ 650	+ 770
Yen (100)	2,8970	2,9000	+ 160	+ 185	+ 280	+ 320	+ 850	+ 925
DM	2,8310	2,8340	+ 180	+ 205	+ 325	+ 360	+ 975	+1045
Florin	2,5680	2,5720	+ 170	+ 190	+ 300	+ 340	+ 940	+1000
F.B. (100)	14,4330	14,4440	– 290	– 100	– 575	– 310	–1250	– 740
F.S.	3,4410	3,4470	+ 330	+ 360	+ 565	+ 605	+1580	+1670
L. (1 000)	4,9330	4,9380	– 380	– 335	– 730	– 610	–2390	–2170
£	10,5700	10,5800	+ 105	+ 185	+ 180	+ 290	+ 750	+ 960

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 3/4	9 1/8	8 9/16	8 15/16	8 9/16	8 15/16	8 11/16	9
DM	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8
Florin	5	5 1/2	4 7/8	5 1/4	4 3/4	5 1/8	4 11/16	5
F.B. (100)	11 1/4	12 3/4	13 1/2	15	13 1/2	15	13 1/2	15
F.S.	3/8	1 1/8	1 7/8	2 1/8	2 3/16	2 9/16	2 7/8	3 1/8
L. (1 000)	15 3/4	17 3/4	19 1/2	21 1/2	20 1/2	22 1/4	22 1/4	23 1/2
£	11	11 1/2	11 1/4	11 5/8	11 1/8	11 1/2	11	11 5/16
F. franç.	13 1/4	14 3/4	17 1/2	18 3/4	19	20 1/4	19 1/2	20 3/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE COMMERCIALE DE GRÈCE
BANQUE NATIONALE DE PARIS

La Banque commerciale de Grèce et la Banque nationale de Paris se sont concertées pour modifier la forme et l'objet de la coopération qu'elles avaient entreprise en 1972. A cet effet, le groupe B.N.P. a cédé au groupe de la Banque commerciale de Grèce la participation de 38,71 % qu'il détenait dans la Banque d'Attique. Cette opération répond au désir de la Banque commerciale de Grèce de donner à la Banque d'Attique une vocation spécifique axée sur le marché local. Dans le cadre de la C.E.E., les deux groupes estiment qu'ils ont intérêt à développer leur collaboration sur divers plans qui touchent aux relations intracommunautaires, à l'assistance technique et aux opérations internationales. La succursale de la Banque nationale de Paris, ouverte à Athènes au début de l'année 1982, est donc désormais le seul instrument de la présence opérationnelle du groupe B.N.P. en Grèce.

Barclays Bank S.A.

Barclays Bank S.A., filiale française du premier groupe bancaire britannique ayant obtenu les autorisations nécessaires, vient de prendre le contrôle de la Société de crédit pour l'acquisition et l'amélioration des immeubles (SCAM), établissement financier spécialisé dans les prêts hypothécaires aux particuliers et dans les crédits aux promoteurs immobiliers qui faisait jusqu'à présent partie du groupe Citicorp.

Cette acquisition, qui marque une nouvelle étape dans le développement en France du groupe Barclays, renforcera considérablement sa position dans le domaine des crédits spécialisés et des crédits immobiliers. L'activité de la SCAM viendra en effet compléter celle des autres filiales de Barclays Bank S.A., et notamment de la SOBI à Monte-Carlo (crédits immobiliers), de Lutetia société financière à Grenoble (financement des ventes à crédit), de Barclays Bail (crédit-bail mobilier) et de Barclays Location (location de matériels).

A la suite de cette prise de contrôle, M. Pierre Gomont, directeur général des affaires internationales et financières de Barclays Bank S.A., a été nommé président de la SCAM, M. Jean de la Chauvinière, vice-président, M. Alain Marcel, administrateur directeur général, et M. Robert de Seynes, directeur général adjoint.

Les mêmes personnes assument la direction de l'ensemble des filiales spécialisées du groupe qui distribuent un total de crédits d'environ 2 milliards de francs.

La Compagnie financière Barclays a agi comme conseil de Barclays Bank S.A. dans cette acquisition.

« ARTISANS DE PAIX »

Cycle de soirées d'information sur ce qui conditionne un travail en faveur de la paix — à Saint-Bernard de Montparnasse à Paris, 34, place Raoul-Dautry, à l'angle de l'avenue du Maine (entrée sous l'horloge de gauche de la gare).

Ce prochain lundi 17 janvier, à 20 h 30 : André Fontaine, les rapports Est-Ouest, espoir ou nostalgie ?

Suivront (le lundi à 20 h 30) 31 janvier : Yves Berthelot, les rapports Nord-Sud — 21 février : Maxime Rodinson, le Moyen-Orient — 7 mars : Dominique David, la dissuasion — 21 mars : Jean-Marie Muller, la non-violence.

AGF — GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1982

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions	856 026 (Nominal de 100 F)	2 203 518 (Nominal de 100 F)	947 846 (Nominal de 100 F)	499 310 (Nominal de 200 F)	250 000 (Nominal de 200 F)
Actif net par action	648,35	283,65	190,46	311,82	200,81
Actif net total	555 008 147	625 027 883	180 524 403	155 695 859	50 203 052
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
— Disponible	5,73	4,91	1,38	4,12	3,63
— Obligations françaises	45,22	29,84	31,51	46,45	96,37
— Obligations étrangères	21,03	4,75	5,59	46,37	–
— Actions françaises	5,28	51,95	23,61	3,04	–
— Actions étrangères	22,74	8,55	37,91	0,02	–
Rappel : — Dividende par action : — Montant net et avoir fiscal	40,93 + 3,85	23,93 + 1,30	14,56 + 3,05	21,92 + 2,12	Ouverture au public le 10 janvier 1983
— Date de paiement	23 avril 1982	23 avril 1982	23 avril 1982	23 avril 1982	

AU 31 DECEMBRE 1982, L'ACTIF NET TOTAL DES CINQ SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GENERALES DE FRANCE S'ELEVE A 1 566 MILLIONS DE FRANCS

Souscriptions : Service des transferts, 87, rue de Richelieu, 75060 PARIS CEDEX 02 et Banque générale du Phénix, 31, rue Lafayette 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.

CCF — LES SICAV DU CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

Les valeurs liquidatives des Sicav du Crédit commercial de France ont marqué une très nette progression en 1982. Ces performances peuvent se résumer ainsi, dividendes inclus (du 1-1-1982 au 31-12-1982, sauf pour Sélection court terme et Sélection première) :

Sicav actions :

Sélection mobilière diversifiée	+ 20,6 %
Sélection valeurs françaises	+ 19,5 %
Sélection technologies	+ 30,2 %
Sicav obligataires :	
Sélection rendement	+ 30,3 %
Sélection obligations internationales	+ 31,4 %
Sélection court terme (ouverture au public : 18-1-1982)	+ 14,7 %
Sélection première (ouverture au public : 19-7-1982, soit sur moins de six mois)	+ 8,6 %

Sélection J, nouvelle Sicav de gestion à court terme, sera ouverte au public prochainement, dès que les formalités de constitution seront terminées.

Comme à chaque fin de trimestre, les documents légaux qui seront prochainement à la disposition des souscripteurs dans les agences du Crédit commercial de France et des banques domiciles donneront des précisions sur la politique de gestion suivie qui a permis ces performances.

Worms Investissement

SICAV

Au 31 décembre 1982, l'actif net s'élevait à 400 318 412,01 F, se répartissant de la façon suivante (en %) :

Actions françaises (19,95), actions étrangères (45,27). Obligations françaises (28,94), obligations étrangères (2). Liquidités (3,84).

Le nombre d'actions étant de 767 270 à la même date, la valeur liquidative de l'action ressort à 521,74 F.

cde COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

EMPRUNT A TAUX VARIABLE EMISSION JUIN 1981

Le coupon de la période du 15 janvier 1983 au 14 juillet 1983 s'établit à 418,55 F, soit un taux annuel de 16,74 %.

Il sera mis en paiement le 15 juillet 1983.

GROUPE CREDIT LYONNAIS

Situation des SICAV au 31 décembre 1982

	Slivam	Slivafrance	Slivarente	Slivinter	SICAV 5000
	Un portefeuille équilibré de valeurs françaises et étrangères	Une sélection de valeurs françaises dynamiques	Un choix de valeurs de rendement	Un placement à vocation internationale	Sicav régie par la loi du 13 juillet 1978
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION (en milliers)	5 224,21	2 075,83	20 972,76	1 494,48	28 977,55
ACTIF NET (en MF)	1 218,73	502,36	3 573,93	381,67	4 518,73
VALEUR LIQUIDATIVE DE L'ACTION (en F)	233,28	242,00	170,41	255,39	155,94
REVENU ACQUIS DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE (en F)	12,13	9,79	13,88	2,92	13,10
DIVIDENDES MIS EN PAIEMENT (en F)	10,38	16,43	18,15	10,45	9,72
	au titre de l'exercice 1981	au titre de l'exercice 1981-1982	au titre de l'exercice 1981-1982	au titre de l'exercice 1981-1982	au titre de l'exercice 1981

BANCO CENTRAL

MADRID PARIS

à la bourse de Paris le 18 janvier 1983

- 63.750.179 actions de 500 pesetas représentant un capital de 31.875.089.500 pesetas
- plus de 260.000 actionnaires
- cotation des actions : bourses espagnoles et bourse de Francfort (R.F.A.)
- une des valeurs les plus activement traitées à la bourse de Madrid
- banque introductrice : BANQUE NATIONALE DE PARIS
- le BANCO CENTRAL se situe au tout premier rang des banques espagnoles avec :
  - — plus de 1.800 sièges d'exploitation en Espagne
  - — au 31 Décembre 1981 :
  - 88.684 millions de pesetas de fonds propres
  - 1.090.539 millions de pesetas de dépôts de la clientèle
  - près de 1.600.000 millions de pesetas d'actif consolidé
- le BANCO CENTRAL dispose d'un vaste réseau international qui comprend 57 sièges et de nombreuses filiales bancaires

BC

BANCO CENTRAL

Une note visée par la COB sous le n° 83-04 en date du 4-1-1983 est mise sans frais à la disposition du public au guichet de la BNP - Balo du 10-1-1983.

INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

CETTE ANNONCE EST PUBLIÉE A TITRE D'INFORMATION — OCTOBRE 1982

REPUBLIQUE GABONAISE

CONTRE-VALEUR

DE US $ 460.000.000

FINANCEMENT DES TRAVAUX DU DEUXIÈME TRONÇON DU

CHEMIN DE FER TRANSGABONAIS BOOUE-FRANCEVILLE

RÉALISÉS PAR LE CONSORTIUM EUROTRAG

FF 1.205.000.000 GARANTI PAR COFACE ET FINANCÉ PAR **BANQUE NATIONALE DE PARIS**

BANQUE PARIBAS   CRÉDIT LYONNAIS   BIAO   AFRIBANK   SOCIÉTÉ GÉNÉRALE   BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE   BANQUE INDOSUEZ   CITIBANK S.A.-PARIS   BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR   CRÉDIT DU NORD   CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE   MIDLAND BANK FRANCE S.A.   BANQUE WORMS   BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - PARIS   BANQUE FRANÇAISE INTERCONTINENTALE

£ 62.000.000 GARANTI PAR E.C.G.D. ET FINANCÉ PAR **MIDLAND BANK PLC**

BANQUE PARIBAS   BANQUE NATIONALE DE PARIS PLC   BARCLAYS BANK PLC   LLOYDS BANK PLC

DM 196.000.000 GARANTI PAR HERMES ET FINANCÉ PAR **BAYERISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE**

HESSISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE   BADISCHE KOMMUNALE LANDESBANK GIROZENTRALE   LANDESBANK RHEINLAND-PFALZ GIROZENTRALE   NORDDEUTSCHE LANDESBANK GIROZENTRALE   HAMBURGISCHE LANDESBANK GIROZENTRALE   LANDESBANK SAAR GIROZENTRALE

US $ 62.000.000 GARANTI PAR SACE SUBVENTIONNÉ PAR MEDIOCREDITO CENTRALE ET FINANCÉ PAR **BANQUE NATIONALE DE PARIS**

CITIBANK S.A.   MIDLAND BANK PLC   BANQUE DU BENELUX S.A.   LAVORO BANK OVERSEAS N.V. (GROUPE B.N.L.)   MIDLAND BANK FRANCE S.A.   BANQUE PARIBAS   CRÉDIT LYONNAIS   BIAO-AFRIBANK   CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE   L'EUROPÉENNE DE BANQUE   MIDLAND BANK TRUST CORPORATION (CAIMAN) LTD   SOCIÉTÉ GÉNÉRALE   BANCA COMMERCIALE ITALIANA OF CANADA   UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - UBAF   BANCA NAZIONALE DEL LAVORO - SUCCURSALE DE ROME (AGENT PAYEUR ITALIEN)

FB 1.130.000.000 GARANTI PAR DUCROIRE ET FINANCÉ PAR **BANQUE DU BENELUX**

BANQUE NATIONALE DE PARIS - BRUXELLES

NLG 62.000.000 GARANTI PAR N.C.M. ET FINANCÉ PAR **AMSTERDAM-ROTTERDAM BANK N.V.**

COORDINATEUR

BANQUE NATIONALE DE PARIS

CONSEILLERS FINANCIERS DE L'EMPRUNTEUR

KUHN LOEB LEHMAN BROTHERS INTERNATIONAL, INC.   MAISON LAZARD ET COMPAGNIE   S.G. WARBURG & CO. LTD

PUBLICITÉ

3 Jours Avec... RANK XEROX

Du premier copieur au bureau électronique

Près d'un demi-siècle sépare la découverte d'un physicien américain du nom de Chester Carlson, la xérographie, de l'avènement d'une nouvelle science, la bureautique. Une découverte qui fut d'ailleurs refusée par une vingtaine de sociétés, dont d'importantes.

Et cependant la première copie à sec d'un document (xérographie, du grec *xéros* sec et *graphein* écrire) a, en son temps, révolutionné le monde du bureau. Aujourd'hui, le copieur, dans toute entreprise, est devenu un équipement indispensable, voire, pour l'instant, irremplaçable ; en cinquante ans, la découverte de Chester Carlson a fait son chemin. Tant et si bien que, actuellement, le marché du copieur est l'enjeu d'une concurrence mondiale acharnée. Quelque trente marques du copieurs sur papier ordinaire s'affrontent sur le seul marché européen.

Mais aujourd'hui on ne parle plus avec étonnement de la première image xérographique, on travaille déjà dans les premiers bureaux électroniques.

Un groupe de renommée mondiale s'inscrit parfaitement dans cette évolution puisque, parti de la fameuse découverte de Chester Carlson, il est devenu l'un des géants de la reprographie. Et il veut devenir aujourd'hui l'un des croisés de la bureautique, cette science encore jeune mais qui, par les perspectives qu'elle nous ouvre, est déjà au cœur du futur. Ce groupe, au cours des dernières années, a diversifié ses activités au point de proposer aujourd'hui différents produits : machines à écrire électroniques, machines de traitement de texte, micro-ordinateurs, réseaux locaux de transmission. Et ces divers éléments s'intègrent parfaitement dans le bureau électronique.

Un groupe de quelque cent vingt mille personnes, présent dans cent treize pays, réalisant un volume d'activité de l'ordre de 50 milliards de francs. Un groupe leader mondial dans son secteur d'activités. Chaque jour, plus de cinq cents millions de copies sont tirées sur ses machines. Son nom ? Xerox.

Un groupe qui dispose en Europe d'une antenne dont l'identité est très forte. Constitué en 1956 par le rapprochement du britannique The Rank Organisation et de l'américain Xerox Corporation, le groupe européen Rank Xerox est devenu aujourd'hui le premier producteur de copieurs sur le territoire de la C.E.E.

La statégie de l'entreprise a en effet consisté, dès l'origine, à établir en Europe une structure industrielle et commerciale à l'échelle du continent.

Recherche permanente de technologies de pointe

Dans les centres de recherche des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, du Canada et du Japon, l'avenir se pense et s'invente tous les jours. Cinq mille cinq cents chercheurs, soit près de 5 % des effectifs, perfectionnent en permanence les technologies acquises. Et le groupe y consacre 6 % de son chiffre d'affaires. Les retombées de ces efforts se traduisent, quotidiennement, par l'amélioration de la qualité des équipements, l'accroissement de leurs performances et la réduction du coût des matériels. A elles seules, les dépenses consacrées au développement des nouveaux produits se sont élevées en 1982 à 4 milliards de francs, soit plus de 10 millions de francs par jour !

Il faut savoir que pour faire partie de notre vie quotidienne, les équipement actuels n'en font pas moins appel aux techniques les plus avancées : production des images par laser, microprocesseurs de contrôle et de diagnostic, reproduction des couleurs, très hautes vitesses de fonctionnement, utilisation de fibres optiques, mémorisation des informations sur disques souples à forte capacité de stockage et à grande vitesse d'accès...

Et l'amélioration technologique doit être poursuivie en permanence, par exemple en physique, en chimie, en optique et en électronique.

Recherches de technologies de pointe, programmes de formation, investissements financiers pour l'aide à l'innovation, diversification des productions sont des données qui caractérisent profondément le groupe Rank Xerox. Il en est une autre, fondamentale, qui n'est pas toujours visible pour le simple observateur extérieur mais qui lui est cependant bien particulière : la politique de responsabilités sociales, au sein de l'entreprise, qui régit les rapports humains : encouragement systématique de la communication, préservation des structures collectives et individuelles de dialogue, primauté de la promotion interne...

A l'extérieur Rank Xerox prolonge aussi cette politique de responsabilités sociales par des actions qui favorisent, en priorité, le développement de son environnement humain, social, culturel et naturel. L'institution, assez rare en France, de congés spéciaux intégralement rémunérés pour ceux de ses collaborateurs désireux d'exercer une activité sociale (jusqu'à six mois) ou des responsabilités civiles (jusqu'à deux mois) en est un exemple.



C'est en France, dans son usine de Neuville-en-Ferrain, près de Lille, que Rank Xerox produit sa gamme de machines à écrire électroniques Xerox 600 pour l'ensemble du marché européen.

Toute la bureautique

Avec un effectif de cinq mille trois cents personnes, c'est un ensemble qui se classe dans le peloton des cent premières entreprises françaises et qui figure au premier rang de son secteur d'activité. Grâce à un réseau de quelque cent agences, Rank Xerox commercialise et assure la maintenance d'une gamme d'équipements particulièrement complète, à tous les stades du traitement de l'information : création de documents, transmission, reproduction, diffusion ainsi que distribution de tous les supports correspondants pour la reprographie et l'offset.

Des systèmes de traitement de texte aux minicopieurs et aux équipements de duplication à hautes performances, du micro-ordinateur aux réseaux locaux de transmission, Rank Xerox est à même de proposer aujourd'hui les équipements qui composent le bureau électronique.

En copie et en duplication, Rank Xerox fabrique actuellement une gamme inégalée de produits, dont les plus récents sont la Xerox 2 370, la Xerox 9 500 photo, la Xerox 7 080 et la Xerox 8 300 véritable copieur-duplicateur ouvrant déjà la voie du futur avec son écran vidéo incorporé au pupitre de commande.

Le plus récent de ces modèles a été présenté pour la première fois au Sicob 82. La Xerox 1045, copieur entièrement conçu, développé et fabriqué en Europe, est le premier copieur modulaire autorisant des modifications de sa configuration chez le client. Sur le modèle de base, on peut en effet ajouter un recycleur automatique de documents, un chargeur semi-automatique de documents, une trieuse et une agrafeuse.

Une nouvelle conception de l'organisation dans le travail

Dans le domaine de la création de documents, Rank Xerox propose une gamme complète de machines à écrire électroniques et de machines de traitement de texte. L'écriture électronique est à même de transformer non seulement l'exécution des tâches effectuées par le personnel de secrétariat et de dactylographie mais aussi la conception de l'organisation du bureau. Car chaque poste de travail peut, grâce aux dispositifs de connexion prévus sur les modèles de haut de gamme, être relié à un réseau de communication local. La gamme de machines à écrire Xerox 600 répond tout à fait à cette définition.

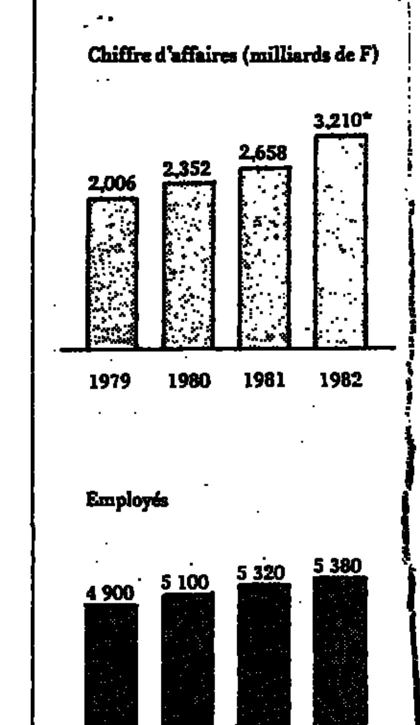
En traitement de texte, un équipement tel que la Xerox 860 figure parmi les plus performants du marché. Rank Xerox dispose d'une gamme de dix machines et systèmes à mémoire qui, pour mieux répondre aux besoins de la clientèle, stockent leurs informations sur trois supports magnétiques différents : cartes, cassettes, disquettes.

L'intérêt principal de cette gamme réside dans la parfaite compatibilité des pièces qui la composent. En effet, les machines peuvent se connecter entre elles, ou même à l'ordinateur par l'intermédiaire d'une simple ligne téléphonique. Rank Xerox est également présent sur le marché de la micro-informatique, avec la gamme Xerox 820. Ce micro-ordinateur permet un très grand nombre d'applications dans le domaine de la gestion administrative, commerciale et financière.

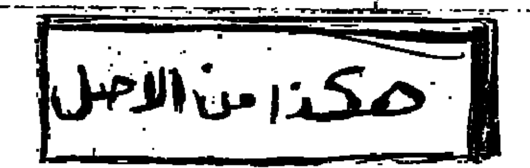
Reprographie, *création* de documents, *micro-informatique*, le panorama des productions de Rank Xerox est dressé. Quels seront les prochains produits ? L'impression électronique à laser sera notamment un nouveau et important champ d'action pour Rank Xerox. Il existe déjà actuellement la Xerox 9700, qui peut imprimer jusqu'à 18 000 lignes par minute. C'est un équipement combinant l'utilisation de la mini-informatique, du laser et de la technologie xérographique et qui produit tout document avec une qualité remarquable. Bientôt, des machines plus petites que la Xerox 9700 seront disponibles.

Rank Xerox en France

En France, Rank Xerox comprend quatre sociétés : Rank Xérox S.A., qui commercialise les produits Rank Xerox et en assure l'après-vente ; la Société Industrielle Rank Xerox (S.I.R.X.), qui produit notamment les machines à écrire électroniques Xerox 600 ; l'Office de transformation papetière (O.T.P.), qui commercialise en l'état ou après transformation du papier et différents supports pour la reprographie et l'impression offset ; enfin, Xerox Distribution, qui commercialise par l'intermédiaire de distributeurs une gamme complète de produits de bureautique, Xerox et non Xerox.



* Chiffre non définitif



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 6-1-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	330 604
dont :	
Or	247 039
Disponibilités à vue à l'étranger	12 960
ECU	57 506
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 109
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 802
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	242 107
dont :	
Effets escomptés	86 225
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	66 151
5) DIVERS	6 126
Total	650 791

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	179 105
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 074
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	48 183
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	55 241
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21 058
5) ECU A LIVRER AU FECOM	53 582
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	288 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 268
8) DIVERS	-12 368
Total	650 791

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	7 janvier	14 janvier
Valeurs franç. à revenu variable	842,7	856,5
Valeurs étrangères	2514,4	2504,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	121,6	123,6
Valeurs étrangères	340,2	338,9
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	105	106,7
Pétroles-Energie	83,5	90,1
Métallurgie	83,8	84,9
Chimie	96,5	97,1
Bâtim., mat. constr., trav. publics	101,8	102,4
Constructions mécaniques	95,6	94,8
Matériel électrique	119	120,5
Automobile et accessoires	94,4	97,7
Industr. de consom. non alim.	118,2	119,3
Agro-alimentaire	121	121,5
Distribution	91,4	90,7
Transports	113,9	113
Services	113,7	115,8
Assurances	101,7	100,6
Banques	129,8	131,8
Immobilier et foncier	112,2	113
Investissement et portefeuille	106,4	107,9
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	99,5	101
Emprunts d'Etat (*)	100,4	100,1
Emprunts garantis et assimilés (*)	99,5	100,1
Sociétés (*)	99	98,7
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	88,7	89,2
Sociétés (*)	95,4	95,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	101,3	102,8
Produits de base	83,3	88,8
Construction	99,1	99,9
Biens d'équipement	101,9	101,5
Biens de consom. durables	105,4	107,4
Biens de consom. non durables	108,2	109,3
Biens de consom. alimentaires	118,6	118,9
Services	97,2	97,8
Sociétés financières	116,6	117,2
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	91,3	91,1
Valeurs industrielles	99,3	101,4
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	102,9	103,5

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

B.N.P. – Le groupe de la Banque nationale de Paris vient de céder à la Banque commerciale de Grèce (B.C.G.) la participation de 38,71 % qu'il détenait dans la Banque d'Attique, conformément au désir manifesté par la B.C.G. de donner à cette banque une vocation plus spécifiquement axée sur le marché local. Cette opération met donc un terme à la coopération établie depuis 1972 entre les deux établissements.

MORGAN GUARANTY TRUST. – Première grande société holding du secteur bancaire aux Etats-Unis à publier son bilan pour l'année 1982, la J.P. Morgan and Co Inc, qui coiffe Morgan Guaranty Trust, annonce à cette occasion une progression de son bénéfice net, mais aussi de ses créances *« non performantes »*, ainsi que des pertes dues à des non-remboursements. Son bénéfice net d'exploitation a atteint 394,2 millions de dollars l'année dernière, en hausse de 11,3 % sur 1981, mais les pertes dues aux non-remboursements de crédits sont passées de 9,9 à 69,2 millions de dollars dans le même temps.

U.F.B.-LOCABAIL. – L'Union française de banques et sa filiale Locabail, toutes deux appartenant au groupe de la Compagnie bancaire et spécialisées dans le financement des biens d'équipement destinés aux P.M.E., ont réalisé un total de 7 milliards d'opérations nouvelles en 1982, soit une progression de 21 % sur l'année précédente. Ces établissements précisent que la campagne menée auprès de leur clientèle, pour lui permettre de bénéficier de la déduction fiscale de 15 % applicable aux investissements réalisés en 1982 (dorénavant remplacé par un autre système d'aide à l'investissement), lui a permis d'enregistrer un accroissement de 36 % des financements assurés au quatrième trimestre 1982 par rapport à l'année précédente et de 50 % pour le seul mois de décembre dernier.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	13 janv.
Valeurs françaises	103,3
Valeurs étrangères	107,2

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	13 janv.	14 janv.
Indice général	102,1	102,8

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 janvier .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	14 janv.	17 janv.
1 dollar (en yens)	229,60	230,70

BOURSE DE PARIS — Comptant — 14 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	....	0 871
5 %	....	4 767
3 % amort. 45-54	....	1 373
4 1/4 % 1963	101 10	1 379
Emp. N. Eq. 6 % 67	112 10	3 748
Emp. 7 % 1973	9700	..
Emp. 8,80 % 77	104 10	5 714
9,80 % 78/93	84 30	5 021
8,80 % 78/86	85 50	0 820
10,80 % 79/94	86 60	3 935
13,25 % 80/90	96	8 204
13,80 % 80/87	98 01	3 441
13,80 % 81/99	98	13 800
16,75 % 81/87	106 05	5 828
16,20 % 82/90	105 55	0 089
16 % juin 82	104 60	9 644
E.D.F. 7,8 % 61	....	15 075
E.D.F. 14,5 % 80-92	97 50	8 259
Ch. France 3 %	172	--
CNB Bques janv. 82	99 10	0 596
CNB Paribas	99 10	0 596
CNB Suez	99 10	0 596
CNI janv. 82	99 10	0 596

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actibail (obl. conv.)	180 20	....
Aciers Peugeot	58	....
Actibail	162	164
A.G.F. (St Cent.)	350	353
A.G.P. Vie	3120	3130
Agr. Inc. Madag.	61	59
Air-Industrie	17	....
Alfred Herlicq	59	59
Allobroge	441	441
André Roudière	57	57
Applic. Hydraul.	230 10	238
Arbel	51 90	51 90
Artois	275	275 20
At. Ch. Loire	28 10	28 90
Ausedat-Rey	14 50	14
Bain C. Monaco	78	78 10
Banania	381	381
Banque Hypoth. Eur.	295	296
B.N.P. Intercontin.	82	81 90
Bénédictine	960	940
Bon-Marché	75 80	76 80
Borie	345 20	360 d
Bras. Glac. Int.	432	435
Cambodge	131	....
C.A.M.E.	97	97
Campenon Bern.	168	175
Caout. Padang	146	155
Carbone-Lorraine	46	46
Carnaud S.A.	68	69 50
Caves Roquefort	550	571
C.E.G.Frig.	107 60	106
Centen. Blanzy	728	735
Centrest (Ny)	108 50	108 90
Cerabati	91 10	90 10
C.F.F. Ferrailles	110 40	109
C.F.S.	655	640
C.G.I.B.	....	....
C.G.Maritime	10	....
C.G.V.	81 10	81 50
Chambon (M.)	323	324
Chambourcy (M.)	1305	....
Champex (Ny)	120	119 90
Chim. Gde Paroisse	51 70	52 10
C.I. Maritime	258	258
Ciments Vicat	207	209
Citram (B)	135	134
Clause	295 10	300
Cl. MA (Fr.-Bail)	321	317
CMM-Mar Madag.	20 75	....
Cochery	58 10	58
Cofradel (Ly)	435	425
Cogifi	160 60	162
Comindus	300	300
Comiphos	146 10	142 20
Comp. Lyon-Alem.	180	181
Concorde (La)	271	280 20
C.M.P.	5 10	5 75 d
Conte S.A. (Li)	21 25	21 o
Crédit (C.F.B.)	254	264
Créd. Gén. Ind.	263	263
Crédit Univers.	354 70	360
Créditel	102 20	103
C. Sabl. Seine	114	....
Darblay S.A.	84 50	....
De Dietrich	315	315

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Degremont	97 50	99 80
Delalande S.A.	95 10	95 10
Delmas-Vieljeux	490	490
Dév. Rég. P.d.C (Li)	118	118
Didot-Bottin	275	280
Dist. Indochine	310	....
Drag. Trav. Pub.	195	195
Duc-Lamothe	200	200
Dunlop	5 30	....
Eaux Bass. Vichy	900	930
Eaux Vittel	590	590
Ecco	1420	1420
Economats Centre	502	510
Electro-Banque	195	195
Electro-Financ.	330	343 d
Elf-Antargaz	160	164 50
E.L.M. Leblanc	400	407 40
Entrepôts Paris	158	165
Epargne (B)	1204	1203
Epargne de France	220	228 80
Epeda-BF	750	750
Escaut-Meuse	249 50	260
Eurocom	317	330
Europ. Accumul.	36	38
Eternit	218	225
Félix Potin	980	940
Ferm. Vichy (Ly)	103	112 20 d
Files-Fourmies	3	3 05
Finalens	78	75
FIPP	118	98 50 o
Fnac	249	249
Focep (Chât. eau)	1550	1560
Foncière (Cie)	138 50	139
Fonc. Agache-W.	91 50	94 30
Fonc. Lyonnaise	1200	1200
Foncina	107	110
Forges Gueugnon	13	13 40
Forges Strasbourg	125	125
Fougerolle	135	133
France I.A.R.D.	108	109
France (La)	420	425
Frankel	119 40	124 20 d
Fromageries Bel	285	291
From. P.-Renard	187 50	201 d
GAN	646	652
Gaumont	427	440
Gaz et Eaux	740	720
Genvrain	152 50	....
Gér. Arm. Hold.	40	40 50
Gerland (Ly)	553	565
Gévelot	42	....
Gr. Fin. Constr.	138 50	138 50
Gds Moul. Corbeil	102 10	98
Gds Moul. Paris	240	240
Groupe Victoire	356	361
G. Transp. Ind.	103	103 70
Huard-U.C.F.	45 50	43 80
Hutchinson	14 20	15 50 d
Hydro-Energie	70 50	....
Hydroc. St-Denis	65	65
Immindo S.A.	136	136
Imminvest	98 20	98 30
Immobail	205 50	210
Immobanque	375	385
Immob. Marseille	1189	1190
Immofice	259 20	260 20
Imp. G.-Lang	3 10	3 25 d
Industrielle Cie	550	545
Interbail	254 60	260
Jaeger	85	81 60
Jaz S.A.	53 70	51 50 o
Kinta S.A.	530	530
Lafitte-Bail	204	204
Lambert Frères	38	39
Lampes	99 80	89 10
La Brosse-Dupont	71 20	....
Lebon Cie	330	340
Lille-Bonnières	251	258 60
Locabail Immob.	350	355 10
Loca-Expansion	140	138
Locafinancière	170	171
Locatel	315 20	315 20
Lordex (Ny)	120	109 o
Louvre	224 10	228
Luchaire S.A.	89 50	89 90
Magasins Unipix	65	64 90
Magnant S.A.	47	....
Maritimes Part.	89 50	89 20
Marocaine Cie	24	24
Marseille Créd.	....	....
Métal Déployé	316 70	316
Mic	220 80	....
Mors	192	191 20
Nadella S.A.	....	....
Navel Worms	111	115 40

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navig. (Nat. de)	46 50	....
Nicolas	333 50	342
Nodet-Gougis	71 70	74 50
OPB Paribas	96	97
Opterg	75 50	75 10
Origny-Desvroise	124 10	120 10
Palais Nouveauté	290	292
Paris-Orléans	95	94 90
Part. Fin. Gest. Im.	177	170 10
Pathé-Cinéma	145	145
Pathé-Marconi	51	54
Piles Wonder	62 40	64 90
Piper-Heidsieck	247 10	255
Porcher	149 80	148 80
Profils Tubes Est	7	6 80
Prouvost ex-Lain.R.	40 60	42
Providence S.A.	280	283
Publicis	550	550
Raff. Souf. R.	162 20	165 10
Ressorts Indust.	98	99
Ricqlès-Zan	127	127
Ripolin	47	45 20 o
Risle (La)	10 70	....
Rochefortaise S.A.	58	60
Rochette-Cenpa	17 60	17 50
Rosario (Fin.)	86 10	87 60
Rougier et Fils	55 70	53 50
Roussalot S.A.	305 50	301
Sacer	35 10	35 10
SAFAA	21 70	25 95
Safic-Alcan	163	163
SAFT	139	139
Sainrapt et Brice	139 90	140
Saint-Raphaël	82 15	84
Salins du Midi	230 40	231 10
Santa-Fé	148 50	148
Satam	53 90	53 90
Savoisienne (M)	78	77
SCAC	188	188
Sellier-Leblanc	185 80	....
Senelle Maubeuge	131 10	134 90
S.E.P. (M)	81	81
Serv. Equip. Véh.	27 10	27 50
Sicli	56 20	56 50
Sicotel	168	167
Sintra-Alcatel	492	492
Sinvim	112 20	114
Siph (Plant. Hévéas)	137 30	142 80 d
Simnco	335 50	339
SMAC Acieroïd	150 30	150 30
Sofal financière	320	322
Soffo	160	150
Soficomi	295	299 80
S.O.F.I.P. (M)	90 20	90 20
Sofragi	591	591
Sogepal	255	....
Soudure Autog.	105	103
S.P.E.G.	96 50	96
Speichim	173 60	175
S.P.I.	151 60	150 10
Spie Batignolles	158	164 80
Stemi	237 50	236 50
Synthelabo	125	124
Taittinger	390	381
Testut-Aequitas	53 60	53 60
Thann et Mulh.	48	46 20
Tissmétal	28	29
Tour Eiffel	273 50	284 50
Trailor S.A.	97	....
Ufiner S.M.D.	90	91
Ugimo	139	139
Unibail	347	338
Unidel	78	76 20
U.A.P.	557	565
Union Brasseries	33 10	34
Union Habit.	187 30	181
Un. Imm. France	178	178
Un. Ind. Crédit	277 60	281
Union Ind. Ouest	314 50	314 80
Unipol	....	....
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	46 20	44 35
Waterman S.A.	175	170
Brass. du Maroc	134 50	134 50
Brass. Ouest-Afr.	25 30	25 60

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	105	110
Akzo	124	128
Alcan Alum.	275	275
Algemeine Bank	980	989
Am. Petrofina	485	470
Arbed	180	....
Asturienne Mines	54	....
Bco Pop Espanol	75	75

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
B. N. Mexique	7 25	....
B. Régl. Internat.	39000	39000
Barlow Rand	80	80
Bell Canada	162 10	151
Blyvoor	156	149
Bowater	22 90	22 60
British Petroleum	40 10	40
Br. Lambert	242	....
Caland Holdings	83	80 10
Canadian-Pacific	252	250
Cockerill-Ougre	14 70	14 20
Cominco	363	363
Commerzbank	494	480
Courtaulds	9 10	....
Dart. and Kraft	600	600
De Beers (port.)	58 90	....
Dow Chemical	258	247
Dresdner Bank	531	550
Femmes d'Auj.	58 10	....
Finoutremer	189	....
Finsider	0 40	....
Fosseco	23	....
Gén. Belgique	212	210
Gevaert	309	298
Glaxo	198	200
Goodyear	300	....
Grace and Co	354	355
Grand Metropolitan	47 70	42
Gulf Oil Canada	114 80	110
Hartebeest	840	850
Honeywell Inc.	752	....
Hoogovens	58	56
I. C. Industries	312	305
Int. Min. Chem	295	295
Johannesburg	850	800
Kubota	11 90	11 90
Latonia	225 20	....
Mannesmann	539 50	....
Marks-Spencer	29 50	....
Midland Bank Ltd	42 90	43
Mineral-Ressourc.	105	100 50
Nat. Nederlanden	429	425
Noranda	160	151
Olivetti	10 45	10 05
Pakhoed Holding	138	135 50
Petrofina Canada	950	....
Pfizer Inc.	617	616
Phoenix Assuranc.	38 30	....
Pirelli	6 75	6 80
Procter Gamble	990	940
Ricoh Cy Ltd	27 50	27
Rolinco	791	779
Robeco	844	830
Shell fr. (port.)	57	....
S.K.F. Aktiebolag	132 50	135
Sperry Rand	286	280
Steel Cy of Can.	150	....
Stilfontein	180	171
Sud. Allumettes	176	....
Tenneco	300	....
Thorn EMI	61	....
Thyssen c. 1 000	210	....
Toray indust. inc	13 90	13 50
Vieille Montagne	532	530
Wagons-Lits	271	262
West Rand	50 10	48 20

HORS-COTE

Compartiment spécial

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	720	720
Entrepose	145	....
Far East Hotels	1 50	1 48
Merlin Immobilier	1515	1515
Métallurg. Minière	148	145
M.M.B	243 50	240 50
Novotel S.I.E.H.	830	833
Sarakreek N.V.	268 80	259
Sicomer	162	165
Softbus	203	....
Rodamco	412	404 50

Autres valeurs hors cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alsar	181 50	....
Cellulose du Pin	16	....
Coparex	376	375
F.B.M. (Li)	70	3 50 o
Iéna Industries	13	....
La Mure	61	....
Océanic	46	36 o
Petrofigaz	360	351
Pronuptia	120	....
Ratier For. G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	604	593
Sabl. Morillon Corv.	120	....
S.K.F.(Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	95 60	96
Total C.F.N.	89 30	....
Ufinex	205	....
Voyer S.A.	1 35	....

SICAV

14/1	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	188 20	180 57
Actions-Investiss.	211 84	202 23
Actions sélectives	242 94	231 92
Audificandi	287 91	274 85
A.G.F. 5000	205 16	195 85
Agfimo	298 59	285
Altefi	212 42	202 79
A.L.T.O.	187 61	179 10
Amérique Gestion	420 84	401 76
Bourse-Investiss.	226 02	215 77
Capital Plus	1082 36	1082 36
C.I.P.	701 85	670 02
Convertimmo	233 29	222 71
Cortexa	778 69	743 38
Credinter	315 37	301 07
Croiss. Immobil.	273 14	260 75 ◆
Démétar	55524 43	55358 35
Drouot-France	210 34	200 80
Drouot-Investiss.	526 10	502 24
Energie	210 54	200 99
Epacourt Sicav	5373 55	5346 82
Epargne Associations	20648 18	20607 96
Epargne-Croiss.	1053 74	1005 96
Epargne-Industr.	365 82	349 33
Epargne-Inter	535 95	511 65
Epargne-Oblig.	166 08	158 55
Epargne-Unie	678 07	647 32
Epargne-Valeur	289 40	276 28
Euro-Croissance	314 73	300 46
Financière Privée	702 17	670 33
Foncier Investiss.	520 57	486 96
France-Garantie	268 77	263 50
France-Investiss.	317 06	302 68
Fr.-Obl. (nouv.)	377 48	360 36
Francic	193 89	185 10
Fructidor	200 33	191 25
Fructifrance	349 83	334 06
Gestion Mobilière	458 98	438 17
Gest. Rendement	463 57	442 55
Gest. Sél. France	297 53	284 04
Haussmann Oblig.	1081 98	1032 92
I.M.S.I.	295 68	282 27
Indo-Suez Valeurs	504 76	481 87
Ind. française	10899 64	10899 64
Interoblig.	8816 81	8417
Interselect France	215 54	205 77
Intervaleurs Indust.	314 85	300 57 ◆
Invest. Obligataire	10720 40	10699
Invest. St-Honoré	536 06	511 75 ◆
Laffitte-cri-terme	102756 38	102755 38
Laffitte-Expansion	530 09	506 05
Laffitte-France	151 70	144 81
Laffitte-Oblig.	136 90	130 69
Laffitte-Rend.	191 05	182 39
Laffitte-Tokyo	633 47	604 74
Livret portefeuille	384 12	366 70
Mondial Investiss.	261 16	249 32
Multi-Obligations	389 04	371 40
Natio.-Epargne	11760 69	11644 25
Natio.-Inter.	781 50	746 06
Natio.-Placements	107179 15	107179 15
Natio.-Valeurs	423 72	404 51
Oblisem	137 81	131 56
Pacifique St-Honoré	322 18	307 57 ◆
Paribas Epargne	10261 34	10220 45
Paribas Gestion	431 52	411 95
Pierre Investiss.	345 10	329 45
Province Investiss.	233 28	222 70
Rendem. St-Honoré	10951 51	10897 02 ◆
Sécur. Mobilière	348 03	332 25
Sél. court terme	11687 13	11600 13
Sélec. Mobil. Div.	258 08	246 38
S.P.I. Privinter	188 80	180 24
Sélection-Rendem.	161 01	153 71
Sélect. Val. Franç.	163 81	156 38
S.F.I. fr. et étr.	355 57	339 45
Sicavimmo	390 92	373 19
Sicav 5000	166 94	159 37
S.I. Est	731 92	698 73
Silvafrance	260 12	248 32
Silvam	250 10	238 76
Silvarente	181 47	173 24
Silvinter	272 53	260 17
S.I.G.	614 92	586 36
S.N.I.	920 73	878 98
Sofinvest	361 61	345 21
Sogepargne	287 91	274 85
Sogevar	671 65	641 19
Sogeinter	848 46	809 99
Soleil Investiss.	388 43	370 82
U.A.P. Investiss.	267 62	255 48
Unifrance	205 41	196 10
Unifoncier	536 45	512 12
Unigestion	481 70	459 86
Uni-Japon	758 33	723 94
Unirenta	1608 88	1555 98
Univer	11787 29	11787 29
Valorem	316 43	302 08
Valrel	115443 58	115329 25
Worms Investiss.	557 71	532 42

◆ : prix précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1850	4,5 % 1973	2140	2102	2089	2085
2808	C.N.E. 3 %	3052	3050	3050	3035
409	Agence Havas	407	410	410	402
420	Air Liquide	423	424 50	420	420
315	Als. Superm.	311 10	311 10	311 10	313
54	A.L.S.P.I.	58	56 90	56 90	58
138	Alsthom-Atl.	145	141	141	140 10
860	Amrep	880	880	880	862
162	Applic. gaz	156 80	155 20	156 20	152 20
127	Arjom. Prioux	149	146	148	142
880	Aux. Entrepr.	880	873	874	857
390	Av. Dass.-Br.	427	403	403	402 50
194	Bail-Equipem.	198	190	191	190
370	Bail-Investiss.	381	380 20	380	375
280	Cie Bancaire	284	285 20	284 50	280 10
108	Bazar H.-V.	106 10	107	107	106
138	B.C.T. Midi	132 50	132 50	133 50	130
220	Béghin-Say	243	245	247	243
405	Bic	408	411	411	402 80
178	B.I.S.	208	205	204	201
440	[illegible]	480	490	485	483
1040	Bongrain S.A.	1127	1125	1125	1120
770	Bouygues	764	759	755	750
1480	B.S.N.-G.D.	1459	1452	1453	1423
1410	— (obl.)	1424	1430	1430	1430
1280	Carrefour	1308	1328	1310	1301
275	— (obl.)	277	280 90	280 90	276
1030	Casino	1020	1025	1020	1005
580	Cédis	605	610	610	603
27	CEM	28 40	28 30	26 70	26 30
240	Cetelem	245	250	250	246
465	C.F.A.O.	456	452	452 50	460
51	C.F.D.E.	63 50	63 50	63 50	62 30
154	Charg. Réunis	156 20	157	157	154
11 80	Chiers-Châtil.	13 80	13 95	14	13 70
143	Ciments franç.	154 50	157	158	157
820	C.I.T. Alcatel	855	840	833	840
515	Club Méditer.	517	523	520	515
104	Codetel	102	102	102	102
138	Cofimeg	130	128 10	128 70	128
183	Colas	190	186	186	182 70
115	Compt. Entrepr.	110	114 20	113	112
275	Compt. Mod.	290	290	290	289
410	Créd. Foncier	409	405	405	400
210	Crédit F. Imm.	208	206	206 50	208 90
315	Crédit Nat.	312	312	310	312
58	Creusot-Loire	60 50	58 90	56 30	58
160	Crouzet	155	155	154	152
250	C.S. Saupiquet	249	250	250	250
810	Dassault-Electr.	786	798	790	788
780	Darty	775	775	775	770
545	Docks France	595	596	595	586
30	D.M.C.	28 50	28 40	28 40	28 50
1050	Dumez	1080	1070	1070	1070
340	Eaux (Gén.)	355	357 90	356	357 80
101	Elf-Aquitaine	121 50	128	127	125 80
104	— (certif.)	118	124	126	121 80
725	Essilor	680	683	683	683
180	Esso S.A.F.	182	193	183	189 50
225	Eurafrance	372	376	376	378
[illegible]	Europe n° 1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
565	Facom	570	566	567	565
780	Fichet-Bauche	720	710	710	696
158	Finextel	152 30	152 20	152 50	152 20
141	Fives-Lille	142 50	144	144	141 20
16	Fonderie (Gén.)	19	19	19	19
98	Fraissinet	86 80	86 10	86 10	86
300	Francarep	345	344 90	344 90	338 10
138	Gal. Lafayette	139	137	137	139 70
280	Gén. d'Entrep.	288	286	286	283
840	Gén. Géophys.	999	989	1002	979
380	G.T. Mar.	380	365	369	360
335	Guyenne-Gasc.	320	320	320	320
680	Hachette	748	735	736	730
345	Hénin (La)	343 80	343 50	343	337
46	Imétal	53 80	53 80	53 95	52 70
198	Imm. Plaine-M.	195 50	194	194	194
195	Ind. et Particip.	245	248 10	248 80	247
685	Inst. Mérieux	675	685	687	672
870	Intertechnique	935	911	911	895
144	J. Borel Int.	136	135	135	132 30
169	J. Lefebvre	158 20	156	156	159
122	Jeumont Ind.	131	131	131	130
285	Lab. Bellon	272	272	272	267
235	Lafarge-Coppée	283 70	280 80	280	280 80
305	— (obl.)	290	290 50	290 50	290 50
1480	Legrand	1555	1578	1575	1560
800	Lesieur	815	823	823	823
210	Locafrance	202	205	205	201
505	Locindus	470	479	479	471
410	Lyonn. Eaux	416	405 50	406	407 50
42	Machines Bull	42 80	42 85	42 85	42 75
350	Maison Phénix	380	372	370 20	367
715	Majorette (Ly)	675	680	680	660
230	Manurhin	228	231 20	238	230 10
47	Mar. Wendel	57 60	57 50	57	56 40
700	Martell	695	691	690	688
700	— (obl.)	710	720	720	720
565	Merlin-Gerin	555	578	578	566
1140	Matra	1280	1260	1255	1240
5	Mét. Nav. D.-N.	10	10	10	10
640	Michelin	742	730	730	730
570	— (obl.)	590	590	590	590
660	Midi (Cie)	652	630	635	611
98	Mines Kali (Sté)	91 50	91 50	91 50	92 60
45	M.M. Penarroya	51	51	51 20	50
800	Moët-Hennessy	815	808	801	812
970	— (obl.)	997	995	995	995
340	Mot. Leroy-S.	412	400	405	394
66	Moulinex	67 70	67 50	67	66 20
340	Mumm	322	320	323 50	317
125	Navig. Mixtes	130 50	130 50	130 50	127 90
11 70	Nobel-Bozel	13 50	13 50	13 50	13 30
47	Nord-Est	46	46	46	46
245	Nordon (Ny)	230	230	230	225 10
70	Nouvelles Gal.	71 80	71 80	71 80	70 40
395	Occident. (Gén.)	393 50	389 90	389 90	382 10
154	Olida-Caby	165	165	165	164
660	Omn. F. Paris	751	755	755	750
123	Opfi-Paribas	112 40	112 40	112 40	112 10
980	Oréal (L')	1008	1000	1000	991
54	Papet. Gascogne	55 10	53 10	53 10	52
[illegible]	Paris-France	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
360	Paris-Réescomp	373	375	373	370
95	Pechelbronn	92	93	92 90	93
325	Penhoët	330	331 90	330	325
365	Pernod-Ricard	366	366	365 10	362
119	Pétroles (Fse)	142 50	143 50	143 50	143 50
176	— (obl.)	171	172 50	172 50	175
28	— (certific.)	33	33 90	33 80	33 70
38	Pétroles B.P.	42 90	42	41 50	41 20
112	Peugeot S.A.	132	134 50	134	131 60
330	— (obl.)	319	319	319	312 10
98	P.L.M.	94	94	94	92 10
84	Poclain	102	99 50	99 50	100
280	Poliet	277 50	287	285	285
94	Pompey	94 90	94 90	94 90	93 10
205	P.M. Labinal	223	223 50	223 50	220
715	Presses Cité	751	743	743	743
610	Prétabail Sic.	615	631	631	625
240	Primagaz	228	232	231	227 60
111	Printemps	115	115	115	113 10
1030	Promodès	1050	1069	1065	1050
335	Radiotechn.	344	336	337	336
74	Raffin. (Fse)	93 90	92	92 50	90 20
880	Redoute (La)	906	905	905	895
515	Révillon	538	549	549	540
245	Roussel-Uclaf	232	239	239	239
895	Rue Impériale	862	880	880	880
13	Sacilor	13 50	14 20	14 20	14 60
138	Sade	130	128	128	128
1040	Sagem	978	970	965	965
162	St-Louis B.	160	161	161	157 70
230	Sanofi	239 50	238 50	239	238 50
320	— (obl.)	319	313	313	313
305	S.A.T.	289	300	300	300
14	Saulnes	17	16 50	16 50	16 50
30	Saunier-Duval	32	33	33	33
79	Schneider	95 80	94 30	94 30	95 90
24	S.C.O.A.	24 50	24	24 70	23 55
109	S.C.R.E.G.	106	107 10	107 10	109
135	— (obl.)	124 20	128	128	128
215	Seb	230	228	228	223 50
172	Sefimeg	175	175	175	172 50
680	S.F.I.M.	675	674	670	665
480	Sign. Ent. El.	500	510	510	510
315	Silic	306	306	306	305
196	Simco	185 60	186	186	186
98	Simnor	100	100	100	98
625	Skis Rossignol	640	680	682	660
285	Sogerap	291	292	293 80	290
146	Sommer-Allib.	156	152	155 50	149
200	Source Perrier	228	228	222	225
295	Talcs Luzenac	286	283	283	278 10
760	Tél. Electr.	839	842	845	842
128	— (obl.)	125 80	125 80	125 80	125 80
163	Thomson-C.S.F.	153	153	152	152 50
235	— (obl.)	230	227 10	227 10	229
1100	T.R.T.	1228	1200	1220	1224
142	U.F.B.	158 50	155	155	152
375	U.I.S.	383	384	384	378
125	U.C.B.	138	138	138	138
1 83	Usinor	1 93	1 86	1 87	1 86
162	U.T.A.	184	182	187	178 40
[illegible]	Valéo	[illegible]	[illegible]	[illegible]	215

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
85	Vallourec	88 10	90 50	90 60	89
1150	V. Clicquot-P.	1240	1222	1222	....
840	Viniprix	692	698	698	684
162	Amax Inc.	203	204 80	206 50	208 40
535	Amer. Express	556	552	552	555
490	Amer. Teleph.	541	552	555	554
128	Anglo Amer. C.	163	152	155 c	151 50 c
860	Angold	1007	975	1010	960
840	B. Ottomane	936	920	920	905
410	BASF (Akt)	435	428	426	430
380	Bayer	410	406	404	400
445	Buffelsfont.	493	475	475	465 50
30	Charter	34 10	34	34	33 50
420	Chase Manh.	436 90	427 50	430	422 10
174	Cie Pétr. Imp.	207	196	197	192
47	De Beers	60	58 80	58 10	55 90
960	Deutsche Bank	965	945	942	955
110	Dome Mines	161	163 50	166	163
255	Driefontein Cst	289 90	287 20	290 10	286
300	Du Pont-Nem.	355	350 50	350 50	352
880	Elf-Gabon	900	910	915	892
735	Eastman Kodak	720	699	694	703
162	East Rand	205	198 30	201 50	196
365	Ericsson	389	384	384	382
230	Exxon Corp.	262 50	258	258	260
330	Ford Motors	340	325 50	327	328 50
390	Free State	465	430	438	427 60
174	Gencor	207	201 50	197 50	197 50
205	Gén. Belgique	211 10	210	210 60	210
820	Gén. Electr.	828	822	826	824
515	Gen. Motors	548	528	531	530
63	Goldfields	72 80	70 70	71 30	71
162	Harmony	205	199	198	200
27	Hitachi	29 80	29 80	29 75	29 80
380	Hoechst Akt.	410	400	398	392

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
45	Imp. Chemical	47 55	46 20	46 20	46 20
82	Inco. Limited	109	107	107 50	106 40
770	IBM	829	828	831	825
38	Ito-Yokado	42 10	42 70	42 70	42 70
255	ITT	272	266 80	268 80	269
47	Matsushita	46 80	47	47 40	47 80
720	Merck	728	712	712	719
605	Minnesota M.	664	658	658	646
205	Mobil Corp.	218 50	218	217 90	215 10
15300	Nestlé	17150	16980	16660	17000
310	Norsk Hydro	355	350	349	350
765	Petrofina	809	800	756	738
495	Philip Morris	482	480	481	482
88	Philips	103 80	98	98	98 70
385	Pres. Brand	437 70	417	425	415
395	Président Steyn	496	484	478	475
910	Quilmès	965	950	960	936
930	Randfontein	1174	1098	1100	1077
280	Royal Dutch	320	317 40	317 10	312 70
60	Rio Tinto Zinc	69 80	69 70	69 50	69 70
370	St Helena Co	415	409	415	401
375	Schlumberger	405	402	411 c	398 40 c
53	Shell transp.	58 40	58 20	58 10	57 50
880	Siemens A.G.	906	875	877	855
120	Sony	123 10	123	123	120 60
179	T.D.K.	171 50	164 50	165 10	165
585	Unilever	657	639	639	....
460	Unit. Techn.	508	499	499	494
840	Vaal Reefs	980	940	962	928
440	West Deep	539	518	523	508
395	West Hold.	500	493 50	495	428
315	Xerox Corp.	340 50	337	344	332
2 35	Zambia Corp.	3 06	3	3 06	2 94

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 652	6 690	6 450	6 800
Allemagne (100 DM)	283 540	283 540	275	289
Belgique (100 F)	14 435	14 438	12 900	14
Pays-Bas (100 fl.)	257 420	257 300	251	263
Danemark (100 krd)	80 420	80 450	76	82
Norvège (100 k)	95 400	95 760	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 485	10 547	10 150	10 850
Grèce (100 drachmes)	7 980	7 990	6 500	8 500
Italie (1 000 lires)	4 944	4 934	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	346 120	345 100	335	353
Suède (100 krs)	91 700	92 020	89	95
Autriche (100 sch)	40 415	40 380	39 400	41 100
Espagne (100 pes.)	5 311	5 327	5 800	5 900
Portugal (100 esc.)	6 970	6 970	5 500	6 700
Canada ($ can 1)	5 442	5 477	5 260	5 530
Japon (100 yens)	2 907	2 901	2 780	2 920

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/1
Or fin (kilo en barre)	104700	103800
Or fin (en lingot)	104050	103200
Pièce française (20 fr)	716	713
Pièce française (10 fr)	460	.....
Pièce suisse (20 fr)	700	696
Pièce latine (20 fr)	689	688
Souverain	820	803
Pièce de 20 dollars	3605	3510
Pièce de 10 dollars	1850	1800
Pièce de 5 dollars	890	.....
Pièce de 50 pesos	4200	4200
Pièce de 10 florins	650	665



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

EN DÉCEMBRE

Le chômage a diminué pour le deuxième mois consécutif

Pour le deuxième mois consécutif, en décembre, le chômage a diminué, que ce soit en données brutes (moins 1,4 %) ou après correction des variations saisonnières (moins 1,1 %), a indiqué M. Le Garrec, ministre chargé de l'emploi, le 17 janvier à Paris devant la presse.

Selon le communiqué du ministre, au 31 décembre, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) était de 2 131 400 au lieu de 2 161 000 fin novembre – soit une diminution de 1,4 %. Le mois précédent le chômage avait déjà diminué de 0,7 %. En un an, de décembre 1981 à décembre 1982, l'augmentation du chômage à été de 5,8 %. *« C'est la hausse la plus faible depuis 1976 »*, a souligné le ministre, en rappelant qu'en 1981 la hausse annuelle avait été de 23,4 %.

Cette légère décroissance du chômage en décembre apparaît également après correction des variations saisonnières. Le nombre de chômeurs, fin décembre s'élevait à 2 009 000, contre 2 031 100 fin novembre. – soit là encore une diminution de 1,1 %.

Commentant les chiffres du derniers semestres dans son communiqué M. Le Garrec a rappelé que *« pour la première fois depuis le début de la crise en 1974, le chômage en données corrigées a baissé sur une telle période,* la diminution étant de 1,6 %.

En décembre 1982 l'A.N.P.E. a reçu 303 100 demandes nouvelles (en données corrigées), contre 304 600 en novembre. En données brutes, le volume de ces demandes est de 289 200, soit 3,6 % de plus qu'il y a un an. Selon le ministère, si les inscriptions pour non-renouvellement d'un contrat à durée déterminée ou pour reprise d'activité sont plus nombreuses qu'à la fin de l'année 1981, celles des travailleurs temporaires en fin de mission *ont nettement* diminué.

Les offres d'emplois non satisfaites fin décembre à l'A.N.P.E. sont endonnées brutes au nombre de 93 600, comme fin novembre, – soit une augmentation de 68,3 % en un an. Après correction des variations siasonnières, ces offres s'élèvent à 108 700 contre 97 500 fin novembre – une progression en un mois de 11,5 %, selon le ministère.

Les nombreux dépôts opérés dans le cadre des contrats de solidarité (17 200 au cours du mois de décembre, pour un total de 29 400 offres en fin de ce mois) expliquent en majeure partie cette hausse ininterrompue au deuxième semestre de 1982.

Plus de 25 000 contrats de solidarité signés en 1982

En effet plus de 8 000 contrats ont été signés au cours du mois de décembre (exactement entre le 26 novembre et le 25 décembre), portant le total des contrats déjà signés en 1982 à 25 880. Sur les 2 660 dossiers en cours d'instruction à la date du 24 décembre, plus d'un millier auront été signés avant le 31 décembre 1982. Au total, avant l'entrée en vigueur des nouveaux taux de préretraite à partir du 1er janvier 1983, Les contrats de solidarité auront donc concernés au cours de 1982 environ trois cent mille bénéficiaires potentiels d'une préretraite-démission. Enfin les départs effectifs en 1982 dans le cadre des contrats de solidarité est de l'ordre de quatre-vingt mille.

D'une façon générale la baisse du chômage que l'on constate sur deux mois consécutifs s'explique par la politique économique menée en matière d'emploi, estime M. Le Garrec. *« Le succès des contrats de solidatité se traduit par une hausse sensible des offres d'emplois présentées par les entreprises. Le programme en faveur des chômeurs de longue durée permet un nombre croissant de sortie du chômage par la reprise d'un emploi ou une entrée en formation. Les actions de formation des seize-dix-huit ans sont maintenant en place sur l'ensemble du territoire et assurent à environ quarante mille d'entre eux une qualification professionnelle. De surcroît le processus de réduction des horaires engagé par l'ordonnance de janvier 1982 a apporté une contribution essentielle à l'amélioration de l'emploi. »*

Fermeté de la livre sterling

Sur des marchés des changes assez calmes en ce début de semaine, la livre sterling s'est raffermie, cotant, à Paris, 10,61 F contre 10,55 F à la veille du week-end. Madame Thatcher a déclaré que les propos des dirigeants du parti travailliste, prêts à dévaloriser la livre de 30 % en cas de victoire aux élections générales, avaient contribué à la chute récente de cette monnaie. Selon le premier ministre britannique, *« la livre n'a aucune raison de baisser davantage ».*

En Corse

M. JEAN-FELIX ORSINI A ÉTÉ INCULPÉ

M. Jean-Félix Orsini, âgé de cinquante-six ans, militaire à la retraite, qui avait été interpellé, vendredi 14 janvier à Corte, a été inculpé, samedi, d'*« infraction à la législation sur les explosifs »* et écroué à la maison d'arrêt de Bastia (*le Monde* daté 16-17 janvier).

Connu pour son activisme antinationaliste, M. Orsini est soupçonné d'avoir placé, vendredi matin, deux bâton de dynamite dans la voiture d'un sympathisant autonomiste, M. Antoine Barcq, non loin de la sous-préfecture où était reçu le nouveau commissaire de la République, délégué à la police, M. Robert Broussard.

● *M. François Mitterrand* a déjeuné le 10 janvier, au restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, à Paris, où un attentat antisémite avait fait six morts le 9 août dernier. Le président de la République, qu'accompagnaient son beau-frère, le comédien Roger Hanin, M. Roger-Gérard Schwartzenberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, et M. André Rousselet, P.-D.G. de l'agence Havas, s'est entretenu avec M. Jo Goldenberg de l'état des personnes blessées lors de l'attentat et il a exprimé sa solidarité avec les victimes de cette agression.

M. Mitterrand s'était rendu sur place, le jour de l'attentat, et il avait assisté à un office dans la synagogue de la rue Pavée.

PROGRÈS DANS LA COMPRÉHENSION DE DEUX MALADIES

Identification d'un fragment supplémentaire d'A.D.N. chez les diabétiques

Une équipe scientifique de la faculté de Washington annonce dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine (1)* qu'elle est parvenue à identifier un fragment supplémentaire d'acide désoxyribonucléique (A.D.N.) dans des cellules de malades diabétiques. Cette structure est plus fréquemment inscrite dans le patrimoine génétique de ces personnes que dans celui de sujets normaux.

Selon le docteur Peter Rotwein, directeur de cette équipe, ce fragment d'A.D.N. est situé à proximité immédiate du gène qui commande la synthèse de l'insuline humaine, en cause dans la maladie diabétique. L'étude a porté sur deux cent dix-sept personnes. L'équipe américaine a mis cette structure en évidence chez des malades atteints du diabète dit « de l'adulte » (débutant dans la seconde partie de la vie). Elle est beaucoup plus rare chez les jeunes diabétiques atteints de la forme dite « insulinoprive ». Elle a aussi pu être mise en évidence – très rarement – chez des individus sains. Rien ne permet encore d'expliquer le rôle exact de cette structure dans les mécanismes physio-patho- logiques du diabète.

Un travail semblable a été présenté en novembre dernier par une équipe de San-Francisco, lors d'un congrès international sur le diabète, à Nairobi. Les résultats de ces travaux constituent des données supplémentaires permettant de décrire précisément le « terrain diabétique ». Depuis quelques années, on a identifié l'existence de « marqueurs » biologiques (groupe H.L.A. ou protéines circulant dans le sang), structure beaucoup plus fréquemment retrouvée chez les diabétiques que chez les individus sains. Les résultats américains – qui témoignent de l'aisance avec laquelle on sait aujourd'hui « explorer » l'A.D.N. humain – se situent en amont des travaux précédents et laissent entrevoir la possibilité prochaine d'une prévention de l'apparition de ce groupe d'affections, qui touchent dans le monde plusieurs dizaines de millions de personnes.

J.-Y. N.

(1) Numéro daté du 13 janvier.

Mise en évidence d'un gène bactérien responsable de la blennorragie

Une équipe de l'université de Stanford (Californie) est parvenue à isoler un gène bactérien – unité fonctionnelle du patrimoine héréditaire – qu'elle suppose être responsable d'une maladie sexuellement transmissible : la blennorragie. Cette maladie est due à l'infection des voies uro-génitales par le *Neisseria gonorrhoeae*. Au stade aigu (écoulement purulent, douleurs à la miction) peuvent succéder diverses complications évoluant sur un mode chronique, parfois responsable de stérilité féminine. Les nouveau-nés peuvent aussi être atteints.

Le nombre des cas de blennorragie est en augmentation constante à travers le monde comme en témoignent diverses études épidémiologiques anglo-saxonnes. Les efforts entrepris pour la mise au point d'un vaccin se sont longtemps heurtés à certaines caractéristiques de la bactérie, qui lui permettent de se « camoufler » au sein de l'organisme.

Quelques tentatives récentes viennent néanmoins d'être faites, notamment sur des « marines » américains. Les résultats américains permettent de mieux comprendre, à l'échelon du patrimoine héréditaire bactérien, la nature des mécanismes assurant au germe son aptitude à annihiler les anticorps humains dirigés contre lui.

Selon le docteur Stanley Falkow, directeur du département de microbiologie de l'université de Stanford, le gène identifié dirige la synthèse d'une protéine (une enzyme) capable de détruire ces anticorps. Des études sur le même thème sont actuellement conduites à l'Institut Pasteur de Paris.

Le porte-parole de l'université de Stanford a précisé qu'une bactérie responsable d'une forme de méningite produisait la même enzyme et que les travaux du docteur Falkow pourraient ainsi contribuer aussi à mieux combattre cette maladie.

J.-Y. N.

Le numéro du « Monde » daté 16-17 janvier 1983 a été tiré à 540 845 exemplaires.

NOUVEAUX VISAGES AUX JOURNAUX TÉLÉVISÉS DE TF 1

Ne voulant pas être en reste avec Antenne 2, TF 1 a décidé de procéder à d'importants changements dans le domaine de l'information. Tout d'abord, le journal de la mi-journée est profondément modifié. Il débutera à 12 heures et se terminera à 13 h 45, comprenant les sujets d'actualité et des « papiers » magazine. Vedettariat oblige, il s'intitulera : « Mourousi première ». Cette modification doit intervenir à partir du 24 janvier, comme l'a précisé M. Jean-Pierre Guérin, directeur de l'information de TF 1, au cours d'une conférence de presse réunie ce lundi 17 janvier.

Pour ce qui est du journal de 20 heures, il sera présenté, toujours à partir du 24 janvier, en alternance, par deux « couples » de journalistes : Francine Bucchi (venant de FR 3) et Jean-Pierre Berthet, d'une part, Françoise Kramer et Jean-Claude Narcy, d'autre part, avec une mise en page plus *« rigoureuse »*, selon M. Guérin. La dernière édition, vers 23 heures, verra le retour de Julien Besançon, qui en présentera les titres dès 22 heures.

A l'image d'Antenne 2, TF 1 instaure une politique éditorialiste. Une équipe de sept journalistes commenteront l'actualité, dans le domaine de leur compétence : François de Closets, Emmanuel de la Taille, Philippe Sainteny, Noël Copin, Pierre Bouteiller, Dominique Bromberger et Jacques Legris. Des chroniques seront aussi demandées à des journalistes appartenant à la presse écrite.

Autre nouveauté : un magazine, intitulé « Les choses de la vie », est confié à Alain de Sédouy. Il sera diffusé chaque mois, le mercredi soir, et durera une heure trente. Le premier numéro doit paraître le 16 mars et aura pour sujet : « L'amour à seize ans ». Pour la jeunesse, les responsables de TF 1 envisagent de rénover leur émission quotidienne, à *18* heures.

UN APPEL A M. MARCHAIS EN FAVEUR DE CHTCHARANSKI

Au nom du Comité de défense d'Anatoli Chtcharanski, un *« appel urgent »* a été adressé à M. Georges Marchais par M. Claude Jasmin, professeur agrégé de cancérologie. Après avoir rappelé au secrétaire général du P.C.F. les motifs de la grève de la faim de l'activiste juif et militant des droits de l'homme dans sa prison de Tchistopol, M. Jasmin écrit notamment :

« Quand j'imagine Chtcharanski dans sa cellule, amaigri, affaibli, coupé du monde, plongé dans la solitude totale, perdu dans le pays du désespoir, je pense à certains malades qui m'ont raconté ce lent glissement vers la mort, seule issue possible, délivrance pour ceux qui sentent que personne ne peut ou ne veut plus rien faire pour eux ni même leur parler. Pourtant Chtcharanski peut être sauvé : il n'a aucune maladie incurable. Il suffirait d'ouvrir la porte de sa prison pour laisser pénétrer la vie. (...) Je ne peux faire mon métier de cancérologue que parce que je crois au lendemain. Aidez-nous pour que Chtcharanski ait un lendemain. »

LE KOWEIT VA ACHETER DE NOUVEAUX AVIONS DE COMBAT MIRAGE-F-1-C A LA FRANCE

Koweït *(A.P.)*. – Le Koweït va conclure un contrat pour l'achat de douze avions de combat Mirage-F-1-C, a annoncé dimanche 16 janvier le chef d'état-major, le général Abdullah Farraj Al Ghanim, qui a cependant démenti que le Koweït avait commandé des Mirage-2000 à la France. *« Nous pouvons nous procurer ce type d'appareil, mais nous n'en avons pas besoin pour le moment »*, a ajouté le chef d'état-major. Les Mirage-F-1-C ont été choisis en raison de leurs capacités de manœuvre, de leur système de radar et de la portée des missiles.

L'armée koweïtienne dispose déjà de vingt Mirage-F-1-C, et elle est en discussions, avancées, pour l'achat d'avions d'appui Alpha-Jet, de conception franco-ouest allemande, qui seraient assemblés dans les usines égyptiennes.

Après la création d'un directoire C.G.T.

SITUATION « RÉVOLUTIONNAIRE » A « L'UNION » DE REIMS

Le quotidien *l'Union* de Reims – où la C.G.T. a créé, vendredi 14 janvier, un directoire de quatre membres pour s'opposer à la désignation d'un administrateur provisoire (*le Monde* daté 16-17 janvier) – publie lundi 17 en page « une » le communiqué de trois des six gérants, MM. Jean-Louis Schneiter, Michel Ehrmann et Jean Chabaut, dénonçant le *« coup de force »* de la C.G.T. et mettant en garde ceux qui pourraient le cautionner.

Pour sa part, la C.G.T. explique que cette prise de contrôle est *« la seule solution pour assurer la survie du journal et conserver le maximum des emplois existants »*. En outre, la C.G.T. *« regrette que les pouvoirs publics aient permis que se développe une telle situation en ne concrétisant pas l'aide qu'ils avaient implicitement promise »*.

Une rencontre entre le conseil de gérance et le directoire de la C.G.T. était prévu ce lundi 17 janvier.

De son côté, la rédaction – sur l'initiative du Syndicat national des journalistes – proposerait la création d'un comité de sauvegarde de la rédaction ayant pour but de garantir l'indépendance des journalistes. A cet effet, une assemblée générale des journalistes a été convoquée ce lundi.

Enfin, l'assignation en non-paiement des cotisations de *l'Union* à l'URSSAF, qui devait lui être signifiée ce 17 janvier, a été levée après versement partiel des sommes dues.

L'interview de M. Mauroy à « Ouest-France »

POLÉMIQUE A PROPOS D'UN « CHOIX JOURNALISTIQUE »

(De notre correspondant.)

Rennes. – La publication par le quotidien *Ouest-France* (huit cent mille exemplaires diffusés sur douze départements), dans son édition du 16 janvier, d'une interview du premier ministre, à l'occasion de la venue ce même jours à Nantes, Brest et Rennes, de M. Pierre Mauroy, a provoqué une vive réaction de la part d'un autre quotidien régional, *le Télégramme de Brest*, (deux cent mille exemplaires sur trois départements), qui s'en explique en page « une » dans son édition de lundi 17 janvier.

Vendredi, précise *le Télégramme de Brest*, le premier ministre a décommandé le journaliste de sa rédaction parisienne, auquel il devait confier les réflexions que sa visite à Brest lui inspirait. *« Il s'est incliné devant les exigences de Ouest-France, qui acceptait de reproduire les déclarations de M. Mauroy en exclusivité seulement. »*

Rappelant qu'il diffuse trente-neuf mille sept cents exemplaires sur la seule ville de Brest, contre cinq mille cent pour *Ouest-France*, *le Télégramme de Brest* regrette *« que les hommes politiques modernes, de gauche comme de droite, (le problème s'était déjà posé, entre autres, avec M. Giscard d'Estaing), mesurent leur disponibilité et les amabilités qu'ils prodiguent à la taille du support disposé à s'en faire l'écho ».*

EN TURQUIE

Un avion s'écrase à Ankara : 41 morts et 21 blessés

(De notre correspondant)

Ankara. – Un Boeing 727 des lignes aériennes turques (T.H.Y.), desservant la ligne Tripoli-Paris-Istanbul-Ankara, s'est écrasé à l'atterrissage, dimanche 16 janvier, vers 22 heures, heure locale (20 heures à Paris) en raison des conditions atmosphériques très difficiles qui régnaient sur l'aéroport d'Esenboja. L'accident a fait quarante et un morts et vingt et un blessés, dont sept membres de l'équipage. Mme Irène Druet, employée du service culturel de l'ambassade de France à Ankara, seul passager français à bord, figure parmi les blessés.